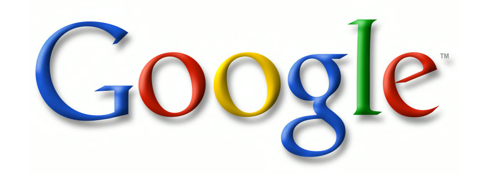


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

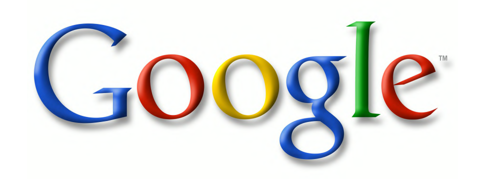
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

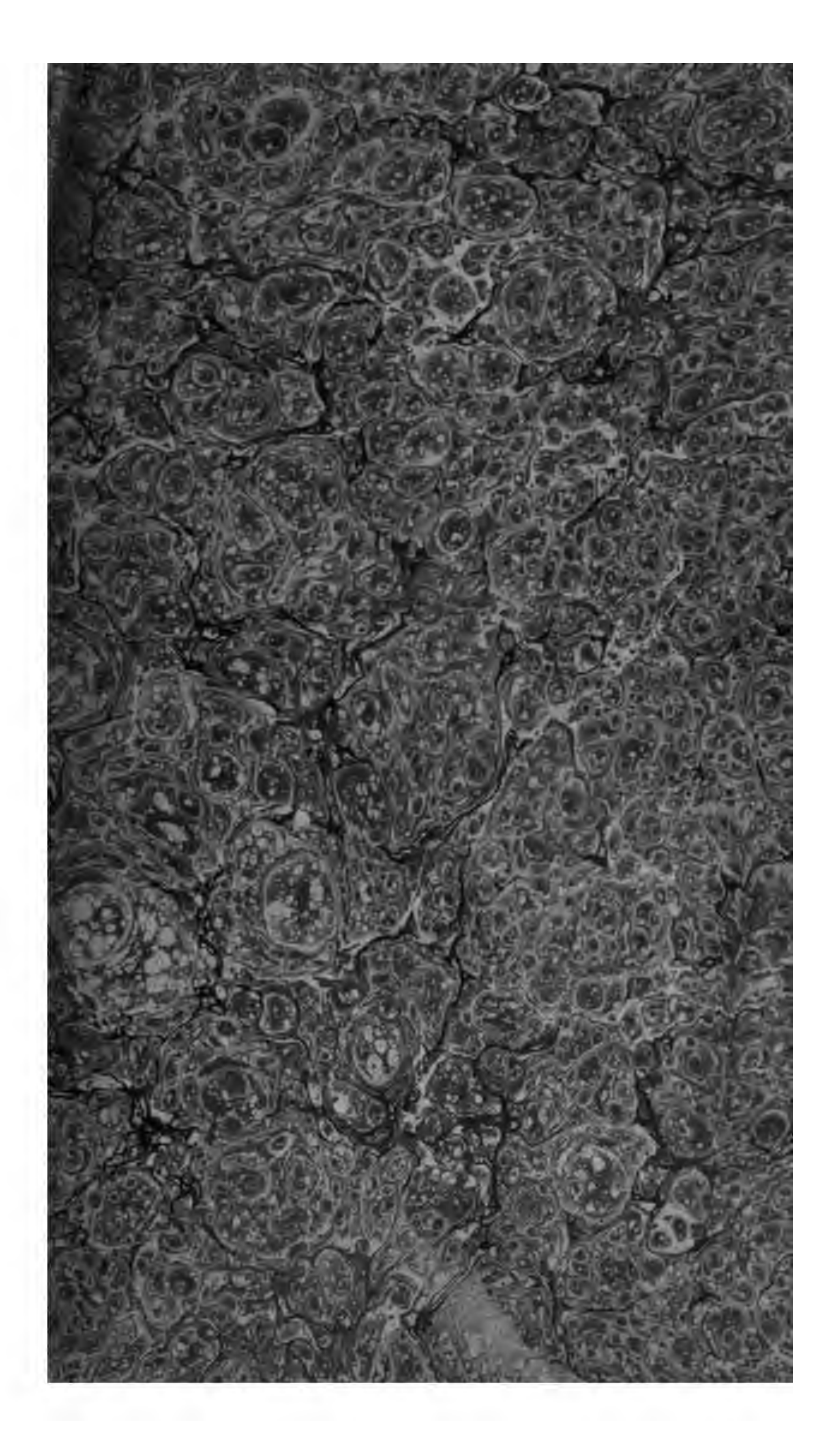
+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`




116. b. 7.
DOMI NUS ILLU MINA TIO MEA
Taylor Institution



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE, rue Christine, n° 2.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,

Aide-de-camp général de S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE, grand'croix de plusieurs ordres.

TOME SEPTIÈME.

CAMPAGNE DE 1795.

A PARIS,

CHEZ ANSELIN ET POCHARD,

SUCCESSEURS DE MAGIMEL,

LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE, N° 9.

1821.

RECTIFICATIONS IMPORTANTES A FAIRE

Dans les Tomes II, VII, VIII, IX ET X.

TOME II.

Page.

159. On a commis une erreur. Le baron de Stein dont il est question, n'est point le même que le ministre d'état prussien, qui joua un grand rôle de 1807 à 1815.

Au surplus, le fond de cette anecdote, puisée dans un ouvrage estimé, paraît également susceptible de doute. On ne comprendrait pas comment le ministre de Prusse dont l'armée était alors engagée dans les Ardennes, aurait pu opérer pour la reddition de Mayence.

TOME VII.

Page.	ligne.	
52,	28,	Supprimez le mot *offensif.*
55,	4,	*Le 4-20 mars*, lisez *le 20 mars.*
58,	22,	au lieu de *à huit*, lisez *ou huit.*
68,	7,	*à Plobsheim, à Ottmarsheim*, lisez *de Plobsheim à Ottmarsheim.*
Chap. 47.		On a omis de renvoyer le lecteur à la carte n° 21.
87,	28,	*par Valeggine*, lisez *par le val leggine.*
89,	17,	*de la rive droite de ce torrent*, lisez *du torrent de Tregenda.*
127,	22,	*San pera pescador*, lisez *San pedro pescador.*
146,	18,	*Airs de vent*, lisez *Aires de vent.*
279,	12,	Après ces mots, *soit que le directoire ait eu des renseignemens*, il faut ajouter *positifs dece qui se passait, par la légation française, à Bâle, soit qu'il n'eût que de simples soupçons.*
296,	3 et 4;	*Prerendo et de la Cassetto*, lisez *prerendo et ca-di-sotto.*

Page : ligne.

TOME VIII.

196, 13, *Voyez planche VI*, lisez *voyez planche IV*.

379, » On a omis de renvoyer le lecteur à la planche 22 que nous donnons pour l'intelligence des batailles de Lonato et de Castiglione.

TOME X.

83, 11, *à gauche sur Linzenheim*, lisez *à droite sur Linzenheim*.

83, 12, *à droite sur Freystett*, lisez *à gauche sur Freystett*.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE VIII.

CAMPAGNE DE 1795. — PREMIÈRE PÉRIODE.

SOMMAIRE.

État de l'Europe et de la France en particulier.—La Prusse, abandonnant la Hollande à son sort, fait sa paix séparée à Bâle.— L'Angleterre décidée à redoubler d'efforts, resserre ses liens avec l'Autriche par le traité du 20 mai, et profite du retour de ses troupes pour s'emparer des colonies hollandaises.—L'Irlande s'agite; les catholiques s'unissent par des associations secrètes.— Sortie intempestive et désastre de la flotte de Brest.—Traités de la Jaunais, de la Mabilais et de St.-Florent avec les Vendéens.— Nouvelle composition du comité de salut public; Sieyes y entre, et Aubry remplace Carnot.—Traité de Sieyes avec la république batave. — Les Jacobins menacent de reprendre le dessus.— Insurrections du 12 germinal et 1er prairial.— Une agence royale est établie à Paris pour organiser la réaction. — Rapport du comité chargé de rédiger une nouvelle constitution. — Mort du Dauphin. — Le Régent se fait proclamer roi à Vérone.

Stagnation des troupes sur le Rhin. — Travaux de Kléber devant Mayence. — Blocus et prise de Luxembourg. — Relations de Pichegru avec les émigrés.

Préparatifs en Italie. — Les Français tentent une expédition en Corse; mais leur escadre battue à la hauteur d'Alassio rentre à Toulon. Troubles dans cette ville; les Impériaux en profitent pour s'emparer de Savone et de la rivière de Gênes. — Kellermann se replie sur la ligne de Borghetto. — Combat naval des îles d'Hières.

Ouverture de la campagne aux frontières d'Espagne; l'armée des Pyrénées Orientales, réduite à la défensive par le plan du comité, entreprend un fourrage sur la Fluvia ; combats qui en résultent. Celle des Pyrénées-Occidentales sous Moncey, prend son essor en Navarre et en Biscaye.—Passage de la Déba.—Combats d'Irursun et de Salinas.—Entrée des Français à Bilbao et à Vittoria.—L'Espagne signe la paix à Bâle.

État de la Vendée depuis la pacification. — Hoche fait arrêter Cormatin, et les hostilités recommencent en Bretagne.—Les Anglais, entraînés par les projets de Puisaye et le désir de faire une diversion favorable à l'Autriche, préparent une expédition contre les côtes de cette province. — Le comte d'Artois envoie le marquis de Rivière pour rétablir la bonne intelligence entre Charette et Stofflet. — Combat naval de Lorient. — Les émigrés descendent à Quiberon, où Hoche les détruit; les Chouans sous Tinteniac sont battus et dispersés; Charette et Stofflet restent dans l'inaction en Vendée, attendant l'issue de l'expédition.

CHAPITRE XLV.

État de l'Europe et de la France en particulier — Paix en Vendée. — Insurrections parisiennes des 8 et 12 germinal. — Décrets du 11 avril. — Agence royale établie à Paris pour diriger la réaction. — Insurrection de la capitale au 1er prairial. — Mort du Dauphin. — Discussion de la constitution. — Révolte de Toulon.

A L'OUVERTURE de la quatrième campagne, la position relative des puissances belligérantes se trouvait totalement changée. Par la série non interrompue de succès obtenus dans celle de 1794, la république avait tranché de son épée redoutable le nœud de la coalition; et la politique, toujours soumise à la victoire, ne cherchait plus qu'à garantir ceux qui se croyaient exposés à sa vengeance. Telle est, dit Machiavel, la destinée d'une nation qui s'est fait une réputation par la guerre; chacun désire son alliance, chacun cherche à éviter les coups qu'elle peut lui porter.

Tous les coalisés s'observaient et n'étaient plus retenus que par la fausse honte d'entrer en né-

gociation avec un gouvernement que naguères ils juraient de renverser, et pour lequel ils affectaient encore le plus profond mépris.

Prusse. Enfin le prince qui avait ambitionné le titre d'Agamemnon de la ligue, Frédéric-Guillaume II, secoua le premier le joug de l'opinion : son peuple, il est vrai, condamnait hautement la guerre; mais on ne pouvait présumer que le Souverain, qui arma en 1788 pour assurer au Stathouder des priviléges contestés, lui témoignerait aussi peu d'intérêt dans une circonstance où il s'agissait de son existence même.

En effet, l'invasion de la Hollande qui, un siècle auparavant, produisit une ligue de tous les états pour mettre un frein à la puissance de Louis XIV, et qui de nos jours eût justifié l'alliance de tant d'intérêts opposés, devint au contraire le signal de rupture d'une coalition jusqu'alors contraire aux intérêts de plusieurs nations. Cette rupture aussi difficile à expliquer que l'alliance elle-même, prouva que les cabinets furent bien plus influencés par de petites passions que guidés par les calculs d'une sage politique.

La Prusse se repentit sans doute de s'être engagée dans une guerre où elle n'avait aucun avantage réel en 1792, et qui depuis lors avait pris un caractère tout différent par suite des prétentions de l'Autriche et de l'Angleterre. Mais ce n'était pas une raison de quitter la partie,

alors qu'elle devenait un devoir pour le cabinet de Berlin : la maison d'Orange étant son alliée la plus intime par les liens du sang, comme par sa position, tout faisait une loi à Frédéric-Guillaume de la soutenir. D'ailleurs ce prince ne pouvait voir d'un œil tranquille le directoire français reculer les bornes de sa puissance jusqu'aux frontières de Westphalie; et il ne devait poser les armes qu'après avoir compris la Hollande dans son traité avec la France et dans la ligne de neutralité qui en fut le complément.

La paix de Bâle avec une telle clause eût été alors un acte très-sage du ministère prussien; car les acquisitions de la France en Belgique n'eussent été qu'une juste compensation de celles que les trois puissances venaient de faire en Pologne, et l'état relatif des partis fût resté à peu près le même qu'en 1792. La France, de son côté, y eût gagné l'avantage de mettre la marine et les colonies hollandaises à l'abri, et de pouvoir disposer de l'armée du Nord pour dicter la paix à l'Autriche.

A la vérité, la révolution récente des Provinces-Unies, et la fuite du Stathouder en Angleterre, laissaient des doutes sur la possibilité de rétablir la maison d'Orange, à moins que la république française n'abandonnât le parti patriote : alternative pénible, et propre à justifier ce que nous avons dit des funestes effets du propagan-

disme, auquel l'on sacrifia les calculs d'une bonne politique. Il eût été à désirer pour la cause de toute l'Europe que le Stathouder appuyé par la Prusse et par la France fût resté dans ses états en faisant au parti patriote des concessions d'autant plus justes qu'elles étaient généralement réclamées.

Ce n'était pas seulement à sauver la Hollande que Frédéric-Guillaume aurait dû borner son ambition : il semble qu'il aurait pu jouer un rôle plus important encore, en proposant une médiation armée et forçant l'Autriche d'y accéder. Le cabinet de Berlin se trouva alors dans une de ces situations décisives, où il est aisé de faire pencher la balance à son gré, et il ne sut en profiter ni pour ses intérêts ni pour ceux du genre humain. Un système plus vaste et plus ferme eût peut-être arrêté une plus longue effusion de sang, prévenu la perte des marines hollandaises et espagnoles, et enchaîné pour long-temps le despotisme maritime et le despotisme continental qui se sont successivement élevés, et dont la lutte a fait tant de mal à l'Europe.

Quelques personnes ont cru trouver l'énigme de la politique prussienne dans les nouveaux débats qui résultèrent de la prise de Varsovie par le maréchal Suwarof. Cet événement donna effectivement naissance à de nouveaux projets pour le partage définitif de la Pologne, et il est

vraisemblable que Frédéric-Guillaume se flatta d'acquérir une plus grande part aux dépouilles en se débarrassant de la guerre qui l'occupait sur le Rhin.

D'autres pensent que le cabinet de Berlin se laissa entraîner par l'espoir d'augmenter son influence sur le corps germanique qui, dès-lors, fut divisé effectivement en deux fédérations. Les états de Hanovre, de Westphalie, de Hesse-Cassel, et peu de temps après la Saxe se rangèrent dans la ligne de neutralité tracée par la Prusse en vue de soustraire ces états aux charges et aux chances de la guerre. Une telle puissance fédérative accrut considérablement la force de Frédéric-Guillaume, soit dans ses relations avec l'Autriche, soit dans celle avec la France. Ce traité de neutralité, signé le 17 mai, eut assez d'importance sur les opérations des armées, pour qu'il soit indispensable de le présenter à nos lecteurs (1).

La ligne devait s'étendre comme on le verra depuis la rive droite du Mein, jusqu'à la mer du Nord; mais par une réserve assez bizarre, l'effet en était illusoire, puisqu'elle laissait aux puissances belligérantes plusieurs routes militaires, pour aller de Francfort à Dusseldorf; ce qui facilitait aux Français l'entrée en Allemagne, et

(1) Pièces justificatives, n° 1.

aux Impériaux les moyens d'envahir de nouveau la Belgique.

Hollande. La conquête de la Hollande, la fuite du Stathouder en Angleterre, et l'abolition de cette magistrature héréditaire qui en avait été la suite, aplanirent toutes les difficultés qui s'opposaient à la conclusion de la paix entre les deux républiques. En effet, le 16 mars, celle des Provinces-Unies reconstituée, signa avec la France un traité d'alliance dont les principales dispositions accordaient à cette dernière 100 millions de florins à titre de paiement des frais de la guerre; la libre navigation du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut et du Hondt; la cession de Venlo et de Maëstricht; le droit de mettre garnison perpétuelle à Flessingue; enfin, celui d'occuper Berg-op-Zoom, Grave et Bois-le-Duc, en cas d'hostilités du côté du Rhin ou de la Zélande. Le contingent de la république batave fut fixé à 12 vaisseaux de ligne et 18 frégates qui devaient être employés principalement dans les mers du Nord et de la Baltique, et à moitié des troupes de terre qu'elle avait sur pied.

Ce traité généralement regardé comme des plus favorables à la France, eût été d'un effet admirable en 1787, mais dans ces fâcheuses circonstances, il achevait la ruine de la Hollande sans qu'il en résultât d'avantage réel. La force et les richesses de ce pays ne consistaient pas dans

sa ligne de places fortes, ni dans quelques millions de numéraire, mais bien dans ses colonies et ses comptoirs lointains. Or, la marine française se trouvant hors d'état de les couvrir dans les deux Indes, l'alliance des deux nations n'était qu'illusoire pour l'instant, et tout portait même à croire qu'elle servirait de prétexte à l'Angleterre pour s'emparer ou ruiner des établissemens qu'elle convoitait depuis tant d'années. Le moment de cette union était d'autant plus mal choisi, que loin de pouvoir se flatter d'y amener l'Espagne, le pavillon castillan flottait encore à côté de celui des Anglais, et leur assurait une supériorité incontestable. Cependant telle était la fâcheuse alternative dans laquelle l'invasion de la Hollande avait placé les deux états, que Sicyes, malgré toute son habileté, eût été embarrassé de faire mieux; car le Stathouder, allié aux Anglais, et réfugié chez eux, leur eût toujours donné un prétexte de s'emparer des établissemens maritimes à leur convenance. D'ailleurs on ne saurait nier que, si la France ne gagna pas au traité tout ce qu'on s'en promettait, elle obtint de grands avantages par la jouissance du port et des chantiers de Flessingue, par les rapports commerciaux établis en sa faveur, et les sommes qu'elle retira de la Hollande. L'article qui mettait à sa disposition la moitié des forces bataves fut plus séduisant qu'utile; car loin d'en

tirer un homme, on y en laissa 40 mille pendant plusieurs années.

Angleterre. Pitt montra dans ces circonstances décisives toute l'étendue de son génie et la vigueur d'un grand caractère : bien convaincu qu'il fallait redoubler d'efforts pour profiter de ses avantages, il ne se laissa point effrayer par l'énormité des charges publiques. C'était peu d'assurer un budget de 900 millions, non compris les dépenses des colonies et de l'Inde: et de décréter l'augmentation des forces de terre et de mer, il fallait encore trouver des hommes.

Les enrôlemens par surprise, la presse, les milices ne suffisant plus aux besoins, on imagina de demander pour la marine un homme par paroisse, et d'astreindre les bâtimens marchands qui couvraient les mers à fournir un nombre de matelots proportionné à leur tonnage. Ces mesures, dont l'efficacité pour l'accroissement de la puissance anglaise ne saurait être contestée, excitaient toutefois un mécontentement proportionné dans les classes de la population qu'elles atteignaient plus directement : nous aurons occasion de dire à la fin de cette campagne quel en fut le résultat.

Le cabinet de St.-James ne montra pas moins d'habileté au dehors, et sa diplomatie redoubla d'activité pour s'assurer les moyens de recueillir les riches dépouilles de la Hollande, en suscitant

de nouveaux ennemis à la France. La république des Etats-Unis d'Amérique qui eût pu gêner l'accomplissement de ses desseins, déjà liée par le traité de commerce du 19 novembre, le fut encore mieux après l'échange des ratifications qui eut lieu le 24 juin suivant. En Europe, l'Angleterre comptait toujours de puissans amis : un traité d'alliance offensive l'unissait depuis le 18 février pour huit ans à la Russie; elle disposait de la marine de l'Espagne, comme des forces de l'Autriche; et son pavillon se dédommageait amplement sur l'Océan et la Méditerranée de l'espèce de contrariété qu'il souffrait dans la Baltique.

Les richesses qui affluaient sur la Tamise, après une guerre maritime si heureuse, ne détournaient pas entièrement l'attention du peuple de la restriction des libertés publiques, et de l'énormité des charges appesanties sur lui. L'orgueil national flatté du triomphe de son pavillon, et la cupidité mercantile de la cité assouvie, n'empêchaient point l'esprit démocratique de se développer, ni une classe nombreuse de se réjouir des succès éclatans des armes républicaines : si la haine contre la France n'eût pas été plus puissante que l'amour de secte, on ne sait trop ce qui serait résulté de cette harmonie de dogmes politiques chez les deux peuples rivaux.

La multitude incapable de juger si le mi-

nistère employait tout son pouvoir à la prospérité de l'Angleterre, se contentait de convoiter le partage d'une autorité qui fait l'objet de tant d'ambitions personnelles. Mais, le parlement invariable dans sa marche, maintenait la suspension de l'*Habeas corpus*, investissait le trône de tout le pouvoir nécessaire, repoussait les attaques répétées des chefs de l'opposition, et consolait enfin la partie éclairée de la nation, du triomphe des *Torrys*, en le présentant comme un gage certain de la victoire. Aux sollicitations pressantes de renoncer à une guerre réputée sans but, le ministère, soutenu d'une immense majorité, répondait en portant les forces de la marine à 100 mille hommes, celles de terre à 214 mille, non compris les émigrés et les Fencibles; et en faisant partir pour les deux Indes des expéditions destinées à s'emparer des établissemens précieux des Hollandais, particulièrement ceux du cap de Bonne-Espérance et de Ceylan.

Cependant ces prospérités extérieures furent obscurcies par les fermens de troubles qui se manifestaient depuis quelque temps en Irlande. Ce royaume, qui avait alors son parlement et ses lois particulières, se composait d'un dixième de protestans, possesseurs de la majorité des terres, et de neuf dixièmes de catholiques de toutes classes. Quoique ces derniers eussent leurs pairs,

ils n'étaient point représentés au parlement de Dublin, composé de familles protestantes dévouées à l'Angleterre.

La tendance générale des esprits, excitée par ce qui se passait en France, se prononçait de plus en plus contre un gouvernement fondé sur de pareils abus. La noblesse catholique, éloignée des grands emplois, languissait humiliée, et le reste du peuple, réduit à une espèce de servage, n'attendait qu'un signal pour éclater. Dès 1791, des associations secrètes s'étaient formées sous prétexte d'aviser aux moyens d'une réforme légale, mais avec l'intention d'y arriver s'il le fallait par l'insurrection, et de fonder ensuite une république séparée. Ces actes d'union étaient publics, quoique l'on ignorât où tendait le complot des meneurs.

Pitt, cédant à la nécessité, avait cru prudent en 1793, d'accorder aux catholiques une partie de leurs droits sous certaines restrictions; mais justement inquiet des suites de l'émancipation qui mécontentait les protestans dominateurs sans satisfaire entièrement les autres, il avait long-temps ajourné l'effet de cette mesure.

Lord Fitz-Williams, connu par sa philantropie, envoyé comme vice-roi dans ce pays, réclama pour ses administrés ce que la justice leur accordait, et ce que la raison d'état leur avait si impérieusement refusé. Rappelé avec improba-

tion et remplacé par lord Cambden, son départ de Dublin fut un signal de deuil et de douleur: les plaintes des Whigs retentirent au parlement; mais le ministère inébranlable, suivit son système sans dévier. L'obstination qu'il déploya dans des débats qui intéressaient une classe si nombreuse, a fait soupçonner Pitt d'avoir voulu amener les Irlandais à une fusion totale avec l'Angleterre, en les réduisant à trouver dans cette mesure le seul remède à toutes leurs souffrances.

Dès-lors le nombre des Irlandais unis par les associations secrètes s'accrut, et à la fin de 1795, ce royaume présenta tous les symptômes d'uue guerre civile alarmante.

La Corse commençait aussi à s'agiter; les Paolistes, mécontens des prétentions d'Elliot, s'apprêtaient hautement à soutenir les droits des habitans de l'île, et tout annonçait que la possession de cette conquête ne serait pas si paisible qu'on l'avait cru.

Autriche. La retraite de la Prusse jeta le cabinet de Vienne dans un grand embarras. S'apercevant que tout le poids de la guerre continentale allait retomber sur lui, et qu'il importait de paralyser l'effet des offres de cette cour aux états de l'Empire, il les somma d'abord, dans une note verbale soumise le 19 mai à la diète, de déclarer s'ils étaient dans l'intention de recourir à la mé-

diation de Frédéric. Cherchant ensuite à tempérer ce que cette signification avait de trop altier, il déclara à toutes les cours qu'il était disposé à conclure la paix avec la France, si ses Alliés y consentaient; puis invita la diète à nommer des députés, et à rédiger leurs instructions, suivant ce qu'elle croirait le plus propre à amener promptement la paix.

Ces démarches n'étaient point sincères. L'Autriche, ne pouvant se décider à renoncer à la Belgique, voulait tenter encore le sort des armes, avant de céder cette belle province à la république française, et la facilité que l'Angleterre lui donnait de faire des emprunts, lui en fournissant les moyens, dut nécessairement resserrer les liens des deux cours. En effet, l'Autriche s'engagea, par le traité du 4 mai, à tenir sur pied au moins 200 mille hommes pendant la campagne de 1795 : et le 20 du même mois, les deux cabinets conclurent un traité d'alliance offensive et défensive, par lequel ils promettaient de se secourir mutuellement avec une armée de 20 mille hommes d'infanterie et 6 mille de cavalerie. Mais ce n'était pas assez pour assurer leur tranquillité : car, outre la défection de la Prusse, ils avaient à redouter celle de l'Espagne, et peut-être de plusieurs états secondaires. Afin d'y suppléer, les deux puissances tournèrent leurs vues vers la Russie, qui, maîtresse de Var-

sovie, avait à faire prononcer l'Europe sur le sort définitif de la Pologne. Des négociations actives s'entamèrent donc pour remplir cet important objet, et amenèrent la triple alliance dont nous aurons occasion de parler plus loin.

Allemagne. L'Empire germanique, divisé par tant d'intérets contraires, et ne redoutant guères moins les succès de l'Autriche que ceux des Français, soupirait après la paix. Les déclarations de la diète de Ratisbonne, qui la demandaient ouvertement dès le mois d'octobre précédent, annonçaient à la république, que, si ses armées mettaient le pied au-delà du Rhin, elles rompraient bientôt les faibles liens de la confédération. Cependant les cercles, dociles aux insinuations du cabinet de Vienne, ou cédant à l'adage qui prescrit de se préparer à la guerre pour obtenir la paix, votèrent encore le quintuple contingent, dont la levée paraissait plus urgente que jamais.

Russie. L'impératrice Catherine, parvenue à ses fins, mettait maintenant tous ses soins à cicatriser les plaies des provinces polonaises qui lui étaient échues; et se contentait de prendre part à la guerre par des démonstrations. Ce fut sans doute par une conséquence de cet esprit de sagesse, qu'au lieu de fournir à l'Angleterre, aux termes du traité du 18 février, un corps auxiliaire de 12 mille hommes; on vit sortir de Cronstadt,

dans les premiers jours de juin, une escadre de 12 vaisseaux de ligne et de 8 frégates, que l'amiral Kanikof conduisit sur les côtes de Hollande, où elle croisa long-temps, conjointement avec celle de l'amiral Duncan.

Suède et Danemarck.

Le Danemarck et la Suède persistant dans leur sage système de neutralité, en recueillaient tout le fruit. Cette dernière puissance, songeant même à se rapprocher tout-à-fait de la France, avait désigné le baron de Staël, pour résider à Paris en qualité d'ambassadeur.

Suisse.

Les rapports entre la république et la Suisse devenaient tous les jours plus intimes : c'était à Bâle que les princes fatigués de la guerre, venaient signer la paix. Aucun nuage ne troubla cette période de prospérité pour les cantons helvétiques.

Espagne.

Convaincue enfin qu'elle se ruinait pour accroître la puissance de ses ennemis, l'Espagne avait déjà tenté de se rapprocher de la France au milieu de la campagne précédente; mais ses propositions peu convenables ayant été mal accueillies comme on le sait, la Cour dépitée fit de nouveaux efforts pour rentrer en campagne. Ces sacrifices étaient les derniers : car, si, à la reprise des hostilités, les armées castillannes ne rejetaient pas les Français au-delà des Pyrénées, l'épuisement absolu, le découragement et le mécontentement de toutes les classes indiquaient

assez que la Convention dicterait la paix à Charles IV.

D'un autre côté, les victoires des républicains multipliaient le nombre de leurs prosélytes; et la cour de Madrid n'était peut-être pas celle qui avait le moins à en redouter : aussi, attendait-elle avec anxiété les occasions de renouer les négociations. Nous aurons occasion de dire, au chapitre de la guerre des Pyrénées, quel fut le résultat de ces démarches commandées par de justes inquiétudes.

Italie. Toutes les puissances de l'Italie étaient entraînées par l'Angleterre et l'Autriche, à l'exception néanmoins de la république de Gênes, et du grand-duc de Toscane, qui s'affranchit de cette incommode tutelle, et fit agréer sa neutralité à la république, le 9 février, en remboursant aux négocians français la valeur des grains enlevés à Livourne par les Anglais.

Le roi de Sardaigne, écrasé par les frais d'un armement qui absorbait le triple des subsides de l'Angleterre, soupirait après la paix, sans oser émettre son voeu : car s'il eût cédé d'un côté les deux provinces au prix desquelles il l'aurait obtenue, il se fut constitué, de l'autre, en guerre avec l'Autriche, dont l'armée déjà établie dans le Tortonnais, eût pu prendre sans coup-férir des places qu'elle convoitait depuis longues années.

La cour de Naples était celle des irrésolutions. Le Roi et la Reine abhorraient également les Français ; mais la haine de Ferdinand, indolente et passive comme lui, eût été satisfaite de les voir éloignés de ses états ; celle de Caroline, au contraire, saisissait toutes les occasions de se signaler. Les intérêts du royaume n'étaient rien pour la Reine, qui gouvernait Ferdinand, et recevait elle-même des lois d'Acton ; et comme il lui fallait de nouveaux appuis, pour la soutenir au besoin contre le Roi et la nation, elle resserra ses liens avec l'Autriche et l'Angleterre.

Une conduite aussi déraisonnable avait fait éclater les murmures et le mécontentement. Le ministère s'en alarma, et opposa aux censeurs de ses opérations, une armée d'espions et de délateurs qui éclairaient les démarches, comptaient les pas, et commentaient les discours de tous les citoyens. Que résulta-t-il de ces mesures? le nombre des mécontens s'accrut; il y en eut parmi les fonctionnaires d'un ordre supérieur, et dans la Cour même. Le duc de Medici, gouverneur de Naples; le directeur de l'école militaire; des employés de la secrétairerie d'état; enfin, des femmes des premières familles du royaume, furent accusés de conspirer contre le ministère dont ils avaient peut-être censuré les opérations avec trop d'aigreur. Une junte d'état instituée par un décret royal, pour juger les

prévenus, et composée de membres à la dévotion d'Acton, ne tarda pas à trouver des coupables, à exercer des vengeances.

Venise, dans sa décrépitude, également incapable de servir puissamment ses amis, ou de nuire à ses ennemis, se comportait moins d'après un système immuable, que d'après les circonstances. Dès la fin de 1794, surmontant son aversion naturelle pour les états démocratiques, elle rappelait le résident de France, malgré l'opposition de celui d'Angleterre; nommait un ambassadeur près de la république; et, comme par compensation, elle accueillait le comte de Lille, et lui marquait un asile à Vérone.

Le Pape, qui devait craindre plus qu'aucun autre Souverain la propagation des principes révolutionnaires, tenta vainement de former une ligue italienne. Les cours de Naples et de Sardaigne y seraient entrées volontiers, mais Venise ne montra pas le même empressement; quoique son résident à Bâle lui représentât sans cesse la nécessité de prendre un parti décisif, pour éviter le malheur d'être démembré, le sénat accueillit mal les propositions qui lui en furent faites par le cabinet de Naples. Des historiens contemporains bien informés prétendent qu'en refusant d'entrer dans cette ligue, la république craignait moins de causer de l'ombrage à la France qu'à l'Autriche, dont elle n'osait contrarier les

projets ultérieurs; bien que, l'année précédente, elle eût feint de la braver. Si le fait est certain, il prouverait que la république de Venise avait déja perdu jusqu'à l'ombre de son indépendance.

La Porte. La Porte, ramenée par ses intérêts naturels et ses habitudes, autant que par les efforts de Descorches, venait de reconnaître la république française; et la première preuve d'amitié qu'elle lui donna, fut l'offre d'employer auprès de l'Empereur, une médiation que le cabinet de Vienne refusa avec dédain.

Tel était l'état de l'Europe, vers le mois de mai. De cette terrible coalition qui avait menacé d'envahir, de démembrer la France, il restait encore en lice l'Angleterre, l'Autriche, l'Espagne, et quelques petits princes d'Allemagne et d'Italie; mais à l'exception des deux premières, les autres n'attendaient qu'un prétexte pour faire la paix. Ainsi, le théâtre des hostilités sera transporté sur un terrain nouveau; et tout le poids de la colère des républicains retombera sur l'Autriche, qui, dans cette lutte inégale, va se trouver tout-à-coup isolée en Allemagne comme en Italie.

Situation intérieure de la France. La situation de la France ne s'était pas améliorée, en proportion des brillans succès de ses armées. Le désastre essuyé par la flotte de Brest, dans le mois de janvier, troubla un peu l'allégresse causée par la conquête de la Hollande;

et, si la Vendée parut un instant se pacifier, les progrès de l'anarchie dans l'intérieur compensaient amplement les espérances trompeuses d'un rapprochement momentané et peu sincère.

Désastre de la flotte de Brest.

Le coup mortel porté à la marine française, fut le résultat d'une entreprise mal combinée, dont les motifs sont encore inconnus. On est fondé à croire que le gouvernement, décidé à redoubler d'efforts pour soumettre la Vendée, et sentant la nécessité d'ôter aux royalistes toutes communications avec l'Angleterre, résolut de faire sortir au milieu de l'hiver la grande flotte de Brest, forte alors de 60 bâtimens, dont 34 de ligne, pour établir une croisière sur les côtes du Morbihan. Vainement les amiraux Morard de Galles et Kerguelen représentèrent qu'un grand nombre de ces bâtimens se trouvaient hors d'état de tenir la mer, et que cette course intempestive exposerait à des malheurs irréparables. La commission du mouvement des armées de mer alléguant la nécessité de protéger le départ de six vaisseaux destinés à renforcer l'escadre de la Méditerranée, apprécia trop tard les observations judicieuses de ces officiers expérimentés; et le courrier porteur du contre-ordre arriva le 3 janvier à Brest, vingt-quatre heures après que l'escadre eut mis à la voile.

Jamais on n'appareilla sous de plus sinistres auspices. Le signal du départ fut donné

par l'amiral Villaret, d'après l'ordre du représentant Tréhouard, au commencement d'un coup de vent. Le *Républicain*, vaisseau à trois ponts, fit naufrage au milieu du goulet; et le *Redoutable* n'évita pareil sort, qu'en abandonnant sa chaloupe et ses ancres.

A peine l'escadre fut-elle en haute mer, que, battue par la tempête, elle éprouva les plus grands désastres. Trois vaisseaux à trois ponts, le *Neuf Thermidor*, le *Scipion*, et le *Superbe*, furent engloutis avec leurs apparaux, leur artillerie, et une partie de leurs équipages. Nombre de vaisseaux échouèrent sur la côte. Le *Neptune* se perdit à Péros. Le *Téméraire* et la *Convention* se réfugièrent avec peine à Port-Malo et Lorient. Après avoir ainsi lutté huit ou dix jours contre les flots irrités, l'escadre rentra à Brest, totalement désemparée; et avec elle la division destinée pour Toulon, qui, obligée de partager ses vivres et munitions avec les autres vaisseaux, sortis sans être approvisionnés, ne put poursuivre sa route.

Un mois après cette nouvelle équipée, on forma, des meilleurs vaisseaux, deux petites escadres, qui appareillèrent sous les ordres des contre-amiraux Renaudin et Nielly; la première pour Toulon, et l'autre pour les colonies. Les débris de la flotte restèrent confinés dans le port de Brest, où bientôt ses équipages consom-

mèrent les approvisionnemens, au fur et à mesure qu'on les amassait.

Proclamation aux Vendéens proposée par Carnot.

Après le supplice du proconsul Carrier, dont les actes arbitraires et féroces avaient prolongé la guerre de la Vendée, la Convention chercha tous les moyens d'y ramener la paix. Bientôt même, sur la proposition de Carnot, elle offrit l'oubli du passé aux Vendéens.

« Depuis deux ans, dit la proclamation qui » accompagnait le décret d'amnistie : depuis » deux ans, vos contrées sont en proie aux hor- » reurs de la guerre.... Le courage des enfans de » la patrie s'est tourné contre elle-même; la » flamme a dévoré vos habitations, et la terre » couverte de ruines et de cyprès, refuse à ceux » qui survivent, les subsistances dont elle était » prodigue.... ô que de sang répandu pour quel- » ques hommes qui voulaient dominer! Et vous, » qu'ils ont entraînés, pourquoi faut-il que vous » ayez préféré des maîtres à des frères, et les » torches du fanatisme au flambeau de la raison.

» Que vos yeux se dessillent enfin : n'est-il pas » temps de mettre un terme à ces calamités? Il » vous reste un asile dans la générosité nationale. » Oui, le peuple français tout entier veut vous » croire plus égarés que coupables; ses bras » vous sont tendus, et la Convention nationale » vous pardonne en son nom.... Profitez de sa

» clémence, hâtez-vous de rentrer au sein de la
» patrie, et qu'une guerre à mort passe enfin
» avec tous ses fléaux, des rives de la Loire sur
» celles de la Tamise. »

Onze représentans connus par leur caractère pacifique et leur modération, furent chargés de l'exécution de cette mesure; et bien que les chefs vendéens y répondissent d'abord avec dédain, on ne saurait douter de l'effet qu'elle produisit sur un grand nombre d'insurgés.

A cette époque, les royalistes faisaient une guerre moins remarquable par l'importance de ses opérations que par sa férocité. Toutefois ils étaient las de guerroyer, et la haine que se vouaient Stofflet et Charette, offrait une belle occasion aux commissaires d'entrer en pourparlers avec l'un d'eux.

Négociations avec Charette.

Cet état de choses n'échappa point au représentant Ruelle, qui hasarda des propositions de rapprochement à Charette par l'intermédiaire de sa sœur même, et d'un émigré auquel il avait accordé sa confiance. Le chef vendéen reçut fort bien les ouvertures du représentant; mais avant d'y répondre, il consulta ses officiers, réunis pour cet effet à Vieille-Vigne à ceux de Sapinaud. La situation des deux armées était alors si déplorable, leurs ressources si précaires, qu'à l'exception de trois ou quatre chefs secondaires,

tous furent d'avis d'envoyer des commissaires à Nantes.

Le choix de Charette se fixa sur Béjarri et Debruc; le premier, officier distingué de l'armée du centre; l'autre, tenant à une famille opulente de Nantes. Quoique leurs instructions leur enjoignissent d'insister avant tout sur le rétablissement de la monarchie et sur la délivrance du Dauphin, comme ce n'étaient point des conditions *sine quâ non*, la négociation s'entama et fut heureusement conduite à sa fin. Charette consentit à se rendre à une entrevue que les commissaires conventionnels lui proposèrent à la Jaunais, le 15 février. Là, après trois jours de conférences, la paix fut signée entre les républicains et les royalistes. Le traité consistait d'une part en cinq articles patens et séparés, rédigés en forme d'arrêtés, par lesquels les représentans accordaient aux Vendéens le libre exercice du culte catholique, l'établissement et l'entretien de 2 mille gardes territoriaux, le paiement de 2 millions pour les frais de la guerre, l'exemption de tout impôt, levée ou réquisition; enfin la main levée du séquestre apposé sur les biens des Vendéens inscrits sur la liste des émigrés, ou des héritiers des condamnés par le tribunal révolutionnaire.

Paix de la Jaunais. 18 février.

De leur côté, Charette, Sapinaud et tous leurs officiers s'engagèrent, par une déclaration signée

de leur propre main, à se soumettre aux lois de la république, et à remettre au plutôt leur artillerie.

Tel fut le premier traité qui rapprocha les deux partis. Les Vendéens ont prétendu depuis, qu'indépendamment des articles patens, il en avait été signé d'autres par les commissaires conventionnels, portant textuellement la promesse de rétablir incessamment la monarchie; mais ils n'en ont donné aucune preuve. Il se peut toutefois que pour arriver plutôt à leurs fins, ces commissaires aient laissé entrevoir la possibilité de rendre la couronne de France à Louis XVII; mais, ils eussent trahi leur mandat, et se fussent exposés à des périls trop évidens, en stipulant une clause semblable.

A peine les conditions du traité furent-elles connues en Vendée, que Delaunay, Savin et Lemoine se répandirent en reproches contre Charette, et l'accusèrent de trahison. Le danger était pressant : la révolte allait éclater, lorsqu'il arriva à son quartier-général, et ramena par sa présence les esprits les plus prévenus. Savin et Lemoine abandonnés de leurs gens se jetèrent aux pieds de Charette qui leur fit grace; Delaunay, au contraire, courut se jeter dans les bras de Stofflet qui lui donna un asile contre son général irrité. Mécontentement des officiers royalistes.

Cependant Stofflet, que Charette avait dédaigné Stofflet per-

siste à faire la guerre, et il est poursuivi.

de prévenir de ses négociations, continuait la petite guerre en Anjou, et refusa d'abord d'entendre les propositions directes des commissaires conventionnels; mais défait aux environs de Thouars, abandonné par un grand nombre de ses officiers et menacé d'une défection générale, il cède à la nécessité, et se rend à la Jaunais où il espère encore trouver Charette avec les représentans, et où il apprend que les conférences étaient terminées et la paix signée. S'apercevant alors qu'il avait été joué par Charette, il jure, dans les transports d'une effroyable colère, guerre à mort à la république et à ceux des royalistes qui l'ont reconnue. L'effet suit de près le serment. Il charge divers détachemens d'arrêter Sapinaud, général en chef, Richard et Prudhomme, divisionnaires de l'armée du centre, où il n'avait aucune autorité à exercer; en même temps, il appelle, par une proclamation, les Angevins aux armes, et leur signale Charette et tous les signataires du traité de la Jaunais, comme des traîtres au Roi et à la Religion.

Les commissaires conventionnels convaincus qu'il n'y avait aucun moyen de ramener par des voies de douceur, ce chef exalté, ordonnèrent au général Canclaux de le poursuivre. L'expédition fut d'autant plus facile qu'il lui restait à peine 6 mille hommes marchant à contre-cœur, et qu'il ne fut secouru par aucun de ceux qui ve-

naient de signer la paix. Le général Gros le chassa presque sans coup-férir de Chalonne, de St.-Florent, de Brissac, ainsi que de tous les autres postes le long de la Loire; il n'éprouva même qu'une légère résistance au passage du Layon. De son côté, le général Canclaux ayant rassemblé une forte division à Bressuire, pénétra en Anjou par Cerizais, Châtillon et Cholet, et eut bientôt dissipé les dernières bandes de ce chef opiniâtre, qui n'échappa au sort dont il était menacé aux environs de la Tremblaye, que par une rare présence d'esprit.

Paix de St. Florent ave Stofflet. 20 avril.

Pressé de tous côtés, n'ayant bientôt plus un coin de terre où se cacher, il consent enfin à accepter les offres que les commissaires conventionnels, tout en le poursuivant, ne cessaient de lui faire; et le 20 avril, à la suite d'une conférence que le curé Bernier, son secrétaire et son conseil, eut à St.-Florent avec les représentans, il signa la paix aux mêmes conditions que Charette.

Paix de la Mabilais avec les chouans.

Les offres faites par la Convention aux Vendéens furent communes aux chouans. Puisaye, leur général, était alors en Angleterre, et sollicitait du cabinet de St.-James les secours qu'on verra débarquer plus tard à Quiberon. La mésintelligence régnait entre les chefs; le dégoût gagnait les paysans qui formaient les cadres des douze divisions; Cormatin craignant de s'en voir

abandonné, n'hésita pas, malgré la défense expresse de son général en chef, de conclure le 3 janvier un armistice avec les républicains; et après avoir assisté aux conférences des délégués conventionnels avec les commissaires vendéens, de souscrire à la Mabilais le 20 avril, un traité de paix conforme en tout à celui de la Jaunais.

Bien que les trois pactes dont nous venons de parler eussent ramené la tranquillité en des lieux d'où elle se trouvait bannie depuis deux ans, l'obstination des chefs vendéens et chouans préparait de nouveaux embarras au gouvernement : la paix jurée par eux n'était qu'une simple trêve, pour gagner du temps jusqu'à l'arrivée de l'expédition anglaise annoncée par Puisaye à Charette et Cormatin.

Désordre dans le gouvernement.

Ainsi, cet événement si désirable ne changea en rien la situation intérieure de la république, que le 9 thermidor avait d'ailleurs laissée en proie à l'anarchie. A la vérité, le gouvernement révolutionnaire avait été mitigé par différentes mesures, dont nous avons rendu compte à la fin de 1794 : mais loin d'accélérer la marche du char, elles la ralentissaient, en substituant à un rouage simple et régulier, une mécanique compliquée auquel les plus habiles n'auraient su donner le mouvement.

La profusion avec laquelle on émettait chaque jour des assignats, leur enlevait toute valeur; à

cette époque, mille francs en papier représentaient à peine dix écus, et les moyens révolutionnaires pour les soutenir se trouvaient usés ou interdits. L'agiotage et la méfiance dans les transactions commerciales étaient au comble, et le crédit public nul.

Le déficit entre les recettes et les dépenses qui était à la fin de décembre, de 300 millions par mois, s'éleva en avril jusqu'à 800 millions, et allait tous les jours en augmentant. Effrayés par la perspective de voir enfin tarir cette dernière ressource du fisc, quelques députés conçurent l'idée de décréter que toutes les propriétés particulières serviraient au besoin d'hypothèque à ce papier dont on faisait un abus si criant, et la Convention fut sur le point de sanctionner cette mesure, pire peut-être que la loi agraire.

Le comité chargé de tenir les rênes d'une administration si embrouillée, se renouvelant partiellement chaque mois, manquait de suite dans ses plans et de force dans ses moyens.

Toutefois, quelques hommes distingués par des talens reconnus se rapprochaient peu à peu du gouvernail, et cherchaient tous les moyens de consolider la république, soit en lui préparant de meilleures institutions, soit en la rapprochant des puissances avec lesquelles il lui importait de vivre en paix.

Dès la fin de janvier, Boissy d'Anglas, dans Discours d

Boissy d'Anglas sur l'état de la France.

un discours empreint de l'exagération alors si commune, mais distingué d'ailleurs par plusieurs points de vue justes, rappela l'Espagne et la Prusse à leurs intérêts, et posa les bases d'après lesquelles la France fonderait désormais son droit public et ses négociations. Ces mesures qui auraient dû ramener la Convention à une dignité et à d'importantes discussions depuis long-temps bannies de son sein, se confondirent malheureusement dans mille débats enfantés par les fureurs du parti populaire, par les attaques permanentes des factions et des personnalités scandaleuses.

Agitation du parti démagogique.

Au moment même où ces propositions étaient ajournées indéfiniment, la faction jacobine redoublait d'audace dans ses tentatives pour ressaisir le pouvoir. L'arrestation de quelques-uns de ses coryphées et la clôture du lieu de ses séances, n'avait fait qu'ajourner ses projets, et il ne lui fut difficile ni de trouver de nouveaux lieux de rassemblement, ni de choisir de nouveaux chefs. Parmi ceux-ci on distingua bientôt Gracchus Babœuf, rédacteur d'un journal incendiaire, instigué par Fouché, s'il faut s'en rapporter aux feuilles du temps; et que nous retrouverons plus tard à la tête d'un parti nombreux. Deux mandats d'arrêt lancés contre lui ne calmèrent pas l'agitation d'une troupe démagogique, habituée à ne point transiger avec les

difficultés, et bien décidée à ne jamais souffrir un régime de modération qui, non content de mettre des bornes à ses excès, la menaçait encore de la vengeance publique.

Dans cet état de choses, il eût fallu la plus parfaite harmonie entre les membres de la Convention; mais le régime aboli conservait trop de partisans pour qu'ils ne différassent pas de vues et de principes.

Mise en jugement de Billaud-Varennes, Barrère, etc.

Le parti victorieux au 9 thermidor, entraîné par esprit de rivalité autant que par l'opinion publique, poursuivait avec acharnement les représentans qui avaient pris part aux actes violens des comités. Billaud-Varennes, Barrère, Collot et plusieurs autres collègues de Robespierre, luttèrent assez long-temps contre ces attaques, ordinairement dirigées par Legendre: mais lorsqu'elles furent appuyées par les députés récemment rappelés, ils succombèrent enfin, et une commission de 21 membres procéda à l'examen de leur conduite. Après une enquête de deux mois, son rapport ne leur étant pas favorable, ils furent mis en arrestation le 2 mai.

Ce procès inextricable fit naître des débats peu honorables pour les accusateurs mêmes. En effet, il paraissait difficile de condamner ces fonctionnaires sans condamner aussi la Convention qui avait approuvé toutes leurs mesures;

mais la passion l'emporta. En vain Carnot mettant sous les yeux de l'assemblée la distribution du travail entre les sections, prouva que les accusés ne pouvaient être responsables de ce qui avait été fait par Robespierre et St.-Just, au comité de sûreté générale; la grande majorité s'obstina à les regarder comme coupables, et leur défenseur eût peut-être partagé leur proscription, si l'un des représentans n'eût judicieusement observé qu'il fallait se garder de confondre celui qui avait organisé la victoire avec ces forcénés.

Complots des Jacobins.

Cependant le péril qui menaçait ces anciens apôtres de la terreur alarma tous ses partisans; ceux qui avaient exercé le proconsulat près des armées et dans les départemens surtout y virent le double danger d'être frappés à leur tour, si la réaction poursuivait sa marche, ou de perdre pour toujours leur crédit et leur influence. L'énergie acquise dans les camps les ayant familiarisés avec les entreprises hasardeuses, ils devinrent les instigateurs de la révolte.

Aux clubs et aux comités révolutionnaires avaient succédé vingt conciliabules particuliers, dont les affidés entretenaient et fomentaient l'esprit d'insurrection parmi les prolétaires qu'une disette factice réduisait au désespoir.

Nouveau

Ce fut dans des circonstances si délicates qu'eut

lieu le renouvellement du comité de salut public, dont la funeste influence sur toute cette campagne ne saurait être contestée (1). comité de salut public

Jusques-là, malgré plusieurs attaques indirectes, Carnot s'était maintenu à la tête de la section militaire, ou avait été toujours réélu dans le renouvellement périodique prescrit par le décret du 25 août. Cédant enfin à l'esprit réactionnaire et aux tracasseries qu'on lui suscitait, il cessa définitivement d'en faire partie au 4 mars.

Parmi les membres du comité renouvelé, on remarqua Sieyes, qui, depuis dix-huit mois, s'était tenu à l'écart, que de vastes connaissances distinguaient de la foule de ses collègues, mais dont le rôle sera encore long-temps énigmatique. L'association d'un tel homme avec Carnot eût été un événement désirable pour la république. Personne alors n'était plus capable qu'eux de diriger la politique et la guerre, dont l'heureux accord est le seul garant de la grandeur d'un Etat. L'envie et les maximes démocratiques en décidèrent autrement. A côté de Sieyes et de Rewbel figurait Dubois-Crancé qui, pour avoir déployé quelques connaissances militaires, et tout récemment encore dans son rapport du 31 Sieyes y entre.

(1) Les membres élus le 4 mars étaient Sieyes, Rewbel, Merlin, Laporte, Fourcroy, Lacombe du Tarn, Bréand, Marec, Chazal, Boissy d'Anglas, André Dumont, Dubois-Crancé.

janvier, était loin toutefois de son prédécesseur pour la direction d'une campagne. Il fut au reste remplacé un mois après par Aubry, qui demeura chargé des affaires de la guerre jusqu'au mois d'août, et dont la gestion administrative, sévèrement blâmée par toute l'armée, ne fut pas plus heureuse que les opérations militaires.

Décrets sur les bases à donner aux négociations.

Ce nouveau comité signala néanmoins sa gestion en provoquant les décrets des 12 et 27 mars qui proclamèrent solennellement les principes sur lesquels la France règlerait désormais ses transactions avec les Puissances étrangères; démarche pleine de sagesse et qui contribua sans doute aux nombreuses pacifications dont elle fut suivie.

Explosion des Jacobins

Pendant que l'autorité changeait ainsi de mains, les Jacobins marchaient à grands pas vers leur but. La disette croissant chaque jour portait le peuple à une exaspération qui le rendait capable de tout; les deux onces de pain grossier qu'on s'arrachait en passant la nuit à la porte des boulangers allaient même bientôt manquer.

8 germinal.

Cette nouvelle fit rugir la multitude, et le 28 mars, l'orage éclata. Des rassemblemens de la plus vile populace se formèrent dans les places publiques et jusques aux portes de la Convention. Bientôt le tumulte s'accrut, le tocsin sonna, et la foule en armes inonda le lieu des séances de la représentation nationale, demandant avec

menaces *du pain et la constitution de* 1793! La Convention peu préparée à cette irruption soudaine calma l'effervescence des mutins en promettant l'un et l'autre.

Mais ce n'était pas ce que désiraient les meneurs jacobins. Ils voulaient la mise en liberté de Billaud-Varennes et consorts; et, comme ils avaient fait un essai assez heureux de leurs forces, ils ne tardèrent pas à renouveler leurs tentatives.

En effet, le 1er avril (12 germinal), au moment où l'on discutait les charges contre les accusés, une nouvelle émeute s'organise: la salle est assaillie et envahie en un clin-d'œil par une foule d'hommes et de femmes armés de toutes pièces qui réclament, comme quatre jours auparavant, la constitution de 1793, du pain, et la mise en liberté de tous les patriotes détenus. 12 germinal 1er avril.

Cette irruption troubla l'assemblée sans la faire fléchir, elle se hâta même de prononcer la déportation des quatre collégues de Robespierre, en faveur desquels on soupçonnait que l'émeute était fomentée. La prompte arrivée de la force armée des sections voisines lui ayant ensuite rendu toute son énergie en même temps que sa liberté, elle ne transigea point avec la multitude qui fut obligée de vider la salle sans avoir obtenu satisfaction sur un seul des points qui l'y avaient amenée.

Un décret déclara la capitale en état de siége,

confia le commandement de la garde nationale et des troupes de ligne à Pichegru qui se trouvait alors à Paris, et l'autorisa à se rendre maître du Temple, aussi bien que des autres établissemens publics. Les mesures de vigueur déployées par ce général, aidé de Barras et de Merlin de Thionville, ayant dissipé les rassemblemens de la cité et de la section des Quinze-Vingts, le calme se rétablit de nouveau pour quelques jours. Le fougueux Duhem un des chefs reconnus de l'émeute fut décrété d'arrestation et envoyé au château de Ham, avec Choudieu, Amar, Léonard Bourdon et quelques autres députés.

Décrets du 11 avril. Sujets de réaction.

Ces chocs continuels, sources intarissables de réactions, entretenaient les provinces dans un état de fermentation qui présageait une nouvelle guerre civile; l'explosion en fut accélérée par deux décrets du 11 avril. Le premier qui annulait les poursuites dirigées contre les individus désignés sous le titre vague d'ennemis de la révolution, autorisait leur rentrée et leur rendait l'exercice de tous leurs droits paraissait juste : mais l'autre en prononçant le désarmement de tout individu signalé sous le règne odieux de la terreur, livrait ces misérables à la merci de leurs adversaires, et entraînait de graves inconvéniens.

A l'ombre de ces décrets, une infinité d'émigrés rentrèrent en France, moins pour y vivre avec la tranquillité dont ils avaient senti tout le

prix qu'avec le dessein de tirer vengeance de leurs ennemis. Dès-lors les compagnies de Jesus et du Soleil prirent naissance, et remplirent le Midi d'horreurs : ceux qui avaient été persécutés sous le règne de Robespierre, juges dans leur propre cause, se rendirent bourreaux à leur tour. Le sang coula à grands flots, et des assassinats furent expiés par de nouveaux assassinats. La vengeance couvrit de son voile funèbre les décombres à peine éteints de Lyon. C'est là surtout que les réactionnaires se livrèrent à d'horribles représailles dans un massacre général des prisons qui, trop lent à leur gré, fut converti par eux en un vaste incendie.

Agence royale établie à Paris

Ces désordres étaient d'autant plus à craindre pour la Convention, que dans le même instant les royalistes prenaient des mesures capables de les faire tourner à leur profit. Le Régent, en se rendant à Vérone à la fin de 1794, avait chargé le comte d'Antraigues d'établir une agence à Paris pour ouvrir des communications avec les Vendéens, et réunir toutes les ramifications du parti soit dans la capitale soit dans les départemens. L'abbé Brottier, Lemaitre, Laville-Heurnois, Duverne de Presle furent chargés de ce soin.

La liberté illimitée de la presse fournissait l'occasion à des écrivains hardis d'influencer l'opinion publique, en confondant adroitement dans un même anathème tous les excès et les intérêts

créés par la révolution. Une telle agence confiée à des mains habiles aurait pu produire les résultats les plus satisfaisans; car en récapitulant tous les élémens de dissolution qui se réunissaient autour du berceau de la république, on se convaincra que, malgré son attitude victorieuse au dehors, mille symptômes annonçaient sa chute, et qu'il fallut un concours de circonstances inouies pour la sauver.

La faction thermidorienne reconnut trop tard les funestes effets d'une clémence irréfléchie, et peut-être aurait-elle pris des mesures pour prévenir tant de meurtres, si elle n'eût craint de fournir des armes aux Jacobins contre elle-même, au moment où ceux-ci méditaient une nouvelle attaque. En effet, gouvernant à son gré la populace, la Montagne voyait avec un secret plaisir s'augmenter la disette. Depuis plusieurs jours des groupes faisaient entendre par tout Paris, les cris : *du pain!* et la trame suspendue le 1er avril se renoua.

Le 19 mai, ces rassemblemens se multiplièrent, se grossirent, et des agens subalternes de la Montagne, y lurent un plan d'insurrection. Soit que le comité de salut public méprisât ces démonstrations ostensibles, soit qu'il ne fût informé que trop tard du complot, il n'en donna avis à la Convention qu'au moment où il n'était plus temps de s'y opposer; il fit toutefois battre

l'appel dans les sections sur lesquelles on pouvait compter.

Insurrection du 1er prairia

Le 20 mai, le tocsin sonne au point du jour dans les faubourgs St.-Antoine et St.-Marceau. Les conjurés se rendent au lieu de leur assemblée sectionnelle, élisent un comité central qui va s'installer à l'évêché, comme au 31 mai; ils établissent enfin une commune digne de celle de Robespierre, et à la tête de laquelle ils placent Cambon avec le titre de maire, et Thuriot avec celui de procureur-syndic.

Vers midi, la populace des deux faubourgs se dirige sur la Convention, armée de fusils, de piques, précédée d'artillerie, et se grossissant de tous ceux qu'elle rencontre sur son passage.

La Convention se trouvait à la merci de cette horde affamée; car les tribunes étaient pleines de gens à la dévotion de la Montagne. Une députation de séditieux paraît à la barre, et présente une pétition où éclate l'indignation du peuple contre ceux qu'il accuse de sa misère. Boissy d'Anglas à qui le président a cédé le périlleux fauteuil, lui répond avec dignité que l'assemblée connaît la situation de Paris, et qu'elle est l'objet de sa sollicitude. Alors du fond des tribunes des voix aigres et criardes demandent du pain. Féraud, membre de la commission des subsistances monte à la tribune pour rendre compte de ses opérations. Mais, au même moment les portes

de la salle sont enfoncées : la foule se précipite dans les vestibules, les couloirs, et jusques dans la salle.

Boissy d'Anglas menacé par cent piques à la fois est sommé de mettre aux voix les motions odieuses des factieux; mais il oppose une fermeté inébranlable; le représentant Féraud qui veut lui faire un rempart de son corps est étendu à ses pieds par un coup de feu. Les insurgés entraînent son cadavre hors de la salle, lui tranchent la tête et la rapportent bientôt au bout d'une pique. L'effroi causé par ce spectacle fait prendre la fuite aux thermidoriens, et la Convention n'existe plus que dans son président. Toutefois assailli de nouveau par cette horde assassine, il est forcé d'abandonner le fauteuil. Alors un canonnier montagnard donne lecture de l'acte d'insurrection, et la minorité, sur la demande d'une foule irritée, décrète sans opposition la mise en liberté de tous les députés arrêtés ou fugitifs pour cause de complicité avec Robespierre; l'armement des citoyens désarmés arbitrairement, et la fermeture des barrières de Paris. Ce n'était pas tout, il leur importait de placer les conjurés à la tête des affaires, et ils s'empressèrent de nommer un comité de sûreté générale, composé de Duquesnoy, Bourbotte, Prieur de la Marne et Duroy.

Mais les Jacobins, trop prompts à se réjouir

de la victoire, oublièrent qu'à côté d'eux les comités auxquels la Convention avait transmis l'action du gouvernement, existaient encore dans toute leur force et leur intégrité. Ceux-ci, à la vue de l'irruption qui les menaçait, avaient appelé une troupe de jeunes gens déterminés qui se renforça en peu d'instans d'une partie de la garde conventionnelle. Vers neuf heures, à l'instant où Soubrany et Bourbotte juraient à la tribune de remplir l'attente de la Montagne, Legendre à la tête de cette petite troupe, soutenue par le bataillon de la butte des Moulins que conduisirent les députés Kervélégan et Bergoing, fond dans le lieu des séances, dissipe les factieux, et avec eux les députés jacobins à leurs ordres. La majorité thermidorienne reparaît sur les bancs; une nouvelle séance s'ouvre, et dans celle-ci la Convention casse tous les actes rendus pendant sa courte dissolution. Elle décrète d'arrestation Romme, Bourbotte, Duquesnoy, Soubrany, Prieur, Albitte, et dix autres députés présumés fauteurs de l'insurrection.

Ces mesures salutaires sans doute n'étaient pas assez efficaces pour prévenir de nouveaux troubles; aussi les Jacobins, connaissant toutes les ressources qu'ils pouvaient tirer de l'exaspération des habitans des faubourgs, les firent-ils travailler sourdement pendant la nuit.

Le 21 mai, la plupart des ouvriers qui les ha- Journée du 2.

bitent coururent de nouveau aux armes et annoncèrent l'intention de marcher contre la Convention. Celle-ci, informée de l'existence d'une nouvelle commune usurpatrice, venait de mettre hors la loi Cambon, Thuriot et autres meneurs de l'émeute. Cependant à l'approche des nombreuses colonnes de prolétaires, elle courut quelques risques, n'ayant à opposer aux insurgés que le bataillon de sa garde, ceux des sections Lepelletier, de la place Vendôme et de la butte des Moulins, outre 5 à 600 jeunes gens accourus à son secours de tous les quartiers de Paris. Cette force armée ne montait pas à 4 mille hommes, et suffisait à peine pour occuper le jardin des Tuileries et le Carrousel. Déjà les insurgés tenaient les ponts de la Seine, la rue St.-Honoré et tous les débouchés du château, et menaçaient de l'assaillir, lorsque la Convention entrevoyant les funestes conséquences d'un premier acte hostile entre sa garde et eux, crut devoir admettre à sa barre leur députation. L'orateur introduit demanda, comme la veille, du pain et la constitution de 93, l'élargissement des patriotes incarcérés depuis le 9 thermidor, et la punition de tous ceux qui refuseraient de prendre les assignats pour leur valeur nominale.

Déterminée à attendre le secours d'une division de troupes de ligne appelée de l'armée du Nord, la Convention dissimula son ressentiment, pro-

mit de rendre la liberté à quelques rebelles arrêtés dans la journée, de mettre incessamment la constitution de 93 en activité, et de prendre des mesures pour faire arriver des subsistances à Paris. Ce honteux, mais nécessaire subterfuge la sauva, et les meneurs montagnards, ne pouvant exciter la multitude à dissoudre l'assemblée qui leur promettait tout, ajournèrent de nouveau leurs coupables projets.

Toutefois cette politique en détournant l'orage ne le dissipait point. Les deux partis restaient en présence, et la moindre étincelle pouvait allumer la guerre civile.

Le 23 mai, un des assassins de Féraud condamné à mort par une commission militaire, fut arraché des mains de l'exécuteur par un rassemblement sorti du faubourg St.-Antoine, en allant au supplice. La Convention craignant une nouvelle attaque se hâta de décréter le désarmement des faubourgs, et nomma Aubry, Delmas et Gillet pour commander la force armée.

Le lendemain, le général Kilmaine à la tête des volontaires, et d'un détachement des grenadiers de la Convention se mit en devoir d'exécuter ce décret. Les habitans le laissèrent pénétrer sans résistance jusqu'au milieu du faubourg, mais barricadèrent la grande rue sur ses derrières. Les troupes conventionnelles se voyant ainsi investies, et sans aucun moyen de retraite, ne vou-

lant pas d'ailleurs engager le feu contre des hommes égarés, furent obligées d'abandonner leur propre artillerie pour obtenir le passage, et rentrèrent à Paris, abreuvées d'injures et d'outrages.

Cette espèce d'échec, qui commençait à ranimer l'audace des Jacobins, n'eut cependant pas de suites. Il arriva le même jour trois demi-brigades, deux régimens de cavalerie et deux compagnies d'artillerie légère, formant environ 8 mille hommes, dont le général Menou prit le commandement, ainsi que de toutes les gardes nationales qui s'étaient prononcées dans la capitale pour l'assemblée. Avant la chute du jour plus de 15 mille hommes bloquèrent le faubourg, et des batteries furent élevées en face de ses principaux débouchés. Les représentans Barras, Delmas et Laporte chargés de surveiller les opérations de cette armée, établirent leur quartier-général à la maison Beaumarchais. Là, il fut délibéré si l'on n'incendierait pas ce faubourg, ce qui était facile; mais sur les représentations du général en chef, le projet fut ajourné. Effrayés des préparatifs dirigés contre eux, les insurgés ne tardèrent pas à se rendre, et les Jacobins perdirent en eux leurs derniers auxiliaires.

La faction victorieuse, usant d'adresse pour paralyser les compagnies de canonniers de la garde parisienne dont elle avait le plus à redouter, persuada aux sections de faire hommage à la ré-

publique des deux pièces de canon qu'elles tenaient depuis le 14 juillet, et leur ôta ainsi toute leur force. Elle s'attacha ensuite à faire arrêter les agens les plus redoutables de la Montagne, tels que les ex-ministres Pache et Bouchotte, le général Rossignol et plusieurs autres; mais, à l'exception des représentans Bourbotte, Duquesnoy, Romme, Soubrany, Goujon et Duroy, la commission militaire, instituée pour juger les rebelles, n'envoya au supplice qu'une trentaine d'agens obscurs, et n'étendit pas au-delà ses vengeances. Cambon et Thuriot s'étaient soustraits par la fuite, à la *mise hors la loi* prononcée contre eux.

Projet de constitution de l'an 3.

Ce fut au milieu de ces déchiremens, qu'une commission travaillait à la révision de la constitution de 1793. Enfin, le 3 juin, elle présenta comme résultat de ses travaux un projet de constitution, moins imparfaite sans doute que la première, mais qui laissait encore beaucoup à désirer, comme nous aurons occasion de nous en convaincre plus tard.

Mort de Louis XVII

Sur ces entrefaites, le fils de l'infortuné Louis XVI, atteint depuis quelque temps d'une horrible maladie contractée dans l'humidité de son cachot, succomba le 8 juin, dans la huitième année de son âge. La chute de Robespierre, en le délivrant de ses féroces et immoraux gardiens, avait néanmoins peu adouci les rigueurs de sa

captivité; et il resta privé, jusqu'à sa dernière heure, des soins de sa sœur, renfermée dans la même prison que lui. La mort subite et prématurée du chirurgien, nommé par le comité pour soigner le jeune prisonnier quand la maladie fut à son dernier période, fit soupçonner qu'il avait été empoisonné, nonobstant les rapports contraires des gens de l'art, qui procédèrent à l'ouverture du cadavre. Du moins, les chefs vendéens, excités par le cabinet de Londres à reprendre les armes pour favoriser le débarquement de Quiberon, cherchèrent à accréditer ce bruit, en avançant dans leurs manifestes que le gouvernement avait cru, par ce crime horrible, éluder l'exécution de l'article secret du traité de la Jaunais, qui stipulait le rétablissement prochain de la monarchie. Mais l'impossibilité où le décret du 26 mars mettait les représentans négociateurs d'insérer dans leurs transactions, des articles secrets destructifs des articles patens; et le décret d'échange de *Madame*, rendu par la Convention quelques jours après, font tomber cette accusation. Au reste, la France parut peu affectée de cet événement. Il causa même peu de sensation dans les cabinets étrangers en guerre avec elle; l'héritier présomptif du trône, retiré près de Vérone, sous le nom de comte de Lille, ne fut officiellement reconnu par aucun d'eux; le corps de Condé, seul, alors à la solde d'Autriche, le proclama roi.

Insurrection à Toulon.

A l'instant même où ces choses se passaient dans la capitale, tout le Midi était en feu; Toulon devenu depuis son désastre, la colonie la plus dévouée à la Montagne, n'offrait pas un refuge assuré aux émigrés. Une corvette de la république en ayant ramené quelques-uns pris sur un bâtiment qui se rendait d'un port de l'Espagne à l'autre, la populace les avait massacrés à leur débarquement, sans que le général Pierre prit aucune mesure pour empêcher cette boucherie. Les représentans Guérin et Poultier, mécontens que cet officier n'eût pas déployé la force pour sauver ces prisonniers, le destituèrent; mais cet acte d'autorité excita le mécontentement de la population. Tout à coup on bat la générale, les portes de la ville se ferment, et le peuple se porte en foule chez les représentans, pour les forcer à réintégrer le commandant : sur leur refus, ils les jettent en prison, s'emparent du fort Lamalgue, de l'arsenal, de tous les établissemens civils et militaires, aux yeux même de la garnison, trop faible pour oser y mettre obstacle. Après ce premier coup de main, ils mettent en liberté les Jacobins détenus, et n'ayant pu parvenir à faire rentrer dans le port l'escadre qui se trouvait en rade, ils partent au nombre de 3 à 4 mille hommes, avec 12 pièces de canon pour Marseille, qu'ils disaient être le siége du *modérantisme.*

L'adjudant-général Charton qui gardait les magasins de l'armée au Beausset, craignant de les voir tomber entre les mains des rebelles, les fait évacuer en toute hâte sur Cajes, et prend position en avant de ce bourg avec 6 à 800 hommes.

Au premier bruit des dangers qui menacent Marseille, le représentant Chambon, en mission dans cette ville, fait un appel à la garde nationale, rassemble environ 1,200 volontaires qui, réunis à autant de troupes de la garnison, et de deux régimens de cavalerie, allèrent à la rencontre des Toulonnais, sous le commandement du général Pacthod. En même temps, les représentans Poultier et Guérin échappés de Toulon, lançaient la garnison sur leurs derrières, et Chiappe accourait de Nice avec environ 6 mille hommes de l'armée d'Italie. Les Toulonnais sans s'embarrasser de ce qui se passait sur leurs derrières attaquèrent les troupes de Charton. Le choc fut sanglant et opiniâtre, mais l'adjudant-général Pacthod étant arrivé à propos avec sa colonne, décida la victoire en faveur des conventionnels. Trois cents Toulonnais restèrent sur la place, autant mirent bas les armes, le reste fut dispersé par le 1er de hussards et le 25e de chasseurs. Les vainqueurs rentrèrent en triomphe à Toulon au moment où les troupes de l'armée d'Italie y arrivaient. Les Marseillais célébrèrent cette victoire

en vrais cannibales. Non-seulement ils égorgèrent leurs prisonniers, mais encore plus de 200 individus détenus pour opinion ou délits politiques au fort St.-Jean.

Ainsi des flots de sang signalaient également les victoires de chacune des factions, et les noms de Jacobins ou de Royalistes n'étaient plus dans la bouche de leurs ennemis qu'une provocation réciproque au meurtre, à l'assassinat.

Telle était la situation de la république durant les six premiers mois de 1795. Victorieuse et resplendissante au dehors, elle présentait toujours au dedans le tableau le plus sinistre. Son gouvernement mal assuré, tyrannique, et tour à tour cruel et faible, ne triomphait d'une crise que pour retomber dans une autre; et sous ce rapport, on ne sait trop si les puissances qui s'en rapprochèrent étaient plus sages que celles qui persistaient à lui faire la guerre.

CHAPITRE XLVI.

Etat des armées sur le Rhin. — Les Français bloquent Luxembourg et observent Mayence. — Plan du comité pour un passage du Rhin ; obstacles qui s'y opposent. — Les émigrés, de leur côté, veulent pénétrer en Franche-Comté. — Capitulation de Luxembourg. — Pichegru entre en correspondance avec le prince de Condé, à l'époque de l'expédition de Quiberon. — Longue inaction des armées.

État des armées.

On se rappelle trop bien les rudes épreuves auxquelles les armées républicaines furent exposées durant l'hiver de 1794, tant sur les bords du Rhin que devant les murs de Mayence et de Luxembourg, pour qu'il faille en faire une nouvelle énumération.

Difficultés qu'offre le siége de Mayence.

Ce fleuve majestueux considéré si long-temps comme la limite de la puissance romaine, séparait les armées des deux partis; seulement les Autrichiens avaient l'avantage de posséder dans la forteresse de Mayence, un débouché facile sur la rive gauche. Ce boulevart offensif de la Germanie avait été mis dans le meilleur état, et

le perfectionnement des ouvrages défendus si vaillamment en 1793, par les républicains, en rendait la conquête, sinon impossible, du moins très-difficile.

Cependant la Convention, ses commissaires, et même les membres les plus éclairés du comité de salut public, jugeant de la facilité de prendre cette place, d'après celle qu'avait eue Custine de s'en emparer en 1792, chargèrent, dès le mois de novembre, Kléber de cette opération, persuadés, sans doute, que celui qui avait si vaillamment contribué à défendre Mayence contre les Prussiens, et qui connaissait les points d'attaque les plus favorables, le ferait tomber aussi promptement que Maëstricht.

Trop habile pour partager une telle erreur, ce général n'avait obéi qu'avec répugnance; et lorsqu'il eut pris connaissance du personnel et du matériel mis à sa disposition pour une pareille opération, il en avait fait sentir au gouvernement toute la difficulté. Il observait avec raison que Custine réussit à prendre Mayence par les intelligences qu'il s'y était ménagées, et par défaut de garnison, à une époque où il n'existait pas un seul soldat ennemi à 40 lieues à la ronde; que, gardée aujourd'hui par 20 mille Autrichiens, soutenus immédiatement de deux armées dont la force excédait 150 mille hommes, il faudrait, pour réduire cette place, non-seulement un siége régulier des plus

rudes, mais encore une série de victoires sur la rive droite du Rhin. En effet, comment l'assiéger avant de l'investir? et pour y parvenir, n'était-il pas indispensable d'exécuter un passage du fleuve? opération si scabreuse devant des forces égales, puissamment favorisées par la nature et l'art le long du front d'opérations. Enfin, le passage heureusement effectué, la place investie, fallait-il moins de 200 bouches à feu de siége, 150 mille boulets ou bombes, 800 milliers de poudre, 25 mille outils et 18 à 20 mille chevaux d'artillerie pour le service du parc? Or, il n'existait pas le moindre élément de ces approvisionnemens à proximité de l'armée.

Kléber, après avoir exposé au comité avec autant de franchise que d'énergie, le mécompte de ses calculs, ne songea qu'à se garantir lui-même des attaques des Impériaux, il leur disputa, comme on sait, le village de Zahlbach, et fit tracer une ligne redoutable de circonvallation, depuis Laubenheim par Marien-born et Drays jusqu'aux bois de Mombach, qui fut rempli d'abatis. (*Voyez planche XIII*). Il sollicita et obtint ensuite de revenir à l'armée de Sambre-et-Meuse, trop heureux d'être débarrassé d'une mission où il n'y avait que des désagrémens à essuyer.

Aussitôt que la conquête de la Hollande fut achevée, le comité ordonna à Pichegru de remettre le commandement de l'armée du Nord au

général Moreau, pour venir prendre celui de l'armée du Rhin. Jourdan conserva celle de Sambre-et-Meuse : toutefois la Convention décréta, le 4-20 mars, qu'en cas de réunion des trois armées, Pichegru en serait de droit généralissime : nous verrons combien elle eut lieu de se repentir de cette disposition.

La gauche de Jourdan, désormais inutile en Hollande, remontant d'Arnheim sur Deutz et Cologne, permit à ce général d'étendre sa droite jusqu'à Luxembourg. Trois divisions sous le général Hatry y relevèrent l'armée de la Moselle, dans les premiers jours d'avril : on sait déjà que celle-ci, sous les ordres du général Ambert, se dirigea alors sur Mayence pour renforcer le corps de blocus; car l'on s'attendait avec quelque raison que les Impériaux porteraient tous leurs efforts contre lui, et qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour achever les lignes encore imparfaites, malgré l'ardeur avec laquelle on y avait travaillé pendant tout l'hiver.

Les Autrichiens, de leur côté, donnèrent tous leurs soins à recompléter leur armée et à préparer la défense du Rhin par des camps bien assis, et couverts de batteries retranchées.

Clairfayt commandait toutes les forces impériales en Allemagne, où le printemps se passa sans aucun événement. La pénurie de tout moyen,

suspend les opérations.

Les deux partis semblaient avoir un égal intérêt à prendre l'offensive et à effectuer un passage du fleuve; les Français dans l'espoir de faire tomber Mayence et de se délivrer du voisinage gênant d'une place sans laquelle toutes leurs conquêtes étaient éphémères; les Autrichiens pour sauver Luxembourg et se ménager ainsi un point d'appui pour reconquérir la Belgique.

Cependant les armées républicaines forcées, pour garder la Hollande, de s'étendre jusqu'aux bouches de l'Ems, perdaient par la désertion à l'intérieur ce qu'elles eussent dû acquérir en renforts pour couvrir cette immense ligne et les vingt places fortes dont elle est hérissée. Le relâchement des ressorts du gouvernement, bien loin de permettre la levée des réquisitionnaires, ne laissa pas même l'espoir de retenir ceux qui se trouvaient sous les drapeaux. Bientôt la nouvelle que les réfractaires restent paisibles dans l'intérieur, circule de rang en rang; les parens mêmes des soldats, dégagés des craintes qu'inspirait le régime de la terreur, pensent qu'ils ont rempli leurs devoirs envers la patrie, et les excitent à revenir dans leurs foyers. Un grand nombre cède à ces insinuations, et ce n'est pas exagérer que de porter au quart de l'effectif le nombre de ceux qui rentrèrent en France. Le blocus de Luxembourg occupant d'un autre côté

AI MOIS DE MARS 1795.

	E DE Escadrons.	FORCE ACTIVE.	GARNISONS	MALADES, PRISONNIERS, et détachés.	EFFECTIF, y compris les garnisons.
De	94	67,910	29,000	39,340	136,250
De	114	87,630	16,400	66,310	170,300
De	88	56,820	40,050	96,800	193,670
De	5	14,000	2,400	4,800	21,200
Dᵉˢ.	24	27,500	24,000	42,000	93,500
De	32	43,290	4,000	35,500	[illegible]
De	22	33,780	5,000	[illegible]	75,180
De	18	[illegible]	......	28,200	70,200
De	6	51,000	......	27,400	78,400
De	8	26,000	......	11,700	37,700
	411	449,930	120,850	388,450	959,190

et à peine le tiers du complet ; car, entre le
200 mille hommes ; en sorte que les cadres
une partie des troupes du Nord reflua vers
aix avec l'Espagne faite, l'armée des Pyré-
les Pyrénées orientales en Italie.

30 mille hommes, il paraissait en quelque sorte plus sage de ne rien entreprendre avant la reddition de cette place.

Toutefois le comité de salut public, où Aubry tenait alors le gouvernail militaire, excité par le désir de s'emparer de la clef de la ligne du Rhin, et encouragé par la signature de la paix avec la Prusse, arrêta vers la fin d'avril un projet de passage.

Par un oubli total des règles de la guerre, l'armée de Pichegru devait d'abord franchir seule le Rhin sur deux points vers Kehl, Brisach ou Oppenheim, puis se diriger sur Manheim. Cette place prise, Jourdan aurait alors passé le fleuve avec l'armée de Sambre-et-Meuse, et au mépris de toutes les convenances locales, tenté l'entreprise en face de Rhenfels et de St.-Goar, au point même où la chaîne des montagnes de Nassau tombe à pic sur ses rives, et ne laisse aucun moyen de déboucher.

Ce projet trop bizarre ne put être mis à exécution; Jourdan démontra qu'il était impraticable pour ce qui concernait son armée; mais on ne sait si le comité eut plus d'égards à ses représentations qu'à la pénurie, lorsqu'il se détermina à l'ajourner indéfiniment. En effet, malgré les milliards d'assignats répandus à pleines mains dans l'intérieur, l'armée manquait de tout; les vainqueurs de la Belgique et de la Hollande n'a-

vaient pas même un équipage de pont. Tel était le défaut de prévoyance et d'unité de ces douze commissions amovibles, que rien ne fut prévu pour une campagne dont le succès dépendait uniquement des moyens de franchir un fleuve. Le désordre était si grand, que trois ponts jetés sur le Waal et le Rhin, aux environs d'Arnheim, furent levés à la fin de mars, et qu'on en rendit les barques au commerce, sans songer qu'elles seraient nécessaires un mois ou six semaines après. Le peu de pontons que Jourdan conservait depuis la campagne précédente, se trouvait employé sur la Meuse, et l'on n'avait ni chevaux ni argent pour leur faire remonter le Rhin ou pour les remplacer par des barques.

L'artillerie, la cavalerie manquaient également de chevaux; la réquisition de 1793 avait tout épuisé, et la détresse du trésor laissait tout en souffrance. Les équipages de vivres étaient encore en plus mauvais état, et Jourdan prouvait au comité que pour assurer un service régulier à sept à huit marches de sa base, il lui fallait au moins 25 mille chevaux pour compléter les besoins des différentes armes et de l'administration.

En attendant, le général en chef, convaincu qu'il n'obtiendrait jamais rien d'un gouvernement débile, sans ressort ni crédit, fit tous les efforts qui dépendaient de lui, et chargea le gé-

néral Dejean et le colonel Tirlet, de concert avec les représentans du peuple, de rassembler sur le Waal et la Meuse tous les bateaux propres à construire un pont, et dans le doute qu'ils ne pussent remonter le Rhin, il en fit également descendre un certain nombre de la Moselle, jusqu'à Coblentz.

Ces mesures contrariées autant par le peu de zèle des particuliers et des autorités locales, que par le dénuement absolu des officiers qui en furent chargés, consumèrent un temps précieux, et quatre mois s'écoulèrent ainsi en préparatifs, dont l'objet n'était pas encore arrêté par le gouvernement.

Préparatif du cabinet de Vienne

De son côté, le cabinet de Vienne semblait plus attentif à augmenter la force de ses bataillons qu'à régler et presser leur mise en action sur le point le plus favorable. L'hiver s'écoula à organiser et instruire les levées qu'un système de recrutement établi depuis long-temps permettait de retirer sans peine des états héréditaires, et qui auraient eu toujours le temps de rejoindre après l'ouverture de la campagne. Encore attéré des derniers revers, il oublia que ses armées n'avaient perdu que très-peu de monde depuis le passage de la Meuse aux combats de l'Ourthe et de la Roër, et que leur effectif s'élevant à plus de 150 mille hommes, y compris les petits contingens de Bavière et de Souabe, il n'en

fallait pas davantage pour ouvrir la campagne avec éclat en prenant l'initiative de Mayence; mais l'occupation de la Hollande par les Français, le rembarquement des Anglais, la retraite des Prussiens, des Hessois, des Hanovriens, réagirent fortement sur le conseil aulique, et pour ne pas exposer les armées impériales à des assauts plus rudes que ceux auxquels elles venaient d'échapper, il résolut de les tenir provisoirement sur la défensive derrière le Rhin.

Les Autrichiens laissent prendre Luxembourg.

La sûreté de cette ligne, son rapprochement du centre de l'Empire germanique, l'espoir d'obtenir incessamment de l'Angleterre une diversion sur les côtes de l'Ouest, peut-être même des royalistes de l'intérieur que l'agence Brottier tenait constamment en haleine, et dont cet intrigant abbé vantait trop haut le zèle et les ressources, tels furent les motifs spécieux qui engagèrent probablement l'Autriche à ne point se départir du système de temporisation qu'elle trouvait si commode à suivre; cependant quand on songe combien de chances se trouvaient de son côté, et combien peu d'efforts il lui en eût coûté pour balayer le Palatinat et l'électorat de Trèves, on ne saurait s'empêcher de blâmer le parti qu'elle adopta. En débouchant de Mayence le 1er mai, on eût trouvé l'armée de blocus abîmée par les fatigues de l'hiver, hors d'état de repousser le choc de 100 mille hommes de troupes fraîches.

Elle eût été dissipée, anéantie dans ses lignes avant que le reste des forces républicaines disséminé sur une étendue de 150 lieues, eût pu être rassemblé, je ne dis pas pour venir à son secours, mais seulement pour empêcher le ravitaillement de Luxembourg où le maréchal Bender n'avait à redouter que la famine.

Un plan de campagne qui aurait eu pour objet la délivrance de Mayence et de Luxembourg, aurait d'autant mieux réussi, qu'à cette époque, l'attention de la Convention absorbée par les révoltés de la capitale l'eût empêchée de prendre avec calme et sagesse les mesures propres à détourner ce nouveau coup. Loin de là, cependant, les armées impériales ne firent pas le moindre mouvement, et la chute de Luxembourg qui capitula le 24 juin par le manque de vivres, atteste toute l'étendue d'une faute si criante. Le vieux maréchal Bender, ne pouvant espérer aucun secours, ni parvenir à se faire jour, se rendit prisonnier avec une garnison de 10 mille hommes. On trouva dans la place une artillerie nombreuse.

Négociatio du prince de Condé et de Pichegru.

Tandis que la cour de Vienne se laissait enlever à la vue de 150 mille combattans inactifs la seule place capàble de procurer une base, un point de départ à ses armées sur la Moselle, le prince de Condé vers le Haut-Rhin, travaillait sans la participation de ses alliés à se faire remettre les clefs de cette frontière de la France.

Ce prince, dont le petit corps faisait partie de l'aile gauche de l'armée impériale, entretenait de son quartier-général de Muhleim des intelligences avec des nobles Alsaciens. Informé par eux que le conquérant de la Hollande, préconisé pour son désintéressement à l'égal de Fabricius supportait avec humeur la pauvreté qui rehaussait l'éclat de ses lauriers, conçut aussitôt l'espoir de le séduire, et se détermina à lui faire quelques ouvertures de rapprochement.

Le comte de Montgaillard que le désir de se rendre utile à la cause des Bourbons avait attiré en Suisse, et qui, dans ces temps de trouble, jouissait du rare bonheur de voyager sans éveiller les soupçons des autorités républicaines, fut chargé de diriger cette négociation délicate conjointement avec deux négocians neufchâtellois qu'on lui adjoignit.

La tentative fut couronnée de succès. Pichegru adonné au vin et aux femmes, ne trouvait pas dans ses modiques appointemens de quoi satisfaire ce double penchant (1). Ceux qui l'appro-

(1) Le général en chef ne touchait alors que 4 mille francs par mois en assignats, qui ne représentaient pas 100 francs; surveillé par les commissaires de la Convention, dépouillé de toute influence administrative, il n'avait aucun moyen de se procurer quelqu'argent, et il aimait la dépense.

L'adjudant-général Badouville avec lequel Fauche-Borel réussit à lier l'intrigue, était si pauvre, qu'on lui fit cadeau de linge et d'une montre.

chaient de plus près, avec des besoins non moins impérieux, n'avaient pas à conserver une si belle réputation. Pichegru et Condé furent donc bientôt en communication.

Mais s'il est avéré que ce rapprochement eut lieu, il est bien difficile de dire quels motifs déterminèrent le premier à quitter le parti pour lequel il avait jusqu'alors combattu. S'il faut en croire les royalistes, le hideux spectacle de l'anarchie, dont il avait eu à réprimer récemment les excès dans la capitale, en lui ouvrant les yeux sur les dangers d'un gouvernement populaire, lui avait prouvé la nécessité de rétablir la monarchie pour mettre un terme à la guerre civile et à la guerre étrangère qui devoraient sa patrie; il ne fit que céder au cri de sa conscience. Les républicains au contraire l'accusent d'avoir été séduit par l'appât du pouvoir ou d'une dotation qui le mît à même de satisfaire largement ses goûts. Ils affirment que le nœud de cette trame fut formé par des femmes galantes au milieu des orgies, et l'historien a peine, en effet, à trouver dans les relations de ce général quelque chose qui caractérise le projet de relever le trône et l'analogie que les royalistes trouvent entre sa conduite ambiguë et le rôle de Monck.

Erreur du prince de Condé.

Les vues du prince de Condé, quoique beaucoup plus claires que celles de Pichegru, n'étaient guère mieux raisonnées. Oubliant qu'on

ne saurait apporter trop de ménagemens pour rapprocher les membres d'une famille long-temps divisée, son aveugle conseil, ne voulait faire aucune concession, comme si, lorsque l'édifice social a été renversé de fond en comble, le trône brisé en éclats, l'affection du peuple pour ses princes aliénée, il eût été aussi facile de dicter des lois à une nation encore exaltée et pleine du sentiment de sa force qu'à une poignée de rebelles réduite par les armes. Il prétendait rétablir tout en France sur l'ancien pied, et commencer cette réforme en Alsace. Là, dès que l'autorité du Roi aurait été reconnue, les partisans des doctrines démocratiques eussent été recherchés et punis; on y eut fait regorger les acquéreurs de biens nationaux, rétabli la noblesse et le clergé dans tous leurs priviléges, rendu l'ancienne magistrature à ses fonctions. On était ainsi bien éloigné de sentir la nécessité de l'*union* et de l'*oubli*, sans lesquelles la restauration n'eût été qu'éphémère, soutenue même par l'armée de Pichegru.

Le comte de Lille plus sage veut tout oublier, mais rien concéder.

A la vérité, le comte de Lille, guidé par des vues moins exagérées, penchait pour l'oubli du passé; toutefois les rapports de l'agence de d'Antraigues, de Brottier et de Lemaître l'abusaient tellement que, loin de songer à remonter sur le trône par des concessions, il croyait faire assez en offrant un entier pardon à ceux qui, vainqueurs de la coalition, n'étaient rien moins que

disposés à se mettre à ses pieds. La lettre adressée au célèbre Mounier, le 2 juin, peu de jours avant la mort du Dauphin, prouve assez que le Régent n'appréciait pas exactement la position de la France et la haine que bonne partie de la nation vouait encore à tous ceux qu'elle accusait de s'être opposés à l'établissement de la liberté. Cette lettre, empreinte de sagesse et de modération, n'est pas moins remarquable par les principes qu'elle développe, que par l'erreur manifeste où le Régent était plongé, relativement à l'époque de leur application (1).

Nous ne nous permettrons aucunes réflexions sur ces principes, si naturels dans la bouche d'un petit-fils de Louis XIV; nous dirons seulement qu'ils étaient moins propres à calmer la France en 1795, qu'ils ne l'eussent été en 1814, alors que le régime impérial avait déjà réconcilié les Français avec les formes du gouvernement monarchique, amorti les haines personnelles et tempéré la jalousie de caste: cependant le même prince jugea habilement à cette dernière époque qu'il fallait renoncer aux vieilles institutions de la monarchie.

Quoi qu'il en soit, les détails de ces négociations ne sont point de notre ressort et ne sauraient trouver place ici: on y voit, d'un côté,

(1) Voyez pièces justificatives, n° 2.

le prince de Condé, tout engoué de sa fausse position, fier de passer de la solde d'Autriche à celle d'Angleterre, prêter l'oreille aux cajoleries de l'ambassadeur Wickham, arrêter avec complaisance le tableau d'un corps de 12 régimens, dont il n'avait pas seulement les cadres (1), et traiter avec légèreté ou dédain le général dont dépendait le triomphe de son parti. De l'autre, on aperçoit un ambitieux et des intrigans trop confians en de petits moyens, chercher dans le désordre des partis un port assuré contre le naufrage. Six mois s'écoulent en correspondance minutieuse, en pourparlers indirects avec Pichegru, auquel on refuse même le titre de général, de crainte de reconnaître indirectement la Convention qui le lui avait conféré. Le prince fait un mystère aux Autrichiens des négociations qui doivent replacer sa famille sur le trône; il veut ou leur disputer l'honneur de la restauration, ou leur ôter les moyens de la contrarier, s'enlevant ainsi à lui-même tout moyen de réussir.

Un voile impénétrable couvre encore les promenades clandestines de Fauche-Borel et de

(1) Le 17 juin, le colonel Crawfurd arrêta avec le prince de Condé que son corps fort alors de 2,500 hommes de pied et 1,200 chevaux, serait augmenté de 4 régimens d'infanterie et de 4 de cavalerie. La seule difficulté était de savoir comment on les recruterait.

Courant, d'un quartier-général à l'autre. S'il faut en croire le comte de Montgaillard, Pichegru demanda d'abord qu'on lui laissât passer le Rhin à Neubourg, à quatre lieues d'Huningue, avec 14 mille hommes, auxquels l'armée de Condé se réunirait; il exigeait qu'on laissât subsister le pont, et qu'on proclamât la royauté sur la rive droite du fleuve, ce qui donne à croire qu'il voulut se servir de ces machinations comme d'une ruse de guerre pour assurer la réussite du passage du Rhin. Plus tard, il demanda cent mille écus, que le prince ne voulut accorder qu'après avoir été reçu dans Huningue. Alors Pichegru observa avec assez de raison que cette place ne déciderait rien, et qu'une démarche faite mal à propos pouvait faire échouer l'entreprise.

Les choses en étaient là, lorsque le comité de salut public donna l'ordre d'entrer en campagne. Merlin de Thionville, commissaire près l'armée du Rhin, en pressa tellement l'exécution, et surveilla si bien la conduite des généraux, que Pichegru, fort embarrassé de soutenir son rôle, ou craignant d'être trahi par l'indiscrétion des émigrés, prit le parti de rompre une négociation si périlleuse pour lui, d'attendre l'occasion favorable de la renouer, et d'exécuter jusques-là le plan du comité.

Wurm vient co mande

Sur ces entrefaites, le cabinet de Vienne, qui s'attendait à de prochaines hostilités sur le Rhin,

l'armée autrichienne sur le Haut-Rhin.

avait divisé sa grande armée en deux, et confié au général Wurmser le commandement de celle du Haut-Rhin. Le gros de ses forces se concentra vers Fribourg où le quartier-général fut placé le 23 août.

Pichegru avait successivement porté le sien à Plobsheim, à Ottmarsheim, à Brisach, à Huningue, soit pour exécuter le projet de passage médité, ou pour mieux suivre ses relations avec les émigrés.

Tout prit un aspect menaçant sur les frontières de Suisse; les cantons inquiets firent former un cordon pour garantir leur neutralité, qui reposait d'ailleurs bien moins sur de faibles postes que sur le respect au droit des gens *et sur l'esprit national.* Cependant la campagne venant enfin à s'ouvrir dans les premiers jours de septembre sur le Bas-Rhin, détourna l'orage des environs de Bâle. Mais avant de rapporter les opérations militaires qui en résultèrent et qui appartiennent à la seconde période, il est convenable de porter nos regards sur ce qui se passait en Italie, en Espagne, et dans l'intérieur de la France, durant la longue inaction des deux partis sur la frontière d'Allemagne.

CHAPITRE XLVII.

Expédition en Corse. — Bataille navale d'Alassio. — Plan de campagne des puissances belligérantes pour s'emparer de la rivière de Gênes. — Force et emplacement des armées. — Les Austro-Sardes prennent l'offensive et forcent les Français à battre en retraite. — L'armée française occupe la ligne de Borghetto en attendant des renforts. — Combat naval des îles d'Hyères.

Le gouvernement français n'ayant rien à craindre du côté de l'Italie pendant la mauvaise saison, crut pouvoir disposer sans danger d'une partie des troupes des deux armées qui gardaient cette frontière, pour les employer à une expédition maritime, destinée à la fois à porter l'épouvante sur les côtes de la Toscane, et à reconquérir la Corse, où les Paolistes en dissension ouverte avec le vice-roi Elliot, semblaient maintenant disposés à favoriser les républicains.

A cet effet, il ordonna vers la fin de janvier au général Schérer, commandant l'armée d'Italie, de détacher à Toulon, sous les ordres

des généraux Laubadère et Garnier, un corps de 16 à 18 mille hommes, qui fut remplacé à celle-ci par environ 8 mille fantassins et 500 chevaux tirés de l'armée des Alpes.

Déjà par l'activité de ses agens, la marine avait mis, à la fin de 1794, une belle escadre en état de tenir la mer; mais c'était peu d'avoir dans les rades de Toulon 12 vaisseaux de ligne; il fallait d'autres moyens pour transporter une division aussi considérable, soit sur la côte du Ponent, soit en Corse. L'on crut d'abord avec d'autant plus de fondement que l'expédition serait ajournée, qu'à la suite du résultat déplorable de la sortie intempestive de la flotte de Brest, la division désignée pour venir la renforcer, avait été obligée de rentrer dans ce port, et que, dans l'état actuel, l'escadre française ne serait pas de force à lutter contre celle de lord Hotham qui croisait entre les îles d'Hyères et la Corse; mais le zèle des représentans, enflammé par les obstacles, vint à bout de les surmonter, et l'expédition fut prête à mettre à la voile à la fin de février.

Projet de Schérer rejeté par le comité.

A cette époque, la cour de Florence ayant déjà fait sa paix particulière avec la république, et l'armement ne pouvant avoir pour objet que de chasser les Anglais de la Corse, Schérer proposa vainement aux délégués de la Convention d'ouvrir la campagne par un coup d'éclat, en

détachant de l'expédition, lorsqu'elle serait parvenue à hauteur de Saint-Florent, une division de cinq à six mille hommes sur Finale ou Vado, afin de jeter la terreur sur les côtes de l'Etat de Gênes, et de s'emparer des débouchés principaux de l'Apennin, avant que les Austro-Sardes fussent en mesure d'opposer une vive résistance. Son avis fut rejeté : l'on prétendit que 10 à 12 mille hommes d'élite ne suffiraient pas pour conquérir la Corse, où il n'y avait pas plus de huit mille Anglais déjà détestés, et contre lesquels la population entière était prête à se soulever. Quoi qu'il en soit, Schérer eut ordre de se tenir sur une défensive absolue pendant tout le temps de l'expédition, et de mettre en état de défense toute la côte depuis Marseille jusqu'à Vintimiglia.

Le 3 mars, l'amiral Martin, accompagné du représentant Letourneur, mit à la voile avec quinze vaisseaux de ligne, six frégates et trois corvettes. Leur intention était de chercher la flotte de lord Hotham, qu'ils croyaient trouver dans les eaux de St.-Florent, de l'y combattre, de jeter ensuite à terre environ 4 mille hommes dont les vaisseaux de haut-bord étaient chargés, d'aller ensuite parcourir la Méditerranée, tandis que le convoi sous l'escorte de trois frégates et de quelques autres bâtimens légers, laissés dans les rades de Toulon, viendrait débarquer en Corse.

L'escadr[e] de Toulo[n] cingle ver[s] la Corse.

Prise *du Berwich* par les Français.

Cette disposition prouve de la prudence : on ne voulait point exposer le convoi à faire le trajet avant d'avoir assuré son passage ; mais les calculs de l'amiral et du représentant manquèrent de justesse. Lord Hotham se trouvait à Livourne depuis quelques semaines, et il ne restait plus dans le golfe de St.-Florent que *le Berwick*, de 74 canons, qui, retardé par des réparations, s'était mis en route le 6 pour rejoindre à Livourne. Découvert le lendemain au point du jour par l'escadre française, trois frégates lui donnèrent aussitôt la chasse. *L'Alceste*, la plus fine voilière, l'ayant atteint la première, l'attaqua, et soutenue bientôt par les deux autres qu'une division de vaisseaux de ligne s'apprêtait à appuyer, elle le força d'amener au bout d'un quart d'heure, l'amarina et l'envoya de suite à Toulon. L'amiral Martin se félicitait de cette heureuse rencontre, lorsqu'un coup de vent démâta un de ses vaisseaux et en sépara un autre.

Combat naval d'Alassio.

Cependant lord Hotham, informé de la sortie de l'escadre française, ayant mis à la voile de Livourne le 7 avec treize vaisseaux de ligne, cinq frégates et un brûlot anglais, deux vaisseaux de ligne et deux frégates napolitains, l'atteignit le 13, à dix milles environ d'Alassio, sur la côte de Ponent. Martin voyant son infériorité, voulut éviter le combat; mais *le Ça-ira*, dans une manœuvre, ayant perdu ses deux mâts de hune en

abordant *la Victoire*, tomba sous le vent en queue de la ligne, et le força de s'engager. Hotham fit avancer de suite *l'Inconstant* qui l'attaqua avec d'autant plus de vigueur, qu'il fut bientôt soutenu par *l'Agamemnon*. *Le Ça-ira* repoussa vigoureusement ces deux bâtimens anglais, mais en éprouva de si fortes avaries, que l'amiral français fut obligé d'ordonner à *la Vestale* de le remorquer, et au *Censeur* de faciliter cette manœuvre en se portant au feu. *Le Ça-ira* et *le Censeur* soutinrent donc seuls le choc de l'avant-garde ennemie, aussi furent-ils fort maltraités. Le reste de l'escadre, retenu par un calme fatal, ne put leur porter le moindre secours.

Le lendemain, au point du jour, quoique l'escadre républicaine eût fait peu de voile pendant la nuit, *le Ça-ira* et *le Censeur* se trouvant fort en arrière, les Anglais s'avancèrent pour les couper et s'en emparer. Leur intention étant trop évidente, Martin voulut virer vent arrière par la contre-marche et former sa ligne de bataille sur *le Duquesne*, en passant entre *le Censeur*, *le Ça-ira* et l'escadre anglaise, que la sienne eût ainsi prolongée de la tête à la queue. *Le Duquesne*, *la Victoire* et *le Tonnant* en serrant le vent trop tôt, firent manquer la manœuvre et masquèrent le feu des vaisseaux qui auraient pu tirer sur l'avant-garde ennemie pendant qu'ils l'eussent chauffée de leur côté. Pour comble de

malheur, le calme arrêta tout court le reste de l'escadre, en sorte que les trois vaisseaux portés en avant eurent seuls, comme la veille, tout le feu des Anglais à essuyer. *Le Duquesne* ayant épuisé les deux tiers de ses munitions et perdu une partie de son équipage, parvint à se sauver; *le Ça-ira* et *le Censeur* furent obligés d'amener après un combat glorieux, mais par trop inégal. Du reste; les deux escadres également maltraitées se séparèrent; celle des Français se rallia dans la rade des îles d'Hyères, où l'amiral Martin se renforça des trois frégates qu'il avait laissées à Toulon pour escorter le convoi; l'amiral anglais se retira dans le golfe de la Spezzia, où, après avoir débarqué 300 Français blessés, il remit en mer le 27 pour continuer sa croisière.

L'expédition de Corse est contremandée.

Letourneur ne jugeant pas, après cet échec, que l'on pût tenter l'expédition de Corse sans risque, autorisa le débarquement de toutes les troupes de l'expédition dans les premiers jours d'avril, et les dirigea en plusieurs colonnes sur l'armée d'Italie; mais tel était l'effroi qu'inspiraient son dénuement et ses souffrances, que les soldats les plus aguerris quittèrent leurs drapeaux; et de ces deux belles divisions il n'arriva pas 10 mille hommes dans le marquisat d'Oneille.

Plan de campagne des Alliés.

Tandis que le comité était dans l'attente de cette malheureuse expédition, les cours de Vienne, de Turin et de Naples se disposaient à

faire de nouveaux efforts. Le roi de Sardaigne avait envoyé les généraux Colli et Latour se concerter à Milan avec l'archiduc Ferdinand sur le plan de campagne; mais la chose n'était pas aisée, car chacune des puissances alliées n'envisageait l'état des choses qu'à travers le prisme de ses craintes ou de ses intérêts; et tout dépendait au conseil de la volonté d'un autre cabinet dont l'influence se faisait sentir, même dans les délibérations où il n'était pas appelé à donner son avis. On convenait qu'il fallait chasser les Français de la Savoie et du comté de Nice, mais on différait beaucoup sur les moyens d'exécution. Le roi de Sardaigne proposait de faire effort par le col de Tende, tandis qu'on exécuterait une puissante diversion par le mont Cenis et le mont St.-Bernard, en Savoie. Le cabinet de Vienne, qui voulait se décharger tout à la fois d'une partie de l'entretien de son armée d'Italie, et opérer une diversion agréable à celui de Londres, prétendait au contraire qu'on parviendrait plus aisément à chasser les républicains du comté de Nice, en côtoyant la rivière de Gênes. Il disait que si on leur coupait une fois la communication par terre avec Gênes, les escadres anglaises intercepteraient le cabotage, et que les ports de la rivière du Ponent, principalement la rade de Vado, procureraient à celles-ci des mouillages où elles combineraient,

de concert avec les troupes austro-sardes, toutes les opérations nécessaires pour affamer l'armée française et la déposter des Alpes maritimes. Quoique ces motifs fussent plus spécieux que solides, la cour de Turin renonça à son plan et prit l'engagement de se conformer à celui de son puissant allié. Dès ce moment aussi il ne fut plus question que de prendre des mesures pour en assurer l'exécution.

Préparatifs des Alliés.

La cour de Vienne donna l'ordre à une division d'environ 10 mille hommes cantonnée dans l'Autriche intérieure, de se rendre en Milanais afin de renforcer au besoin l'armée du baron de Vins; un corps de 4 à 5 mille hommes vint prendre poste au col de la Bocchetta pour couvrir en apparence la Lombardie, mais en effet pour observer Gênes, et fondre sur cette ville au premier signal. Le conseil aulique eût bien désiré charger les Etats de cette province de l'entretien d'une partie de l'armée; mais les ouvertures qu'il leur fit lui ayant démontré qu'ils n'y étaient point disposés, il ouvrit à Milan un emprunt de 3 millions et demi de livres, pour subvenir aux plus pressans besoins.

De son côté, la cour de Turin recompléta tous les régimens d'ordonnance, porta le nombre de ses milices à 20 mille, augmenta les fortifications de Cherasco, d'Asti, de Mondovi, hérissa de retranchemens sa ligne de défense, et re-

monta à grands frais sa cavalerie et ses trains d'artillerie. Comme les subsides anglais ne couvraient qu'une faible partie de ces énormes dépenses, Victor-Amédée eut recours aux lois fiscales les plus dures, au nombre desquelles on peut placer l'impôt du quart sur tous les appointemens et les pensions payés par le trésor; mesure qui propagea le mécontentement parmi les employés de l'Etat. Enfin, toutes les dispositions ayant été prises pour une campagne offensive, le roi manifesta l'intention de commander son armée, en faisant préparer ses équipages et ceux de ses fils.

Le roi de Naples avait rassemblé un corps de 15 à 16 mille hommes sur le Volturne, et se proposait de l'envoyer en Lombardie par la marche d'Ancône, lorsque la découverte de la conspiration du duc de Medici en ajourna indéfiniment le départ.

L'armée austro-sarde comptait, à l'ouverture de la campagne, environ 70 mille hommes, dont 30 mille Autrichiens; mais il ne faut pas croire, ainsi qu'on l'a dit jusqu'à ce jour en France, que ce nombre fût en ligne; car, si d'un côté l'on déduit les garnisons de la Lombardie, du Tortonnais et de l'Alexandrin, de l'autre celles du Montferrat, et les malades des deux nations aux hôpitaux, on verra qu'il

Force des Austro-Sardes.

restait à peine 50 mille hommes disponibles. Cette armée se trouvait à peu près distribuée, dans le milieu du mois de mai, ainsi qu'il suit: 16 à 18 mille hommes, formant le gros de l'armée autrichienne, campaient en avant de Cairo, sous les ordres du baron de Vins; le lieutenant-général Colli commandait un corps d'environ 15 mille Piémontais en avant de Ceva et de Mondovi; le duc d'Aoste occupait, avec environ 10 mille combattans, les vallées de la Stura, de Suze et d'Houlx; enfin, à l'extrême droite, le duc de Montferrat gardait avec une division de 6 mille hommes les cols qui versent dans le val d'Aoste. Toute la cavalerie piémontaise cantonnait autour de Turin; celle des Impériaux en avant d'Alexandrie.

Projet du comité de salut public.

Aussitôt que le comité de salut public fut informé du débarquement des troupes de l'expédition, il crut pouvoir reprendre l'offensive en Italie; mais loin d'adopter les projets présentés par Robespierre le jeune et Ricord l'année précédente, il témoigna l'intention de pénétrer en Italie, par la Bocchetta, comme le prince de Conti, en 1745. Ce mouvement, dont le mérite stratégique eût été incontestable si on avait été maître de la mer, et qu'on l'eût exécuté avec des forces suffisantes, offrait dans l'état des affaires l'inconvénient de prolonger beaucoup une ligne

déjà trop étendue, et qui n'offrait aucune facilité pour les subsistances. Il faut le dire à l'honneur de Schérer, il combattit avec chaleur ce projet, en démontrant d'une manière lucide que la seule invasion qui offrît quelques chances de succès aux républicains, devait s'effectuer par les vallées de la Bormida ou du Tanaro; qu'il était inutile d'aller chercher un chemin praticable à l'artillerie à 50 lieues de la base d'opérations, tandis qu'on avait celui du col de Tende plus large et plus commode au centre de la ligne; qu'en descendant la Bocchetta on trouverait deux places pour une dans la plaine au revers de l'Apennin; tandis qu'en suivant les vallées ci-dessus, une bataille livrée sous les murs de Coni ouvrait les portes de l'Italie à l'armée française, et lui donnait en peu de jours une excellente place de dépôt. Ces représentations ne persuadèrent point le comité, et si son plan ne reçut pas un commencement d'exécution, c'est que l'état d'affaiblissement de l'armée d'Italie, le convainquit de l'impossibilité de prendre l'offensive.

En effet, le défaut total de solde, la misère, les maladies, l'âpreté de l'hiver, et l'indulgence avec laquelle on accueillait les réquisitionnaires désertant à l'intérieur, avaient appauvri cette armée dans une proportion plus grande encore que sur le Rhin; car malgré le retour des troupes de l'expédition, son effectif n'excédait pas 30

mille combattans (1); encore une maladie épidémique engendrée, suivant les uns par la malpropreté d'Oneille, selon les autres, par les fatigues et les privations inouies que souffrit la division de droite, tenait plus de 10 mille hommes aux hôpitaux. L'armée des Alpes comptait à peine 15 mille combattans dans ses rangs. Ainsi, sur cette frontière, la supériorité du nombre était du côté des Alliés.

Les deux armées républicaines occupaient, par une ligne non interrompue, tous les cols, depuis Vado jusqu'au mont St.-Bernard. L'aile droite de l'armée d'Italie, composée des divisions Garnier et Freytag, aux ordres de Masséna, s'appuyant à Vado, occupait les hauteurs en avant, et s'étendait le long de la chaîne qui se termine au plateau de la Planette, d'où elle descendait ensuite sur le Tanaro en avant d'Ormea, pour se diriger vers les cols de l'Inferno, de Termini, de Viosenna et de Carlino. Le centre, confié au général Macquart, occupait le col de Tende, et s'appuyait d'un côté à ceux de Tanarello et de Taxe, et de l'autre à celui du Sabione. L'aile gauche, commandée par le général Serrurier, tenait les cols de Rose et de Finestra, avait des postes aux sources de la Vesubia, oc-

(1) Non compris les divisions de la côte, établies entre Nice et Marseille.

cupait San Dalmazzo, San Salvador, Isola, sur la Tinea, et enfin aboutissait à San Stephano, où elle se liait avec l'armée des Alpes.

L'aile droite de celle-ci, commandée par le général Vaubois, gardait depuis l'Argentière la crête des chaînes qui bordent la vallée de Barcelonnette, et se terminait au col Longet. Elle avait pour appui le camp de Tournoux. Le centre, sous le général Petit-Guillaume, tenait par sa droite aux Trois-Croix, d'où elle se prolongeait aux deux monts Cénis, traversait le mont Iseran, et allait se terminer par le petit St.-Bernard au col du Bonhomme. L'aile gauche, rétrécie par les glaciers qui défendent l'entrée du Faucigny, passait aux Chapieux et dans l'Allée-Blanche, et venait aboutir au lac de Genève.

On voit par la vaste étendue de cette ligne, combien il eût été facile aux Austro-Sardes de prendre l'offensive avec succès ; mais le plan adopté n'était pas de nature à faire tourner à leur avantage tous les défauts résultant d'un système de cordon qui n'avait aucune réserve pour soutien.

Le comité de salut public, convaincu par l'uniformité des rapports des délégués de la Convention et des généraux, du délabrement et de la faiblesse de ses armées sur la frontière d'Italie, en rendant le commandement supérieur à Kellermann vers la fin du mois d'avril, l'au-

torisa non-seulement à rester sur la défensive, mais encore à évacuer le comté de Nice et à prendre sa ligne derrière le Var. C'était pour ce général à la fois un aveu tacite du triste état des choses, une marque de confiance, et un appel à tous ses sentimens généreux. Nous allons voir comment il sut y répondre.

Après avoir commencé par visiter la ligne de l'armée des Alpes, et approuvé les dispositions du général Moulins, il se rendit à Nice le 9 mai. Les tristes renseignemens qu'il reçut de Schérer le confirmèrent dans l'opinion qu'une défensive étudiée pouvait seule sauver l'armée: il se porta donc de suite sur la ligne, accompagné des chefs de l'artillerie et du génie, afin de discuter et d'ordonner sur les lieux les travaux réclamés par les conjonctures.

Le col de Tende lui parut la clef de la ligne, et en effet, si jamais les Austro-Sardes avaient tourné ou emporté cette position, Massena eût été forcé de battre en retraite jusqu'à Menton. Il ordonna de retrancher le Diamant, le Pâté, le Tapis-Vert, de placer des batteries sur tous les points intéressans, de construire de nouvelles baraques, de former des amas de pierres aux endroits escarpés pour en écraser l'ennemi au besoin, d'abattre les bois qui couvrent les bords du Limone, enfin d'exécuter de nouvelles coupures sur la grande route. De là, passant aux

positions de la droite, il visita les camps de Spinardo et de la Planetta, ordonna différens travaux à Settepani, Melogno, San Giacomo et Vado, qui ne furent exécutés qu'en partie, faute de moyens.

Pendant que le général en chef prenait ainsi des mesures contre les ennemis extérieurs, des troubles sérieux éclataient à Lyon et Toulon, sur ses derrières. Le général Moulins reçut ordre de désarmer la première de ces villes, et d'évacuer sur Grenoble et Vienne toutes les bouches à feu, armes de guerre et munitions renfermées dans ses établissemens; cette opération délicate, qui affaiblit momentanément l'armée des Alpes de 4 à 5 mille hommes, s'opéra avec une telle sagesse, qu'elle ne donna lieu à aucune commotion. On a déjà vu au chapitre XLV que l'insurrection jacobine de Toulon fut heureusement étouffée par l'énergie des représentans en mission, et que la division tirée par Chiappe, de l'armée d'Italie, arriva après la dispersion des rebelles.

Grâces à la lenteur de ses adversaires, Kellermann eut le loisir de coordonner toutes les parties de son immense cordon, et d'examiner les avantages que lui offraient les Alpes pour une défensive opiniâtre; et bien que depuis longtemps les Austro-Sardes eussent préludé à l'exécution de leur plan par des escarmouches, les

républicains remportèrent néanmoins sur eux le premier avantage. La saison ayant rendu les communications plus praticables, Moulins, avec l'autorisation de Kellermann, résolut d'enlever le col du Mont sur lequel il avait fait une vaine tentative dès le 17 avril. Le général Voillat, commandant en Tarentaise, reçut l'ordre d'employer 2,200 hommes de sa brigade pour cette expédition, dont la conduite fut confiée de nouveau à l'adjudant-général Almeyras. Cet officier marcha sur ce point en trois colonnes; celle de gauche se rendit par le col de la Salière à la Chapelle, où elle se disposait à continuer sa route, lorsqu'une tourmente affreuse, l'obligea de rétrograder. La colonne de droite pénétra à travers les glaciers sur un baracon de l'ennemi; celle du centre, favorisée dans sa marche par un vent violent qui fouettait la neige aux yeux des Piémontais, franchit en silence les premiers retranchemens abandonnés à cause du mauvais temps, surprit successivement les gardes des autres redoutes sans tirer un coup de fusil, ramassa plus de 200 prisonniers, et mit le reste des troupes dans une effroyable déroute. Ce coup de main fit beaucoup d'honneur aux Français qui luttèrent pendant dix heures de marche contre une tourmente; mais, comme pour en affaiblir le mérite, le duc de Montferrat attribua sa réussite à la trahison. Ce prince, persuadé que

le général Moulins avait dégarni le St.-Bernard, voulut prendre le lendemain sa revanche, en l'attaquant en même temps que toutes les positions environnantes. Son entreprise échoua, de même que celles qu'il renouvela le 22 mai et le 30 juin. Le duc d'Aost ne fut pas plus heureux sur la ligne du col de Tende; s'il occupa d'abord, malgré les neiges, les postes de l'Inferno et de Santa-Anna, ses troupes en furent bientôt chassées par celles du général Serrurier.

Cependant le baron de Vins, informé que Kellermann avait été obligé de dégarnir sa droite pour étouffer la révolte de Toulon, voulut profiter de cette circonstance pour chasser les Français de la rivière de Gênes, et se dirigea sur Savone. Jaloux de procéder avec ordre, et de mettre au moins les formes de son côté, il jugea à propos d'adresser le 11 juin, au sénat de cette impuissante république, une note où il annonçait que pour préserver les possessions autrichiennes d'Italie de l'invasion des Français, il se trouvait obligé de traverser son territoire et d'exiger, en payant, tout ce dont son armée avait besoin. Le sénat ne manqua point de protester contre cette violation de sa neutralité, et le ministre français d'en instruire sur-le-champ Kellermann.

Les mouvemens préparatoires commencèrent le 13 juin dans l'armée autrichienne, et dès le

lendemain plusieurs de ses divisions campèrent sur le territoire génois aux environs de Carcare. De son côté, le général Colli leva ses camps de Ceva et de Mondovi, et se prépara à favoriser les mouvemens des Impériaux par des entreprises secondaires, tant dans les trois grandes vallées du Tanaro, de l'Elero et du Pesio, que vers le col de Tende.

A Carcare, de Vins partagea son armée en trois colonnes. Celle de droite fila par les monts de Lavagnol et de San Bernardo ; le centre passa à Calissano et Mallare ; la colonne de gauche arriva par le mont de Notre-Dame-des-Anges vers Savone. Cette marche dut éprouver de grandes difficultés, car l'avant-garde, aux ordres du général Pittoni, ne parut sur les hauteurs de Montenotte que le 21 ; l'armée ne campa que le lendemain sur celles de Montenero et de Monte-Acuto.

Au premier avis de ce mouvement, Kellermann accourut de Belver à Vado pour surveiller les dispositions de défense, et recommanda au général Macquart de prendre des mesures pour recueillir en cas d'échec les troupes de Garnier à Tanarello et Sucarello. En même temps Massena prescrivit au général Freytag commandant sa droite, de s'emparer de vive force ou par surprise du château de Savone ; mais sur les observations du général Laharpe, ce coup de

main fut ajourné, tant à cause des difficultés que présentait alors son exécution, que dans l'espoir de le voir défendre par les Génois, qui venaient d'y envoyer 250 hommes, et tous les approvisionnemens de guerre dont il manquait.

Aussitôt que les Autrichiens se montrèrent sur les hauteurs de Savone, Freytag donna ordre à sa brigade de droite de se renfermer dans les retranchemens de Vado et de se préparer à la plus vigoureuse résistance. Le général Laharpe, en évacuant cette ville neutre, laissa en avant de son faubourg le chef de brigade Dupuis avec un bataillon de la 21e et des instructions pour tous les événemens.

Le 23 juin, de Vins ayant enfin rassemblé toutes ses troupes, et certain que le général d'Argenteau assaillirait le lendemain les retranchemens de Settepani, se proposa de diriger lui-même avec environ 6 mille hommes l'attaque de la Madone del Monte, tandis que Wallis, avec une division de 4 à 5 mille, tâcherait de pénétrer par Savone entre le pied des montagnes et la mer, afin de couper les républicains délogés des hauteurs de la Madone.

Le 24 juin au jour, le général Roccavina à la tête de trois bataillons, attaqua de front la redoute et les autres ouvrages, tandis que le général Rota les tournait par Valeggine. Après une courte résistance, les grenadiers qui les

défendaient se retirèrent sur le camp de Terzano, où le général Freytag les recueillit.

Aussitôt que le poste de la Madone fut replié, le comte de Wallis poussa ses troupes en avant et coupa bientôt dans Savone le faible bataillon de Dupuis qui, feignant d'être vivement poursuivi, se sauva sur les glacis de la citadelle, et sauta dans le chemin couvert. Les Génois étonnés, et ne se doutant pas de la ruse, tirèrent alors quelques coups de canon et de fusil, comme pour prouver aux Autrichiens qu'ils étaient prêts à faire respecter leur neutralité. Ceux-ci, encouragés par le bruit, pressèrent leur marche, croyant prendre les Français entre deux feux; mais en débouchant des rues adjacentes, qu'on juge de leur surprise en les voyant installés dans le chemin couvert. Dupuis parlementait alors avec les Génois, qui avaient levé le pont-levis du corps de place, pour les engager à le recevoir dans le fort. Wallis le somma : il répondit qu'il saurait essuyer le feu de la citadelle et repousser ses troupes si elles se présentaient. L'embarras des Impériaux fut au moins égal à celui des Génois. Cependant le feu sur la gauche redoublant d'intensité, le général de Vins se rendit chez le gouverneur de Savone pour le presser de se défendre. Celui-ci demanda à consulter le sénat, prétextant qu'il n'avait pas d'instruction pour un cas si

particulier. Heureusement pour la ville qu'avant la fin de la journée, après maints pourparlers, il parvint à s'entendre avec les généraux autrichiens. Dupuis et sa troupe furent admis à jouir des droits d'hospitalité accordés par toute puissance neutre aux troupes qui déposent les armes. On les embarqua avec armes et bagages sur des chaloupes qui allèrent les déposer à Finale.

Pendant que la division Wallis se trouvait ainsi paralysée par cette ruse de guerre devant Savone, les colonnes de Roccavina et Rota s'étaient réunies devant le Cugliano et attaquaient le pont de Zinora défendu par l'adjudant-général Frontin avec deux bataillons de grenadiers. Cette poignée de braves ne put résister au choc, et fut forcée d'aller s'embusquer derrière les murs de la rive droite de ce torrent, d'où elle continua à fusiller. Les Impériaux, comptant n'avoir à essuyer que ce feu de mousqueterie, passèrent alors le pont en colonne serrée. Tout à coup les deux forts de Vado commencèrent à faire jouer toutes leurs batteries. Cet incident attiédit leur ardeur; après avoir hésité quelques minutes, ils rebroussèrent chemin en désordre, et ce ne fut qu'avec peine que leurs chefs parvinrent à les rallier derrière des murs et des jardins d'oliviers de l'autre côté du torrent.

Roccavina jugeant donc qu'il ne réussirait pas ici, reparut une heure après en ordre de bataille

au pied de Tersano, vis-à-vis de St.-Sébastien, dans le lit même de la rivière. Le général Freytag sentant l'urgence de déjouer cette manœuvre, ordonna à Laharpe d'exécuter une sortie avec 300 grenadiers. Ce mouvement est favorisé par le jeu à bout portant de trois bouches à feu masquées par les broussailles, et par une fusillade d'une centaine de tirailleurs dispersés dans les taillis. Laharpe arrive à la faveur des arbres, sans être aperçu, sur le flanc de la ligne ennemie, l'assaille et la culbute sur la rive gauche du torrent. En même temps l'adjudant-général Frontin repassa le pont de Zinora avec le 6e bataillon de grenadiers, et poursuivit, la baïonnette dans les reins, tout ce qui se trouvait devant lui. Le général Roccavina fut blessé grièvement, et son collègue aurait eu beaucoup de peine à couvrir la retraite, s'il n'eût été parfaitement secondé par les uhlans. Cette échauffourée, qui ne finit qu'à la nuit, coûta à de Vins plus de mille hommes tués, blessés et prisonniers.

Eclairé un peu tard sur la véritable direction à donner à ses attaques, il se porta la nuit avec une partie des troupes de Wallis pour renforcer l'attaque que le général d'Argenteau devait faire le lendemain sur les postes de Settepani et de San Giacomo. Tremblant même d'être inquiété dans ce mouvement, il demanda un armistice pour enterrer ses morts. Le général La-

harpe le lui accorda d'autant plus volontiers que les troupes françaises avaient un grand besoin de repos.

Le 25 juin, à trois heures du matin, conformément à ses instructions, d'Argenteau attaqua les retranchemens de Settepani et de Melogno, le général Cantu ceux de San Giacomo, tandis que Wallis et Liptay firent une fausse attaque dans la plaine sur le pont de Zinora. De Vins se flattait par cette disposition de percer le centre de la ligne française et de tourner sa droite. Ses calculs furent de nouveau en défaut : les démonstrations dans la plaine n'inquiétèrent nullement la brigade Laharpe, qui se maintint ce jour-là et le suivant dans Vado; mais la partie de la ligne de Settepani à San Giacomo gardée seulement par sept faibles bataillons, après avoir été défendue avec une valeur peu commune, demeura aux Autrichiens.

Tandis que ces choses se passaient à la droite des républicains, Garnier cherchait à attirer l'attention de l'ennemi sur la gauche. Après avoir emporté le poste de St.-Barnouil, il rallia aux bains de Vinadio les troupes cantonnées à Sainte-Anne, et se porta sur le village de Bagni dont il chassa le baron Galea après un combat opiniâtre. Colli méprisant ces vaines attaques, se contenta de renforcer ses avant-postes, et Garnier sentant lui-même l'inutilité d'une si faible

diversion, rentra le lendemain dans sa position.

Cependant Massena, frappé de l'urgence de se maintenir sur les hauteurs pour assurer la retraite de la brigade Laharpe qui tenait toujours Vado, renforça le 26 d'un bataillon le poste de Melogno; mais, comme ce poste était commandé par celui de Settepani, il roulait dans sa tête le projet de l'enlever aux Autrichiens, lorsqu'un épais brouillard venant à s'élever dans la soirée du 27, le décida à le mettre à exécution sur-le-champ. Il confia la conduite d'un bataillon à chacun de ses adjudans-généraux Joubert et Laserre, se réserva la conduite d'un troisième, et vers sept heures du soir les met en marche sur Melogno qui est surpris, enlevé. Les ennemis fuient en désordre sur Settepani, où on les poursuit. Malheureusement la difficulté de suivre des sentiers étroits et difficiles, au milieu du brouillard, causa de la confusion dans les colonnes: celle de Joubert arriva au pied des retranchemens sans s'en douter, et s'engagea corps à corps avec les Autrichiens. Bientôt les deux autres sont également aux prises. C'est un massacre épouvantable: d'Argenteau reconnaissant enfin le petit nombre d'hommes qui lui disputent des retranchemens qui lui ont coûté tant de sang, ouvre la barrière à ses réserves, et les lance sur ces quinze cents audacieux. Cet effort fut décisif; ils furent culbutés et ramenés l'épée dans les reins

jusqu'aux seconds retranchemens de Melogno. Les pertes des deux partis furent balancées; on les estima, pour chacun, à mille hommes hors de combat.

Le jour où les républicains étaient ainsi battus par les Impériaux, ils prenaient leur revanche sur les Piémontais au col de Tende. Le marquis de Vitali, qui commandait dans la vallée de Limone, ayant reçu l'ordre de Colli de chercher à s'emparer du col de Tende, et certain de la difficulté d'aborder cette position de front, résolut de l'attaquer en faisant partir deux colonnes d'Arpiola et de Collapiana situés sur ses flancs; une troisième colonne ne devait agir sur la grande route qu'en cas de succès d'une des deux premières. Cette disposition était assez sage; néanmoins elle manqua son but, parce que le mauvais état des chemins transforma cette attaque combinée en deux partielles et isolées.

La colonne de droite partant d'Arpiola, chemina sans être aperçue dans la petite gorge qui se trouve au milieu du col de Cornis, et arriva vis-à-vis le Sabione à la pointe du jour. Reconnue par un poste avancé qui commença aussitôt une fusillade très-vive, elle fit bonne mine à mauvais jeu, et voulut enlever de force le camp qu'elle croyait surprendre; mais la brigade Lebrun ayant eu le temps de courir aux armes, l'accueillit si chaudement, qu'au bout de quelques minutes,

elle se dispersa dans les rochers pour se sauver plus sûrement. L'adjudant-général Gardanne, détaché par le général Dallemagne du col de Tende sur celui de Cornis, en vue de couper la retraite aux fuyards, ne remplit qu'imparfaitement l'objet de sa mission, parce qu'un brouillard et des rochers les dérobèrent à sa vue.

La colonne qui s'avançait directement par le Limone n'eut pas un meilleur sort. Dallemagne attendit qu'elle fût à mi-côte pour la faire assaillir sur ses flancs, et attaquer de front à la baïonnette par un bataillon. Elle fut culbutée, et ne sauva pas sans peine la pièce de quatre dont elle avait espéré se servir avec avantage.

Malgré ces succès balancés, la ligne n'étant plus tenable, Kellermann se décida à battre en retraite, et prit pour l'assurer de sages dispositions. Laharpe dut évacuer Vado, et Garnier Ormea. Masséna chargé de la couvrir, dut tenir ferme sur le contre-fort de Melogno, pour donner le temps d'évacuer les ambulances ou dépôts, et tomber sur le flanc des Sardes, dans le cas où, excités par les succès de de Vins, ils se porteraient en force sur le centre.

Pendant qu'une partie de la division de droite s'acheminait vers le pont de Carmelo pour s'y établir provisoirement, Kellermann convoqua à Loano un conseil de guerre où assistèrent tous les divisionaires de son aile droite et les chefs du

génie et de l'artillerie. Il ne leur dissimula point l'état fâcheux des affaires. Après avoir écouté différens officiers qui proposaient, les uns la ligne de la Roya, d'autres celle de la Taggia, il donna la préférence à celle-ci : « C'est le contre-fort qui » s'étend depuis Borghetto jusqu'à Ormea que » nous défendrons, dit-il, si l'ennemi nous donne » le temps de le retrancher; car il resserre notre » ligne, et nous conserve Ormea. Là nous pour- » rons attendre sans crainte l'arrivée du renfort » que j'ai demandé au comité de salut public, » et la campagne ne se terminera pas, j'espère, » que nous n'ayons repris l'offensive. »

Masséna observa que cette ligne était très-faible à Sucarello, et proposa au général en chef de la parcourir avec lui. Kellermann accepta sa proposition, et la reconnaissance exécutée dès le lendemain matin, ayant prouvé qu'au moyen de quelques ouvrages la position serait assez forte pour arrêter l'ennemi, elle fut adoptée.

Le mouvement rétrograde commença dans la nuit du 28 au 29, et le jour suivant, l'aile droite fut établie sur la nouvelle ligne. Les magasins de Finale, de Loano, de Voltri furent presque tous évacués; et, quoi qu'en disent certains rapports, on n'y laissa qu'une vingtaine de bouches à feu en fer, et qnelques centaines de sacs de froment.

Les Autrichiens qui auraient dû contrarier

cette retraite ne s'avancèrent qu'avec une circonspection blâmable. De Vins, sous des prétextes frivoles, dissémina ses troupes dans le pays de Gênes, et laissa à Colli la tâche de déloger les républicains du poste de Termini. Ce dernier voyant qu'il ne pouvait compter sur une franche coopération des Impériaux pour nettoyer la vallée de Tanaro, se décida le 5 juillet à attaquer le col de Termini sur plusieurs points. Quelques colonnes se dirigèrent sur la montagne, en face de la gauche du village, les autres sur la droite de l'Inferno. Entre cinq et six heures, tous les avant-postes furent repliés. Bientôt après, le feu s'engagea sur toute la ligne. A la gauche et au centre les colonnes sardes furent repoussées avec perte; mais le marquis de la Torre ayant franchi le col de l'Inferno sur le rocher à gauche du col de Termini avec environ 2000 hommes, et s'étant établi en même temps sur le plateau de Cassine, fusillait tout ce qui sortait de ce hameau, et eût ainsi coupé toute retraite aux républicains, s'ils venaient à être repoussés. Le général Pelletier envisagea ce danger en homme de tête et de cœur. Il fit avancer contre cette colonne deux pièces de canon soutenues par environ 200 hommes, et commença un feu vif et nourri. Cet accueil dégoûta les Piémontais, qui, malgré leur supériorité en nombre, se sauvèrent dans le plus grand désordre.

Le général Garnier, convaincu que sa droite seule courait quelque danger, donna l'ordre d'évacuer Ormea, de lever les camps de Carlino et de Viosena, afin de réunir sa division à Ponte di Nave, où il se proposait de soutenir une seconde attaque avant de se replier à Colla-Rossa et Tanarello sur la division Macquart.

Les troupes de celle-ci qui occupaient ces points, furent inquiétées pendant plusieurs jours par les Piémontais. Leurs craintes se dissipèrent aussitôt qu'elles virent les bataillons de Garnier reprendre leurs anciennes positions. Macquart, enhardi, crut devoir rendre quelque confiance aux siens en poussant des détachemens à Ormea.

Cet événement, présenté par les Austro-Sardes comme un avantage, parce qu'Ormea fut quelques jours en leur pouvoir, témoigne cependant contre leurs chefs. Il faut croire que la mésintelligence entre Colli et Devins amena une rupture entre eux, ou bien qu'ils méconnaissaient également les règles de la guerre. Devins commandait alors au moins 18 mille hommes; car les premiers renforts envoyés des états héréditaires en Italie venaient de le rejoindre; Colli, de son côté, n'en avait pas moins de 15 mille sous ses ordres: c'était donc 35 mille combattans tout frais, bien pourvus de vivres et de munitions, qui pouvaient en accabler 18 à 20 mille, harassés

de fatigue, pieds déchaux, et se battant pour ainsi dire tous les jours à jeun.

Cette mésintelligence servit à souhait Kellermann, en lui donnant le temps de se raffermir dans sa position. Persuadé qu'il est plus avantageux de soutenir la défensive en pays montagneux que dans la plaine, ce général ne voulait quitter les Alpes maritimes qu'à la dernière extrémité, et prit toutes les mesures nécessaires pour disputer les lignes de la Taggia et de la Roya, s'il venait à perdre celle de Borghetto. Il parvint à force de patriotisme à surmonter tous les obstacles provenant du dégoût des troupes, du discrédit public, de la baisse monstrueuse des assignats et de l'épuisement de la misérable contrée où l'on était forcé de se maintenir. Pour retenir les soldats sur des rochers affreux et les y faire travailler au milieu des privations les plus rudes, il les haranguait souvent en leur faisant entrevoir le terme prochain de leur misère. « La paix, leur disait-il, est conclue avec » l'Espagne; incessamment nous serons secou» rus par nos frères d'armes des Pyrénées; » voudriez-vous leur laisser la gloire de forcer » le roi de Sardaigne à la paix? » On assure même que la caisse de l'armée ne renfermant que des assignats sans valeur, il offrit et livra aux fournisseurs français ou étrangers tous ses

fonds particuliers, pour les engager sous sa garantie personnelle à former quelques approvisionnemens : sacrifice d'autant plus méritoire, que le désintéressement ne lui était pas naturel. Attentif à saisir toutes les circonstances qui pouvaient le conduire à son but, Kellermann accueillit le commissaire génois Spinola, se lia d'amitié avec lui, et, par son intermédiaire, parvint à se rendre favorable non-seulement les membres du sénat, mais encore les négocians.

Par un contraste tout particulier, le baron Devins s'occupait bien moins des intérêts de ses alliés que des siens propres. Il commit dans la rivière de Gênes des déprédations qui excitèrent mille plaintes. Dès qu'il fut maître de Savone, Vado et Loano, il arma des corsaires pour son compte. Malheur aux caboteurs rencontrés par eux ! ils étaient ramenés à Vado pour y prendre un passe-port, qui, après avoir été chèrement payé, ne leur servait pas même pour entrer à Savone. On assure qu'en trois mois il acquit ainsi de grandes richesses. Inaction de Devins.

Une telle administration devait particulièrement déplaire dans un pays tout marchand ; et loin de la tempérer par des formes aimables, Devins y joignit une hauteur qui lui aliéna jusqu'au dernier Génois.

Il faut pourtant lui rendre justice ; il ne négligea pas entièrement les intérêts de son armée,

et fit ouvrir plusieurs routes carrossables de Carcare à Finale par San Giacomo, à Savone par Cadibone, puis une troisième de Savone à Gênes.

Après bien des délais, ce général autrichien, jaloux d'ajouter la ville de Finale au territoire dont il s'était emparé, dépêcha un aviso à lord Hotham pour l'inviter à coopérer à la réduction de cette ville; mais celui-ci, qui venait d'être joint dans les eaux de Mahon par la division du contre-amiral Mann, ayant été informé que l'escadre française, renforcée d'une division venue de Brest, le cherchait, crut plus utile d'aller à sa rencontre, que de participer à l'attaque d'une bicoque telle que Finale. Devins, satisfait d'avoir prouvé sa bonne volonté envers l'amiral anglais, publia partout qu'il avait les bras liés jusqu'à ce que celui-ci eût détruit ou dispersé l'escadre de Toulon; prétexte spécieux dont on ne tarda pas à sentir toute la frivolité.

En effet, le 13 juillet, les deux flottes se trouvèrent en présence à trois lieues sud des îles d'Hyères, et s'apprêtèrent au combat. Hotham avait vingt vaisseaux de ligne, sans compter les frégates et les corvettes; l'amiral Martin, qui n'en commandait que dix-sept, voulut éviter l'action, et néanmoins ordonna de former au plus tôt sa ligne. Lord Hotham, favorisé par le vent, s'avança alors en ordre de bataille, et Martin n'eut plus d'autre parti à prendre que

d'aller s'embosser dans la baie de Fréjus. Il y courut à toute voile, mais un calme l'ayant pris à trois lieues de terre, l'exposa au feu de l'escadre anglaise, dont une brise légère favorisait la marche. L'avant-garde de celle-ci parvint à couper l'arrière-garde française, et dès lors la canonnade commença. Au bout de quelques heures, Martin craignant que l'*Alcide*, qui avait beaucoup souffert, ne pût manœuvrer, donna ordre aux frégates *la Justice* et *l'Alceste* de le remorquer. Cette mesure de prévoyance fut inutile; car le feu prit à ce vaisseau et le fit sauter. L'engagement continua encore quelque temps sans autre suite, et les deux escadres se retirèrent chacune de son côté pour aller se réparer.

Immédiatement après ce combat naval, lord Hotham détacha une frégate et quelques bâtimens légers à Vado pour aider le baron Devins dans ses opérations ultérieures. Ce surcroît de ressources ne le détermina pourtant pas à marcher en avant; et si les Génois n'avaient pas crié si fort contre ses exactions, les républicains auraient pu croire qu'il s'endormait sur ses lauriers.

CHAPITRE XLVIII.

Plan de campagne du comité, et cause de son ajournement. — Combats de Baniolas et de Bascara. — L'armée des Pyrénées occidentales prend l'offensive. — Combat d'Irurzun. — Séparation de l'armée de Navarre. — Prise de Vittoria et de Bilbao. — Fourrage sur la rive droite de la Fluvia. — Les Français sont chassés de la Cerdagne espagnole. — Paix du 13 juillet.

Dispositions des deux partis.

A PEINE le comité de salut public reçut-il la nouvelle de la prise de Roses, qu'impatient de forcer le roi d'Espagne à la paix, il arrêta, vers la mi-février, un plan attribué en partie au général Dagobert, et dont l'exécution lui parut devoir être décisive.

Dans ce plan, le rôle offensif était dévolu à Moncey, soit à cause de la facilité des communications et des transports, soit parce que la prise de Pampelune eût ouvert aux vainqueurs les plaines fertiles de la Castille et la route directe de Madrid : en conséquence, son armée devait être renforcée d'une division tirée de la

Vendée. Le val d'Aran et les vallées adjacentes furent compris dans son arrondissement; enfin, il fut décidé qu'on porterait à 5 ou 6 mille hommes le détachement qui s'y trouvait déjà, en vue d'assurer le flanc gauche de l'armée d'invasion, de la lier avec celle de Catalogne, et de pousser même une pointe sur Balbastro ou Saragosse. L'armée de Pérignon devait coopérer activement à ces projets, en retenant les Espagnols sur les bords de la Fluvia, au moyen de quelques attaques de front et d'une expédition de Cerdagne en Catalogne.

Ce projet reposait évidemment sur d'excellentes vues stratégiques; il était en plusieurs points conforme à ce que nous avons dit dans la description générale de ce théâtre de guerre. Mais il est plus aisé de méditer des entreprises à deux cents lieues du théâtre des opérations, que de les exécuter. Pendant que le comité de salut public rêvait ainsi la conquête de l'Espagne; d'une part, la pénurie de subsistances et les rigueurs de la saison dans un pays montagneux; de l'autre, les fatigues du siége de Roses, avaient pour ainsi dire détruit les deux armées françaises. C'était surtout sur celle des Pyrénées occidentales, destinée à porter les grands coups, que les maladies exerçaient les plus cruels ravages: depuis le mois de novembre, environ 12 mille soldats avaient péri dans les hôpitaux, qui, des

bords de l'Urola à ceux du Gers, se trouvaient encombrés par environ 20 mille moribonds. De cette superbe armée, qui comptait plus de 60 mille hommes effectifs à la clôture de la campagne, il n'en existait pas 25 mille en état de combattre; encore ceux-ci, réduits depuis long-temps à la demi-ration, paraissaient plutôt des spectres que des soldats. Des 5 mille chevaux précédemment attachés aux divers transports, les trois cinquièmes avaient péri : les magasins étaient dépourvus de tout; et l'on ne voyait aucune possibilité d'entrer en campagne.

Le système adopté, offrait d'ailleurs un inconvénient secondaire; il réduisait à la défensive le général Pérignon, qui semblait avoir acquis des titres au premier emploi: et, bien que le comité lui réservât la conduite du corps de Cerdagne, ce commandement ne pouvait flatter le vainqueur de Figuères et de Roses, puisqu'il le condamnait, pour ainsi dire, dans sa propre armée, à un rôle subalterne.

Rapprochement avec l'Espagne.

Tout concourut donc à faire ajourner l'exécution de ce projet; car, tandis que Moncey s'efforçait de rétablir l'ordre dans son armée, et de hâter les préparatifs de son entrée en campagne au milieu de la désorganisation de tous les services; que Pérignon résignait le commandement de la sienne, et que le comité de salut public nommait Schérer pour le remplacer, la

cour de Madrid ouvrait enfin les yeux sur les dangers de sa position. Déjà même, dans le conseil, le ministre de la marine Valdès, et le président du conseil de Castille, Lacañada, se prononçaient hautement pour la paix. Le comité de salut public de son côté, non moins pénétré de l'inutilité de cette guerre, cherchait un moyen honorable de la terminer: Bourgoing, qui avait concilié tous les suffrages dans sa mission de 1792, fit en son nom des ouvertures indirectes au chevalier d'Yriarte et à M. d'Ocaritz. S'il faut en croire quelques mémoires du temps, le duc d'Alcudia fit mine de les rejeter, par la seule raison qu'il n'en était point l'auteur; Valdès, indigné, s'éleva dans le conseil avec tant de véhémence, qu'il fut disgracié et exilé: mais le ministre, peu scrupuleux, envoya aussitôt de son côté des agens accrédités, pour renouer la négociation; et la termina avec moins d'avantage qu'on ne l'eût fait au commencement de l'année. Cette version acquiert d'autant plus de poids, qu'en effet le marquis d'Yranda se rendit plus tard à St.-Sébastien; et s'aboucha, sous différens prétextes, avec le général Servan, envoyé à Bayonne avec le vain titre d'inspecteur général.

L'orgueil déplacé du premier ministre devenant donc, dès ce moment, le seul obstacle au rapprochement de deux nations que les mêmes

besoins sollicitaient de se réconcilier; il fut facile de prévoir que la campagne ne serait ni longue ni vigoureuse. Cependant, le ministère castillan eut recours aux derniers moyens, tant pour recruter l'armée, que pour subvenir aux frais de l'armement. Toutes les milices disponibles dans les provinces de l'est durent renforcer l'armée de Catalogne, et le général O'Farril nommé chef d'état-major d'Urrutia ne manquait point des talens nécessaires pour le seconder dans son commandement. Un édit royal ordonna les levées connues sous le nom de *las quentas :* espèce de réquisition lente dans son mode d'exécution, incompatible avec le caractère national; et, par cela même, odieuse à tous les habitans qu'elle frappait. Profitant en outre de la haine allumée en Biscaye et en Catalogne par les désordres des Français, le gouvernement fit tous ses efforts pour organiser une levée en masse, non-seulement dans ces provinces, mais encore dans celles de Navarre et d'Aragon : les deux premières, plus voisines du théâtre de la guerre, furent aussi les plus disposées à répondre à cet appel. Pour subvenir aux dépenses de l'armée, une cédule royale soumit à l'usage du papier timbré, tous les actes des tribunaux ecclésiastiques, sans en excepter même ceux de l'inquisition et de la nonciature papale.

Du reste, il ne paraît pas que le ministère eût

combiné un vaste plan de défense, en indiquant à ses trois armées la direction qu'elles devaient prendre en cas de revers, pour se réunir sur l'Ebre ou le Duero, et couvrir la capitale. La majeure partie des forces espagnoles se trouvait concentrée entre la Fluvia et le Ter, sous les ordres du comte Urrutia. L'on avait bien réuni l'armée de Navarre à celle de Biscaye, sous les ordres du prince de Castel-Franco : mais cette réunion était illusoire, attendu que la première, couvrant Pampelune, se trouvait mal liée avec l'autre, qui s'étendait jusqu'à l'embouchure de la Deba dans le golfe de Biscaye. Cette ligne de quarante lieues, d'autant plus dangereuse que la grande chaussée de Madrid se trouvait précisément en face de l'intervalle qui en séparait les deux parties, offrait tout moyen de les accabler successivement.

Dans cet état de choses aussi peu favorable, d'un côté que de l'autre, aux grandes opérations, les mois de mars, d'avril, de mai, se passèrent dans une guerre d'observation, où les généraux espagnols cherchèrent à aguerrir leurs nouvelles levées; et les républicains, à masquer leur dénuement. Quelques combats assez vifs eurent néanmoins lieu, particulièrement aux Pyrénées orientales, avant le départ de Pérignon.

A peine ce général eut-il laissé prendre quel- Attaques de

postes en avant de Seu-d'Urgel.

ques jours de repos à ses troupes, après la reddition de Roses, que, voulant établir ses quartiers d'hiver en Catalogne, il ordonna au général Charlet de prendre l'offensive en Cerdagne; de déloger les Espagnols postés en avant de la Seu-d'Urgel, et de prendre en flanc ceux qui couvraient Campredon. Cinq colonnes, après avoir marché toute la nuit du 17 février, attaquèrent le 18 avant le jour les postes de Bexach, d'Estunia, de Bar et d'Aristol. La première ayant surpris les Espagnols, était sur le point d'atteindre son but, quand ceux-ci venant à recevoir du renfort, la rejetèrent, après un combat opiniâtre, de l'autre côté de la Sègre. Les détachemens qui devaient s'emparer de Bar et d'Estunia, remplirent mieux leur tâche: mais l'attaque sur le premier poste ayant échoué, ils furent obligés de se retirer durant la nuit, de peur d'être pris en flanc. La colonne, dirigée sur Aristol avait eu de grands obstacles à surmonter; pour y arriver il fallut franchir le pont de Bar, défendu par un gros corps espagnol. Cette entreprise offrant des difficultés, le commandant républicain fit jeter une partie de ses soldats à la nage, et parvint ainsi sur la rive gauche de la Sègre. Alors l'ennemi étonné abandonna sa position, et se retira sur Arsègre; d'où il rentra le lendemain dans les postes que les Français avaient évacués la nuit, par suite du mouvement général.

Le mauvais succès de cette tentative détermina le général Pérignon à tourner ses efforts du côté de la Fluvia. Le 28 février et les jours suivans, il fit parader quelques corps de cavalerie sur la droite des Espagnols, dans la vue d'engager le comte Urrutia à dégarnir son centre et sa gauche. En effet, le 1er mars, deux fortes colonnes passèrent la Fluvia : la première, composée d'environ 5 mille hommes d'infanterie, et de 300 chevaux, sous les ordres du général Augereau, déboucha de Bezalu, et se porta sur Baniolas : l'autre, commandée par le général Sauret, forte de 4 mille fantassins et de 150 chevaux, franchit la rivière en face de Bascara, avec l'instruction de marcher parallèlement à la première, afin d'être en mesure de la soutenir. L'objet de ce mouvement était, à ce qu'il paraît, de couper la ligne espagnole et d'en rejeter la gauche sous Girone, pour ensuite accabler la droite dans le cul-de-sac formé par le Ter, la Fluvia et la mer. Combat de Baniolas.
Mais, si ce but était sage, les moyens, pris pour y parvenir, ne répondaient point à ce qu'on devait attendre d'un général qui avait si bien manœuvré dans la mémorable journée de Figuères. D'ailleurs Urrutia devina le projet de son adversaire, et ne laissa sur la droite qu'un rideau de troupes légères, pour masquer à la cavalerie républicaine le départ des forces dirigées vers les points qu'il supposait devoir être sérieusement

attaqués. L'occasion paraissait belle d'accabler les deux colonnes de Pérignon, en concentrant toutes les forces en arrière de Baniolas. Cependant, soit que le général espagnol ne calculât pas tous les avantages qui pouvaient résulter de cette manœuvre, soit que le découragement de ses troupes ne lui permît pas de s'écarter du rôle défensif, il se contenta de se mettre en mesure de repousser l'agression dont il était menacé.

La colonne du général Sauret rencontra l'ennemi la première. Croyant n'avoir affaire qu'à de faibles postes, elle s'était avancée, sans beaucoup de précautions, à plus d'une lieue de la Fluvia : mais, là, elle fut arrêtée par les divisions des généraux Cuesta et Iturigaray, qui s'engagèrent aussitôt, et la forcèrent, après un combat assez vif, à repasser la rivière au plus vite.

Le général Augereau, qui conduisait la colonne de Bezalu, ignorant l'échec essuyé par son collègue, poursuivit sa marche sur Baniolas, lorsqu'il aperçut avec surprise, à la hauteur de Sernia, un corps nombreux s'avancer en bon ordre pour le combattre. C'était le chef d'état-major O'Farril, à la tête de la division Vives, à laquelle s'étaient ralliés plusieurs régimens de cavalerie. Augereau fit halte dans une position excellente, couverte par un ravin profond, et un bois qui garnissait à la fois ses flancs et ses derrières. O'Farril

sentit alors que la supériorité numérique ne compenserait pas les avantages d'un pareil poste, et fit mine de se retirer, afin d'attirer les Français sur un terrain moins désavantageux pour lui, et de donner aux renforts qu'il attendait le temps d'arriver. Son stratagème réussit : l'avant-garde d'Augereau se mit à la poursuite des Espagnols, qui se replièrent lentement en combattant, et ce général lui-même se porta en avant, avec le reste de sa division. Arrivé dans la plaine vers trois heures, il y trouva l'ennemi rangé en bataille, et disposé à recevoir le choc : l'action s'engagea aussitôt et se soutint jusqu'au soir avec des succès variés. Finalement, les efforts des Français se brisèrent contre le centre et la gauche des Espagnols ; Augereau s'apercevant à la chute du jour que O'Farril faisait manœuvrer sa cavalerie par la gauche pour le couper de Sernia, ordonna la retraite, qui d'ailleurs s'effectua en bon ordre. Le lendemain, Augereau, informé de l'échec de Sauret, évacua Bezalu, puis rentra dans son camp sous Figuères, abandonnant quelques caissons, et un petit nombre de prisonniers. Immédiatement après cette affaire, Urrutia fit retrancher le col d'Oriols, y porta son avant-garde, construisit un pont sur pilotis en avant de Bascara, et jeta des postes d'avertissement sur la gauche de la Fluvia. Pérignon, abreuvé de dégoûts et navré de l'injustice du comité, ayant

quitté l'armée à cette époque, les Français laissèrent exécuter tous ces travaux, sans y mettre aucun obstacle; et, à l'exception de quelques affaires de postes en Cerdagne, tout le mois de mars s'écoula dans une parfaite tranquillité.

Premier combat de Bascara.

Le général Schérer arriva au commencement d'avril: dès qu'il eut pris les renseignemens sur le personnel et le matériel de l'armée, il prescrivit au général Augereau de pousser, le 24 avril, une reconnaissance sur la rive droite de la Fluvia, vis-à-vis d'Orfans, entre Bascara et Bezalu. Le général Bon, ayant franchi sans obstacle cette rivière en évitant de s'engager avec l'avant-garde ennemie, rapporta qu'il était facile de replier la ligne jusques sous les murs de Girone. Schérer le crut, et s'imagina pouvoir débuter par un succès. En conséquence, il ordonna au général Augereau de se présenter le lendemain devant Crespia, puis de forcer le pont d'Esponella; tandis que lui-même tenterait de passer la rivière sur celui de Bascara, et le général Sauret, plus bas, au gué de San-Pedro-Pescador. Cette attaque de front devait être soutenue par une diversion du général Charlet en Cerdagne, contre les postes qui couvraient la Seu-d'Urgel et Campredon.

Ce projet mal digéré ne pouvait obtenir d'heureux résultats, quand bien même, par un fatal hasard, le comte Urrutia n'eût pas arrêté pour

le 25, une reconnaissance générale sur la ligne des républicains, et surpris ainsi les colonnes de la droite et du centre dans leur mouvement préparatoire. Environ 12 mille hommes, conduits par le quartier-maître-général O'Faril, passèrent, à cet effet, la Fluvia le 25 sur le pont de Bascara, et se partagèrent en trois colonnes. Celle de gauche, dirigée par le maréchal-de-camp Vives, attaqua le camp de Cistella, et en poursuivit les troupes jusqu'à Avignonet: mais Augereau ayant rassemblé incontinent celles cantonnées à Llers et à Sierra-Blanca, rejeta sur la Fluvia la colonne de Vives, qui ne la repassa saine et sauve, qu'en sacrifiant un bataillon. La colonne du centre, composée des troupes de l'avant-garde, aux ordres des généraux Arias et la Romana, rencontra celle que conduisait Schérer sur les hauteurs de Pontos et d'Armadas, et l'arrêta tout court. L'attaque de gauche, commandée par le quartier-maître, ne trouva personne; et se promena jusques sous les batteries de la ligne française.

Schérer, ne se tenant point pour battu par ce contre-temps, reprit le lendemain l'exécution de son projet, et passa la Fluvia à droite et à gauche de Bascara, sous la protection d'une batterie légère. Les avant-postes espagnols abandonnèrent cette ville et Calabuix, pour se retirer sur l'avant-garde, retranchée au col d'Oriols. Déjà, toute la vallée de la Fluvia était

remplie d'infanterie française ; lorsque la cavalerie castillane, aux ordres du comte de St.-Hilaire, fournit une charge qui la força de se replier sur Bascara. Toutefois, le général Schérer ayant rétabli l'ordre dans ses bataillons, tenta de revenir sur ses pas : mais le régiment des volontaires de la Couronne descendant dans la plaine à gauche de Bascara, seconda si bien la cavalerie, qu'elle le contraignit à repasser la rivière, après avoir échangé quelques boulets.

Sur la droite, Augereau ayant déployé sa division sur les hauteurs de Crespia, le général Vives crut d'abord qu'il allait forcer le pont d'Esponella et mit la sienne en bataille sur les hauteurs entre ce village et Visert, où elle essuya pendant quatre heures une forte canonnade. Mais, dès que Vives eut avis de la retraite des colonnes françaises qui avaient franchi la rivière à droite, il ordonna aux troupes qui occupaient Bezalu d'attaquer la droite d'Augereau ; tandis que le marquis de la Romana, posté à Visert, assaillirait la gauche. Ces mouvemens exécutés avec précision, décidèrent le général français, prévenu d'ailleurs de la retraite du centre, à se replier sur Figuères.

A la gauche, la colonne de Sauret, franchit la Fluvia sans obstacle : mais elle fut tenue en échec par la division Iturigaray, qui, en faisant passer un régiment de hussards au gué de To-

rella, lui inspira des craintes sur ses derrières, et l'obligea, après six heures de manœuvres, entremêlées de quelques charges de cavalerie, à repasser la rivière et à regagner le camp de Roses.

Enfin, la diversion du général Charlet, en Cerdagne, n'eut aucun résultat satisfaisant.

Telle fut l'issue d'une attaque mal combinée, et qui aurait coûté cher au général français, si Urrutia, maniant avec habileté ses masses, eût profité de sa position centrale pour les réunir, en vue de frapper d'abord un coup vigoureux sur la colonne du centre, puis de se rabattre à plaisir sur celle de gauche, compromise dans le cul-de-sac formé par le Llobregat, la Fluvia et la mer.

Depuis cette époque jusqu'au 25 mai, tout fut tranquille : ce jour là une escadre de cinq bâtimens de guerre et 16 chaloupes canonnières étant venue canonner les bâtimens français mouillés dans le golfe de Roses; Schérer, persuadé que cette attaque était combinée avec un mouvement général de la ligne ennemie, voulut ravir à son adversaire, les avantages de l'initiative. L'idée n'était pas mauvaise en elle-même; et son peu de succès ne doit être attribué qu'aux fautes d'exécution. La division Augereau reçut l'ordre de passer la Fluvia, près de Bascara, tandis que le général en chef la franchissait lui-même, avec le reste de l'armée, aux gués de Valvaralle et d'Armentara, non loin de son em- Deuxième combat de Bascara.

8*

bouchure. Ce projet, encore plus vicieux que le premier, puisqu'il portait la majeure partie de l'armée dans un cul-de-sac, eut le sort qu'il méritait.

Conformément à ses instructions, Augereau, ayant laissé 2 mille hommes sur les hauteurs de Roses et d'Armadas, passa la rivière sans difficulté, et déploya sa division dans la plaine, dominée par l'ermitage de Ste.-Anne, où il plaça de suite une batterie pour chauffer Bascara et Calabuix. Le général Arias, commandant l'avant-garde espagnole, la fit à l'instant contrebattre par des pièces de gros calibre; puis se rapprocha des bords de la Fluvia avec de l'artillerie légère et plusieurs régimens, afin de la passer au gué d'Arenys et de déborder la gauche de cette division. Augereau, inquiet de cette manœuvre, céda insensiblement du terrain, et revint sur les hauteurs de Pontos et d'Armadas. Dès que Urrutia s'en aperçut, il ordonna à son quartier-maître-général O'Faril, de passer la Fluvia et de suivre chaudement les Français, afin de les retenir dans cette position pendant que Vives et la Romana en tourneraient la droite, et que le comte de St.-Hilaire aborderait la gauche avec sa cavalerie. Augereau, par sa prudence, échappa à ce triple danger, et la bonne contenance de son arrière-garde rompit tous les efforts de l'ennemi.

Bien que Schérer n'eût rencontré que trois ou quatre cents hommes pour lui disputer le passage, il n'osa pourtant s'aventurer de l'autre côté, après avoir reçu l'avis de la retraite de son lieutenant : et il fit bien ; car on ne sait trop comment il s'en serait tiré, ayant dans ce coupe-gorge toute l'armée espagnole sur les bras.

Tandis que ces événemens se passaient sur les bords de la Fluvia, le général Moncey donnait tous ses soins pour l'embrigadement des corps isolés, et la recomposition des bataillons de grenadiers destinés à former des réserves dans chaque division : d'un autre côté, il pressait le général Lespinasse d'achever les équipages de siége, de campagne et de ponts, qu'on assemblait à Bayonne. Opération en Biscay

Le comité avait chargé le colonel Marescot, qui venait de se signaler par la prise de Maëstricht, de diriger les attaques de Pampelune ; et tous les préparatifs compatibles avec la pénurie générale se faisaient à cet effet, en attendant les renforts promis.

Dans cet intervalle Moncey crut devoir tenir en haleine les troupes qui lui restaient. A sa gauche, destinée à un rôle passif, il envoya camper sept bataillons de la division Mauco sur le col de Lindous, à l'entrée du val de Roncevaux ; tandis que

la droite formant des camps à Iziar et à Aldava, entre la Deba et l'Urola, faisait tâter différens postes, qui couvraient l'aile gauche du prince de Castel-Franco, et préludait à l'ouverture de la campagne, en enlevant celui de Muzquirnechu qui liait Elosna à Elgoybar (1). Quelques démonstrations furent également dirigées vers Asçarate, au point d'intersection du corps de bataille de l'ennemi avec son aile gauche.

Toutefois, l'armée n'était pas encore en état de prendre l'offensive. Ne pouvant s'enfoncer dans la péninsule avant d'être maîtresse de Pampelune, elle aurait été probablement restreinte à la défensive, si le gouvernement n'avait fait filer en toute hâte de la Vendée, un corps de 12 mille hommes, qu'il remplaça dans ces contrées par une division de l'armée qui venait de réduire Luxembourg. Le comité de salut public, en se décidant à cette mesure, reprit son premier projet, et recommanda aux généraux Schérer et Moncey de l'exécuter en tous points. Il réintégra même le général Sahuguet, pour aller prendre le commandement de la division du val d'Aran; et enjoignit au représentant Blad d'aller s'établir à Toulouse, pour entretenir une correspondance

(1) On trouvera les principaux endroits indiqués, sur le croquis particulier annexé à la planche 3. — Ceux qui voudront suivre tous les mouvemens consulteront les cartes de Roussel ou de Lopez.

active avec les généraux qui devaient concourir à son exécution, tant en Catalogne et en Cerdagne, qu'en Navarre et en Biscaye. Malgré ces dispositions formelles, le projet, comme on le verra, fut modifié en ce qui concernait les deux expéditions sur le centre; Sahuguet reçut une autre destination; et toutes les troupes venues de la Vendée, renforcèrent l'armée stationnée dans le Guipuscoa.

L'espèce d'inaction forcée dans laquelle les armées opposées restèrent durant la majeure partie des mois de mai et de juin, accrédita les bruits de paix, auxquels les fréquentes entrevues du marquis d'Yranda et du général Servan donnèrent lieu. Mais bientôt l'apparition dans le golfe de Gascogne d'une escadre espagnole qui captura plusieurs bâtimens de commerce français; et, l'arrivée des renforts envoyés de l'intérieur de la république, les firent évanouir : de part et d'autre, on ne songea plus qu'à se mesurer de nouveau.

Avant de recommencer les hostilités, Moncey perdit trois de ses meilleurs lieutenans, Frégeville, Marbot et Laborde, destitués par les représentans en mission, comme fauteurs du système de dévastation, suivi dans la campagne précédente à l'égard des habitans du Guipuscoa : exemple remarquable de justice distributive, qui frappait les innocens pour sauver le coupable.

L'armée des Pyrénées occidentales prend l'offensive.

Enfin, le 25 juin, la première colonne de la division de l'Ouest étant arrivée, le général Moncey résolut de prendre immédiatement l'offensive. Nous avons déjà dit que l'aile gauche de l'armée du prince de Castel-Franco occupait, sous le lieutenant-général Crespo, les bords de la Déba, depuis Bergara jusqu'à son embouchure; les milices de Biscaye, au nombre d'environ 10 mille, garnissaient une partie de cette frontière, en commun avec les troupes de ligne; mais disséminées dans une foule de points, mal organisées et encore plus mal armées, elles servirent plus à faire nombre qu'à arrêter l'ennemi. L'aile de Crespo se liait d'assez loin avec le centre aux ordres du lieutenant-général Filangiéri; leur jonction avait lieu au port de Lecumbery que traverse la route de Tolosa à Pampelune. Cette disposition de la ligne de son adversaire donna l'idée au général français d'isoler ces deux corps, et de les accabler ensuite l'un après l'autre.

Elle fond d'abord sur Filangiéri.

En conséquence, le 28 juin, le général Raoul, commandant le camp d'Iziar, força le passage de la Déba près de Sasiola, et vint prendre poste sur les hauteurs de Motrico: le 29, il occupa celle d'Urreagui, sur l'extrême gauche de l'ennemi qu'il menaçait de prendre à revers. Le même jour, le général Willot, avec sa division, partagée en deux colonnes, manoeuvra contre le centre et la droite de Crespo; tandis qu'un troisième

détachement se dirigeait de Tolosa sur Villa-Réal, pour lui couper la retraite. Ces dispositions étaient bien conçues : et, si on les avait exécutées avec plus de secret, il est probable que ce corps eût été accablé : mais, soit qu'il fût averti à temps des projets des Républicains, ou qu'il les eût devinés à la manœuvre de Raoul; il se retira en arrière de Bergara, puis vint prendre position à droite et à gauche de Mondragon.

Ce coup manqué, Willot revint le 1er juillet sur les hauteurs de Tolosa, et de pareilles dispositions furent prises contre le corps de Filangiéri. Dès le commencement de juin, et sans qu'on pût soupçonner son dessein, Moncey avait porté sept bataillons à San-Estevan, en avant de la Bidassoa, et fait occuper les hauteurs de Goastela et de Dona-Maria. Le 27 juin au soir, ces troupes se glissèrent sous la conduite du général Digonet, par Arraïz, pour gagner les derrières de la position espagnole. Leur mouvement dérobé avait été concerté avec ceux des autres colonnes qui se portèrent de Tolosa sur Lecumbery, par le grand chemin d'Ariba, et par Goriti; la brigade Merle au centre; Willot et Morand sur les flancs. Mais Filangiéri sut échapper au danger qui le menaçait, et gagna pendant la nuit les hauteurs d'Irurzun, d'où il communiquait encore avec Crespo.

Le 6 juillet, le centre de l'armée française dé- Comba

"Irurzun. Séparation de l'armée espagnole.

bouchant de Lecumbery, se divisa au village de Latassa, en trois colonnes. La première, conduite par le général Merle, marcha sur Irurzun, comme si elle venait de Vittoria; la seconde, composée de quatre bataillons, se porta sur Aizcorbe, sous les ordres du colonel Harispe; enfin, le général Willot, qui dirigeait toute l'attaque, suivit la grande route avec deux bataillons, 150 chevaux et deux pièces d'artillerie. Digonet, à la tête de cinq bataillons, fut chargé d'isoler l'avant-garde espagnole; et marcha par la gauche de Gulina, pour se placer entre elle et le corps principal.

La position qu'occupait le général Filangiéri était très-forte; sa gauche s'appuyait au bois d'Ozquia, et sa droite à Berio-Plano; l'avant-garde tenait Irurzun. Ce fut Harispe qui engagea le combat avec ses chasseurs basques; les Espagnols, pressés entre ses troupes et la colonne du général Merle, abandonnèrent Irurzun. Un corps de Catalans s'obstinant à garder une hauteur près d'Aizcorbe, les grenadiers s'élancent sur eux, les culbutent, et se mettent imprudemment à la poursuite. Cette impétuosité faillit leur coûter cher; au moment où ils se jetaient sur deux pièces de canon que l'ennemi faisait avancer par la route, les basques furent chargés par trois escadrons, et obligés de chercher un refuge dans les bois qui bordent le che-

min. Digonet, étonné de cette brusque apparition, et ne pouvant juger de la force de son adversaire, mit alors sa brigade en retraite; mais ce mouvement fut mal exécuté, et l'infanterie espagnole qui approchait, augmenta le désordre. Heureusement, un bataillon de grenadiers, placé au-dessus de Gulina, l'arrêta. En vain, le lieutenant-général Horcasitas voulut faire tourner ces braves par sa cavalerie; elle rencontra le général Willot, qui la contint avec un autre bataillon d'élite. Les basques d'Harispe, réfugiés dans les bois sur les côtés de la route, assaillirent à leur tour les escadrons castillans à coups de fusil, et les contraignirent à se retirer fort maltraités. Cependant, favorisé par la glorieuse résistance du poste de Gulina, Harispe rallia sa petite troupe, se précipita avec elle de nouveau sur les Espagnols, et les rompit entièrement : Filangiéri perdit plus de 300 hommes dans ce combat, et se retira sur la rive gauche de l'Agra, laissant les vainqueurs s'établir entre le col d'Ollareguy et les hauteurs d'Eliscorbe.

L'armée espagnole ainsi divisée, Moncey songea alors à poursuivre avec vigueur sa gauche, que commandait Crespo, en rabattant contre elle les divisions Dessein et Willot, et laissant à Digonet le soin d'observer Pampelune. Nous venons de dire que le corps espagnol campait à Salinas, et occupait les hauteurs d'Elgueta jus- Moncey s jette sur Crespo.

qu'à San Antonio, de même que les postes de Satul et de Tellerant. Le 12 juillet, les généraux français se mirent en marche pour le chasser de ces positions. Willot partit d'Irurzun avec 4 mille hommes, en passant par Villa-Nueva, Huarte, Araquil et Arbiza : Dessein rallia la brigade Raoul restée à Urreagui, et attaqua le 13, avec environ 5 mille hommes, la gauche de Crespo commandée par le baron de Triest, la battit au village d'Ermua, s'empara de 13 pièces de canon, prit position à Villareal, à Ayorrabe et Mendibil, et poussa le général Schilt avec son avant-garde sur Vittoria, où lui-même fit son entrée le lendemain. Crespo ainsi tourné par les deux ailes semblait dans une position désespérée, et s'en tira avec présence d'esprit : informé que la route de Vittoria était interceptée, il se jeta sur Durango, occupé l'avant-veille, par l'avant-garde de Dessein, et marcha sur Bilbao, pour ainsi dire derrière la ligne des Français. Les généraux républicains, instruits de ce contre-temps, après avoir opéré leur jonction, le 17 juillet, se mirent à la poursuite de l'ennemi par Orduna et Mirvalles. Malgré leur infatigable activité, le général espagnol leur échappa encore une fois dans ce pays hérissé d'obstacles : se voyant réduit à moins de 7 mille hommes par la désertion, et ne s'estimant pas en état de recevoir le choc, il se retira précipitamment sur

Pancorbo; abandonnant les magasins considérables que la capitale de la Biscaye renfermait.

Le général Moncey, après avoir pris possession de Bilbao et de Vittoria, poussa la brigade Miolis sur Miranda de Ebro; mais il ne tarda pas à sentir la nécessité de concentrer ses forces sur Puente-de-la-Reina, afin de resserrer Pampelune, observé, comme nous l'avons dit, par le général Digonet, et dont Marescot se disposait à presser les attaques. Cette résolution était d'autant plus sage, que déjà les Espagnols encouragés par la jonction de Crespo, venaient de tomber sur le détachement un peu aventuré à Miranda; et que les républicains, ne pouvant tenir Bilbao, devaient s'attendre à voir l'ennemi revenir en Biscaye et menacer les communications de l'armée. La paix dont on reçut à l'instant la nouvelle, mit un terme aux sollicitudes du général Moncey, et acheva, heureusement pour sa gloire, une campagne dont l'issue pouvait être encore douteuse malgré son brillant début : surtout si le ministère espagnol, au lieu de chercher ses généraux en chef parmi les courtisans de la plus haute naissance, se fût appliqué à choisir indistinctement un de ces hommes énergiques que les revers n'abattent jamais, qui font ressource de tout, et dont l'exemple suffit pour retremper le moral d'une armée découragée.

Opérations aux Pyrénées orientales.

Pendant que le général Moncey était si heureusement dispensé d'achever la tâche qui lui avait été assignée dans le plan général d'opérations, Schérer, ne s'écartant point du rôle passif auquel le réduisait autant sa propre faiblesse que la teneur de ses instructions, observait sur les bords de la Fluvia l'armée du comte Urrutia, que divers renforts avaient portée, vers le milieu de mai, à 35 mille combattans, non compris 12 mille hommes de milices catalanes. Deux mois et demi s'écoulèrent, sans qu'il y eût de part ou d'autre, une entreprise digne de la plus légère attention. Schérer se trouvant trop faible pour détacher 3 à 4 mille hommes en Cerdagne, le général Charlet, qui conserva le commandement dans cette partie, n'effectua pas la diversion commandée par le comité de salut public sur le flanc gauche de l'armée espagnole, et s'estima trop heureux de tenir tête aux environs de Puycerda, aux levées catalanes qui le harcelaient continuellement. D'un autre côté, soit que le comte Urrutia eût reçu des ordres particuliers de sa cour, soit qu'il craignît de compromettre l'armée sur laquelle reposait désormais le salut de la monarchie espagnole; il ferma les yeux sur les chances de succès que sa supériorité numérique, le caractère peu entreprenant et la fausse position de son adversaire lui offraient pour l'offensive; et se renferma dans

un système de guerre, propre, il est vrai, à ramener l'ordre et la discipline dans les camps, mais jamais à faire naître la confiance ou l'enthousiasme parmi les troupes.

Cependant une circonstance impérieuse, vint traverser les plans de ces généraux; l'engagement que les deux partis semblaient éviter avec tant de soin, fut amené par la pénurie des subsistances, et un grand fourrage les mit inopinément aux prises. La contrée entre le Llobregat et la Fluvia, où l'armée française cantonnait depuis six mois, se trouvant entièrement épuisée, Schérer résolut d'aller fourrager entre cette dernière rivière et le Ter; contrée fertile et d'autant plus riche, que l'armée espagnole, alimentée régulièrement par ses magasins, n'y avait encore fait aucune réquisition. Fourra français la rive dr de la Flu

Le dispositif de cette opération fut absolument le même que pour le combat du 24 avril. Augereau reçut ordre de passer la rivière vis-à-vis le Puig de Las Forcas, à gauche de Bezalu; la division Sauret, au gué de San Pera Pescador; tandis que le centre de l'armée, sous le général en chef, viendrait s'établir sur les hauteurs de Pontos et d'Armadas, afin de tenir en échec le centre des Espagnols pendant le fourrage, et de pouvoir même, selon les circonstances, effectuer le passage de la Fluvia vis-à-vis de Bascara, ou soutenir la retraite des ailes agissantes.

Urrutia, prévenu des grands mouvemens qui s'opéraient dans l'armée française, présuma qu'il allait être attaqué sur toute la ligne. Afin de masquer sa gauche et de retarder la marche de la division Augereau, il fit occuper le col de Portell, par où elle devait déboucher sur Bezalù; puis établit, à tout événement, une batterie de gros canon sur les hauteurs d'Esponella, pour chicaner le passage de la Fluvia. Rassuré ainsi sur ce point, il détacha son aile gauche sous le général Vives, au-devant de ce qui s'avançait par les chemins d'Arenys et de Figuères; tint l'avant-garde et le centre en réserve au pied du col d'Oriols, et prescrivit au général Iturigaray de manœuvrer avec l'aile droite, pour empêcher la colonne de Sauret de prendre pied sur la Fluvia.

Ces dispositions, exécutées avec ensemble et célérité, dérangèrent une partie du plan de Schérer. Augereau, prévenu au col de Portell, fut obligé de se jeter dans le chemin de Figuères à Bascara, déjà encombré par la colonne du général en chef: ce qui retarda la marche de tous deux, et donna le temps à Vives de passer la Fluvia, et d'arriver à leur rencontre. Ce général hors d'état toutefois de résister à des forces supérieures, dut bientôt se replier.

En voyant ainsi ramener les troupes de Vives, Urrutia jugea que le principal effort était tourné contre son centre, et qu'il ne serait plus en son

pouvoir de défendre le passage de la Fluvia, s'il laissait les républicains s'établir sur les hauteurs de Pontos. Loin de persister dans son rôle défensif, et d'attirer les Français sur son terrain, il détacha au soutien de Vives, non-seulement toute son avant-garde, mais encore la division de Cuesta ; en leur prescrivant de chasser les Français de ces positions qui, à la vérité, les rendaient maîtres du cours de la rivière, mais n'assuraient point leur établissement dans la plaine de la rive gauche.

Ces troupes espagnoles débouchent aussitôt du pont de Bascara, et se dirigent sur Pontos que les généraux Arias et la Romana attaquent de concert et enlèvent à la division Augereau, tandis que le général Cuesta se dirige sur Armadas. A la vue du danger que courait sa droite, Schérer laisse une brigade pour couvrir ce point important, fait un à-droite, et se porte en colonne au secours de son lieutenant. Cette manoeuvre arrête la cavalerie du comte St.-Hilaire, qui poursuivait chaudement l'infanterie française sur le chemin de Figuères, et permet à Augereau de la rallier. Les républicains reviennent ensuite de concert sur Pontos, et l'enlèvent après un combat fort opiniâtre. Ce succès remporté, Schérer charge son lieutenant de poursuivre Arias et la Romana jusques sur la Fluvia; traverse lui-même une seconde fois le chemin de Figuères; gravit

la croupe des hauteurs d'Armadas qui en bordent la droite; et arrive sur ce village au moment où Cuesta était sur le point d'en déloger la brigade française. Ce brusque retour indiquant à celui-ci la retraite de l'avant-garde qu'il avait laissée à sa gauche, il ne jugea pas prudent de redoubler d'efforts, et se replia sur Bascara, où il repassa la rivière en bon ordre.

Urrutia, ainsi déconcerté dans ses projets, voyant le versant des hauteurs de Pontos et d'Armadas couvert de troupes françaises, crut d'abord que son adversaire allait forcer le passage de la Fluvia pour lui livrer bataille sur la rive droite, et fit toutes ses dispositions pour la recevoir: mais plusieurs heures s'étant écoulées en une vaine canonnade, il soupçonna alors que l'attaque du centre n'était qu'une démonstration, et qu'il devait porter du secours à sa droite, que le général Iturigaray lui annonçait être vivement pressée.

En effet, le général Sauret avait fait passer la rivière au gué de Villa-Roba à son avant-garde, qui tenait en échec toute cette aile, pendant que le fourrage s'effectuait. Lorsque le renfort de cavalerie fut arrivé, Iturigaray le lança successivement sur la rive gauche, avec ordre de manœuvrer pour inquiéter les derrières du général Sauret; mais les masses républicaines, inabordables, repoussèrent avec calme les charges

partielles et décousues des escadrons castillans. Plusieurs même furent culbutés sur Villa-Macolum, et ne durent leur salut qu'à la protection des batteries de gros calibre, placées sur la droite de la Fluvia. Bien que le combat devint alors plus vif, Sauret, par ses bonnes dispositions, mit son convoi à l'abri, et ramena dans son camp plus de 300 chariots de grains et de nombreux troupeaux; trophées moins glorieux qu'utiles, d'une entreprise timide, que la pénurie seule avait commandée.

Comme il arrive presque toujours dans les affaires indécises, les deux partis s'attribuèrent la victoire; et en cela Schérer s'abusa moins que le comte Urrutia, car il montra de la justesse dans le coup-d'œil, et manœuvra bien. Le général espagnol, au lieu de quitter la belle position d'Oriols, à une lieue en arrière de la Fluvia, aurait dû faire tous ses efforts pour y attirer son adversaire; et lui livrer bataille dans la vallée, la rivière à dos.

Les Franç[ais] sont chass[és] de la Cerdagn[e] espagnol[e].

Quoi qu'il en soit, ce combat doublant la confiance que le comte Urrutia avait de lui-même et de ses troupes, il détacha aussitôt de Girone le général Cuesta avec une forte division, pour chasser les Français de la Cerdagne espagnole. Ce corps, après avoir franchi le col de Moyans, surprit les postes d'Ofriège et d'Yer. Le général Charlet n'eut pas le temps de rassem-

bler ses cantonnemens disséminés ; un de ses lieutenans investi dans Puycerda, après avoir soutenu une canonnade de deux heures, fut fait prisonnier avec 400 hommes qui s'y trouvaient.

Cette affaire termina la guerre, à laquelle le traité de Bâle mit fin le 12 juillet. Bien que de ce côté, comme en Biscaye, rien ne fût désespéré; qu'il y eût même des chances de succès en faveur des Espagnols; le favori, qui avait jusqu'alors attisé la guerre, craignant que sa prolongation ne causât sa chute, consentit à acheter la paix par des sacrifices, et céda une colonie, pour retenir le pouvoir qui lui échappait.

Les choses furent rétablies en Europe, par le traité de Bâle, sur le même pied où elles étaient en 1792 : mais la France se fit céder la partie espagnole de St.-Domingue; acquisition plus embarrassante qu'utile, dans l'état de bouleversement où se trouvait le reste de la colonie, et dont le moindre résultat devait être la perte du commerce interlope avec l'Amérique, qui se faisait par l'entremise des habitans espagnols de l'île. La France, privée de communications avec ses propres colonies, ne gagnait rien à en acquérir de nouvelles ; et la cession stipulée en sa faveur mit, par la tournure des événemens, l'île entière de St.-Domingue sous l'influence anglaise.

Quoi qu'il en soit, le traité fut également bien

accueilli dans les deux pays; en Espagne, surtout, où l'on espéra qu'il cicatriserait promptement des plaies profondes: et, comme la faveur des souverains couvre souvent la turpitude des ministres, celui qui le signa pour ainsi dire malgré lui, le duc d'Alcudia, reçut le beau titre de prince de la Paix.

Mais, quittons ce théâtre trop malheureusement teint de sang français, au mépris des intérêts nationaux; et portons nos regards sur une contrée, où une paix mal affermie et odieuse aux deux partis, va donner lieu à de nouveaux chocs.

CHAPITRE XLIX.

Projet pour une descente sur les côtes de France. —Hoche déjoue les intrigues de Cormatin, et le fait arrêter. — Renouvellement des hostilités en Bretagne. — Combat naval de Lorient. — Expédition de Quiberon. — Hoche y détruit les émigrés.

L'AUTRICHE, en resserrant les liens qui l'attachaient à l'Angleterre, sentit le danger de rester seule exposée à tout le poids des efforts de la république sur le continent; et, appréciant de plus en plus l'avantage d'une diversion puissante en Vendée, elle pressa son alliée d'y faire une expédition, capable d'amortir les coups qui lui seraient portés sur le Rhin. D'un autre côté, le cabinet de St.-James, obsédé depuis neuf mois par le comte de Puisaye, résolut enfin de tenter une descente sur les côtes de France. D'après les assurances données par cet agent, nulle diversion n'était plus propre à remplir les désirs du cabinet de Vienne. La pacification de la Bretagne et de la Vendée n'était qu'illusoire ; les chefs n'attendaient que le signal de reprendre les armes, et l'occupation d'un point de la côte

par une force auxiliaire devait décider les habitans du Cotentin à secouer le joug de la Convention.

Séduit par ces flatteuses promesses, le cabinet de Londres, moins jaloux de favoriser la rentrée des Impériaux en Belgique, ou de rétablir la royauté en France, que de trouver l'occasion de prendre possession de Brest et de Cherbourg, dont il était possible que des imprudens lui procurassent l'entrée; fit les préparatifs de l'expédition avec une telle activité, que ses alliés en espérèrent les plus heureux résultats.

Elle devait se composer principalement des légions d'émigrés français à la solde anglaise, formant environ 6 mille hommes. C'était moins sur la force numérique de ce corps qu'on fondait de grandes espérances, que parce qu'il fournirait d'excellens cadres aux masses de paysans armés pour la cause royale. Il y avait de plus une division de troupes britanniques de pareille force, un régiment d'artillerie et le matériel nécessaire à une armée de 80 mille hommes. Composition de l'armée d'expédition

Le ministère anglais, autant pour éloigner de lui tout soupçon d'arrière-pensée, que pour assurer le succès de l'expédition projetée, crut agir prudemment en confiant le commandement des troupes de débarquement au comte d'Artois, réclamé avec ardeur par les vendéens et les chouans, et qui lui-même avait sollicité plusieurs

fois les moyens d'aller se mettre à leur tête. C'était en effet un trait de bonne politique, dont l'effet naturel tendait à rallier tous les mécontens à un prince du sang, et à étouffer, parmi les chefs royalistes, les semences de division qui avaient causé leurs défaites. En conséquence, une correspondance très-active s'établit entre lui et le cabinet de Londres, et des agens affidés partirent pour annoncer en Bretagne et en Anjou l'apparition prochaine d'une escadre chargée d'une armée auxiliaire.

Modifications au premier plan.

Lord Moira fut d'abord destiné à commander l'expédition, plutôt pour servir de guide au comte d'Artois, que pour remplir les fonctions de son lieutenant; mais la nouvelle de la pacification de la Vendée, arrivée dans ces entrefaites, excitant avec quelque raison la méfiance du ministère anglais, lui fit changer ses dispositions. En vain lui prodigua-t-on l'assurance que ce n'était qu'une trêve également insupportable aux deux partis; les faits étaient trop évidens pour ne pas influencer un gouvernement si mesuré. Le cabinet hésita, Windham seul persistait à tenter la fortune; Pitt crut trouver un terme moyen, en proposant à Puysaye de se contenter, pour un premier essai, des légions soldées d'émigrés, et des cadres (1).

(1) Cette assertion de Puisaye, répétée par l'historien Beauchamp, a été contestée, et paraît toutefois assez vraisemblable.

L'aventureux chef de parti, trop avancé pour reculer, et entrevoyant d'ailleurs des chances inappréciables de succès dans la moindre tentative, consentit à tout, et promit même de pousser jusqu'à Rennes, si on lui donnait pour premier noyau, un corps de 5 à 6 mille hommes, avec l'assurance d'être soutenu. Le cabinet trouvant dans ces modifications un moyen de mettre sa responsabilité à couvert, et de ne point compromettre une division britannique, s'en tint à ce dernier parti, et donna ordre de presser les préparatifs déjà ordonnés.

Mission c M. de Rivière en Vendée.

Le comte d'Artois, informé de ces dispositions, jugeant bien que le succès de l'entreprise dépendrait des efforts des Vendéens, et connaissant la mésintelligence qui régnait entre Charette et Stofflet, leur avait envoyé le marquis de Rivière pour les réconcilier. L'intervention d'un envoyé des princes, flattant également l'amour-propre de ces chefs, les amena à se réunir au quartier-général de Sapinaud. Ils convinrent d'abord que Stofflet livrerait Delaunay, auquel, comme on sait, il avait donné refuge; et cet officier, illustré par cent combats, fut immolé, comme Bernard de Marigny et Joly, à l'implacable haine de deux chefs ambitieux.

Il n'était pas difficile de décider Charette à reprendre les armes : excité par les louanges et les promesses de l'agence de Brottier, il espérait,

disait-il, jouer Pitt aussi bien que la Convention, et se regardait avec complaisance comme le restaurateur du trône. Déjà de petits combats entre ses cantonnemens et ceux de Canclaux avaient eu lieu à Lamotte-Achard, et tout se préparait pour recommencer la guerre au mois de juillet. L'Anjou n'y était pas si bien disposé. Un an de tranquillité avait changé l'humeur belliqueuse des soldats de Bonchamp et de d'Elbée : cultivant leurs terres, professant leur culte, trafiquant avec Angers, Saumur, et Nantes, ils relevaient leurs métairies ravagées, et trouvaient cet état plus doux que celui de 1793. Stofflet et Bernier, loin de contrarier ces dispositions, semblaient d'accord avec les républicains pour consolider cet état de choses; aussi leur rapprochement de Charette fut-il éphémère, et la marque de préférence donnée plus tard au dernier, réveilla bientôt toute leur animosité.

Sages mesures de Hoche

Cependant la pacification, dont l'influence s'était propagée jusqu'à Londres, ne fit point en France l'effet que chacun en attendait, et les deux partis se préparaient dans l'ombre à faire tourner la trève à leur profit. On se rappelle que le vainqueur de Weissembourg, échappé par le 9 thermidor à la haine de Robespierre et de Pichegru, avait remplacé le général Moulins en Bretagne, dès la fin de 1794. Actif, ardent, impétueux, ce jeune capitaine sut tempérer la fou-

gue de ses passions, et ployer son caractère chevaleresque aux nouvelles combinaisons de la guerre odieuse qu'il allait entreprendre. Hoche voulant des amnisties, et non des transactions, signalait au comité tous les dangers de ces traités, et cherchait du moins à se mettre en mesure de prévenir les chefs royalistes, dès que l'instant serait venu. Par un heureux mélange de prudence, de justice et de fermeté, il épiait leurs démarches, pénétrait les secrets de leurs retraites et de leurs rassemblemens; en même temps qu'il rétablissait la discipline parmi ses troupes, en les soumettant à la vie austère des camps, et les employant sans cesse en colonnes mobiles pour battre le pays dans toutes les directions.

Persuadé que la république avait trop accordé à ses ennemis, et qu'un gouvernement victorieux prêt à pardonner ne doit jamais prendre l'attitude humiliante d'un vaincu, il éveillait sans cesse l'attention du comité sur les résultats d'une trêve qu'on ne pouvait se flatter de voir durer long-temps.

Il démasq Cormatin le fait arrê

En effet, à l'abri de ces traités, le présomptueux et imprudent Cormatin, étalant dans Rennes un zèle affecté pour l'autel et le trône, ne visait qu'à étendre son influence, et à organiser l'insurrection; il courait de là à Nantes dans l'espoir de s'aboucher avec Charette, et surtout de séduire le général Canclaux qui avait servi dans le

même régiment que Puisaye, et que sa modération faisait soupçonner d'être peu partisan de la Convention.

Hoche avait confié au général Humbert le soin de surveiller Cormatin et de l'accompagner; la conduite de ce dernier était trop mal déguisée pour ne pas éveiller les soupçons. Enfin, son séjour à Rennes et ses intrigues au quartier-général même des républicains, le dévoilèrent entièrement; des dépêches qu'il adressait au comte de Silz et Bois-Hardy ayant été interceptées, Hoche le fit arrêter et conduire prisonnier à Cherbourg.

Les hostilités commencent en Bretagne. Défaite des chouans.

Cet événement était de nature à semer l'alarme parmi les chefs royalistes; aussi leur premier mouvement fut-il de courir partout aux armes pour se soustraire au même sort. Silz cherche à surprendre Vannes; mais Hoche ayant tout prévu, lance des colonnes mobiles à sa poursuite: sa bande est dispersée, un détachement républicain l'arrête au passage du château de Penthouet, et il tombe percé de coups dans un combat où il s'agissait de se faire jour. Les débris de sa bande passent sous les ordres de Georges Cadoudal, qui lui-même a beaucoup de peine à échapper à la poursuite du général Avril. Dans l'Ille-et-Vilaine Duboisgny, après plusieurs engagemens, s'avance jusqu'à Fougères, où son rassemblement est battu et dissipé par le général Humbert. Bois-Hardy, chef de la division des côtes du Nord, surpris le

13 juin au château de Ville-Henrez par l'adjudant-général Crublier, paye de la vie avec dix de ses officiers une reprise d'armes inconsidérée. Scépeaux a des engagemens meurtriers avec Dubayet aux environs d'Angers, et Caquerey, l'un de ses officiers, après des succès éphémères, est défait et tué à Château-Gontier par la colonne mobile du général Lebley.

Puisaye est contrarié par l'agence royale de Paris.

Ces événemens, bien qu'ils fussent de mauvais augure pour l'expédition, n'étaient rien en comparaison des obstacles que lui préparaient la mésintelligence des officiers appelés à la commander, et les menées de l'agence de Brottier. L'histoire dira un jour comment la destinée du trône fut remise à un prêtre, qui, selon l'abbé Maury, « était capable de désunir les légions » célestes. » Sans doute elle révèlera aussi les motifs qui déchaînèrent cette agence royale contre Puisaye. En attendant il est avéré qu'elle employa mille moyens pour le faire échouer. Dès le commencement de l'année, elle avait indisposé Charette et Stofflet contre les secours venant de Londres et les promesses de Puisaye, qu'elle signalait comme une créature des Anglais. Si c'eût été la crainte patriotique de voir Brest et Cherbourg tomber entre les mains de ces insulaires, qui eût rendu les secours d'Albion redoutables aux yeux de Brottier, on ne pourrait que lui donner des éloges; mais ses scrupules ne

provinrent, dit-on, que d'un bruit ridicule; il tremblait que le cabinet de St.-James ne voulût mettre le duc d'Yorck sur le trône de France, au détriment du prince légitime, que son comité royal imaginait servir par de misérables intrigues.

Un instinct plus juste en son principe faisait pencher l'agence pour les secours de l'Espagne; toutefois, s'il était vrai que l'intérêt de famille s'unît en ce point avec celui des deux nations, l'indolence de Charles IV, la médiocrité de son ministre et les embarras que Dugommier, Pérignon et Moncey lui donnaient dans les Pyrénées, n'étaient-ils pas des obstacles invincibles à ce qu'on pût attendre de puissans efforts du cabinet de Madrid? Quoi qu'il en soit, l'agence ne se borna pas à dépeindre Puisaye sous les couleurs les plus noires, elle défendit, au nom du roi, à tous les chefs royalistes de se joindre à lui.

Départ de l'expédition

Cependant la reprise prématurée des hostilités en Bretagne, rendait le prompt départ de l'expédition de plus en plus urgent; et, comme une partie des légions d'émigrés qu'on y destinait se trouvait encore en Hanovre, le ministère résolut de la partager en trois escadres. La première division portant les régimens d'infanterie d'Hervilly, d'Hector, de Dudresney et de Loyal-Émigrant, tous stationnés en Angleterre ou à Jersey, ne comptait guère que 3,600 hommes,

en partie prisonniers républicains, recrutés dans ce royaume et en Hollande, outre un régiment d'artillerie d'environ 600 Toulonnais réfugiés. Elle fut confiée au commodore Warren; lequel reçut ordre de mouiller dans l'anse de Quiberon, et de débarquer les troupes où le comte de Puisaye l'indiquerait. On joignit à cette première division, qui s'embarqua vers la fin de mai à Portsmouth et Southampton, une brigade d'ingénieurs, environ 200 gentilshommes volontaires, ainsi que tous les officiers de santé et d'administration nécessaires à une armée beaucoup plus considérable; enfin on la pourvut d'un train de 80 pièces de canon, de 80 mille fusils, d'effets d'habillement, de vivres et de munitions. Le tout fut mis sous les ordres de Puisaye, directeur naturel de l'entreprise; néanmoins le comte d'Hervilly, ancien colonel de Royal-Soubise, reçut la commission de maréchal-de-camp pour commander les troupes à la solde anglaise.

La seconde division, composée des cadres des légions de Salm, Rohan-Béon, Damas et Périgord, faisant environ 2 mille hommes, alors cantonnée aux environs de Stade, reçut ordre de s'embarquer aux bouches de l'Elbe, de prendre des vivres et des munitions à Spithead, et de faire voile aussitôt pour l'anse de Quiberon, où elle devait mettre à terre peu de jours après la première.

Ces troupes étaient commandées par le comte de Sombreuil, brévété maréchal-de-camp au service de l'Angleterre (1).

La troisième division, formée de troupes britanniques, ne serait partie qu'après le débarquement des deux premières, lorsqu'on aurait eu la certitude de leurs progrès. Elle devait amener le comte d'Artois qui aurait alors pris le titre de généralissime des troupes de débarquement, et des armées royales. L'intervalle entre le départ de cette division et les deux autres, était une faute grave; elle priva en effet l'expédition des troupes les plus sûres, et de la présence du prince dont l'arrivée était en elle-même un coup de parti capable de décider le succès de toute l'entreprise. Nous en avons indiqué le motif, et c'est sans doute à cette combinaison pusillanime du ministère anglais, qu'il faut attribuer l'idée généralement répandue, qu'il s'était toujours opposé au débarquement du comte d'Artois.

La première division reçut l'ordre de sortir des ports à la mi-juin, sous l'escorte d'une escadre de trois vaisseaux de ligne, de plusieurs frégates où bâtimens légers aux ordres du com-

---

(1) Il est probable qu'un retard imprévu retint cette seconde division; car ce ne fut que le 11 juillet que le comte d'Artois en passa la revue à Stade avec lord Cathcart, commissaire anglais. Voyez les mémoires du comte d'Ecquevilly, tome 2, page 322.

modore Warren. La croisière de lord Bridport établie à hauteur des îles d'Ouessant, renforcée de quelques vaisseaux, fut jugée suffisante pour assurer sa marche et celle des deux autres divisions. Lord Cornwalis se chargea de surveiller Brest et Cherbourg.

Le moment paraissait favorable; nulle escadre française ne tenait la mer; des 35 vaisseaux sortis de Brest au mois de janvier pour croiser sur les côtes de Bretagne, à peine en restait-il une douzaine en état de tenir la mer. D'un autre côté, les meilleures troupes avaient été retirées de l'armée de l'Ouest. Le général Canclaux conservait bien encore 50 mille hommes, mais peu susceptibles d'entrer en campagne à cause de leur dénuement, et assez occupés à observer les Vendéens. Dans toute la Bretagne, Hoche ne comptait pas plus de 16 à 18 mille hommes disponibles. A la vérité, il était secondé par la petite armée des côtes de Cherbourg, commandée par le général Aubert-Dubayet; mais obligée de garder ce port, et de surveiller une contrée immense, celle-ci avait assez à faire, et ne suppléait au nombre que par sa vigilance et son activité.

Combat naval du juin où les Français sont battus

Au moment où tout se préparait en Angleterre, les représentans Champeaux, Palasne et Topsent, voulant effacer la honte de l'équipée des premiers jours de l'an, avaient résolu de dé-

gager la division de Belle-Isle avec les neuf vaisseaux mouillés à Brest, et destinés par le comité de salut public à des missions d'une haute importance dans l'Inde et à St.-Domingue.

L'opération de ces commissaires, blâmée par tous les marins expérimentés, s'opéra sans obstacle le 7 juin, à quelques lieues de l'île de Groix; mais ainsi qu'il l'avait prévu, Villaret n'eut pas plutôt rallié l'escadre de Vence, qu'on signala une division ennemie de sept vaisseaux. C'était celle qui croisait devant Belle-Isle; les meilleurs voiliers de l'escadre française lui donnèrent en vain la chasse, elle leur échappa, et alla rejoindre au large l'escadre de l'amiral Bridport. Villaret, tenu d'après ses instructions de rentrer à Brest, continuait sa route, lorsqu'un effroyable coup de vent dispersa son escadre sur la côte de Penmarck, et l'obligea à prendre différens airs de vent pour la rallier. Tandis qu'elle consommait un temps précieux à courir des bordées, l'amiral Bridport, informé de son apparition dans les eaux de Belle-Isle, s'était mis à sa poursuite, et la découvrit le 21 juin, peu d'heures après qu'elle eut été rassemblée. Villaret n'ayant que 12 vaisseaux de ligne et 11 frégates à opposer aux 14 vaisseaux et aux 12 frégates, dont se composait l'escadre de son adversaire, désirait éviter le combat, et manœuvrait dans ce but; mais le vent étant faible, il s'aperçut le 23, à l'entrée de

la nuit, que l'engagement serait inévitable, et donna l'ordre de marcher de front, au lieu de former l'angle obtus de retraite sur le vaisseau amiral afin d'avoir moitié de l'armée prête à combattre ou à présenter le travers à l'ennemi. Bridport forma alors six vaisseaux en deux colonnes qu'il dirigea contre son adversaire. A cette manœuvre qui indiquait clairement qu'il allait prendre la ligne en flanc, l'amiral français voulut se former sur l'*Alexandre*, le plus mauvais marcheur de son escadre, et perdit un temps irréparable en manœuvres intempestives. Bientôt l'action s'engagea, et pendant les trois heures qu'elle dura, il n'y eut dans toute la ligne française que confusion et désordre; chaque bâtiment se couvrit de ses voiles pour gagner terre. L'*Alexandre* ayant été abandonné par la frégate qui le remorquait, tomba au pouvoir des Anglais, ainsi que le *Formidable*, dont le gaillard avait sauté, et le *Tigre* qui fut coupé de la ligne par la chute du précédent. Si lord Bridport n'eût pas pris l'île de Groix pour celle de Belle-Isle, ou que le vent eût permis au *Robuste*, au *Stendart*, et au *Tonnant* de prendre part à l'action, comme ils en avaient reçu l'ordre, il est certain que toute l'escadre française eût été prise ou détruite.

Après cette nouvelle échauffourée, Villaret ne se dissimulant pas l'impossibilité de rester embossé sur la côte, rentra à Lorient, où la

pénurie de vivres le força de licencier la majeure partie des équipages.

L'expédition mouille à Quiberon.

Cette bataille rendant les Anglais maîtres absolus de la mer, l'expédition mit alors à la voile, et mouilla le 27 juin dans le golfe de Quiberon. Quinze cents émigrés, sous la conduite de Puisaye, furent débarqués sur le rivage de Genèse, et s'établirent au village de Carnac, où la division de chouans de Georges Cadoudal s'était rendue, d'après l'invitation qui lui en avait été faite, pour protéger le débarquement. Le lendemain, on mit le reste du monde à terre, ainsi que les armes et les effets nécessaires pour armer, habiller et équiper la foule qui accourait sous les bannières royales. Cette opération ne fut un instant interrompue que par l'apparition de l'adjudant-général Romans, qui sortit d'Auray avec un détachement de 250 hommes, dans l'espoir d'y mettre obstacle; mais il fut repoussé avec perte de Landevant.

Position de l'armée réunie aux chouans.

On employa la journée du 29, à organiser et à placer militairement l'armée royaliste. Les 10 à 12 mille hommes dont elle se composait, après avoir été armés et habillés d'un uniforme rouge, furent partagés en trois divisions: celle de droite commandée par le comte Dubois-Berthelot campa sur la hauteur de Lomarin derrière Auray, que les républicains avaient évacué; celle de gauche aux ordres du chevalier de Tinteniac, se porta

en avant de la petite ville de Landevant; la troisième qui avait le comte de Vauban pour chef, prit position à Meudon, un peu en arrière des deux autres.

Cette ligne ainsi établie, le comte d'Hervilly, commandant les troupes à la solde d'Angleterre, dût attaquer le 30 le fort de Penthièvre qui défend l'entrée de la presqu'île de Quiberon. Ses colonnes l'assaillirent de front et en flanc, tandis que les chaloupes canonnières le battaient à revers. La garnison composée d'environ 300 hommes du 41e régiment, manquant de vivres et de munitions, se rendit après avoir essuyé sept heures de feu, et fut aussitôt incorporée dans le régiment d'Hervilly : on commit même la faute d'en laisser une compagnie entière dans le fort; et on ne tarda pas à en être cruellement puni.

Elle pren[d] le fort de Penthièvr[e]

Tandis que ceci se passait, un certain Labaronais, chef de la division chouane de St.-Malo, excité par un agent de Puisaye, devait s'emparer de cette place par surprise; mais son complot fut éventé : le commandant républicain en ayant fait fermer les portes, arrêta une partie des conjurés, tandis qu'un détachement fouilla la forêt de Comor, y battit et dispersa le rassemblement de chouans qui s'y trouvait.

Les chouan[s] échouent [à] St.-Malo

Malgré ce petit échec, tout jusques-là avait réussi au-delà des espérances de Puisaye. Bien

Dissensio[n] entre

Puisaye et d'Hervilly.

qu'il prétendît avoir été forcé de débarquer sur ce point contre son gré, il était maître de la presqu'île de Quiberon et de ses forts; 12 mille chouans bien armés et habillés formaient le noyau de son armée, qui pouvait se grossir en avançant, avec d'autant plus de facilité, qu'il ne manquait ni d'armes ni de cadres. Mais la jalousie du comte d'Hervilly que le cabinet de Londres lui avait donné pour lieutenant, ne tarda pas à rendre nuls les avantages de cet heureux début. Il s'agissait d'adopter un plan d'opérations : Puisaye était d'avis que les émigrés et les chouans se portassent sur Rennes avant que les paysans exaltés par ses proclamations eussent le temps de la réflexion, et que le général Hoche pût prendre des mesures défensives : il voulait ensuite établir une ligne respectable derrière la Vilaine, afin de faire filer en toute sûreté des armes et des munitions en Vendée, et d'attiser plus aisément le feu de l'insurrection qui couvait en Normandie. Le comte d'Hervilly dont le caractère était moins chevaleresque, ou les vues plus rétrécies, décidé à faire la guerre méthodiquement, s'opposa à l'exécution de ce plan; prétendant qu'il était trop hasardeux, qu'on ne devait pas s'éloigner des vaisseaux avant d'avoir reçu les renforts de la deuxième division, et qu'il n'y avait rien de mieux à faire jusques-là, qu'à exercer et aguerrir les chouans, et à

s'assurer par des retranchemens de la possession de la presqu'île. Ces raisons s'écartaient trop des vues de Puisaye pour être goûtées; aussi se crut-il en droit de passer outre et de donner des ordres au comte d'Hervilly, conformes à ses premières intentions; mais, comme il n'avait pas eu la précaution de se faire proclamer général en chef de l'expédition, avant son départ d'Angleterre, ni de se munir de lettres de service du gouvernement britannique, le comte d'Hervilly refusa d'y obtempérer, en lui exhibant la commission qui lui conférait le commandement des troupes à la solde anglaise. Puisaye obligé de dévorer cet affront, ajourna son projet, et expédia sur-le-champ un aviso à Londres pour savoir, qui de lui ou de son compétiteur l'emporterait, dans cette lutte si préjudiciable aux intérêts de la coalition. Dès ce moment, d'Hervilly prit le commandement absolu, et le chef de l'expédition fut réduit, pour ainsi dire, au rôle de simple volontaire.

Mesures c Hoche poi les attaque

Pendant les tristes démêlés des chefs royalistes, le général Hoche, secondé par son chef d'état-major, s'apprêtait non-seulement à arrêter leurs progrès, mais encore à comprimer les chouans qui se levaient de tous côtés. Ses troupes se trouvant disséminées, par la nature même de la guerre, dans des cantonnemens fort étendus,

il leur assigna d'abord différens points de rassemblement. Le général Rey reçut l'ordre d'envoyer mille hommes d'élite des divisions du Morbihan et de la Loire-Inférieure, sous la conduite du général Valleteaux à Ploermel pour couvrir Rennes (1). Le général Chabot, commandant la division du Finistère eut l'instruction de compléter la garnison de Brest et de venir avec 4 mille hommes et huit bouches à feu prendre position à Quimper, entre cette place et Lorient. En même temps, 4 à 5 mille hommes, et 3 à 400 chevaux détachés des armées des côtes de la Rochelle et de Cherbourg se réunissaient à Rennes, et des colonnes mobiles s'organisaient sur tous les points importans pour maintenir la tranquillité sur les derrières.

Tinteniac est battu.

Le général Chabot n'attendit pas que la colonne qui se rassemblait à Rennes fût en état de le seconder pour tâter l'ennemi : dès le 29, il avait poussé le général Josnet, avec 1,500 hommes de troupes légères en reconnaissance sur Hennebon, où les chouans avaient leurs avant-postes. La rencontre fut vive ; ces derniers culbutés sur Landevant, jetèrent l'épouvante ; il est probable toutefois que le chevalier de Tinteniac eût rétabli

(1) Il ne faut pas confondre cette ville avec les villages de Ploermel et de Plouharmel, tous deux situés près d'Auray.

l'ordre dans sa division, s'il avait eu de l'artillerie, mais faute de trois ou quatre pièces, refusées avec obstination par d'Hervilly, elle fut mise en fuite.

Le comte de Vauban informé de cet échec éprouva un grand embarras; car, au même moment, par l'effet d'un hasard tout particulier, l'adjudant-général Romans venait de déloger d'Auray la division Dubois-Berthelot, après un engagement très-vif, où son chef avait été grièvement blessé. Ne sachant où le danger était le plus pressant, Vauban poussa une reconnaissance sur la droite, laissa 3.mille hommes à Meudon en observation, et marcha avec 2 mille autres au soutien de sa gauche. Déjà il était trop tard; ce renfort fut culbuté comme Tinteniac, et dans sa déroute, il laissa à découvert un convoi d'armes et de munitions dont les républicains s'emparèrent. Cependant le comte de Vauban rassuré sur sa droite par la circonspection de l'adjudant-général Romans, ne s'obstina point à rallier des fuyards, revint à Meudon, et porta en toute hâte le reste de sa division sur les derrières des républicains. Cette manœuvre changea le combat de face : ils furent à leur tour rompus, et ne regagnèrent Landevant qu'avec peine. Alors, après avoir rallié à sa colonne une partie de la division Tinteniac, le comte de Vauban se disposait à reprendre son ancienne position, lorsque l'avis de la retraite de la division Dubois- Vauban repoussé

Berthelot le décida à venir coucher à Ploermel.

Nouvelle position des royalistes.

Cette échauffourée eut les résultats d'un combat décisif : le comte d'Hervilly, persuadé par cet échec que les chouans n'étaient pas de force à tenir tête aux républicains, prescrivit quatre jours après à tous les corps qui couvraient la presqu'île de s'en rapprocher. On établit une nouvelle ligne de défense dont la droite fut appuyée au Mont-St.-Michel et Carnac, la gauche à S^te^.-Barbe. Cette disposition était essentiellement vicieuse, puisqu'un effort des républicains sur le centre vers Plouharmel eût acculé toute la droite à la mer. Ajoutez à cela qu'au lieu de renforcer cette aile, puisqu'on voulait la laisser dans cette position, l'on retira toutes les troupes soldées derrière les retranchemens de la presqu'île.

Hoche les refoule sur la presqu'île.

Le général Hoche informé de la contenance mal assurée de son adversaire, prévit que rien ne lui serait plus facile que de le rejeter dans la presqu'île, et de l'y renfermer comme dans une souricière. Aussitôt qu'il eut réuni 6 mille hommes, il ordonna le 7 juillet l'attaque de la ligne; les royalistes se reployèrent successivement sur S^te^.-Barbe, qu'ils furent enfin contraints d'abandonner. Cet échec eut des suites terribles. Plusieurs milliers d'individus de tout âge, de tout sexe se pressèrent sur l'étroite falaise qui conduit de S^te^.-Barbe au fort Penthièvre, dont ils encombrèrent en un moment le chemin couvert, et peu

s'en fallut que les républicains n'y entrassent pêle-mêle avec eux.

D'Hervilly présageant peut être alors le sort qui lui était réservé, tenta de reprendre cette position le lendemain avec toutes les troupes régulières ; mais son attaque manqua d'ensemble et de vigueur : ses colonnes, après avoir perdu quelques centaines d'hommes rentrèrent dans le camp retranché, sous la protection des chaloupes canonnières anglaises.

Dans l'impossibilité de terminer brusquement l'expédition faute de troupes, le général républicain s'appliqua à couper aux royalistes toute communication avec l'intérieur en s'établissant sur la ligne qu'ils venaient d'abandonner, et la faisant couvrir de retranchemens et de batteries. Une demi-brigade, sous les ordres du général Meunier, alla prendre poste à Ploermel, face à Rennes, pour assurer le corps d'observation, dont le général Lemoine prit le commandement provisoire, pendant que Hoche retourna à Rennes activer les autres préparatifs.

Tinteniac est détach sur Sarze et la forê de Molla

Cependant les vivres commençant à manquer dans la presqu'île, où les chouans et les émigrés se trouvaient entassés depuis huit jours, le comte d'Hervilly se décida à céder aux vœux de Puisaye, et à combiner avec lui un plan général d'attaque pour le 16 juillet. Environ 4 mille chouans et une centaine d'émigrés durent dé-

barquer le 11, sous les ordres du chevalier de Tinteniac à la pointe de St.-Jacques, en face de Sarzeau, en même temps que 3 mille hommes descendraient sur la plage de Guidel vers Lorient. Après quatre jours supposés nécessaires pour débusquer les détachemens qu'elles rencontreraient, ces deux divisions devaient se réunir à Baud le 14, et attaquer le 16 au matin le camp des républicains à revers ; la dernière devait pousser un détachement sur Quimper. On ne conçoit pas trop le motif qui porta à faire deux débarquemens à vingt lieues l'un de l'autre, pour leur donner la peine de se réunir ensuite. On eût obtenu un résultat plus certain et avec moins de danger en n'en faisant qu'un seul des deux divisions. Quoi qu'il en soit, Tinteniac réussit parfaitement, débusqua la colonne-mobile de l'adjudant-général Romans de Sarzeau, la battit à Mussiac, puis se jeta un peu trop à droite dans la forêt de Mollac, et sur Elven, par des motifs que nous détaillerons plus loin. Le général Grouchy, détaché de l'armée de l'Ouest, se mit à ses trousses avec trois bataillons ; n'ayant pu l'atteindre, il revint à l'embouchure de la Vilaine, et Hoche de son côté, ignorant le but de cette diversion ne crut pas devoir se laisser détourner du point important, et revint à Rennes presser ses préparatifs contre Quiberon.

Le 15 juillet, le convoi qui portait la division Som-

breuil mouilla dans la baie; ce général vint enfin à terre et rapporta à Puisaye la décision tardive qui lui conférait le commandement supérieur, avec le grade de lieutenant-général au service d'Angleterre. Il paraissait prudent d'attendre le débarquement de ces troupes d'élite avant d'attaquer; mais la marche de Tinteniac était tracée, il devait tomber sur l'ennemi le 16 au matin. Quel serait son sort si on l'abandonnait seul à toutes les forces de Hoche? Quel effet produirait sur les chouans ce nouveau manque de soutien dont ils s'étaient déjà plaints avec tant d'amertume? Il était écrit que l'expédition devait échouer; on résolut d'exécuter le projet convenu sans attendre Sombreuil, et le comte de Vauban pour favoriser l'attaque descendit sur la plage de Genèse avec 2 mille chouans et 100 soldats de marine. Le général Hoche instruit par deux transfuges du projet des émigrés eut le temps de se préparer à les recevoir. De nouvelles batteries furent disposées dans les retranchemens, et l'adjudant-général Romans reçut l'ordre de défendre Carnac.

Combat de Ste.-Barbe 16 juillet.

Le 16, à la pointe du jour, les émigrés s'avancent en vue des ouvrages de Ste.-Barbe; le régiment de la marine ployé en colonnes, tenait la droite; à 120 pas sur la gauche, et dans le même ordre, marchait celui de Dudresney; enfin, d'Hervilly formé par sections, se trouvait à la gauche, ayant derrière lui, en réserve, un corps

de chouans, commandé par M. de Levis. Loyal-Emigrant formait l'avant-garde. Toutes les troupes réunies pour ce coup de main montaient à 4,500 hommes. Les républicains n'étaient guère plus nombreux; mais leurs troupes, toutes aguerries, étaient protégées par des retranchemens et des batteries.

Quelques coups de fusil engagés, et le bruit supposé d'un feu de mousqueterie dans le lointain, font croire aux royalistes que Tinteniac arrive. La joie et la confiance sont peintes sur tous les visages. Les émigrés marchent dans le plus bel ordre sur l'avant-garde ennemie rangée au pied des hauteurs. Conformément à ses instructions, le général Humbert qui la commandait, n'opposant qu'une faible résistance, se replie sous la protection de la ligne. Enhardis par cette retraite simulée, les émigrés redoublent d'ardeur; mais les républicains sans s'étonner, les laissent arriver jusqu'à portée de pistolet, démasquent alors quatre batteries, et commencent un feu d'autant plus meurtrier qu'il les prend de front et d'écharpe.

D'Hervilly, voyant que ses colonnes seraient anéanties avant d'arriver où il voulait les porter, fait battre la charge. Loyal-Emigrant, la Marine et Dudresney se jettent avec intrépidité à droite sur les retranchemens; ils sont reçus de même par leurs défenseurs, et tous leurs efforts

sont vains. La mousqueterie et la mitraille portent dans leurs rangs la terreur et la mort. Le comte d'Hervilly qui a le courage d'un soldat, mais nullement le coup-d'œil d'un général, désespérant le premier du succès de cette attaque, court lui-même donner à son régiment, qui n'avait pas encore souffert, l'ordre de la retraite; il veut aussi l'envoyer aux colonnes de droite; malheureusement l'officier qui le portait est tué, et l'on entend alors battre la charge d'un côté, et la retraite de l'autre. Le feu des républicains avait déjà ébranlé les colonnes d'attaque; le mouvement rétrograde du régiment d'Hervilly acheva de les désorganiser. Le général Lemoine témoin de leur hésitation, fait alors charger 200 chevaux et deux bataillons, et transforme leur retraite en une déroute affreuse. D'Hervilly tombe mortellement blessé, cinq pièces d'artillerie restent au pouvoir des républicains, et ce jour eût peut-être été le dernier des émigrés sans une circonstance fortuite qui les sauva.

Le comte de Vauban, n'ayant pu venir à bout de son dessein, avait été forcé de rembarquer son monde à Carnac, et revenait au port d'Orange avec quelques chaloupes canonnières sur lesquelles se trouvait le commodore Warren. Témoin de la déroute des siens, Vauban se fait descendre à terre; et, pendant qu'il se jette avec ses soldats dans les ouvrages avancés, le com- Vauban repoussé à Carnac.

modore anglais embosse ses chaloupes, et forme une batterie qui enfile la falaise. Il était temps; car quelques minutes plus tard, les hussards entraient pêle-mêle dans les forts avec les fuyards. Les chaloupes anglaises firent un feu si violent, que les républicains furent obligés de se replier dans leurs lignes.

Résultats décisifs de ces événemens.

Cette désastreuse journée porta un coup mortel au parti royaliste. Les régimens de la Marine et de Dudresney furent presqu'entièrement détruits, le premier seul perdit 53 officiers sur 72; mais le plus grand mal fut la démoralisation des soldats. Nous avons déjà dit qu'un grand nombre d'entr'eux avait été enrôlé par force dans les prisons d'Angleterre, et parmi les compagnies prises au fort Penthièvre. L'amour de la patrie n'était qu'assoupi dans le cœur de ces soldats, et cet échec le réveilla entièrement : ils commencèrent dès-lors à déserter en foule pour retourner sous les drapeaux qu'ils regrettaient, et s'il en resta quelques-uns dans les rangs des émigrés, ce fut, comme nous le verrons tout à l'heure, pour mieux servir leurs anciens frères d'armes.

Fautes des royalistes.

On sent par les dispositions même des royalistes, qu'il fallait un concours inoui de circonstances favorables pour espérer la réussite d'un plan trop compliqué : non contens d'entreprendre deux diversions, dont la jonction n'était rien moins que certaine, ils en font une troisième;

inutile dès-lors que les deux autres eussent atteint leur but; dangereuse si celles-ci étaient battues. Il semble que l'arrivée de Sombreuil aurait dû déterminer Puisaye et d'Hervilly à se présenter en bataille à quelque distance de Hoche, et d'attendre là qu'on entendît positivement le feu de l'attaque de Tinteniac; car le seul motif qui les décidât à opérer avant le débarquement étant d'empêcher que leur collègue ne fût compromis, il était inutile de rien engager avant d'être certain que Tinteniac en vint sérieusement aux mains. Mais il est temps de dire pourquoi ce brave officier n'avait point paru. Après avoir battu le 11 juillet l'adjudant-général Romans, et échappé à la colonne de Grouchy, il devait se concerter avec les chefs du conseil du Morbihan, et ceux-ci avaient reçu l'ordre du comité royal de Paris de tenter une expédition sur St.-Malo pour laquelle on trouverait des ordres du Roi au château de Coëtlogon (1). Espérant sans doute avoir le temps de courir jusques-là, et de revenir assez tôt par Baud sur les derrières de Hoche, Tinteniac se dirigea vers Elven où il détruisit un détachement républicain, puis se porta sur Josselin, qu'il occupa. Le châ-

Course excentrique de Tinteniac

(1) Ces détails empruntés de Puisaye, et confirmés par d'autres écrivains, paraissent mériter confiance.

teau de cette petite ville était défendu par le brave adjudant-général Crublier, qui repoussa toutes ses attaques avec perte; alors Tinteniac se dirigea par Mohon sur Coëtlogon, où il arriva harassé de fatigue.

Il est poursuivi et tué.

Hoche instruit de ces incursions, avait lancé à sa poursuite le général Champeaux, à la tête d'une colonne mobile d'élite; et Crublier, de son côté, le harcela avec la garnison de Josselin. A peine les chouans goûtaient-ils quelques instans d'un repos dont ils avaient tant besoin, que les républicains tombent à l'improviste sur leurs gardes, et les culbutent jusques dans la cour du château. Tinteniac s'élance armé d'une carabine à la tête des tirailleurs pour couvrir la retraite des siens, et tombe frappé de plusieurs coups de feu, le jour même où le canon républicain foudroyait à Ste.-Barbe les colonnes de d'Hervilly. Laissons errer ses bandes découragées, afin de revenir à la presqu'île de Quiberon où se préparaient les grands coups.

Débarquement de Sombreuil.

La division de Sombreuil débarqua dans la journée du 17 juillet; mais ce renfort tardif ne servit qu'à rendre un peu de courage aux émigrés dont il répara les pertes: déjà il n'était plus possible de se maintenir à Quiberon; car, indépendamment des revers essuyés, l'autorité y était incertaine, et quoique Puisaye eût fait notifier qu'il prenait le commandement, les émi-

grés s'obstinaient à le regarder comme un chef de chouans, sans pouvoir sur eux.

Hoche surprend et enlève le fort Penthièvre

Pendant toutes ces incertitudes et ces fausses mesures, Hoche ayant reçu des renforts médite enfin une attaque définitive. Quelques vieux routiniers proposent d'assiéger en règle le fort Penthièvre; mais il rejette cet avis pusillanime, et de concert avec le représentant Tallien, arrivé depuis peu à l'armée, prend la résolution de l'enlever par une escalade nocturne. On se rappelle que les émigrés avaient commis l'imprudence d'y laisser une compagnie entière de son ancienne garnison : les renseignemens donnés par deux transfuges hâtèrent l'exécution du projet, qui fut définitivement arrêtée pour la nuit du 20 juillet où un déserteur apporterait le mot d'ordre des émigrés.

Le général Humbert à la tête de 500 hommes de l'avant-garde, suivant la laisse de basse-mer, devait se porter sur le village de Kerostin, tourner brusquement à droite de ce village, franchir les palissades, s'élancer sur le fort, et faire main-basse sur tout ce qui résisterait. Le général Botta fut chargé de le soutenir avec le reste de l'avant-garde. Ces deux officiers devaient partir à minuit précis des hauteurs de Ste.-Colomban. L'adjudant-général Ménage, à la tête de 300 grenadiers de la brigade Valleteaux, reçut l'ordre de culbuter les grand'gardes ennemies, de marcher

droit au fort, et de l'attaquer par la gorge sans tirer un coup de fusil. Sa colonne marchant sur l'estran de la droite, à un quart-d'heure d'intervalle de celle d'Humbert, devait être protégée par le général Valleteaux avec le surplus de sa brigade; il fut recommandé de s'approcher le plus près possible du fort en évitant le feu.

Le général Lemoine fut chargé de porter une brigade à la hauteur de l'avant-garde, d'y laisser un bataillon avec deux pièces de 4 et sa cavalerie, et de suivre avec le reste la queue de la colonne du général Valleteaux; on ne laissa à la garde du camp que trois bataillons aux ordres du général Drut. D'ailleurs l'on n'omit aucune des précautions qui pouvaient assurer le succès de l'entreprise. Des pionniers chargés de sacs à terre et de fascines suivaient la colonne de Ménage pour combler les fossés; et vingt-quatre hommes adroits et robustes furent armés de haches et de masses de fer pour briser les barrières. On poussa la prévoyance jusqu'à faire suivre la colonne de Valleteaux par une compagnie de canonniers, afin de pouvoir servir les batteries du fort aussitôt qu'on s'en serait emparé. La retraite, en cas d'échec, devait s'effectuer en échiquier dans le meilleur ordre.

A onze heures du soir, l'armée s'ébranle en silence. La nuit était obscure et pluvieuse; les ténèbres et le mauvais temps égarent un instant

les colonnes; mais le général Hoche parvient facilement à les remettre dans leur direction respective, et à deux heures du matin, elles se trouvent au pied du fort Penthièvre.

Ce fort situé au col de l'isthme, est un carré de trente toises de chaque face; il se liait à la côte opposée par un camp retranché. Les émigrés y avaient ajouté deux redans, dont les feux croisés battaient la falaise devant leur front. Cinq compagnies du régiment d'Hervilly formaient le fond de la garnison, les autres corps y envoyaient des détachemens proportionnés à leur force, et ce jour là c'était une partie du régiment de Périgord; les dehors étaient gardés par un détachement de Loyal-Emigrant, et 600 chouans.

Cette garnison trop fière de son nombre, se reposait en toute sécurité; la nuit, le mauvais temps, et les intelligences qu'on avait dans le fort, favorisaient une surprise. Le général Valleteaux chasse, à coups de baïonnettes, les hommes qui défendaient les premiers ouvrages, et sa colonne marche sur le fort sans éprouver grande résistance. Quelques coups de fusil ayant donné l'éveil à la garnison et aux canonnières anglaises qui bordaient la côte, un feu terrible est alors dirigé sur les assaillans; mais rien ne peut les arrêter. Ménage, d'un autre côté, parvient à la faveur du mot d'ordre, à gravir le rocher avec

ses grenadiers. Guidé par un des transfuges, il escalade le fort par un sentier réputé inaccessible, et massacre les canonniers de Rothalier dans leurs batteries; le détachement de Périgord, composé en grande partie de gentilshommes, éprouve le même sort. Cependant le commandant court chercher du secours dans le camp retranché; mais la plupart des soldats de d'Hervilly, après avoir égorgé leurs officiers, se joignent aux républicains. La colonne de Valleteaux et celle de Humbert, ébranlées un instant par la mitraille anglaise et celle des retranchemens, reprennent courage à la vue de l'étendard tricolore qui flottait au sommet du rocher; elles font un dernier effort contre le camp ennemi, et secondées par le feu des batteries de Penthièvre, servies par les canonniers de Ménage, elles allaient l'enlever de vive force, quand le marquis de Contades prescrivit aux troupes qui l'occupaient de chercher un refuge dans la presqu'île. Leur retraite se fit avec tant de précipitation qu'elles abandonnèrent le parc d'artillerie, placé par une inconcevable imprévoyance, au village le plus avancé.

Attaque des républicains sur la presqu'île.

Hoche sans perdre un instant, après avoir laissé deux bataillons à la garde du fort, soutint le général Humbert qui avait pénétré dans la presqu'île où les émigrés disséminés commençaient à se rallier; mais personne ne leur don-

nant d'ordres, ils ne firent qu'une ombre de résistance. Puisaye manqua de tête et de dévouement dans cet instant critique, ou attacha trop d'intérêt à la conservation de sa correspondance avec les princes et le cabinet de Londres : quoi qu'il en soit, il s'embarqua sous le prétexte de la sauver, laissant le fardeau du commandement au comte de Sombreuil. Celui-ci ne sut pas s'en servir pour échapper à l'affreuse destinée qui le menaçait : en réunissant ses moyens promptement, il eût peut-être repris Penthièvre; mais au lieu de tenter ce dernier effort que les régimens de Béon et de Damas demandaient à grands cris, il donna l'ordre de se replier en arrière de St.-Julien, et ne tarda pas à y être attaqué.

La brigade du général Ménage, qui marchait en colonne par sa droite, le long de la mer, étant arrivée à hauteur des restes de la division d'Hervilly qui formaient la gauche de la nouvelle ligne, sous le comte de Vauban, s'élança baïonnettes croisées sur les régimens de Dudresney et de Loyal-Emigrant, déjà à demi-vaincus. Sombreuil accourut vainement pour rétablir le combat; les soldats n'attendant plus de salut que de la clémence des vainqueurs, jetaient leurs armes en se disant républicains; quelques-uns même les tournèrent contre la division Sombreuil, qui seule obéissait encore à son chef. Affaibli de toutes les

Déroute d[es] émigrés

troupes de d'Hervilly qui étaient ou anéanties ou en pleine défection, et craignant d'être enveloppé, ce chef royaliste se porta alors sur le fort de Portaligen, et acheva de semer l'épouvante parmi les chouans qui traînaient presque tous leur famille après eux. Voyant l'instant fatal arrivé, ils se précipitaient en foule sur le bord de la mer pour gagner le peu d'embarcations existantes, et un grand nombre trouva dans les flots, la mort qu'il voulait éviter. Plusieurs bateaux coulèrent bas, et l'on évalue à 7 ou 800 les malheureux qui périrent ainsi. Les émigrés n'étaient plus soutenus que par une corvette anglaise, armée de 24 pièces de canon, qui balayait l'estran : Sombreuil, sous la protection de son feu, se forma sur le dernier coin de terre qui lui restait, et où les républicains l'attaquèrent bientôt. Le fort Neuf fut cerné : les cris de *bas les armes, rendez-vous*, se firent alors entendre : quelques royalistes répondirent, et le comte de Sombreuil s'avança pour proposer une capitulation, qui désormais semblait difficile (1). Pendant ces pourparlers, Hoche s'apercevant qu'on hâtait l'embarquement, fit diriger deux pièces chargées à mitraille sur les

(1) Plusieurs écrivains affirment qu'il en fut accordé une verbalement ; assertion dont on ne saurait ni contester ni certifier la vérité.

bâtimens de transport qui gagnèrent le large, et ne purent revenir. Une seconde et dernière sommation fut alors faite aux émigrés. Protégés par le feu de la corvette, ils auraient pu se défendre encore quelques instans, ou du moins vendre chèrement leur vie; mais l'espoir d'être traités comme prisonniers de guerre les ébranla, et l'aspect de 700 grenadiers qui n'attendaient que le signal pour s'élancer sur eux, acheva de les déterminer. S'il faut s'en rapporter à plusieurs versions, Sombreuil aurait rendu son épée à Rouget de Lille, auteur de la Marseillaise (1), et tous les siens imitant son exemple, mirent bas les armes, à l'exception de quelques officiers qui se donnèrent la mort pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi.

Ils sont pri jugés, et fi sillés imp toyableme

Le général Hoche fit sur-le-champ conduire à Vannes ses prisonniers, sous l'escorte de quatre bataillons; puis après avoir laissé ses dernières instructions au général Lemoine, il lui remit le commandement de l'armée, et partit avec 12 bataillons à la poursuite de l'armée rouge, ainsi nommée à cause des uniformes anglais dont elle était revêtue.

Il avait adressé avant son départ un mémoire

(1) Rouget fut blessé dans l'affaire d'un coup de mitraille, ce qui rend cette assertion douteuse, bien qu'elle soit consignée dans un rapport.

au comité de salut public, concernant les émigrés. Il eût désiré qu'en abandonnant les chefs au glaive des lois, on accordât une amnistie générale à tous les autres, et qu'on en formât des légions qu'il se proposait de conduire contre l'Angleterre; mais Tallien de retour à Paris, le 26 juillet, fit à la tribune un rapport emphatique sur les événemens de Quiberon, et le gouvernement, excité par les plus ardens Jacobins qui représentaient l'importance d'un exemple terrible envers les Français pris les armes à la main, décida qu'on leur appliquerait le décret de mort lancé contre eux depuis trois ans, et renvoya des agens en Bretagne afin de presser l'exécution de ce fatal arrêt. A leur arrivée, des commissions militaires furent sur-le-champ organisées à Auray et à Vannes pour juger les prisonniers. L'issue d'une pareille mesure ne pouvait être douteuse, ils furent condamnés et fusillés. Sombreuil fit avec courage le sacrifice de son existence; mais, jusqu'au dernier moment, il réclama pour ses compagnons d'armes l'exécution d'une capitulation sur laquelle il avait trop légèrement compté.

Quelques écrivains de parti en ont conclu que les républicains et Hoche avaient manqué à la foi promise, ce qu'on a peine à croire; le soupçon d'une perfidie aussi odieuse, ne doit pas ternir sa mémoire. Hoche était enthousiaste du

gouvernement républicain, et rigide observateur des lois de son pays; il gémissait sur leur sévérité; mais il n'eût jamais osé les enfreindre, en promettant ce qu'il n'était pas en son pouvoir de tenir. D'ailleurs tous les témoins oculaires qui ont survécu à la catastrophe, et notamment le comte de Vauban qui nous a laissé des mémoires curieux sur cette expédition, s'accordent au contraire à dire, qu'il n'y eut aucune convention, aucune promesse de la part du général en chef, et que les émigrés, dans l'impossibilité de faire mieux, se rendirent à discrétion. Leur condamnation collective au nombre de mille, n'en fut pas moins une barbarie horrible que les auteurs de la loi n'avaient sans doute osé prévoir: du moins faut-il supposer, pour l'honneur du genre humain, que l'assemblée nationale n'eût d'autre but en la rendant, que celui d'épouvanter ses ennemis, et de faire cesser la résistance armée. Du reste, la Convention perdit là une occasion précieuse d'atténuer sa réputation de cruauté, en ordonnant la déportation des coupables, et renouvelant pour l'avenir les dispositions sévères de la loi, envers ceux qui s'y exposeraient.

Hoche disperse les restes de l'armée chouane

Dans l'intervalle où ceci se passait, le corps de Tinteniac continuait son excursion vers la côte du Nord. La mort de ce chef avait d'abord jeté la consternation dans les troupes, et la mésintelligence parmi les officiers. Enfin, le parti

des émigrés l'emporta, et le vicomte de Pont-Bellanger en prit le commandement. L'armée rouge, déjà beaucoup affaiblie sans avoir soutenu de combat, se dirigeait ainsi vers St.-Brieux, lorsque Hoche parut sur ses traces avec 12 bataillons victorieux. A la nouvelle de son apparition, tout se dispersa : les émigrés abandonnant les chouans, regagnèrent les côtes pour tâcher de retourner en Angleterre : les Morbihannais dépouillèrent l'uniforme anglais pour rentrer plus sûrement dans leurs foyers, et de cette division, à peine Georges Cadoudal et Lemercier purent-ils ramener, par des marches dérobées, 2 ou 3 mille hommes dans leurs arrondissemens.

En vain Scépeaux, Palierne, Frotté, et les autres chefs de chouans de la Haute-Bretagne, du Maine et de la Normandie, prirent les armes sur plusieurs points, ils furent contenus par les garnisons, et bientôt réduits à se cacher dans l'ombre dont ils se flattaient en vain de sortir.

La Vendée reste dans l'inaction.

En Vendée, Charette avait donné le signal d'une nouvelle levée de boucliers, en lançant, dès le 26 juin un manifeste, où il accusait la Convention d'avoir abrégé les jours de Louis XVII par le poison, afin de se dispenser d'exécuter les clauses secrètes du traité de la Jaunais, stipulant, disait-il, le rétablissement de la monarchie. Toutefois ses menaces se bornèrent durant les mois de juillet et d'août à l'enlèvement du

petit camp de Palluau, et d'un convoi qui filait vers les Essarts.

Bien que Stofflet ne crût pouvoir se dispenser de suivre son exemple, et qu'il eût publié un manifeste à peu près semblable, à quelques jours de là, il ne commit aucune hostilité, et attendit prudemment l'issue du débarquement de Quiberon pour entrer en campagne.

Reproches faits à l'Angleterre et Puisaye.

Ainsi, par le mauvais choix de ses agens et le défaut de sagesse dans ses plans, l'Angleterre ne recueillit que honte et désastres de cette expédition sur laquelle reposaient les espérances de la coalition et des royalistes de l'Ouest. Cet événement donna lieu dans le temps à mille conjectures. On publia que le ministère anglais n'avait armé les émigrés, et ne les avait jetés sur la côte du Morbihan, qu'afin de pouvoir sacrifier plus sûrement les officiers de la marine royale qui se trouvaient dans leurs rangs. Personne ne met en doute le machiavélisme de la politique anglaise, dont toutes les nations de la terre ont éprouvé plus ou moins les effets; mais il faudrait des preuves matérielles et bien positives pour faire adopter une pareille opinion.

Le plus grand nombre rejeta ce désastre sur Puisaye; on le dépeignit comme un traître, qui avait induit en erreur le ministère anglais et les princes. C'était en Vendée qu'il fallait descendre, s'écrient les royalistes de toutes les nuances!

c'est là que des armées déjà aguerries, et souvent victorieuses, auraient prêté la main aux débarquemens! Chacun se demande où se trouvaient donc les armées bretonnes, dont l'auteur du projet faisait tant d'étalage; les uns accusent son courage; d'autres rejettent sur le délire d'une imagination romanesque, les faux calculs qu'ils lui imputent.

Puisaye répond qu'il avait toujours insisté pour une marche rapide sur Rennes, afin de donner à l'armée bretonne l'occasion de se rassembler : qu'on l'a trompé en lui remettant des instructions qu'il devait ouvrir en pleine mer, et qui se trouvèrent contraires au plan proposé et à celles de M. d'Hervilly : que le point de Quiberon avait été choisi contre son opinion; et que c'eût été néanmoins un demi-mal, si ce dernier avait voulu marcher rapidement au but. Il attribue tout le mauvais succès, à l'idée de faire la guerre civile en se basant méthodiquement, et en manoeuvrant comme à une petite guerre de Potzdam. Enfin, il cite le zèle des Morbihannais, pour preuve que ses promesses n'eussent pas été vaines, si on avait pris de plus sages mesures.

D'un autre côté, les militaires s'étonnent avec raison, que la puissance qui possède la moitié des vaisseaux marchands du globe, n'ait pas insisté pour faire un seul transport de 10 mille

hommes à la fois, vu que trois débarquemens successifs échoueraient inévitablement: et fondés sur un raisonnement si simple, ils accusent le cabinet britannique d'imprévoyance ou de duplicité.

L'historien impartial sera embarrassé de faire à chacun la part de louange et de blâme qui lui appartient. Puisaye eut sans doute des torts; mais il est avéré que les plus grandes fautes ne provinrent point de lui, et qu'indépendamment des obstacles qu'il trouva dans l'expédition même, le comité royal de Paris le taxait déjà de perfidie, bien avant qu'il ne mît pied à terre, et le contraria par mille intrigues, comme si l'on eût été jaloux que la monarchie se relevât par ses soins.

Quoi qu'il en soit, la république sauvée à Granville, en 1793, fut délivrée à Quiberon d'un danger non moins imminent; car, si l'on se rappelle qu'au même instant l'armée de Condé devait pénétrer en Franche-Comté, d'accord avec Pichegru, on peut présumer ce qui serait arrivé, si les trois divisions débarquées à la fois se fussent emparées de Rennes, et s'y fussent réunies aux armées vendéennes et à celle de Puisaye.

LIVRE IX.

Seconde période de la campagne de 1795.

SOMMAIRE.

Letourneur de la Manche a succédé à Aubry dans la conduite de la section militaire au comité de salut public, et adresse aux généraux des instructions fautives.

L'armée de Sambre-et-Meuse passe le Rhin vers Dusseldorf, et celle de Rhin et Moselle aux environs de Manheim. Ces deux places, par un bonheur inouï, tombent au pouvoir des républicains. — Jourdan s'avance sur le Mein pour investir Mayence. Pichegru laissant les trois quarts de ses forces en-deçà du Rhin, ne dirige sur Heidelberg que deux divisions qui sont battues. — Les Autrichiens prennent une ligne centrale et rejettent les Français sous Manheim. Clairfayt débloque Mayence et repousse Jourdan sur Neuwied et Dusseldorf.

État de l'intérieur. La constitution de l'an 3 est proclamée; décret portant que les parens d'émigrés ne seront pas éligibles, et que les deux tiers de la Convention feront partie de droit du nouveau corps législatif. — Les sections de Paris s'opposent à ces dispositions à main armée. — Journée du 13 vendémiaire, installation du directoire.

La guerre civile continue à désoler l'Ouest. — Le comte d'Artois débarque à l'Ile-Dieu avec une nouvelle expédition ; mais il retourne en Angleterre sans avoir rien tenté. — Hoche ayant reçu des renforts des Pyrénées occidentales, poursuit Charette à outrance, disperse ses bandes et le force à se cacher dans les bois. Il se porte ensuite en Bretagne où il comprime les chouans.

Continuation des opérations sur le Rhin. — Clairfayt profitant de ses

succès débouche de Mayence, force les lignes devant cette place et rejette l'armée de Rhin et Moselle derrière la Pfrim. Wurmser le renforce et les deux armées impériales se concertent pour reprendre Manheim. — Combat de Frankendal. Pichegru est repoussé sous Landau. — Manheim, bombardé par les Autrichiens, capitule.

Jourdan s'étend par la droite vers le Hundsruck, et débouche trop tard sur la Nahe. — Le corps de Clairfayt, disponible par la reddition de Manheim, s'avance contre lui et le replie sur Trarbach. Armistice.

L'armée d'Italie, aux ordres de Kellermann, soutient une défensive pénible contre le général Devins. — Schérer arrive au secours avec une partie de l'armée des Pyrénées orientales; il remporte une victoire complète sur les Impériaux à Loano, et les force à se replier sur Dego dans le plus grand désordre.

Événemens des colonies. Les Anglais s'emparent du cap de Bonne-Espérance, de Ceylan et de tous les établissemens hollandais dans l'Inde. Moins heureux en Amérique, ils luttent avec peine à St.-Domingue contre les généraux Lavaux, Toussaint et Rigaud qui les confinent à St.-Marc et au Môle-St.-Nicolas. — Hugues les chasse de St.-Eustache et de Ste.-Lucie, puis fomente la révolte des noirs dans leurs propres possessions. — Ouverture du parlement à la fin d'octobre. Le Roi en s'y rendant est insulté par la populace qui tire même un coup de fusil sur sa voiture et en brise les glaces. — Résultats de cet attroupement. — Fin de la campagne.

CHAPITRE L.

État des armées respectives.

Le fleuve majestueux, que les Romains avaient considéré comme une barrière imposée à leur puissance, séparait depuis dix mois les armées des deux partis. L'équipage de pont organisé avec

tant de lenteur, venait enfin d'arriver à la fin d'août aux environs de Duisbourg, et l'on avait eu tout le loisir d'aviser aux moyens de le rendre utile.

Nous avons laissé au chapitre XLVI les armées de Jourdan et de Clairfayt sur le Bas-Rhin; et celle de Wurmser et de Pichegru, en présence sur les bords du Haut-Rhin, depuis Landau jusqu'aux environs de Bâle.

Loin de soupçonner Pichegru capable d'une intrigue, le comité de salut public et la Convention lui avaient donné la plus éclatante preuve de faveur en lui conférant la dignité de généralissime, dans le cas où les trois armées agissant sur le Rhin et en Hollande viendraient à se réunir. Cette mesure était un palliatif impuissant contre les vices du plan de campagne; car celui auquel on confiait le rôle principal, n'avait ni le caractère ni la capacité nécessaires, pour obvier aux dispositions décousues du plan primitif, par des opérations hardies et improvisées. D'ailleurs, c'est dans le jet d'un plan d'opérations, et la direction des premières entreprises, qu'il importe d'assurer l'emploi simultané des masses : lorsque les armées se trouvent réunies dans le chemin de la victoire, la concentration du commandement n'est plus qu'une vaine formalité.

Les motifs qui portèrent le gouvernement français à ordonner le passage du Rhin, ont déjà

ÉTAT EFFECTIF DE L'A

EMPLACEMENT	COMBATTANS
ARMÉE DE	
1. Depuis l'Angerbach jusqu'à la W	11,090
2. De la Wipper jusqu'à la Sieg aux	9,136
3. De la Sieg jusqu'à la Lahn, obs (Général Wartensleben). . . .	14,073
4. Garnison d'Ehrenbreitstein. . .	2,594
5. Entre la Lahn et le Mayn.	

été indiqués; mais, si les avantages de la réussite étaient incalculables, les obstacles ne l'étaient pas moins: et la saison d'ailleurs trop avancée ne laissait aucun espoir de faire la conquête d'une place, ou de fortifier un point favorable sur la rive droite du fleuve, pour y couvrir et favoriser l'établissement des républicains.

Les Impériaux, qui leur étaient supérieurs en infanterie et en cavalerie, occupaient les positions indiquées au tableau ci-joint, et jouissaient de tous les avantages du front d'opérations. La direction perpendiculaire du Mayn et du Necker, aboutissant au point central, assurait d'excellentes lignes d'approvisionnemens, des communications précieuses avec la base du Danube, et un appui pour les flancs des grandes armées qui agiraient concentriquement entre Strasbourg et Mayence. Les forteresses de Dusseldorf et d'Ehrenbreitstein couvraient leur droite. Mayence, Manheim et Philisbourg, boulevards bien plus importans encore, assuraient le centre; Mayence, surtout, donnait la faculté inappréciable d'opérer par les deux rives du Rhin. L'état formidable de cette place laissait peu d'espoir de la faire tomber sans un siége régulier; et une flottille de chaloupes canonnières, commandée par l'anglais Williams, dominant la navigation du Rhin, assurait la possession des îles, et les communications entre la ville et Cassel.

Le comité dont Aubry venait de sortir le 2 août, pressait les généraux, sans leur donner ni bonne direction, ni moyens administratifs indispensables à de grandes entreprises. Letourneur de la Manche qui lui avait succédé dans la conduite des affaires militaires, bien qu'officier du génie, n'entendait rien à ce qui s'écartait des vues et des détails de son arme : propre à construire une place, à la défendre, à l'assiéger, il était étranger à toutes les grandes combinaisons de la guerre offensive, et les conseils des généraux Lacuéeet Clarke, employés au bureau topographique, n'étaient pas de nature à suppléer à ce qui lui manquait d'expérience ou de doctrine.

La correspondance souvent précise, parfois lumineuse et toujours énergique de Carnot, avait fait place à des instructions vagues, dénuées de tout jugement, qui retenaient les généraux dans l'inaction faute de pouvoir être raisonnablement interprétées.

On sait que le projet du comité consistait d'abord à faire passer l'armée du Rhin sous Brisach, avant celle de Sambre-et-Meuse. Le choix vicieux de ce point, les allées et venues de Pichegru sur le Haut-Rhin, la présence de Wurmser dans le Brisgau, tout, en un mot, contribua à changer naturellement cette disposition.

Jourdan Jourdan, bien plutôt prêt que son collègue,

crut devoir prendre l'initiative, et le fit avec d'autant plus de raison qu'il attira ainsi toute l'attention des Autrichiens sur la Sieg et la Lahn, et facilita la tâche imposée à l'armée du Rhin. Le passage fut donc résolu pour le 6 septembre. passe le Rhin à Dusseldor

La nécessité de jeter des troupes sur la rive ennemie, afin de protéger la construction d'un pont, rend ces sortes d'entreprises toujours délicates et chanceuses, puisqu'on ne peut y porter ces forces que par des débarquemens successifs, et en nombre proportionné à celui des bateaux; ce qui donne ordinairement à l'adversaire, le temps de tomber sur elles avec des moyens supérieurs. Un incident heureux vint tirer les Français de cet embarras. Le comte d'Erbach occupait, comme on l'a vu, l'extrême droite de la ligne ennemie; et s'appuyait à l'Angerbach, croyant le terrain entre ce ruisseau et Duisbourg, couvert par la ligne de neutralité prussienne. Les commissaires de la Convention, considérant ce canton comme une dépendance du duché de Berg, et par là même de l'électeur palatin, qui n'avait point encore satisfait aux conditions du traité en retirant ses troupes de la coalition, prirent un arrêté qui autorisait le général Jourdan à passer sur ce territoire; circonstance d'autant plus heureuse, que les barques hollandaises arrivant dans la même direc-

tion, le passage principal semblait dès-lors assuré. Le général républicain basa tout son plan sur cette combinaison.

Le général Hatry, avec l'aile droite, reçut l'ordre de faire plusieurs démonstrations vers Neuwied, le 1er et 2 septembre, non-seulement pour contenir Wartensleben, mais pour attirer sur ce point le gros des forces ennemies, en menaçant la ligne de retraite de l'armée impériale sur la Lahn. Après quelques jours d'intervalle, jugés nécessaires pour que cette manœuvre remplît son but, Kléber devait procéder à l'attaque sérieuse, pour laquelle on prit de sages mesures.

Le moyen le plus sûr de protéger un premier passage, est de l'exécuter dans une anse aussi étroite que possible, afin de l'entourer de batteries nombreuses, sous le feu croisé desquelles l'ennemi n'ose se maintenir, et où les assaillans trouvent un abri au fur et à mesure de leur débarquement. L'anse d'Urdingen, à tous ces avantages, joignait encore celui d'une île située précisément en face. La division Grenier devait y passer, et les ponts être aussitôt établis à la pointe de cette presqu'île : on la ceignit de 14 batteries, armées de 80 bouches à feu.

La division Lefebvre, et la réserve sous Tilly, destinées à franchir le fleuve vers Eichelcamp sur le territoire neutre, devaient tourner la droite

du comte d'Erbach, et faire tomber toute la défense de sa ligne, en même temps que Grenier passerait à Urdingen, et Championnet vers Dusseldorf. Afin de seconder le coup de main projeté sur cette place, on éleva plusieurs batteries d'obusiers et de pièces de 12 pour la menacer d'un bombardement. La réussite de ce plan semblait d'autant plus certaine, que le comte d'Erbach s'était cru dans la nécessité de diviser ses 11 mille hommes en plusieurs détachemens à Mundelheim et Sarem; un bataillon à Hamm, sous Dusseldorf; le gros au centre à Kalkum.

Le 6 septembre, à une heure du matin, le général Lefebvre ayant jeté 3 mille hommes dans les barques près de Rheinhausen, descendit à Eichelcamp, notifia au piquet prussien les motifs qu'on avait de ne pas croire à la neutralité de ce point, et l'engagea à se replier sur son territoire, en lui témoignant d'ailleurs tous les égards dus à des sauve-gardes: le reste de la division débarqué successivement s'avança alors sur l'Angerbach, afin de remplir la tâche qui lui était assignée.

Les Autrichiens, informés que les Français avaient pris pied à Eichelcamp et s'avançaient en grand nombre, renforcèrent à la hâte le poste de Spick, à l'effet de disputer le passage de l'Angerbach : manoeuvre insuffisante, qui ne remplit point son but, car le général Damas, à la tête de quatre bataillons de grenadiers, enleva ce village

après un léger engagement, dans lequel il fut blessé.

Le passage une fois forcé, Lefebvre dirigea la brigade Jacopin par Habercamp sur Wittlard, prenant à revers les retranchemens élevés dans l'anse de Mundelheim; celle de Leval se rabattit sur Sarem, et eût enveloppé les troupes chargées de sa défense, si une prompte fuite sur Wittlard ne les eût dérobées à une destruction certaine. Le général Damas qui s'était porté sur Angermonde, assailli ici par la cavalerie impériale, forma ses troupes en carré, et repoussa toutes les charges avec fermeté.

Capitulation de Dusseldorf.

La division Championet n'obtenait pas moins de succès. Le général Legrand, embarqué à l'embouchure de l'Erft avec les deux bataillons de grenadiers, vint aborder vers Hamm, puis se dirigea sur Dusseldorf; en même temps que les nombreuses batteries de la rive gauche, lançaient sur cette ville florissante une grêle de projectiles. Le baron de Hompesch, ministre dirigeant le duché de Berg pour l'électeur palatin, effrayé d'un bombardement qui menaçait la résidence de son maître, accueillit favorablement les propositions que les Français lui firent par un parlementaire. La garnison palatine capitula; et trois compagnies autrichiennes, postées sur les glacis, n'eurent que le temps de décamper pour rejoindre leur division.

Le général Grenier n'effectua que très-tard son passage à Urdingen; les bateaux ayant été arrêtés par un banc de sable, son attaque fut retardée jusqu'au milieu du jour.

Cependant la position du comte d'Erbach devenait de plus en plus critique; la gauche, voulant courir au devant de Championet pour sauver Dusseldorf, apprit bientôt que cette place importante venait déjà de tomber au pouvoir des républicains, et se retira en toute hâte sur Closterath ou Gerresheim. Le reste de son corps campé à Kalkum, débordé à droite et attaqué par des forces supérieures, voyant sa retraite compromise, fut trop heureux de s'en tirer à si bon marché, et se réfugia à Ratingen, protégé par 1,500 chevaux et plusieurs batteries légères. Le manque total de cavalerie et d'artillerie dont on n'avait pu embarquer que deux pièces, empêcha de l'entamer. Retraite d Autrichie

Favorisé par ces succès, le général Dejean fit aussitôt jeter un pont à la pointe d'Urdingen; en sorte que le reste de l'infanterie, toute la cavalerie et l'artillerie, passèrent dans la journée du 7. Dès-lors le comte d'Erbach trop faible pour tenir contre les quatre divisions de Jourdan, n'eut rien de mieux à faire qu'à se retirer précipitamment pour regagner la communication par Elberfeld et Schwalme. Il se réunit sur la Sieg avec le corps du prince de Wurtemberg; mais cela ne les mit

pas beaucoup plus en état de se mesurer avec l'armée française, qui, renforcée à la hauteur de Cologne par la division Morlot, les chassa de Siegbourg, battit leur arrière-garde à Ukerath, et les repoussa par Altenkirch, sur la Lahn. Le corps de Wartensleben, qui jusque-là était resté paisible vers Neuwied, craignant d'être refoulé sur le Rhin, suivit ce mouvement, et se retira sur Nassau, dans la nuit du 14 au 15 septembre.

Jourdan s'établit sur la Lahn.

Le passage de Neuwied étant ainsi débarrassé, le général Hatry y fit jeter un pont, au moyen des barques et des pontons tirés de Metz ou de la Moselle, puis vint avec les divisions Bernadotte, Poncet et Marceau se réunir à Jourdan, dont les forces se trouvèrent établies le 20 sur la Lahn, la gauche à Wetzlar, la droite à Nassau.

L'armée victorieuse avait mis ainsi treize jours à franchir l'espace de Dusseldorf à la Lahn. Resserrée entre le Rhin et le cordon de neutralité de la Hesse, dénuée de moyens de transport pour tirer des vivres de ses dépôts, elle éprouvait une pénurie cruelle; et les troupes dont la discipline s'était relâchée dans de longs cantonnemens, se livrèrent à de si grands excès, que le général en chef, honteux, se détermina à demander sa démission, ou des lois répressives assez fortes et assez expéditives pour atteindre les coupables.

Travaux

A la lenteur que Pichegru mettait dans ses

opérations, Jourdan était fondé à croire que son collègue ne le joindrait point à temps entre le Necker et le Mein. Jugeant dès-lors qu'il fallait se préparer sur la rive droite du Rhin, un point d'appui pour protéger le retour de ses troupes en cas d'échec, il prescrivit donc au chef du génie de mettre Dusseldorf à l'abri d'un coup de main, et de former un camp retranché sous le canon de cette place; mais au lieu de fermer simplement la gorge de l'anse de Hamm qui contenait assez d'espace pour camper 18 à 20 mille hommes, et qui n'avait pas 1,500 toises d'ouverture, on la barra mal adroitement avec une douzaine de redoutes, disposées en échiquier, entre Neuhof et Bilich, à 200 toises en avant des hauteurs qu'on aurait dû occuper. Ensuite on étendit les ouvrages par-delà la Dussel, jusqu'au village de Golzheim, sur le bord du Rhin; en sorte qu'on eut trois camps pour un, et qu'on trouva le secret d'affaiblir le premier, sans parvenir à rendre ceux du centre et de la droite plus utiles et plus sûrs. du cam retranc

La division Morlot, passée sous les ordres du général Collaud, fut chargée de la garde de Dusseldorf et de ces camps retranchés. On traça également une tête de pont à Neuwied et l'on couvrit l'île de quelques retranchemens. Marceau bloqua Ehrenbreitstein.

Au premier bruit des succès de Jourdan, Clairfayt quitta son quartier-général de Gros-Gerau et Clairfa marche la Lahn

se dirigea sur la Lahn, avec les troupes dont il put disposer sur les deux rives du Mein, laissant à Quasdanowich le soin de garder le Necker, et sollicitant Wurmser de venir l'appuyer avec les troupes du haut Rhin; cette résolution, fort sage en elle-même, devint toutefois inutile comme nous allons voir.

Passage du Rhin par l'armée de Pichegru.

Sur les entrefaites, Pichegru informé que les Autrichiens faisaient descendre le Rhin à une partie de l'armée, jugea qu'il n'avait rien à craindre du côté de l'Alsace; et, se rendant aux instances de son collègue et du comité, il commença à se mettre en mouvement. Ses instructions lui prescrivaient d'abord de passer vis-à-vis d'Oppenheim, afin de se lier au plutôt avec Jourdan: c'était fort bien; mais ce point, l'un des mieux choisis sous le rapport stratégique, et qui dominait en outre la rive opposée, était connu et surveillé des généraux ennemis, et il fallut y renoncer. D'ailleurs le comité de salut public enhardi par la prise de Dusseldorf, peut-être même par de secrètes insinuations, prescrivit au général en chef de rassembler tous ses moyens aux environs de Manheim, pour tâcher de se faire ouvrir les portes de cette ville en la menaçant d'un bombardement (1).

Au lieu d'y accourir avec les quatre divisions entassées vers Brisach et Huningue, Piche-

(1) Par la capitulation de la tête de pont au mois de décembre,

gru se contenta de porter celle de Beaupuy de Strasbourg à Spire, et de retirer du blocus de Mayence un corps de 12 mille hommes que le général Dufour rapprocha d'Ogersheim. Les quatre divisions de la gauche, furent laissées dans les lignes de Mayence, si bien que l'armée occupa alors les positions suivantes :

Corps du Haut-Rhin.	1re division,	campe à Oberweiler, vers Huningue.
	2e »	entre Petit Landau et Brisach.
	3e »	entre Basheim et Bofsheim.
	4e »	entre Bofsheim et Strasbourg.
Centre.	5e division,	aux ordres de Beaupuy, marche de Wantzenau sur Spire.
	6e, 7e	sous le général Dufour, quittent les environs de Mayence, et marchent à Manheim.
Gauche devant Mayence aux ordres du général Schaal.	8e division,	général Courtois, cantonnée depuis Oppenheim jusqu'à Hechtsheim.
	9e »	général St.-Cyr, entre Hechtsheim et Marienborn.
	10e »	Mengaud, placé entre Marienborn et Guntzenheim.
	11e »	Renaud, s'étend de Guntzenheim à Monbach et au Rhin.

Prise de Manheim.

De semblables dispositions ne promettaient rien d'heureux; on en obtint néanmoins des

---

on s'était engagé à ne pas bombarder Manheim, tant que le théâtre de la guerre ne serait pas transféré sur la rive droite du Rhin. Le passage de Jourdan levait cette difficulté, et la clause de la capitulation ne servait plus qu'à prouver la peur que l'ennemi avait de ce bombardement.

résultats qu'on n'était point en droit d'attendre. L'exemple de l'étrange capitulation du baron de Hompesch, n'inspira pas aux généraux autrichiens, campés aux environs de Manheim, l'idée de se saisir de cette place, comme le duc Ferdinand s'était emparé de Munster en 1758. Les républicains mirent cette négligence à profit, et réussirent au-delà de toute espérance; car sur les premières démonstrations d'un bombardement, la régence leur rendit la place le 20 septembre, sans même attendre qu'une colonne se présentât à ses portes. Ainsi tomba cette ville florissante, l'un des boulevards les plus importans de l'Allemagne, et dont la vaste et forte enceinte pouvait offrir une place d'armes inappréciable aux Français.

Les Français ne savent pas en profiter.

Un événement aussi surprenant semblait devoir changer la face de la guerre, et conviait les républicains à pousser rapidement toutes leurs forces entre le Necker et le Mein, pour se baser sur la place conquise, masquer Mayence par un simple corps d'observation, et poursuivre l'offensive avec rapidité. Il en arriva tout autrement; Pichegru s'obstina à exécuter un second passage à Kehl ou à Huningue, soit par suite de ses intelligences avec le prince de Condé, soit qu'en effet, il crût que cette direction fût la meilleure.

Le comité de salut public loin de redresser ses projets, lui adressait les instructions les plus bi-

sarres : le rédacteur faisant étalage d'une érudition puérile, allait chercher dans les batailles de Poitiers et d'Azincourt, livrées avant l'invention de la poudre, les règles de conduite que les armées républicaines devaient tenir sur les bords du Necker. Dans le délire de son imagination, il prescrivait à Pichegru, d'envelopper et d'affamer une armée de 150 mille hommes, et de la forcer à capituler comme celle du duc de Cumberland à Closterseven; prodiges qu'il prétendait exécuter sans même risquer de combat !

Pour réaliser ces beaux rêves, Pichegru se contenta de faire occuper par le faible corps du général Dufour, le point important que la fortune aveugle venait de lui livrer.

Dispositio des Autrichie

Avec des vues moins ambitieuses, les généraux autrichiens prirent des mesures plus sages. Clairfayt, après la perte de Manheim, ne pouvant plus songer à défendre la Lahn, sans s'exposer à être prévenu sur sa ligne de retraite, prit son parti sans hésiter : il se décida donc à repasser le Mein, à laisser un corps d'observation derrière cette rivière, vis-à-vis de Jourdan; puis à concerter un mouvement avec Wurmser, pour se jeter en forces sur l'ennemi qui déboucherait de Manheim; espérant, par ce moyen, assurer les communications des deux armées, et couvrir leur ligne de retraite sur Heilbronn. A cet effet, les Autrichiens repassèrent le Mein les 22 et 23 sep-

tembre. On renforça de suite le général Quasdanowich, chargé de défendre le débouché central de Heidelberg et de Wisloch : un corps intermédiaire devait le soutenir à Weinheim.

L'armée de Clairfayt campa en partie vers Allerheiligen ; le général Werneck, avec l'aile droite à Aschaffenbourg; une autre division à Bobenhausen ; l'avant-garde vers Nauenheim et en face de Francfort, qui était considéré comme neutre et garanti par le cordon des Prussiens, de même que toute la Hesse.

Jourdan débouche sur le Mein et investit Mayence.

L'armée de Sambre-et-Meuse, laissant la division Marceau devant Ehrenbreitstein, suivit le mouvement rétrograde de l'ennemi, descendit le 23 sur plusieurs colonnes des montagnes de Nassau, dans la riche vallée du Mein, et investit Mayence par la rive droite, à l'instant même où Pichegru débouchait de Manheim.

Clairfayt n'avait pas un moment à perdre; le succès de la campagne dépendait de la conservation d'Heidelberg. Pour se faire une idée de l'importance de ce poste, il faut envisager sa situation stratégique sur le Necker, au point où cette rivière sort des montagnes, à l'embranchement de la chaussée du Rhin et de celle qui conduit à Heilbronn et au Danube; il faut jeter un coup-d'œil sur les positions que ses alentours offrent à un général habile, pour préparer la jonction de ses forces ou empêcher celle de ses

adversaires : enfin, il faut se rappeler que dans cette ville se trouvait l'entrepôt général des armées impériales. Clairfayt appréciant ces avantages, et sachant combien il importait de se rallier à Wurmser, s'était avancé le 24 sur Heppenheim; mais toute la diligence qu'il aurait pu mettre à gagner Heidelberg ne l'eût pas sauvé, si les fautes du général français ne fussent venues à son secours.

Cette ville n'étant qu'à quatre lieues de Manheim, Pichegru aurait pu en effet y marcher dès le 21 avec plusieurs divisions. Loin de là, il laissa le gros de ses forces sur la rive gauche du Rhin, et se contenta de faire avancer le général Dufour sur la rive droite, au milieu de deux armées nombreuses. Fautes de Pichegru

A cette première bévue, on en ajouta une qui ne lui cédait en rien; ce fut de diriger les 6e et 7e divisions par les deux rives du Necker, tandis que Manheim et Heidelberg étant situés sur la gauche, le simple bon sens voulait qu'on fît marcher le corps entier sur la même rive; ne fût-ce que pour placer un des flancs à l'abri, et mettre en action une force supérieure à l'ennemi. Quasdanowich s'étant replié sur Schriesheim, en fut délogé, le 23, à la suite d'un engagement assez vif; il prit ensuite poste sur les hauteurs de Handschusheim, fit barricader ce village, et confia à un petit détachement la défense de Wiblingen. (*Pl. IV.*)

Combat de Wiblingen et de Handschusheim.

Les Français attaquèrent ces différentes positions le 24 au matin sur quatre colonnes. La brigade conduite par l'adjudant-général Bertrand, se formant sur la rive gauche du Necker en avant de Blankstadt, eut l'ordre d'attaquer, lorsque la 7e division aurait repoussé l'ennemi par la rive droite. Le général Davoust devait se porter sur Wiblingen. La 3e colonne aux ordres du général Dusirat, marcha sur Dossenheim, soutenue en échelon à gauche par la brigade Cavrois, qui devait suivre le mouvement.

Le général Dusirat d'abord repoussé à gauche, tira deux bataillons de la droite pour faire un effort; mais, dans ce moment, les Autrichiens ayant chargé avec la plus grande vigueur sur ce point affaibli, y mirent le désordre; le général Dufour qui s'y trouvait fit d'inutiles tentatives pour rallier ses troupes; il fut de nouveau assailli, enfoncé et fait prisonnier. Alors la confusion se mit dans les rangs de cette brigade, qui passa avec une grande perte sur la rive gauche du Necker, entre Ilvesheim et Seckenheim.

Le général Cavrois, dès-lors isolé et menacé par sa droite, fut contraint de se retirer précipitamment, et non sans perdre beaucoup de monde, sur le plateau en face de Feidenheim.

Tandis que la 7e division était ainsi battue en détail sur la droite du Necker par la majeure partie des forces de Quasdanowich, le général

Davoust avait été chargé plusieurs fois en avant de Wiblingen, où secondé par l'adjudant-général Bertrand, il se maintint assez long-temps; enfin le sort des autres colonnes le força à battre en retraite sur Schwetzingen.

Le résultat immédiat de ce revers fut le rétablissement de la communication entre les deux armées autrichiennes, par la grande chaussée du Rhin. Clairfayt, instruit à Heppenheim de cet heureux événement, retourna sur le Mein. Les choses en restèrent là plusieurs jours. Le général Desaix vint prendre le commandement des troupes repliées en avant de Manheim, et renforcées par une brigade de la 5e division établie à Neckerau.

Embarra de Jourd sur le Mei

Cet échec eut les plus funestes conséquences pour les opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse. A peine Jourdan fut-il arrivé sur le Mein, qu'il eut occasion de juger tous les inconvéniens de sa position, et les vices d'un plan d'opérations, trop légèrement arrêté par le comité. Pour déboucher sans danger sur les extrémités de la ligne immense du Rhin, et se rabattre ensuite vers le centre, il fallait réunir au point où les masses devaient ainsi s'accumuler, des magasins, des moyens de transport, et surtout des ponts, plus nécessaires encore pour ces sortes d'entreprises que de l'artillerie et des vivres. Avec de tels préparatifs, il eût été possible d'assurer une

jonction, et d'approvisionner l'armée par le Palatinat; mais rien de tout cela n'ayant eu lieu, et Pichegru, ramené avec ses 12 mille combattans sous le canon de Manheim, n'étant point homme à prendre conseil de lui-même pour agir avec énergie; les Autrichiens forts de leur position centrale et de l'appui de Mayence, purent observer d'un œil tranquille les tentatives décousues des républicains.

Conférence d'Ober-Ingelheim.

Cependant ceux-ci sentaient l'urgence d'arrêter un plan : les généraux en chef, et les représentans se réunirent à Ober-Ingelheim, le 2 octobre. Jourdan demandait que toute l'armée du Rhin débouchât de Manheim : cette sage proposition, qui tendait à couper le mal dans sa racine, fut néanmoins écartée, après mille débats, où l'ignorance selon les uns, la malveillance, s'il faut en croire les autres, l'emporta sur la raison et le patriotisme. On décida qu'en attendant les ordres du comité, Jourdan resterait en position sur le Mein, et assiégerait Mayence; que Pichegru inquiéterait l'ennemi par Manheim, tout en faisant une tentative sérieuse par Kehl sur le Haut-Rhin; finalement que l'armée de Sambre-et-Meuse ne pénétrerait en Allemagne qu'après la réduction de Mayence et d'Ehrenbreitstein.

Ce projet dont tout lecteur sensé jugera le ridicule, laissa Jourdan en prise aux efforts de l'ennemi, et aux assauts de la famine; car Wurm-

ΛE 1795.

PLACEMENT.

ιac, entre Selsheim et
Tiederliderbach.

ac, dans la plaine de
ıch, le long du Mein.

c, entre Herdenheim et
Helsheim.

ser, venant d'arriver près de Manheim, avec la majeure partie de son armée, se disposait déjà à reprendre cette place, et donnait à Clairfayt la faculté de réunir toutes ses forces pour tomber sur son adversaire.

Clairfayt rassemble toutes ses forces sur le Mein.

On sait déjà que le général autrichien, ayant été instruit le 24 septembre, à Heppenheim, du résultat de l'affaire de Heidelberg, s'était décidé à retourner sur le Mein. Délivré de toute inquiétude par l'arrivée du corps de Wurmser, il rassembla aussitôt toutes ses masses sur ce point, en attirant à lui partie de sa gauche, dont la présence entre le Mein et le Necker n'était plus nécessaire.

La situation de Jourdan empire de plus en plus

Alors la position de l'armée de Sambre-et-Meuse devint éminemment critique; en vain lui avait-on laissé la disposition des 28 mille hommes qui bloquaient Mayence par la rive gauche; en vain Jourdan avait-il confié à Kléber qui connaissait cette place, le commandement des deux corps destinés à l'investir et à la bombarder; le beau projet de Reubell, de Merlin et de Pichegru devenait inexécutable, et la moitié de l'armée destinée à protéger l'entreprise, exposée sur la Nidda dans les positions indiquées au tableau ci-joint, ne pouvait plus tenir tête, dans des postes isolés et défensifs, à un effort bien concerté des Impériaux.

Ainsi la marche victorieuse de Jourdan qui,

grâces à l'étonnante reddition de Manheim, promettait de nouveaux succès, devint par les mauvaises dispositions prises, le prélude d'une série de revers. Rien n'avait été prévu par le comité, et les administrations de l'armée n'y avaient point suppléé. Il était pourtant bien simple de calculer que 80 mille hommes, longeant le Rhin, resserrés sur leur gauche par un cordon de neutralité, devaient être alimentés successivement des magasins de Cologne et de Coblentz, jusqu'à leur arrivée sur le Mein; que les contrées fertiles qui avoisinent cette rivière étant également protégées par la même ligne de neutralité, tout le succès de l'opération dépendait de l'existence de deux ponts sur le Rhin aux environs de Mayence, non-seulement pour assurer la communication des troupes entre elles, mais encore pour établir aussitôt un service direct avec les magasins.

Les généraux n'ayant d'autorité que dans leurs arrondissemens respectifs, c'était au comité, qui prétendait tout diriger, à pourvoir aux moyens d'ensemble; il crut sa tâche remplie en écrivant aux généraux de prendre une ville qu'on ne pouvait ni assiéger, ni même investir.

Jourdan ne tarda pas à sentir les funestes effets de cette incurie. Le défaut de moyens de transport, empêchait de tirer des vivres de l'électorat de Cologne: les troupes affamées, réduites à vivre au jour le jour, en pillant un pays déjà

ruiné, furent sur le point de s'insurger, et envoyèrent des adresses à la Convention pour provoquer la punition des chefs auxquels elles attribuaient leurs souffrances. D'un autre côté, le défaut de ponts empêchait Kléber d'obtenir des quatre divisions campées sur la rive gauche le service qu'il eût désiré en cas d'attaque.

Le seul remède à tous ces maux était d'occuper Francfort; de rassembler toutes ses forces; de battre Clairfayt, et de se baser désormais sur Manheim, ou de se retirer sur Neuwied si l'on échouait. Mais la ville importante de Francfort était sous la protection des Prussiens, qui y avaient mis garnison; on ne pouvait pas non plus, faute de pontons et de bateaux, passer le Mein vers Hœchst pour attaquer Clairfayt. Si Jourdan avait été autorisé à passer à Eichelcamp, il n'osait prendre sur lui de violer le traité de Bâle, en attaquant une ville impériale, sous la protection du cabinet de Berlin. Aussi son embarras fut-il au comble, lorsque le général autrichien, renforcé et victorieux à Heidelberg, menaça de tourner sa gauche.

Les Imp riaux pa sent le M et la Nid

Clairfayt jugeant désormais tout l'avantage qu'il aurait d'assaillir une armée partagée pour l'investissement de Mayence, résolut en effet de tomber sur le corps d'observation; en conséquence, il dirigea sa droite le 10 octobre d'Aschaffenbourg sur Bergen, passa le Mein à Offenbach et Schles-

tat, puis concentra toutes ses forces derrière la Nidda, sans égard à la ligne de neutralité que l'armée de Sambre-et-Meuse avait foulée à Eichelcamp, et respectée à Francfort.

Français décident retraite.

Les Français avaient alors un peu étendu leur front. La droite était restée devant Mayence; mais le centre et une partie de la gauche venaient de se porter vers Hœchst, d'où la ligne se prolongeait jusqu'aux montagnes.

Le 11 octobre, les Autrichiens passèrent la Nidda par leur droite. Jourdan n'en fut pas plutôt informé, que craignant de s'engager avec des chances défavorables, il tint le 14 octobre un conseil de guerre pour décider le parti qu'il convenait de prendre. L'alternative était tranchante, il fallait battre en retraite ou lever à la hâte un blocus à peine commencé, rassembler toutes ses forces, marcher à la rencontre de Clairfayt, lui livrer bataille et reprendre ensuite le siége; il fallait, en un mot, se décider à la même manœuvre que Bonaparte exécuta un an après devant Mantoue avec tant de succès. Un général aussi hardi que ce dernier n'eût pas manqué de l'entreprendre; et, comme la marche des Impériaux à travers la Hesse, autorisait en quelque sorte de s'emparer de Francfort, le premier résultat de la victoire eût été la jonction avec l'armée du Rhin.

Dès qu'on ne prenait pas cette résolution, on

ne pouvait songer à rester en position devant Clairfayt, sans s'exposer à renouveler la catastrophe des lignes de Turin, ou à faire une répétition des scènes sanglantes de Charleroi, pour la réparation desquelles on était loin de posséder les mêmes ressources.

Les avis ne furent pas divisés : tout prouvait qu'il ne fallait rien espérer de la coopération de Pichegru; que l'armée plongée dans le plus horrible dénuement, serait forcée de se retirer, quand bien même l'ennemi ne l'y contraindrait pas par la force; et qu'une bataille hasardée en de semblables conjonctures, serait une imprudence manifeste. La retraite fut donc résolue d'une voix unanime; et le général en chef donna aussitôt l'instruction précise pour l'exécuter.

Elle commença dans la nuit du 16 octobre. Kléber marcha avec la droite par Wisbaden et Nassau sur Montabauer, où il rallia la division Marceau si inutilement laissée devant Ehrenbreitstein; puis il alla repasser le Rhin à Neuwied, où l'on avait commencé la construction d'une tête de pont. Le centre se dirigea sur Bonn, Jourdan avec la gauche, descendit par Altenkirch sur la Sieg, d'où il se replia à Dusseldorf. Clairfayt fit harceler chacune de ces colonnes par un corps de troupes légères aux ordres des généraux Boros, Kray et Haddick. Le gros de l'armée impériale suivit à quelque distance, sans

Ils l'exécutent sur trois colonnes

mettre toute la vigueur possible dans sa marche, soit à cause de l'embarras des subsistances, soit par suite du projet que son général avait de revenir bientôt sur ses pas; elle s'arrêta derrière la Lahn, ne poussant qu'un corps à Montabauer.

Événement malheureux au pont de Neuwied.

Cette circonstance sauva l'armée française d'un grand désastre; car la droite aux ordres de Kléber, se trouvait par un événement fortuit dans une situation désespérée. Marceau, en recevant l'ordre de lever le blocus d'Ehrenbreitstein, avait eu l'injonction d'enlever tous les bateaux des environs. Ce général par un calcul dont il est impossible d'expliquer les motifs, trouva plus convenable de les faire brûler. Le détachement chargé de ce soin ayant abandonné imprudemment ces barques enflammées au cours du fleuve, la dérive les entraîna sur le pont de Neuwied; elles le rompirent avec violence, y mirent le feu, et livrèrent les 25 mille hommes de Kléber à la merci des Autrichiens. A la vérité, ce général calme et ferme, tout en dirigeant les travaux qui devaient rétablir le pont, disposa tout pour recevoir les ennemis, s'ils venaient à se présenter. Sa sérénité inspira de la confiance aux troupes qui ne s'aperçurent pas même du péril qu'elles couraient.

L'armée impériale retourne sur Mayence.

Le général Boros ne l'ayant suivi qu'avec des hussards, ne put rien entreprendre, et Clairfayt ignorant tous ces événemens, préparait une en-

treprise dont la retraite divergente des républicains donna, dit-on, la première idée au colonel d'état-major Weyrother, qui remplissait près de lui les fonctions de quartier-maître général. Nous développerons au chapitre LII les brillans résultats qui couronnèrent ces sages dispositions.

Jourdan reste en cantonnement derrière le Rhin.

Jourdan, persuadé qu'il serait long-temps réduit à la défensive, ne songea qu'à établir son armée derrière le Rhin, de la manière la plus convenable. Pichegru lui ayant demandé de le renforcer, en portant sa droite devant Mayence, il détacha la division Poncet sur la Nahe, avec ordre de se réunir à la gauche de l'armée de Rhin-et-Moselle. Le reste de ses forces garda le cours du fleuve en se groupant de préférence entre Cologne et Dusseldorf, autant à cause de la facilité de tirer des vivres de la Hollande, que pour soutenir le débouché avantageux que cette place assurait sur la rive droite. Le général Hatry garda donc Dusseldorf et le camp retranché avec l'aile gauche, poussant ses postes jusques sur la Sieg. Le centre, sous Kléber, fut établi à Cologne, Bonn et Andernach. Marceau demeura chargé de la surveillance de Coblentz et de Rheinfels.

Des critiques sévères, en blâmant cette inaction, et la dispersion de l'armée de Sambre-et-Meuse dans un moment si décisif, ont observé qu'on avait tout lieu de craindre que Clairfayt

ne débouchât de Mayence sur Pichegru, et qu'il devenait urgent d'opérer dans cette supposition. Ils pensent même que dans tout état de cause, ce qu'il y avait de plus sage à faire était de jeter garnison à Dusseldorf, en attendant qu'on pût y porter une division de la Hollande, et de marcher à l'instant sur Bingen avec toute l'armée. Il n'était point à craindre que Clairfayt s'engageât vers Dusseldorf, et s'il avait commis cette faute, on eût pu déboucher avec plus d'avantage de Manheim sur ses derrières, conjointement avec l'armée du Rhin. Les apologistes de Jourdan répondent, que le projet du gouvernement étant offensif, il ne fallait pas risquer de perdre Dusseldorf; et de plus, que le manque absolu de vivres et de moyens de transports, rendait tout mouvement, dans le pays sauvage qui sépare le Rhin de la Moselle, sinon impossible, du moins très-hasardé. Bien que de pareilles excuses soient spécieuses, comme on exécuta une marche semblable à la fin de novembre par des temps affreux, ne serait-il pas permis de croire qu'elle eût été aussi facile au milieu d'octobre; et que l'occupation de Manheim, bien plus importante d'ailleurs que celle de Dusseldorf, autorisait à considérer cette dernière place avec moins d'intérêt?

Le grand éloignement de Jourdan qui s'était retiré sous ses murs, peut avoir mis obstacle à ce mouvement opportun; mais, loin qu'une telle

circonstance détruise toute objection, j'en inférerais que le général en chef, dès l'instant où il se retira des bords du Mein, aurait dû saisir tous les avantages qu'il se fût procuré en marchant vivement sur Manheim par la gauche du Rhin, afin d'opérer une jonction vainement attendue sur la rive droite.

Au milieu des services éminens rendus à la France par Jourdan, il serait trop heureux pour sa gloire de ne pas y entrevoir quelques fautes; et le lecteur jugera s'il fut entièrement exempt de blâme dans cette occasion. Quoi qu'on en pense, il est plus juste néanmoins d'imputer cette faute au gouvernement ou à ses délégués, de qui devaient naturellement émaner les ordres relatifs aux grandes opérations.

Si le 2 octobre, le conseil de guerre d'Ober-Ingelheim avait avisé aux moyens de jeter un pont à Bingen ou à Bacharach, avec les bateaux trouvés sur le cours du Rhin ou de la Moselle, ou mieux encore avec des équipages préparés de longue main au parc de siége du général Schaal; Pichegru eût été à même de prescrire à Jourdan, de laisser Collaud, et la division de Hollande, pour garder Dusseldorf; de marcher avec 60 mille hommes vers les lignes de Mayence, d'en laisser là 25 mille, et de porter le reste, avec les 30 mille combattans du général Schaal, sur Manheim, afin de déboucher de cette

place de concert avec les divisions du Haut-Rhin, c'est-à-dire avec 120 mille combattans; force, qui habilement mise en action, eût été suffisante pour rejeter les Autrichiens sur le Haut-Necker.

C'était à Paris, ou au quartier-général de Pichegru que de telles manœuvres pouvaient se décider; elles n'étaient point du ressort de Jourdan. Bientôt même le général de l'armée de Sambre-et-Meuse se vit enchaîné par des ordres du gouvernement, qui, en lui prescrivant les entreprises les plus folles, lui enlevèrent jusqu'à la possibilité de rien combiner de praticable dans les circonstances où il se trouvait.

Wurmser repousse les Français dans Manheim.

A l'instant même où Kléber voyait le pont de Neuwied détruit, Wurmser à la tête de l'armée du Haut-Rhin, avait résolu, de son côté, de profiter de la conduite de Pichegru, et de rejeter ses troupes dans Manheim, afin de procéder ensuite au siége de cette place, dont il sentait toute l'utilité.

Le 18 octobre, à quatre heures du matin, l'armée autrichienne, favorisée par un brouillard très-épais, s'avança sur plusieurs colonnes, par les deux rives du Necker, contre la position des Français, et chassa les tirailleurs éclaireurs de Stengelhof, Frederichsfeld, Seckenheim et Feidenheim. La brigade de la 5e division, accablée à Neckerau, à l'extrême droite, fut forcée de se

retirer, et entraîna la droite de la 6e division jusques sous les glacis de Manheim. Les généraux Davoust et Dusirat, essuyèrent au centre les attaques les plus vives; en vain la cavalerie autrichienne vint-elle bravement les charger à la faveur du brouillard, elle fut constamment repoussée. A la gauche, la brigade Cavrois, isolée sur la rive droite du Necker, en face de Feidenheim, fut assaillie et cernée par de nombreux escadrons, et contrainte à se faire jour à travers une nuée de tirailleurs; elle parvint toutefois à gagner heureusement la tête du pont du Necker.

A dix heures du matin, les deux brigades du centre avaient seules conservé leurs positions. Le général Desaix était prêt à les soutenir avec quatre régimens de troupes à cheval, lorsque le brouillard se dissipa et fit voir la supériorité de l'ennemi, dont la ligne s'étendait depuis Kefferthal à droite, jusqu'à Ilvesheim au centre et Neckerau à gauche. Le général Desaix ordonna alors la retraite; et, pour couvrir la droite de Davoust, que l'ennemi aurait pu entamer, il fit charger ses 12 escadrons. Le 18e de cavalerie fut maltraité; cependant cette charge remplit son but, et Davoust put se reployer sous le canon de la place, où Dusirat était arrivé sans obstacles. Ce combat vif et meurtrier eût été plus fâcheux pour les divisions françaises, si Wurm-

ser profitant de sa supériorité, au lieu de se morceler depuis Neckerau jusqu'à Kefferthal, s'était dirigé en masse par la chaussée de Heidelberg pour écraser la brigade Dusirat. Il est certain qu'il ne serait resté d'autre parti à celle de Davoust, que de se reployer précipitamment sur Manheim, et que la brigade exposée à Neckerau aurait pu être enlevée. Quelle que fût la position des Français et l'incertitude causée par le brouillard, Wurmser savait, depuis plusieurs jours, que cette position était trop étendue ; et il avait tout à gagner en ne formant qu'une seule attaque. Il est des circonstances où c'est rendre un service à l'ennemi que de l'assaillir sur tous les points, puisqu'on le force ainsi à quitter des postes où il serait cerné, si on l'y laissait tranquille; ce fut ici le cas, et l'on peut dire que Desaix, malgré son coup-d'œil et sa fermeté, ne se serait jamais tiré d'affaire, si son adversaire n'eût pas oublié l'application de cette maxime.

Mesures du comité à la nouvelle de la retraite de Jourdan.

La nouvelle des premiers avantages remportés par les armées républicaines, reçue au milieu de septembre, au moment où la Convention proclamait l'acceptation du nouvel acte constitutionnel et des décrets qui maintenaient les deux tiers de ses membres dans les conseils, n'avait point été accueillie au sein de cette assemblée, avec ces transports bruyans, excités jadis par les rapports de Barrère : la résistance des sec-

tance des sections et des progrès de l'anarchie, préoccupaient trop les esprits, pour qu'on fît attention à des succès passagers. Mais la nouvelle de la retraite de Jourdan, et de la défaite de Pichegru sur le Necker, troubla d'autant plus la joie que la journée du 13 vendémiaire avait fait éclater parmi les partisans zélés de la république. Elle donna lieu à de vives récriminations contre Aubry et un autre de ses collègues, qu'il ne s'agissait rien moins que de mettre en accusation.

Singulier plan du comité de salut public.

Toutefois le comité espérant réparer ces échecs, qui ternissaient les derniers jours de sa puissance, rédigea de nouvelles instructions où perçait la plus profonde ignorance de la guerre: imaginant que la bonté d'une ligne militaire dépend d'une répartition égale des forces sur toute l'étendue de son front, il prescrivit à Jourdan d'organiser sous les ordres de Kléber un corps de 20 mille hommes choisis, qui marcherait par le Hundsruck à Manheim, pour s'y réunir aux 15 mille de Desaix et prendre l'offensive; tandis que le surplus de l'armée de Sambre-et-Meuse resterait vers Dusseldorf, et que Pichegru, avec 20 mille combattans, passerait le Rhin à Kehl.

On a lieu de croire que Jourdan, déjà affaibli par le départ de la division Poncet pour le Hundsruck, n'aurait point obtempéré à cette nouvelle demande, qui eût réduit son armée à rien, et

compromis à la fois celle du Rhin; mais le général Cafarelli qui portait l'ordre de cette inconcevable disposition, ayant passé d'abord au quartier-général de Pichegru pour la lui signifier, arriva près de Jourdan, alors que le plan n'était plus exécutable; retard heureux qui débarrassa les généraux de la responsabilité d'une infraction aux ordres reçus, et délivra l'armée du danger qu'elle eût couru s'ils avaient obéi.

Il est temps de quitter un moment ces contrées que la France semblait perdre sans retour, et de voir ce qui ce passait à l'intérieur, où le gouvernement républicain avait soutenu de plus dangereux assauts.

CHAPITRE LI.

Événemens de l'intérieur. — Journée du 13 vendémiaire. — Réunion de la Belgique. — Vaine expédition de l'île Dieu par les Anglais. — Derniers efforts des Vendéens et des Chouans. — Mesures vigoureuses prises par Hoche pour mettre un terme à cette guerre intestine.

Le nouveau pacte offert à l'acceptation de la nation française, différait autant de la constitution monarchique de 1791, que de la charte ochlocratique de 1793. On y reconnaissait deux pouvoirs mal balancés, le législatif et l'exécutif. Le premier était exercé par deux conseils, dont un confirmait ou rejetait les actes de l'autre. Le pouvoir exécutif, confié à cinq membres choisis par le conseil des anciens sur une liste formée par celui des cinq cents, quoique moins amovible que les derniers comités, avait perdu la force dictatoriale confiée à ceux qui sauvèrent la république. Dès-lors la marche du gouvernement, cessant d'être révolutionnaire, fut limitée par des institutions qui tendaient toutes à provoquer un choc entre le corps législatif, maître

absolu de l'initiative des lois, et le directoire exécutif dont les deux conseils convoitaient l'autorité, et cherchaient sans cesse à la restreindre. D'ailleurs, tout le système du gouvernement était électif, et le remplacement annuel d'un des directeurs et du tiers des législateurs, devait amener une crise périodique favorable aux factions désorganisatrices. Outre ce vice radical, le mode d'élection primaire était défectueux, en ce que la propriété ne formait pas une des conditions essentielles pour élire ou pour être élu, et qu'on n'y avait suppléé par aucune autre garantie. Du reste, on ne saurait nier que la constitution ne renfermât des dispositions très-sages sur la distribution de la justice, la liberté individuelle, l'instruction publique.

Bien que cette troisième charte, basée sur les principes de la plus absolue démocratie, ne dût paraître aux yeux de tout observateur qu'un faible palladium contre le machiavélisme et l'audace des factions, les législateurs se flattèrent qu'elle serait reçue avec reconnaissance par le peuple, fatigué du régime révolutionnaire; et en effet, il paraît qu'elle eût été généralement accueillie, si leur sollicitude n'avait été jusqu'à prévoir les moyens de surmonter les obstacles qui s'opposeraient à son établissement.

Origine des troubles.

Mais, comme l'observe un historien contemporain, le bien qu'on croit faire en introduisant

de nouveaux systèmes, est plus dangereux que le désordre accidentel; car alors le corps politique éprouve autant de crises par le spécifique que par la maladie même. C'est ce qui arriva, dès que la Convention déclara, par les décrets des 22 et 23 août, que les deux tiers de ses membres feraient nécessairement partie du nouveau corps législatif. Toute espérance de paix s'évanouit, les passions se réveillèrent avec fureur; les citoyens les plus purs regardèrent la constitution présentée à leur acceptation comme un leurre offert à leur crédulité; la Convention fut accusée de vouloir retenir les rênes des affaires; et, comme ces deux décrets devaient, ainsi que l'acte constitutionnel, être ratifiés par les assemblées primaires, on crut pouvoir rejeter les premiers et accepter l'autre.

Décrets 5 et 13 fru

Ces dispositions contraires aux principes, et qui causèrent tant d'effroi, n'étaient cependant arrêtées, à dire vrai, que dans l'intérêt du parti républicain. Guidé par l'expérience, le gouvernement craignit, en laissant au peuple l'exercice plein et entier de ses droits, que les royalistes n'induisissent la multitude à de fausses mesures capables d'assurer le succès d'une réaction; et ce qui prouve en cela sa bonne foi, c'est que les colléges électoraux devaient eux-mêmes opérer la réduction de l'assemblée aux deux tiers. Cette sorte de capitulation entre les doctri-

nes et les circonstances, eût rassuré les bons citoyens, si l'agence royale de Brottier, qui dirigeait par-dessous main l'opposition, et devait triompher par la discorde, n'eût employé tour à tour les raisonnemens spécieux et les principes, pour détruire l'ouvrage de la Convention.

La presse n'ayant jamais eu plus de liberté qu'à cette époque, une foule d'écrivains, Richer-Serizi surtout, dans son journal intitulé, l'*Accusateur public*, s'élevèrent avec violence contre les prétentions de cette assemblée, et employèrent tout leur ascendant sur la masse délibérante, pour faire rejeter les décrets relatifs aux dispositions transitoires.

A ces symptômes alarmans, la Convention qui, déjà n'avait plus le choix des moyens, résolut de capter le suffrage des armées, afin de pouvoir, en cas de partage des voix, charger la balance du poids de 300 mille baïonnettes.

La lutte s'engagea le 28 août par les sections du Mail et des Champs-Elysées, qui présentèrent à la barre des pétitions pleines d'amertume. Le président Chénier répondit à leurs députations avec une fermeté non exempte d'emportement. Le peu de succès de ces premières démarches, n'empêcha pas la section du faubourg Montmartre de venir le lendemain exprimer les mêmes sentimens.

« Législateurs, disait-elle, méritez notre choix,

» et ne le commandez pas ; vous avez exercé une » puissance sans bornes ; vous avez accumulé » tous les pouvoirs, celui de faire les lois, celui » de les reviser, celui de les changer, celui de » les faire exécuter. Songez combien le despo- » tisme militaire fut fatal à la république ro- » maine. »

Ce langage énergique fit peu d'effet sur la Convention, décidée à ne pas dévier de son plan ; il fut même habilement combattu par les raisons d'état et de circonstances que développèrent plusieurs de ses membres.

Cependant les assemblées primaires se réunirent le 6 septembre pour émettre leur vœu sur la constitution et les décrets. A Paris, les républicains modérés, les royalistes absolus et constitutionnels, formaient avec une foule de jeunes gens avides de nouveautés, une masse qui se croyait assez forte pour faire prévaloir son opinion, et dont la résistance s'accroissait encore par le refus de Besançon, Orléans, Lille, Strasbourg, Tours, Evreux et plusieurs autres grandes villes de la république, d'accéder aux décrets transitoires. Dans plusieurs sections de la capitale, les partisans de la terreur furent chassés avec ignominie ; on ne les admit en d'autres, qu'avec l'expression du mépris : toutes adoptèrent la constitution ; toutes rejetèrent les décrets des 22 et 30 août.

Ouvertures des assemblées primaires à Paris.

Mais si la capitale manifesta ses vœux d'une

Les départe-

mens acceptent les décrets transitoires.

manière si unanime, la plupart des départemens ne partagea pas son avis; car sur 270 mille citoyens qui émirent leur vote sur les décrets refusés par les Parisiens, 167 mille les acceptèrent; et dans un temps où l'on comptait les voix au lieu de les peser, cette circonstance devenait décisive.

Rassurée par le dépouillement de ces suffrages, la Convention s'empressa de prescrire le 22 septembre aux assemblées électorales de se conformer aux décrets des 22 et 30 août. Plusieurs sections de Paris protestèrent contre cette mesure, et firent afficher leur protestation; celle de Lepelletier alla plus loin, en proposant un acte de garantie par lequel elle plaçait chaque votant sous la sauvegarde de son assemblée, et solidairement sous celle de toutes les autres. On assure même que son intention était d'étendre le bénéfice de ce pacte aux villes du voisinage qui déployaient le plus d'énergie contre l'usurpation.

Mesures de la Convention pour résister aux sections de Paris.

Le caractère de malveillance dont ces préludes étaient empreints, mit la Convention dans la nécessité de prendre des mesures de sûreté. Sa propre faiblesse l'ayant réduite à adopter le système de contre-poids depuis la journée de thermidor, elle n'aperçut de moyen de salut qu'en rendant au parti jacobin la force qu'elle lui avait arrachée dans l'émeute de prairial; et sans s'inquiéter des clameurs auxquelles ces dispositions donneraient lieu, elle ouvrit les prisons à tous les chefs des

terroristes, réintégra les généraux destitués, réorganisa la gendarmerie licenciée, arma la section des Quinze-Vingts, la seule du faubourg St.-Antoine qui eût accepté ses décrets, enrôla tous les hommes qui avaient le plus marqué au 10 août, au 31 mai, au 1er prairial, et en forma un corps appelé par ironie *le bataillon des patriotes de* 1789.

A ces mesures matérielles et ostensibles, on en ajouta d'autres, dont l'effet d'abord moins menaçant, tendait plus directement à contenir l'effervescence des esprits : ce fut de recevoir avec appareil les députations militaires chargées de remettre les adresses d'acceptation des invalides, des vétérans, de l'armée de l'intérieur campée sous Paris, et des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse.

Les sections convoquent le collége électoral.

Cet appareil, loin d'en imposer, aigrit les citoyens. Les sections se déclarèrent en permanence jusqu'à l'installation d'une nouvelle législature; une d'elles dans une adresse aux armées, fit une longue et juste énumération des crimes et des erreurs de la Convention. L'arrivée de commissaires envoyés par les villes de Dreux, de Verneuil, et de Nonancourt pour réclamer protection contre les violences des agens de cette autorité qui avaient dissous leurs assemblées primaires, mit le comble à l'indignation et aux troubles. Les sections se décident à convoquer le

corps électoral de la Seine au Théâtre-Français, sous la garde d'une force armée tirée de leur sein. Peu à peu l'enthousiasme ayant fait place à la réflexion, plusieurs d'entr'elles sentirent l'embarras où l'on allait se plonger, et furent incertaines ou fidèles à leurs promesses. Le 3 octobre, le collége fut incomplet, et il ne se rendit au Théâtre-Français qu'environ 200 électeurs qui firent résonner les voûtes de vaines déclamations.

La Convention ordonne sa dissolution.

La Convention indignée que les Parisiens s'obstinassent à considérer leur ville comme toute la France, arrêta la dissolution des assemblées primaires et du collége électoral, déclara coupable d'attentat contre la souveraineté du peuple et la sûreté publique, les citoyens qui se réuniraient désormais en comité, ou qui chercheraient à s'introduire sous le titre de commissaires au camp des Sablons, près Paris.

Il fallut déployer la force pour notifier ce décret, et se rendre maître du lieu des séances; les administrateurs du département de la Seine, chargés de le publier, ayant été hués et conspués par la multitude amassée devant le Théâtre-Français.

Alors la guerre civile parut décidément allumée. D'un côté on voyait les Parisiens réunis en assemblées tumultueuses, pour l'exercice de la souveraineté; de l'autre, la représentation natio-

nale, revêtue de tous ses pouvoirs, forte de l'assentiment de la majorité des départemens, appuyée de l'armée de l'intérieur qui formait comme l'avant-garde de toutes les autres, et secondée enfin par une faction d'autant plus animée contre les opposans qu'elle avait à se venger sur eux de ses dernières défaites. Toutefois le choc fut encore différé : les sectionnaires divisés en 46 assemblées délibérantes n'avaient ni unité ni centre d'action; d'accord en un seul point, ils différaient sur mille. Bien qu'ils sentissent avant tout la nécessité de créer un comité directeur, de nommer des chefs militaires, on procéda à ces opérations sans concert ni discernement; à peine dans les 46 sections élut-on trois militaires capables de diriger la force armée. Ces chefs étaient les généraux républicains Danican et Duhoux, et l'ancien maréchal-de-camp, comte de Maulevrier. Le comité d'exécution ne parvint pas à se faire reconnaître : tel fut cependant l'esprit de vertige qui l'animait, qu'avant d'avoir arrêté le plan d'attaque ou de défense, il lança son manifeste.

« Mandataires du peuple, disait-il à la Convention, vous avez été convoqués pour proposer une constitution aux Français; cette constitution est faite, et vos pouvoirs sont terminés.....

» Des bataillons de troupes de ligne cernent

» Paris; des assassins arrêtés par vos propres » décrets, sont relâchés par ordre de vos comités; » vos députés qui font des journaux, prêchent la » guerre civile.... Nous vous demandons la réin- » carcération des voleurs et des assassins rendus » à la liberté sans jugement, et l'examen de la » conduite de vos comités.... »

Ordre au général Menou de désarmer la section Lepelletier.

En réponse à cette sommation, on chargea le général Menou de désarmer la section Lepelletier, qui paraissait être le foyer de la résistance. Celui-ci, voulant épargner l'effusion du sang, entra en pourparlers avec le chef du poste qui gardait le lieu de ses séances, et le décida à l'évacuer sans contrainte, durant la nuit. Cette espèce de transaction déplut à la Convention, qui la regarda comme une faiblesse. Prévenue d'ailleurs qu'elle ne pouvait compter sur son dévouement, elle le destitua, ainsi que les généraux Debar et Laperrière, et nomma pour le remplacer le député Barras, auquel elle adjoignit trois autres représentans.

Menou destitué et remplacé par Barras.

Quoique militaire avant la révolution, et bien qu'il eût donné des preuves de zèle aux journées de prairial, Barras n'aurait pas eu le talent de diriger la défense, s'il n'avait choisi pour chef d'état-major, le général d'artillerie Bonaparte, dont il avait fait la connaissance au siége de Toulon, et qui venait d'être mandé à Paris de l'armée des côtes de l'Ouest, ainsi que

plusieurs autres généraux, et une division de troupes de ligne. Dès que le matériel de la défense passa entre les mains de ce dernier, les chances de la lutte furent à l'avantage des conventionnels. En effet, parmi le grand nombre d'officiers généraux de la faction jacobine récemment réintégrés, il sut faire un choix passable, et deux heures après sa nomination, les généraux Montchoisy, Verdière, Duvigneau, Brune qui avait soumis Bordeaux par la terreur, le vainqueur des fédéralistes du Midi, Carteaux, reçurent des lettres de service.

Les soins de Barras et de Bonaparte ne se bornèrent pas au choix du personnel. Les troupes du camp des Sablons furent appelées à Paris, et occupèrent militairement la partie comprise, entre le Pont-Neuf et le pont de Louis XVI, et une ligne qui suivait les rues de la Monnaie et de St.-Honoré jusqu'à son point d'intersection avec la rue Royale. Une forte réserve de toutes armes, occupa la place entre le jardin des Tuileries et les Champs-Elysées, et de là des éclaireurs furent jetés sur les routes de Versailles, St.-Germain et St.-Denis; enfin on établit des magasins de subsistances et une ambulance à proximité du château.

Dispositio de la défen de la Conventio

Tandis que toutes ces mesures se prenaient avec autant de célérité que d'intelligence, les sectionnaires informés de l'appareil menaçant

Les sectic naires co mettent l premièr hostilité

dirigé contre la section Lepelletier, et ignorant encore la capitulation verbale qui l'avait suivi, couraient aux armes de toutes parts. La générale retentissait dans tous les coins de Paris, et le 6 octobre, à six heures du matin, malgré un temps froid et pluvieux, plus de 30 mille hommes s'apprêtaient à en assaillir environ 8 mille.

La fortune sembla d'abord sourire aux sections. Une colonne d'environ 4 mille hommes commandée par le jeune Lafond Foullée, se présenta tout à coup devant le Pont-Neuf, que le général Carteaux lui céda sans tirer un coup de fusil, pour se retirer sur le quai des Tuileries, près du Louvre. En même temps la section du Mont-Blanc s'emparait d'un convoi de vivres destiné pour les troupes conventionnelles, celle de l'Arsenal prenait le dépôt des chevaux d'artillerie, une autre interceptait le convoi d'armes envoyé à la section des Quinze-Vingts, la seule de la capitale disposée à soutenir la Convention.

Le général Danican parlemente avec la Convention

Toutefois, comme ces succès étaient partiels et peu décisifs, les chefs les plus marquans de l'insurrection furent d'avis de faire une dernière tentative d'accommodement avant d'en venir aux mains. Le général Danican commandant la force armée de la section du Théâtre-Français, partageant cette opinion, prit l'initiative, et écrivit aux comités une lettre toute pacifique. Il ne demandait pas le renversement de la cons-

titution; il n'exigeait que le rapport des décrets des 22 et 30 août, et le désarmement des terroristes; à ces conditions, il s'engageait à respecter l'autorité établie. Ces ouvertures parurent tellement conciliantes que les comités furent d'avis d'entamer les négociations; mais leur proposition appuyée par Lanjuinais et plusieurs autres membres, fut rejetée dans l'assemblée; parce que les députés de la faction montagnarde, pleins de confiance dans les dispositions de Barras, la valeur et le dévouement des troupes de ligne, ne doutaient plus de la victoire, et y entrevoyaient le triomphe de leur parti.

Danican, en attendant l'issue de ces débats, commit une faute qui altéra la confiance de son parti, et prouva qu'il avait trop de délicatesse pour commander dans une guerre civile. Par le plus grand des hasards, une batterie d'artillerie étant tombée entre les mains de la section de la Fidélité, il l'empêcha de s'en emparer, de peur d'*humilier des braves avec lesquels elle venait*, disait-il, *de fraterniser*.

Combat d[e] 13 vendé[miaire.] 5 octobr[e]

Cependant, les deux partis étaient en présence depuis huit heures. Le gros des Parisiens remplissait les rues de Richelieu et de St.-Honoré, et semblait vouloir déboucher sur le château par les rues du Dauphin, de l'Echelle et St.-Nicaise. De chaque côté on attendait le signal du combat, lorsque plusieurs coups de fusil lâchés

peut-être par mégarde, donnèrent l'impulsion à ces différentes masses. Barras, décidé à repousser les colonnes sectionnaires qui le serraient de plus près, donne l'ordre en conséquence aux généraux Berruyer, Brune et Blondeau de balayer la rue St.-Honoré. Ces trois officiers débouchent presqu'en même temps des rues du Dauphin, de l'Echelle et de St.-Nicaise. La colonne de gauche composée des patriotes de 1789 eut à souffrir du feu de mousqueterie dirigée contr'elle de l'église St.-Roch, où le bataillon de la Butte des Moulins avait pris poste; mais ayant été soutenue à propos par deux pièces d'artillerie que Bonaparte dirigea contre le portail de l'église, elle le mit en déroute dans la rue de St.-Roch. La colonne du centre fut d'abord repoussée pour avoir négligé de se servir de son artillerie, celle de droite au contraire qui se fit précéder de la sienne, mit d'abord les Parisiens en fuite dans les rues du Lycée, Croix-des-Petits-Champs et de Grenelle.

Les sectionnaires attaquent les ponts de la Seine.

Cette première charge ne fut pas décisive: pendant que les sectionnaires de la rive droite de la Seine se ralliaient dans la rue Neuve-des-Petits-Champs, au haut de la rue de Richelieu et sur les boulevards des Italiens, ceux de la rive gauche essayèrent une diversion en leur faveur, en attaquant les ponts. Le comte de Maulevrier après avoir laissé des forces suffisantes à la garde

du Pont-Neuf, s'avança en bon ordre à la tête d'environ 4 mille hommes sur le quai Voltaire, dans l'intention d'assaillir celui des Tuileries; au même moment une autre colonne débouchait par la rue de Bourgogne pour enlever le pont de Louis XVI; mais il suffit aux généraux Carteaux et Verdière de mettre en action leur artillerie, pour repousser en quelques minutes ces deux tentatives, et jeter le trouble parmi les sectionnaires.

Les conventionnels prennent l'offensive

Des avantages si peu coûteux enhardirent Barras, et le déterminèrent à changer de rôle. Il ordonna en conséquence aux généraux Montchoisy et Duvigneau de s'avancer avec une partie de la réserve sur les boulevards, et de se réunir ensuite en rabattant par la rue de la place Vendôme, sous la protection du poste conventionnel établi au couvent des Capucines, à la colonne que le général Berruyer y conduirait des Feuillans, en traversant la place. D'un autre côté, Carteaux reçut l'instruction de quitter le quai et de remonter la rue St.-Thomas-du-Louvre, avec un détachement et du canon, pour s'établir sur la place du Palais-Royal; pendant que le général Brune, débouchant de la rue de Rohan, chercherait à déloger les sectionnaires qui s'étaient maintenus au Théâtre-Français.

Ces mouvemens s'exécutèrent sans éprouver de résistance sérieuse; partout les Parisiens

cédèrent le terrain; néanmoins ils ne se dissipèrent point, et la nuit les protégeant de son ombre, ils profitèrent de la dissémination des troupes conventionnelles, pour rentrer dans St.-Roch, barricader et dépaver les rues où elles n'avaient point encore pénétré. Barras étonné de leur opiniâtreté, faisait tirer par intervalle à boulet dans la rue St.-Honoré et sur les quais; cette mesure était superflue: la faim, la lassitude vainquirent cette foule de citoyens, à la subsistance desquels personne n'avait songé, et que leurs intérêts, leurs attachemens, rappelaient si impérieusement au sein de leur famille.

Au milieu du combat, les habitans de St.-Germain accoururent au secours des Parisiens avec deux pièces de canon; mais leur jonction ne put s'effectuer. Parvenus dans les Champs-Elysées, ils y furent d'abord tenus en échec par un simple piquet de l'armée conventionnelle, puis ensuite battus, mis en déroute par un escadron du 20e de chasseurs.

Tel fut l'ensemble de cette célèbre journée, où la population de la capitale s'insurgea pour réclamer l'exercice des droits qu'on lui avait promis. On a vu par les détails dans lesquels nous sommes entrés, que le défaut d'ensemble, encore plus que le manque absolu d'artillerie, en paralysant l'ardeur des Parisiens, ne permit pas à leurs masses de soutenir l'effet meurtrier du canon

des troupes de ligne, et assura le triomphe de la Convention, qui ne fut pas d'ailleurs aussi sanglant qu'on l'a prétendu.

Généreuse après sa victoire, si elle déploya l'appareil de la sévérité; ce fut moins pour exercer des vengeances que pour contenir les autorités délibérantes du parti vaincu. Trois commissions militaires furent créées, pour juger dans les dix jours les principaux chefs de l'insurrection. Les sentences ne frappèrent que Lemaître, l'un des agens du comité de Brottier, et deux individus subalternes; tous les autres condamnés étaient contumace. L'acte le plus rigide qu'exerça la Convention fut le désarmement de la garde nationale. Elle en supprima les compagnies de canonniers, de grenadiers et de chasseurs, cassa l'état-major et le remplaça par un commandant temporaire tiré de la ligne, qui fut mis sous les ordres du général en chef de l'armée de l'intérieur.

Désarmement de la garde parisienne

Quelques députés se montrèrent moins indulgens envers leurs collègues qui avaient pris la défense des sections, qu'on ne le fut pour celles-ci; mais, comme les accusations de connivence avec un comité royaliste, ne furent pas assez évidentes, l'assemblée ne donna aucune suite aux dénonciations.

Après tant d'orages, tous les partis paraissaient assoupis et disposés à mettre en vigueur la

nouvelle constitution, lorsque les revers des armées sur le Rhin, semèrent le trouble au sein de la Convention, et prolongèrent son existence de quelques semaines. On accusa d'abord de malveillance les représentans en mission auprès de ces armées; mais éclairée par Letourneur et Carnot sur les causes premières et accidentelles de ces échecs, la Convention, sur la demande de Lehardi, prononça l'arrestation de l'Homond et d'Aubry, membres du comité de salut public, ainsi que du général Miranda, accusés tous trois d'avoir favorisé les opérations de l'ennemi (1). Enfin, quelques jours après ce dernier incident, la clôture de la session fut fixée au 26 octobre. Toutefois avant de se dissoudre, la Convention ne pouvant abjurer l'esprit révolutionnaire, et comme pour marquer sa reconnaissance à la faction jacobine dont elle avait emprunté le bras au 13 vendémiaire, acheva de se rendre odieuse en ajoutant de nouvelles mesures au code pénal contre les émigrés et les prêtres sujets à la déportation; puis en décrétant que les signataires des actes émanés des assemblées primaires ou électorales, ne pourraient exercer jusqu'à la

Clôture de la session de la Convention

---

(1) On a vu au chapitre précédent à quel point ces accusations étaient peu fondées; il y avait défaut de capacité, mais point de trahison : car les intrigues mêmes de Pichegru n'eurent sans doute qu'une faible influence sur les opérations militaires.

paix générale aucune fonction législative, municipale ou judiciaire.

Quoiqu'un décret prescrivît d'attendre le nouveau tiers élu par les assemblées électorales avant de songer à la division des deux conseils, l'assemblée nomma aux places qu'elles n'avaient point remplies, et procéda ensuite sans perdre de temps à la formation du directoire exécutif. Les cinq premiers directeurs furent : Lareveillère-Lepeaux, Letourneur, Rewbell, Sieyes et Barras. Sieyes ayant refusé d'accepter cette magistrature, fut remplacé par Carnot, qui, le premier par ses talens, se trouva le dernier dans l'ordre des nominations.

Installatio du directoire

Tandis que ces changemens s'opéraient dans la forme du gouvernement, les factions se faisaient dans l'intérieur une guerre non moins acharnée qu'à Paris. La France ressemblait à un vaste volcan qui, rempli de matières hétérogènes, mais toutes également combustibles, vomit par intervalle sa lave de côté et d'autre. Dans les départemens de l'Ouest, le parti royaliste exigeait à lui seul la présence de trois armées pour le contenir. Dans le Midi, les anarchistes organisés en bandes formidables, parcouraient plusieurs départemens riverains du Rhône, et exerçaient leurs brigandages jusques aux portes d'Arles, de Marseille et d'Avignon, qu'on avait

mis en état de siége. Au centre de la république, à Nevers, comme à Lyon, le fédéralisme semblait renaître de ses cendres. Là, les jeunes gens séduits par l'espoir d'une régénération politique, s'excitaient à secouer le joug odieux de la Convention. La convocation des assemblées primaires avait été en plusieurs endroits à la fois motif et prétexte de troubles. A Rouen, les Jacobins avaient triomphé et marqué leur victoire par d'horribles menaces contre les citoyens honnêtes; à Caen, au contraire, le parti royaliste signala sa puissance en dissolvant les assemblées; à Chartres, le représentant Letellier, chargé d'activer l'arrivage des grains à Paris, s'était poignardé de désespoir d'avoir été forcé de sanctionner les dispositions d'une émeute populaire. Il n'était aucun coin de la France où l'esprit de faction ne commît quelque désordre.

Le 23 août. Pourtant au milieu de ces dissensions intestines, soit que la Convention fût rassurée par le rapport que Boissy-d'Anglas fit de sa situation politique à l'extérieur, soit qu'au contraire elle en reconnût les contre-vérités, et eût acquis des notions sur les bases de la triple alliance qui allait réunir la Russie et l'Autriche à l'Angleterre; elle conserva une attitude ferme envers l'étranger, et ne prit nullement le change sur les ouvertures pacifiques de ces deux dernières puissances. Si elle conclut un cartel d'échange de prisonniers

avec l'empereur, et s'engagea à lui remettre la fille de Louis XVI, ce fut à condition qu'il rendrait la liberté aux cinq représentans, au ministre et aux ambassadeurs, qu'il retenait prisonniers contre le droit des gens; mais elle refusa l'armistice qu'il sollicitait, et répondit aux ouvertures de paix qui lui furent faites au nom de l'Empire par l'intermédiaire du cabinet de Copenhague, *que la convocation d'un congrès devenait inutile avant la conclusion de la paix*. Bien plus, les revers de ses armées sur le Rhin ne l'empêchèrent pas de décréter la réunion de la Belgique et du pays de Liége : renouvelant par ce trait de hardiesse l'exemple du sénat romain, dont elle avait déjà voulu imiter la fierté au moment de la retraite de Dumouriez.

Le 28 ac

Réunion de la Belgique à la Fran

Cette conduite est d'autant plus remarquable, qu'à cette époque, le gouvernement français était menacé d'un nouveau débarquement sur les côtes de l'Ouest, et que les agens du royalisme y avaient organisé leurs forces, de manière à le soutenir avec efficacité. La catastrophe de Quiberon n'avait point anéanti l'organisation militaire de l'insurrection bretonne : le comte de Puisaye, s'étant fait débarquer peu de temps après sur les côtes du Morbihan, eut bientôt rallié les principaux chefs, et promettait 40 mille hommes bien armés et aguerris par des expéditions partielles. Entre la Vilaine, la Loire et la

Situation des dépar temens insurgés de l'Oues

mer, jusqu'aux environs du Mans, le vicomte de Scépeaux évaluait à 12 mille le nombre des insurgés prêts à combattre sous ses ordres. Les forces disponibles des trois armées de la Vendée, proprement dite, s'élevaient à environ 30 mille. Il était donc possible, en admettant que Puisaye tînt parole, de mettre 80 mille combattans sur pied entre Rennes et Luçon. Ce nombre paraîtra exagéré au premier abord, en considérant la faiblesse des Vendéens après le passage de la Loire; mais il ne faut pas oublier que le conseil royal avait prescrit en 1793 l'enrôlement de tous les hommes de 18 à 50 ans; que le travail ne s'en était d'abord fait que dans une partie de l'Anjou et du Poitou; que l'année 1794 avait donné le temps de l'achever dans ces provinces, et de l'étendre à plusieurs districts de la Bretagne, où les royalistes avaient des partisans.

Si cette masse eût été réunie entre les mains d'un seul chef, elle eût pu causer encore de grands embarras aux républicains. Heureusement pour eux, Puisaye, envié par les uns, accusé ouvertement par les autres, ne présenta jamais qu'une faible partie des forces dont il faisait de si brillans tableaux, et n'entretint que des rapports indirects avec Scépeaux et Stofflet. De son côté, Charette, ennemi personnel du dernier, visait alors au commandement de tous les pays insurgés, et correspondait dans cette vue avec le Roi,

par l'intermédiaire du comte d'Antraigues, et de l'agence de Paris. Le résultat de cette correspondance, où Charette s'attribuait sans façon la gloire de bien des faits d'armes auxquels il n'avait pris que sa part, lui valut dès le mois de juillet le brevet de lieutenant-général.

Expédition anglaise contre les côtes du Poitou.

Enfin le cabinet de Londres, mécontent de Puisaye sur lequel on avait rejeté tout le non-succès de Quiberon, se persuada que l'insurrection bretonne n'était qu'en espérance, et que la Vendée offrait un point d'appui beaucoup plus positif. Là, on avait réellement fait la guerre avec des masses; là, on avait vaincu des armées en ligne! aussi fut-il décidé que la troisième expédition, commandée par le comte d'Artois en personne, débarquerait sur les côtes du Poitou. Le duc de Bourbon, qu'on regardait comme un héros depuis le combat de Berstheim (2 décembre 1793), fut appelé de l'armée de Condé pour le seconder; et le bruit courut même un instant que le Roi, attendu dans le Brisgau, réclamait l'honneur de se mettre à la tête de l'entreprise.

D'après les renseignemens donnés par Charette, il fut convenu que le débarquement s'effectuerait vis-à-vis l'île de Rhé, tandis que les Anglais attaqueraient l'île de Noirmoutiers. Cette troisième division consistait en 2 mille hommes d'infanterie anglaise, 500 chevaux, et environ

500 officiers, provenant des cadres de six régimens d'émigrés, qui s'étaient fondus dans les campagnes précédentes : on y ajouta un nombreux état-major avec un train considérable d'artillerie.

Les troupes britanniques étaient commandées par le général-major Doyle. Si l'expédition réussissait, on l'eût renforcée de 5 à 6 mille hommes; et alors lord Moira eût pris le commandement en chef du corps auxiliaire qui aurait formé les garnisons des places conquises sur les républicains.

Le commodore Warren prévenu de ces nouvelles dispositions, et invité à donner quelques secours à Charette, avait débarqué le 10 août sans grands obstacles, sur la place de St.-Gilles, l'artillerie, les armes et les munitions qu'avait apporté la division Sombreuil, et mit ainsi ce chef en état de se soutenir jusqu'à l'arrivée du comte d'Artois, annoncée par divers agens comme très-prochaine.

En effet, le 25 août, un convoi de 140 voiles escorté par l'escadre de lord Cornwallis, mit à la voile de Plymouth, et vint mouiller à l'île d'Houat où s'étaient réfugiés les débris des 1re et 2e divisions. L'apparition de cette flotte dans l'anse de Quiberon, faisant croire à Puisaye que le comte d'Artois allait débarquer sur la côte du Morbihan, alors dégarnie de troupes et presque sans défense, il ordonna, dit-on, aux quatre di-

visions royalistes de la Bretagne de se tenir prêtes à se porter simultanément sur le point qui leur serait bientôt indiqué; puis il dépêcha des officiers à ce prince pour l'assurer de son dévouement, et recevoir ses dernières instructions. Il ignorait ainsi les changemens apportés au plan d'abord approuvé, et ses espérances furent cruellement déçues, lorsqu'il apprit que la tentative de débarquement se ferait sur les côtes de la Basse-Vendée.

Noirmoutiers est sommé par les Anglais

Après quelques jours d'irrésolution, et à la suite d'un conseil de guerre, le prince résolut de s'emparer de Noirmoutiers, afin de se mettre en contact avec Charette. En conséquence, les meilleurs voiliers se dirigèrent vers cette île; mais une reconnaissance plus exacte, fit, dit-on, juger l'entreprise hasardeuse; et le malheureux conseil dont la prudence était portée à la pusillanimité, jugeant qu'on pouvait être cerné ici comme dans la presqu'île de Quiberon, décida qu'il fallait renoncer à descendre sur ce point. Circonstance digne de remarque, et tout-à-fait propre à signaler l'esprit d'un état-major, qui prétendait s'avancer au cœur de la France pour relever le trône, et qui avait déjà peur d'être cerné dans une île.

Alors l'escadre anglaise, après avoir inutilement sommé le général Boucret, se rabattit sur l'île Dieu, rocher de cinq quarts de lieue d'é-

tendue, qui n'offre aucun abri contre cette mer orageuse.

Débarquement du comte d'Artois à l'île Dieu.

Ici, et avec bien moins de raison que d'Hervilly dans la presqu'île de Quiberon, le général Doyle n'eut pas plutôt pris terre, qu'il éleva retranchemens sur retranchemens, comme si les républicains avaient eu la faculté ou le désir de venir troubler son singulier établissement.

En effet, dans la supposition même qu'on mît de la persévérance à s'unir avec Charette, ce poste eût été mal choisi, car la côte est plate depuis la baie de Bourgneuf jusqu'aux sables d'Olonne, en sorte que les plus petits canots courent risque d'être pris en travers par les lames, et d'échouer sur une grêve de plus d'une lieue de largeur.

Il mande à Charette qu'il va descendre sur le continent.

Cependant, dès que le prince eut mis pied dans l'île, il dépêcha un nouvel agent à Charette, avec invitation de fixer lui-même le point de la côte entre Bourgneuf et la pointe d'Aiguillon, où il pourrait favoriser son débarquement, ne fût-ce qu'avec quelques centaines de chevaux. A la réception d'une demande si précise, Charette rassembla toute son armée vers la mi-septembre, et se porta avec environ 10 mille hommes, dont 2 mille à cheval, sur la côte, à une journée de marche de laquelle un nouvel émissaire lui annonça que le débarquement serait différé.

La cause de ce fatal délai n'est pas moins mystérieuse que toutes les combinaisons de cette expédition; s'il faut en croire un écrivain estimable, on devrait l'imputer au ministère anglais, peu jaloux de mettre fin à la guerre civile (1). D'après un autre plus à portée d'en juger, il paraîtrait que le prince, bien différent du jeune Edouard, n'eut pas le grand caractère indispensable dans ces sortes d'entreprises (2).

Quoi qu'il en soit, Charette accablé par ce message, rassembla son conseil à Nesmy, et posa en question s'il ne licencierait pas l'armée; mais il jugea bientôt que ce serait engager les républicains à redoubler de surveillance. On résolut donc l'attaque du poste de St.-Cyr, afin de leur donner à la fois le change sur l'objet du rassemblement prématuré, et de se dédommager par une victoire de ce fâcheux contre-temps.

L'armée vendéenne se mit en marche sur trois colonnes, Charette avec l'aile droite alla prendre poste sur la route des sables d'Olonne, l'aile gauche sous Pajot se dirigea vers le pont Laclaie; l'avant-garde marchant au centre fut destinée au coup de main dont la conduite était confiée à Guérin. Combat de St.-Cyr

(1) Tableau de l'Angleterre par le comte de Monverran.

(2) Mémoires sur la Vendée par le comte de Vauban.

Jamais vendéen n'avait approché le bourg de St.-Cyr, et cependant une petite garnison de 280 à 300 hommes occupait l'église, retranchée de façon à résister au feu de la mousqueterie. Le combat fut aussi sanglant qu'opiniâtre. En vain les royalistes tentèrent de déloger leurs adversaires en mettant le feu aux maisons contiguës, leur chef Guérin et plusieurs autres officiers furent tués. Charette prévenu du désordre que leur mort cause dans les rangs, quitte son poste d'observation, et veut rétablir le combat avec la droite; mais, pendant qu'il fait de vains efforts, une partie de la garnison de Luçon avec deux pièces d'artillerie légère, tombe sur la division Pajot au pont Laclaie, et la refoule sur St.-Cyr où elle met le comble au désordre. Charette obligé de faire volte-face, ne peut arrêter la déroute de cette aile : le canon républicain sème la mort et l'épouvante dans les rangs de la cavalerie, poursuit l'infanterie à coups de mitraille, et l'oblige à se sauver à la débandade laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés.

Opérations de Hoche contre Charette.

Cependant la présence de la flotte anglaise dans les parages de l'île Dieu, coïncidant avec les hostilités de la Basse-Vendée et les symptômes d'insurrection de la capitale, la Convention se hâta de renforcer l'armée de l'Ouest des divisions Willot et Dessein, devenues disponibles sur les frontières des Pyrénées occidentales, et

en confia le commandement au général Hoche. La division Canuel gardait la côte de Bourgneuf à St.-Gilles, le centre sous Bonnard, chargé d'observer Stofflet et Sapineau, occupait Palluau, Legé, Montaigu, et communiquait par St.-Fulgent avec le général Delaage, campé sur la droite du Lay.

Le général en chef, sans attendre le renfort qui lui arrivait de Bordeaux, tira 10 mille hommes d'élite des garnisons de la Bretagne, traça des instructions précises aux généraux qu'il chargea de surveiller les chouans pendant son expédition, et dirigea sa petite armée en trois colonnes par Montaigu, Machecoul et Challans contre Belleville, où il espérait surprendre Charette. Ce chef royaliste informé de la marche des républicains quitta son quartier-général, s'enfonça dans la forêt d'Aizenay, et prescrivit à ses divisions d'agir séparément sur les derrières. Les colonnes de Hoche se réunirent donc sans obstacle le 29 septembre à Belleville, qu'elles abandonnèrent bientôt pour revenir sur leurs pas.

Satisfait d'avoir ainsi échappé au sort dont il était menacé, Charette se flatte encore de faire une campagne d'hiver aussi heureuse que la précédente, et détermine Sapinaud, qui jusqu'alors avait gardé une espèce de neutralité, à faire une diversion en sa faveur. Celui-ci surprend la garnison de Mortagne, et la défait; mais cet acte hostile ne reste pas impuni : Hoche

ordonne au général Willot, qui arrive avec la tête de la division des Pyrénées occidentales, de parcourir le territoire de Retz, et d'en enlever tous les bestiaux, ce qui est exécuté avec une telle rigueur que les habitans en pleurs déposent les armes pour racheter ces richesses.

Par l'effet de cette mesure, constamment appliquée à toutes les communes rebelles, et de la sévère discipline à laquelle sont astreintes les colonnes mobiles, Charette resserré chaque jour davantage, semble ne pouvoir échapper à l'activité des poursuites dont il est l'objet : déjà il se voit réduit à mener une vie errante et misérable dans les bois et les cavernes d'un pays, où naguères il commandait en maître absolu, et pensait donner asile au frère de son Souverain. Ayant enfin trouvé moyen d'informer le comte d'Artois de sa détresse, ce prince témoigna un juste chagrin de le voir exposé sans nécessité pour la cause royale, à des périls si éminens : mais retenu ou par des craintes mal fondées ou par les consignes anglaises, il se borna à envoyer un agent à Stofflet pour l'engager à faire une diversion en faveur de son collègue. Cette négociation échoua ; Stofflet jaloux à l'excès des honneurs qu'on prodiguait à ce rival, manquant d'ailleurs d'armes et de munitions, ne répondit aux vives sollicitations, aux promesses séduisantes de l'envoyé du comte d'Artois que par

des récriminations contre Charette, qui, disait-il, après l'avoir condamné l'année précédente sans l'entendre, avait, non-seulement signé la paix avec les républicains, sans sa participation, mais leur avait même offert de joindre ses armes aux leurs pour le réduire; et qui enfin, ne s'était réconcilié qu'en exigeant la cession d'une partie de territoire compris dans l'arrondissement de l'armée d'Anjou.

Mouvement des royalistes en Bretagne.

Livré ainsi à ses propres forces, Charette semblait d'autant moins pouvoir échapper au sort dont il était menacé, que les affaires n'allaient guère mieux en Bretagne, où nous venons de dire qu'il régnait une grande fermentation. En effet, l'infatigable Puisaye y avait tout disposé, comme on l'a vu plus haut, pour recevoir le comte d'Artois vers la fin de septembre; mais à cette époque, le prince ayant jugé à propos de quitter l'île d'Houat pour aller s'établir dans celle de Dieu, lui dépêcha le comte de Vauban pour l'informer de la résolution qu'il avait prise de débarquer sur les côtes du Poitou, et l'engager à favoriser ses opérations ultérieures. Ce débarquement ne s'étant pas effectué, Puisaye convaincu qu'il avait rencontré des obstacles majeurs, renvoya Vauban au comte d'Artois pour lui proposer de descendre à l'embouchure de la Vilaine, et le fit même autoriser le 5 novembre par le conseil royaliste de Bretagne, à discuter

et arrêter avec le prince, tous les projets nécessaires pour assurer la réussite de l'entreprise. Cet envoyé en lui remettant ses dépêches le 12, à l'île Dieu, ajouta verbalement tous les renseignemens capables de l'influencer; mais aux mêmes causes qui subsistaient toujours, il faut ajouter que le prince était prévenu contre Puisaye, et témoignait peu de confiance dans les expéditions isolées de la chouannerie. Toutefois il fit soumettre les propositions à un conseil de guerre : cette assemblée composée des principaux officiers de son état-major, aussi dépourvue de lumières que d'énergie, n'était propre qu'à trouver des obstacles, et non à les surmonter : ses membres, infatués de vieilles routines, ne comprenaient point une guerre qui exigeait toute la vigueur de la jeunesse; ils se contentèrent après bien des explications, d'approuver l'ensemble du projet de Puisaye, sans fixer l'époque de son exécution.

Cependant Scépeaux et Stofflet, ayant envoyé au comte d'Artois, chacun de leur côté, des députés chargés de missions à peu près semblables, on balançait sur le parti à adopter, quand un nouvel incident vint renverser tous les projets.

Les Anglais évacuent l'île Dieu.

L'île Dieu, aussi peu favorable à la marine qu'aux troupes de terre, n'avait été choisie que comme une station provisoire. Mouillés sur un fond de roc et en butte à tous les vents, les vais-

seaux anglais couraient risque à chaque instant d'être jetés à la côte parsemée de bas-fonds. La garnison souffrait d'ailleurs beaucoup du manque d'eau, qui avait fait périr la moitié des chevaux: les observations du général Doyle donnèrent un nouveau poids à celles de lord Cornwallis; et l'amirauté ne voulant pas s'exposer à un désastre inévitable, en conservant un mouillage si périlleux à l'entrée de l'hiver, ordonna l'évacuation de cette île, sans rien changer du reste aux autres dispositions de l'expédition.

Le comte d'Artois retourne en Angleterre

Le comte d'Artois ajoutant d'autant moins de foi aux rapports pleins de jactance des chefs royalistes, qu'il venait de voir le plus puissant de tous traqué et poursuivi, n'était pas jaloux de s'exposer au même rôle, et déclara aux agens de Puisaye, de Scépeaux et de Stofflet qu'il était rappelé par le cabinet de Londres, les laissant tous pétrifiés d'une démarche qu'ils considéraient comme un nouveau trait de machiavélisme. Il mit à la voile le 18 novembre, avec le duc de Bourbon, après avoir arrêté la répartition des fonds et des munitions entre les diverses armées royalistes, et dicté une instruction commune à leurs chefs où il les flattait encore de son prochain retour.

D'après ces instructions, Stofflet et Charette devaient faire passer la Loire, chacun à 6 mille hommes d'élite, pour les réunir aux environs de

Candé à un corps de pareille force de l'armée du vicomte de Scépeaux. Ces trois divisions auraient ensuite combiné leurs opérations avec 20 ou 25 mille bretons qui se seraient rassemblés sous les ordres de Puisaye, près de Rennes, afin de se porter en masse lorsqu'ils en recevraient l'ordre, soit sur Guérande et le Croisic, ou tout autre point de la côte.

Cette réunion de 30 à 40 mille hommes choisis, eût sans doute causé beaucoup d'embarras à la république, mais n'eût pas suffi pour la renverser; d'ailleurs tout le mérite de cette combinaison résultait d'un rassemblement qui eût exigé un chef et des dispositions à l'obéissance. Aussi ces instructions, bien qu'elles fussent corroborées par de grandes promesses, ne décidèrent point Puisaye, Scépeaux, Stofflet et Charette à agir de concert.

D'un autre côté, tandis que le prince dictait ces mesures, Hoche, débarrassé de Charette, ayant eu avis du message reçu par Stofflet, et ignorant encore le parti qu'il prendrait, donna l'ordre aux divisions Delage et Bonnard, campées sur la rive gauche du Lay et aux environs de Montaigu, d'entrer en Anjou, et d'en opérer le désarmement au premier signe de révolte. A peine les colonnes républicaines furent-elles en mouvement, que Stofflet effrayé sollicita une entrevue qui lui fut accordée le 12 décembre,

à Muy, près de Cholet. Là, ce chef royaliste, s'engagea de nouveau par l'organe de Bernier, à se conformer aux lois de la république, et à les faire exécuter, pourvu qu'on lui en donnât le temps. Il promit aussi de livrer les déserteurs, et offrit même sa médiation pour amener les chefs de l'armée du centre à conclure la paix. Le général Hoche convaincu qu'il agissait de bonne foi, et pressé d'ailleurs de terminer, afin de revenir en Bretagne où les chouans lui donnaient de vives inquiétudes, lui accorda la paix, et lui promit, dit-on, de le faire employer par le gouvernement, ainsi que son conseiller.

Les affaires des royalistes déclinaient également dans le Morbihan où Lemercier arrêtait son général à l'instigation de l'état-major du comte d'Artois, et déterminait en Bretagne une véritable scission entre tous les chefs. Puisaye, cédant à l'orage, se retira dans la division d'Ille-et-Vilaine, et toute la considération qu'on avait pour le comte de Vauban, son chef d'état-major, ne put lui faire recouvrer son autorité sur la division du Morbihan, qui se considéra, dès-lors, comme indépendante, sous les ordres du trop fameux Georges Cadoudal.

Ainsi, lorsque Hoche victorieux des Vendéens repassa la Loire, les plus grands dangers avaient disparu, puisqu'il n'existait plus de concert ni d'unité dans les opérations des royalistes:

bretons. Tous les chefs divisionnaires s'épuisaient en tentatives partielles et isolées, à l'instant déjouées par les sages mesures des généraux républicains. Georges Cadoudal fut le seul qui osât tenir quelque temps la campagne; d'abord repoussé au bourg d'Elven par 200 grenadiers, bientôt il chercha moins à combattre qu'à éviter les colonnes des généraux Lemoine et Avril lancés à sa poursuite. Toutefois, prévenu que la croisière anglaise devait lui débarquer des armes et des munitions venant de l'île Dieu, il se dirige sur Sarzeau avec le gros de sa bande, tandis qu'un détachement menace Lorient et le Port-Louis; mais, atteint près de la côte par le général Lemoine, il y est défait le 4 décembre dans un rude engagement où il laisse 400 des siens sur le champ de bataille.

Combat de Sarzeau.

Ce combat fut le dernier remarquable en Bretagne. Hoche convaincu dès-lors par les observations de Chérin, son chef d'état-major, que l'établissement du régime militaire, la mise en état de siége des principales villes, la création de commissions militaires pour juger les rebelles pris les armes à la main, et l'autorisation de traiter avec les chefs qui voudraient se soumettre, suffiraient pour ramener la paix dans ces départemens désolés, en fit la proposition au directoire qui venait d'être installé. Eclairé sur les véritables intérêts de l'état, et plein de con-

fiance en la capacité du général en chef, le gouvernement adopta ses vues, et le chargea de travailler à la pacification. Afin de lui en faciliter les moyens, il réunit par un arrêté du 28 décembre les trois armées connues depuis deux ans sous le nom des côtes de l'Ouest, de Brest et de Cherbourg, en une seule, qui prit celui d'armée des côtes de l'Océan. Cette mesure acheva la ruine du parti royaliste, auquel la malheureuse issue des deux expéditions anglaises, avait porté un coup mortel.

Nous ne reviendrons pas sur ce qui a été dit relativement aux causes de ce non-succès : pour trancher sur une matière aussi délicate, il faudrait savoir comment le ministère britannique put oublier que 10 mille hommes débarqués simultanément, et en temps opportun, eussent réussi, là où trois débarquemens partiels et successifs devaient nécessairement succomber. Les changemens apportés au premier projet furent-ils le fruit d'une ignorance totale des règles de la guerre ? Faut-il au contraire les attribuer, comme le comte de Vauban, à des combinaisons pour le salut personnel du comte d'Artois ; ou bien s'en rapportera-t-on au dire de plusieurs écrivains estimables qui imputent ces changemens au cabinet de Londres (1), plus ja-

(1) Le comte de Montverran, et Alphonse Beauchamp.

loux peut-être d'alimenter la guerre, que de la terminer? Un seul point est bien avéré, c'est que le comte d'Artois ne commandait pas plus dans les ports de la Grande-Bretagne qu'il ne décidait des mouvemens de ses bataillons. Dès-lors on ne pourrait lui reprocher la moindre part à ces revers, à moins qu'il n'eût exigé la division de l'entreprise en trois sections, en vue de ne débarquer qu'après le succès, et d'obtenir, comme on l'a dit, plus de sûreté pour sa personne; hypothèse que l'honneur de ce prince réprouve, et qu'on ne saurait admettre sans des preuves irrécusables. Peut-être ne montra-t-il pas grand empressement à descendre, lorsqu'il parut avec le troisième convoi; mais il faut convenir aussi qu'après ce qui venait d'arriver à Sombreuil et d'Hervilly, il eût fallu plus que du courage, pour s'exposer inutilement au même sort.

On voit d'ailleurs, par le récit de ces événemens, à quel point la guerre civile avait changé de nature, depuis les nobles et vigoureux efforts des royalistes de 1793: l'égoïsme, l'ambition effrénée, avaient pris la place de l'héroïsme et du dévouement. Tous les chefs prétendaient être les restaurateurs d'une monarchie, qu'ils désiraient moins par attachement pour elle-même, que par l'appât des dignités, de la fortune et des priviléges, qui seraient le prix de son rétablissement. Vains, jaloux, tracassiers autant

qu'intrépides; tous semblent mus par la haine, bien plus que par des vues magnanimes.

La même mésintelligence règne parmi les officiers de l'expédition. Un seul sentiment les anime, c'est leur aversion pour un parti qui avait de grands torts sans doute, mais qui au résultat était français et victorieux de la coalition.

La postérité se demandera quelle fureur aveuglait ces braves gentilshommes, dont les ancêtres montrèrent tant de patriotisme sous François I[er] et Louis XIV, et qui s'oublièrent au point de solliciter des secours anglais, pour imposer à la France des lois que l'Europe armée n'avait pas été capable de lui dicter. Etait-ce pour combattre des doctrines dangereuses, ou maintenir des droits consacrés? Et dans cette double hypothèse, ne valait-il pas mieux attendre le retour de l'ordre et de la justice, que les nations ne sauraient méconnaître à la longue? Les siècles fuient, les intérêts se détruisent avec le temps, les principes seuls sont immuables : ils improuveront à jamais le délire des partis, dont le triomphe se fonderait sur l'humiliation nationale et les victoires de l'étranger.

CHAPITRE LII.

Le général Clairfayt force les lignes de Mayence, et rejette cette partie de l'armée du Rhin sur la Pfrim. — Le général Wurmser attaque les Français sous Manheim, assiége et prend cette place. — Clairfayt, renforcé par le corps de Latour venu de l'armée du Rhin, attaque Pichegru sur la Pfrim et sur le canal de Frankendal, et le repousse successivement jusque sous Landau. —Jourdan s'avance sur la Nahe, pour dégager l'armée du Rhin. — Clairfayt y porte le gros de ses forces, et repousse l'armée de Sambre-et-Meuse dans le Hohenwald. — Armistice, et quartiers d'hiver. — Troubles en Belgique.

Projet de Clairfayt contre les lignes.

En se déterminant, comme nous l'avons dit, à traverser Mayence, et à se jeter sur la gauche de l'armée du Rhin, Clairfayt allait faire changer la face des affaires, et s'acquérir une grande réputation; car une pareille opération marquée au coin du génie, devait délivrer Mayence, et rejeter les républicains derrière la Nahe ou peut-être même jusque sur la Sarre.

Afin de procéder à l'exécution de cette entre-

prise, le général autrichien laissa un tiers de ses forces pour observer l'armée de Sambre-et-Meuse : la division de Kray à Siegberg; celle de Boros à Bensdorf; celle de Haddick à Laugenfeld. Une réserve de 6 à 7 mille hommes fut établie vers Molsberg, le tout aux ordres du duc de Wurtemberg; le gros de l'armée partit de Weilmunster, le 25, et vint camper, le 27, près de Wickert.

Jourdan, qui n'eut aucune connaissance de ce mouvement, laissa ses 70 mille hommes dans le camp retranché de Dusseldorf ou cantonnés sur la rive gauche du Rhin, depuis Cologne jusqu'à Bacharach.

On se rappelle que la division Courtois surveillait le Rhin, depuis Oppenheim jusqu'à Hechtsheim (*Pl. XIII*), où elle se liait au corps de St.-Cyr : celui-ci s'étendait jusqu'au-delà de Marienborn. La division Mengaud occupait l'espace entre ce dernier village et Gunzenheim. Enfin, le général Renaud gardait les retranchemens du bois de Monbach, et ce village, où il appuyait sa gauche au Rhin. Indépendamment de ces forces, le général Poncet venait d'amener 12 bataillons de l'armée de Sambre et-Meuse; mais, arrivées de la veille, ne connaissant ni les positions ni la tâche qui leur seraient assignées, ces troupes devaient être spectatrices de l'affaire, sans y prendre part.

Défauts de cette position.

Les ouvrages construits depuis un an avec tant de peine et de frais, n'ayant pas moins de quatre lieues d'étendue, devenaient difficiles à défendre contre une masse bien employée. Trente mille hommes répandus sur un si grand développement, et contenus sur tout le front par de vives démonstrations, n'étaient, sur aucun point, assez forts pour empêcher de grosses colonnes de pénétrer. Dans toutes les défenses de cette nature, la ligne tombe dès qu'un point est enlevé : les troupes, épouvantées des progrès de l'ennemi qui les étonneraient moins en rase campagne, croyant n'avoir plus rien à défendre dès que les ouvrages sont forcés, songent plutôt à leur salut qu'à arracher au vainqueur ses premiers avantages.

Ces inconvéniens étaient encore aggravés par la faute commise en ne fermant aucun des ouvrages ; de sorte que tous étaient nécessairement perdus, dès qu'un seul se trouvait forcé. Outre cela, la ligne présentait un point faible, à son extrême droite vers Laubenheim : se terminant ici à la crête des hauteurs qui dominent ce village, elle laissait sur son flanc droit une prairie basse, prolongée jusqu'au Rhin (1), et dénuée

(1) Voyez planche XIII, la prairie indiquée Jungfelder—Au.

D
d.
pa

Du corps d'arm

1re COLONNE, A GAUCHE.

GÉNÉRAL NEU.

	Bat.	Esc.	
AVANT-GARDE. Général KNESEWICH.	1	»	Wurmser; corps franc.
	1	»	Lég. de l'Archiduc; et lié
	1	»	Jordis.
1re LIGNE. Général WOLKENSTEIN.	»	»	Une compagnie de pionn
	2	»	Pellegrini.
	1	»	Wenckeim.
2e LIGNE. RHINGRAF DE SALM.	1	»	Cologne.
	1	»	Mayençais.
	1	»	Wenckeim.
3e LIGNE. Général NAUENDORF.	2	»	Olivier Wallis.
	»	6	Keglewich; uhlans.
	11 Bat.	6 Esc.	

FAUSSES ATTA

	Bat.	Esc.	
1° Sur Monbach. . .	$1\frac{1}{2}$	»	de Lascy.
2° Sur Gonzenheim.	1	»	Manfredini.
3° Sur Budenheim.	1	»	Wallaques.
	1	»	Waldeck.
4° Sur la flottille. . .	1	»	de détachem
	$4\frac{1}{2}$ Bat.	1 Esc.	

TOTAL. . .

DITE.

DO.

biniers.

biniers.

and.

rassiers.

de tout retranchement. En poussant donc une colonne de Weissenau par le pied de la hauteur sur Laubenheim, et faisant assaillir en même temps de front les hauteurs entre ce dernier village et Hechtsheim, la ligne se trouvait prise à revers : on eût obvié à ce défaut, en jetant sur ce flanc quelques redoutes formant crochet en arrière; mais on ne le fit point, sans doute parce qu'on se croyait suffisamment abrité par le Rhin.

Dispositio[n] du génér[al] autrichien

Depuis un an qu'on travaillait à fortifier ces positions, les Autrichiens avaient eu le temps de les reconnaître et de s'assurer de leur côté faible : aussi, Clairfayt régla-t-il ses dispositions sur la connaissance parfaite qu'il en avait prise (1). Il destina à l'attaque trois colonnes principales, organisées suivant le tableau ci-joint.

Le première, à gauche, commandée par le général Neu, était forte de 11 bataillons, 6 escadrons; son avant-garde dut se diriger sur Laubenheim par la plaine; le reste de la division marcha directement sur les hauteurs retranchées à gauche de ce village. La seconde colonne, de 9 bataillons et 4 escadrons, aux ordres du gé-

(1) Les dispositions de Clairfayt étaient meilleures que je ne le pensais d'abord, et je me fais un devoir d'en convenir actuellement, que j'ai de meilleurs renseignemens. Cependant, s'il ne se divisa pas autant que sa relation le donnait à croire, il ne sût pas néanmoins tirer tout le parti possible de ses avantages.

néral Staader, reçut l'instruction de se lier à la précédente, et d'attaquer en même temps les retranchemens à droite et à gauche de Hechtsheim. La troisième, forte de 6 bataillons et 22 escadrons, sous la conduite de Schmerzing, se porta sur Zahlbach et Bretzenheim, où elle devait se déployer et soutenir les deux autres, soit en attaquant devant elle, soit en se portant où il serait nécessaire.

Pour favoriser l'attaque de flanc sur Laubenheim, la flottille du capitaine Williams remonta le Rhin, et jeta sur la rive gauche deux bataillons avec ordre de s'emparer de Bodenheim. Enfin, pour détourner l'attention des Français de l'attaque principale, deux ou trois bataillons, et quelques escadrons devaient préluder en faisant des démonstrations contre Monbach et Gunzenheim.

Le plan était bon; et on ne peut que louer les principes sur lesquels il reposait : on s'étonnera seulement que Clairfayt, décidé à prendre sérieusement l'offensive, et maître de porter un coup terrible à l'armée française avec tous ses moyens, ait rassemblé si peu de forces au point décisif. D'abord il laissa 7 mille hommes d'élite à Molzberg au-delà de la Lahn, pour servir de réserve au corps du Bas-Rhin, qui aurait dû être réduit à une simple division d'observation, et replié sur Limbourg. Puis, non content de lais-

ser 10 bataillons en garnison à Mayence, comme si l'ennemi eût été en mesure d'en faire le siége, il en porta encore 4 de grenadiers sur ses glacis. Enfin, ce qui est bien plus étonnant, 10 mille hommes restèrent campés sur la rive droite du Rhin, vers Wickert, aux ordres du général Zehnter. Le placement de ce corps était d'autant plus extraordinaire, qu'il n'y avait aucun moyen de l'utiliser de quelque manière que ce fût; se trouvant à 60 lieues de la Sieg, et séparé de l'ennemi par le Rhin et par une forteresse. En réunissant ces divers détachemens, Clairfayt aurait pu ainsi porter 20 mille hommes de plus sur Marienborn; et la perte de tout le centre et de la gauche du général Schaal eût été le résultat inévitable de cette résolution.

Grâces aux fausses mesures de l'ennemi et à l'arrivée de la division Poncet, les chances étaient plutôt en faveur des républicains que des assaillans, et tout le succès de l'entreprise dépendait désormais de l'issue des premières attaques. Il était effectivement probable qu'en cachant les dispositions préalables, et débouchant à l'improviste, on surprendrait les troupes dans leurs retranchemens. Une nuit orageuse favorisa les Impériaux. Le 29 octobre, à six heures du matin, les colonnes débouchèrent en silence de Mayence, et furent bientôt aux prises avec les républicains. Aucune affaire ne fut plus hono-

Combat [de] déblocus [de] Mayence

rable pour les troupes autrichiennes : elles escaladèrent les ouvrages, l'arme au bras.

La droite des Français est culbutée.

Les deux premières colonnes se dirigèrent par la gauche, sur la division Courtois. La 4e demi-brigade légère gardait, en avant de la ligne, les retranchemens de Heiligenkreutz, où elle fut forcée par la colonne de Neu, malgré les renforts que le général Courtois y envoya. Dans le même instant, la flottille ayant effectué son débarquement, jeta l'ancre par le travers du fleuve; donnant ainsi à croire qu'elle allait s'occuper de la construction d'un pont, et ouvrir un débouché à la principale colonne, sur les derrières de la ligne. Alors, toute la division, saisie de terreur, prit la fuite jusques vers Odernheim, d'où elle décampa même bientôt pour Kircheim-Poland. Bien qu'elle n'eût pas fait son devoir, il est juste de dire qu'elle fut menacée par le gros des forces de Clairfayt.

Le centre menacé se retire.

Aussitôt que les Autrichiens eurent forcé ce point entre Hechtsheim et Laubenheim, leur cavalerie pénétra dans cette trouée, et se porta sur la division St.-Cyr, dont le flanc droit, assailli par Staader et Schmerzing, courut le plus grand danger. Le général français n'eut que le temps de faire exécuter un changement de front à sa première brigade, pour l'empêcher d'être hachée par les escadrons ennemis. Une belle charge du 2e de chasseurs maintint un instant les

affaires; mais la cavalerie impériale augmentant à vue d'œil et se prolongeant toujours sur la droite, tandis que la gauche de la division française était inquiétée vers Brezenheim par le général Mercantin à la tête de l'avant-garde de la 3e colonne; il ne resta au général St.-Cyr d'autre parti que de se retirer, après en avoir donné avis à Eckmayer commandant la droite de la 10e division, qui suivit son mouvement.

Dès-lors, Clairfayt fut maître de s'établir au point important et central de Marienborn; d'y réunir les premières colonnes avec celle de Schmertzing, qui attaquait le centre, et de couper ainsi tout concert entre les divisions françaises. Il ordonna à un gros de cavalerie de filer derrière les lignes jusques sur Drays; plusieurs autres escadrons pénétrèrent dans le camp, par la trouée de la brigade Eckmayer.

La gauche des Français est forcée à une retraite précipitée.

Sur ces entrefaites, la droite autrichienne avait aussi fait de faibles démonstrations vers Guntzenheim et Monbach; l'une fut facilement repoussée par la seconde brigade du général Mengaud, et l'autre par la division Renaud. Toutefois ce succès même devint dangereux, par suite de ce qui se passait au centre : cet événement était en effet de nature à forcer la gauche des Français à une prompte retraite, et pour comble de malheur on n'en fut pas même informé; l'ordonnance que le général Eckmayer envoya à Men-

gaud ayant été prise ou s'étant égarée. Dès-lors toute communication entre la droite et la gauche fut interceptée : Schaal, accouru sur ce point, jugeant que sa droite devait être battue, ordonna au général Mengaud de faire attaquer l'ennemi qui menaçait son flanc droit, et appela à son soutien les bataillons les plus voisins de la division Renaud, en ordonnant à ce général d'accélérer sa retraite.

Ces dispositions ne pouvaient que retarder la défaite. Les troupes de Mengaud culbutées en désordre sur Fintheim, entraînèrent tout dans leur fuite : ce général fit avancer le dernier régiment qu'il avait sous la main, pour couvrir son mouvement rétrograde, et l'effectua avec beaucoup de peine sur Spiesheim. Quant à Renaud, il se replia en trois colonnes le long du Rhin, vers Ingelheim; et sa brigade de droite suivit la lisière du bois, sur Wackerheim et Gros-Winterheim. Elles se réunirent ensuite, vers dix heures du soir, sur les hauteurs de Spiesheim (1). La moitié des troupes de Poncet entraînées dans cette retraite, suivirent l'armée du Rhin : lui-même, à la tête de six bataillons, se replia en bon ordre à Stromberg, d'où il rejoignit la division Marceau.

(1) On peut consulter pour tout ce mouvement la pl. IV, ou le cours du Rhin de Rheinwald.

Tel fut le résultat de cette malheureuse affaire, dans laquelle on perdit 3 mille hommes, et qui aurait pu avoir des suites bien plus funestes encore, si une partie de la 5e division aux ordres du général Beaupuy, qui se trouvait aux environs de Manheim, ne se fût de suite portée sur Worms pour soutenir la retraite de St.-Cyr.

Toute l'artillerie de position fut abandonnée, ainsi que les immenses approvisionnemens de guerre et de bouche, amassés avec tant de peine pour le siége de Mayence. Les fuyards de la division Mengaud se répandant sur les derrières y semèrent une terreur panique; les magasins de Trèves furent détruits, les ponts de la Moselle coulés, et les suites les plus horribles d'une déroute signalèrent un événement qui, en lui-même, n'avait rien de si alarmant.

Pour seconder cette brillante opération, et en imposer à Jourdan, les Autrichiens avaient entrepris le même jour une attaque aux environs de Neuwied. Protégés par le feu d'Ehrenbreitstein et des nombreuses batteries disposées sur les hauteurs de Wallendar, ils opérèrent un débarquement dans l'île de Niederwerth, enlevèrent les deux faibles bataillons qui la défendaient, et forcèrent, par cet événement, le général en chef à renoncer à la conservation du pont de Neuwied, contre lequel il eût été facile dès-lors de lancer des brûlots (*Pl. V*). La tête

Évacuation de la tête de pont de Neuwied.

de pont, à peine commencée, fut évacuée; et les républicains ne conservèrent plus que l'île de Weissenthurm. Cet incident, peu remarquable en apparence, mettait toutefois des entraves à une nouvelle marche offensive sur la rive droite du Rhin.

Les Impériaux enlèvent la tête de pont du Necker.

Wurmser, de son côté, voulut prendre part à une journée qui, selon toute apparence, avait été fixée pour un mouvement combiné. Ce général assaillit la tête de pont du Necker, autant pour fixer l'attention de Pichegru de ce côté, et favoriser Clairfayt, que pour profiter lui-même d'un événement qui allait empêcher le général français de tirer des renforts de sa gauche. Les troupes de Desaix, établies en avant de l'ouvrage qui n'était pas encore achevé, furent culbutées : les Autrichiens y entrèrent pêle-mêle avec elles; à peine eurent-elles le temps de se former sur les glacis de la place, dont le canon seul arrêta les colonnes victorieuses.

Retraite des Français derrière la Pfrim.

Pichegru apprit au même instant à son quartier-général de Manheim, l'attaque des lignes et la défaite de sa gauche. Il prit sur-le-champ ses mesures pour rassembler l'armée sur la Pfrim, et cette opération s'effectua plus heureusement qu'on ne devait l'espérer : car, pour peu que Clairfayt eût suivi avec vigueur les débris de la droite, leur réunion eût été impossible; les 10e et 11e divisions ayant plus de chemin à faire que

l'ennemi pour arriver dans cette nouvelle position. Enfin, le 31 octobre et le 1er novembre, l'armée se trouva en ligne, à la vérité dans un état de désorganisation affreux, et après s'être livrée à tous les excès. Deux jours après, l'ordre y fut rétabli, et la confiance reprit d'autant plus aisément, qu'on ne vit point paraître l'ennemi.

Cette victoire, dont la combinaison ne laissa pas de faire beaucoup d'honneur à Clairfayt et à Weyrother, aurait pu avoir de bien plus grands résultats; si, au lieu de porter une des colonnes principales sur Ebersheim et Bichofsheim, on l'eût rabattue vivement vers Ober-Ulm et Drays, où elle se fut liée aux deux autres pour faire mettre bas les armes à la 11e division qui se serait trouvée adossée au grand coude que le Rhin forme en cet endroit.

Les Autrichiens les suivent lentement

Clairfayt ne tarda pas à s'apercevoir de la faute qu'il avait faite, en laissant tant de forces sur la rive droite du Rhin; car n'ayant pas assez de monde pour poursuivre l'ennemi, il fut obligé de rester six jours sur le champ de bataille. Enfin, après avoir attiré à lui quelques troupes des bords du Meyn et de la Lahn, il se mit en devoir de continuer sa marche victorieuse. Le général Wartensleben s'avança sur Alzey; Nauendorf attaqua une arrière-garde à Rochenhausen, et la rejeta sur Winweiler; Clairfayt lui-même

se porta sur Osteroffen et Worms : le lieutenant-général Burglach resta avec une division vers Budesheim, et le prince de Hohenlohe près de Stromberg, pour observer l'armée de Jourdan.

L'armée du Rhin se réorganise.

La lenteur de ces dispositions donna le temps à Pichegru de réorganiser l'armée française derrière la Pfrim. La division Beaupuy s'établit à la droite, entre Worms et Pfiffigheim, la 8e, dont le général Ferino prit le commandement, campa derrière Pfedersheim, celle de St.-Cyr prit poste sur les hauteurs entre Monsheim et Wakenheim ; la 10e, commandée par Laborde (1) s'étendit de ce dernier endroit jusqu'à Harxheim ; celle de Renaud cantonna entre Kircheim-Poland et Kaiserslautern. Le général Desaix tira quelques troupes des divisions campées sous Manheim, laissa le reste dans la place, aux ordres du général Montaigu ; puis alla prendre le commandement d'une forte avant-garde, qui fut postée au-delà de la Pfrim entre Hernsheim et Dalsheim. La droite de l'armée conserva ses anciennes positions sur le Haut-Rhin.

Jourdan détache Marceau sur le Hundsruck.

A la première nouvelle de la catastrophe du général Schaal, Jourdan, qui n'en connaissait pas toute l'étendue, détacha le général Marceau dans le Hohenwald, autant pour en imposer à

(1) Le même qui, après s'être distingué aux Pyrénées, avait été momentanément réformé.

ÉTAT DE SITUATION DE L…E 1795.

DIVISIONS.	…RÉSENS.
LEFEVRE.	…o
COLLAUD (ci-devant TILLY).	…o
BONNARD (ancienne division MORLOT).	…o

…on quand l'armée marcha sur la Nahe. Il arriva
…s les hôpitaux, la désertion à l'intérieur et la perte à l'île de

l'ennemi, et faire une utile diversion, que pour la sûreté de ses propres cantonnemens : le reste de son armée occupa les positions indiquées au tableau ci-joint.

Marceau, réuni aux troupes du général Poncet, qui revenait des lignes, ne comptait pas moins de 14 à 15 mille hommes, et ne rencontra pas d'abord d'obstacle majeur. Après avoir repoussé l'ennemi des hauteurs avantageuses de Stromberg, il pénétra jusqu'à Kreutznach. Les brigades Riesch et Salm, sous les ordres du général Burglach, lui opposèrent ici une résistance assez vive; et, bien qu'il les en délogeât, il crut prudent d'évacuer ce poste au point du jour; résolution d'autant moins blâmable que l'ennemi ne tarda point, en effet, à s'y présenter avec des forces plus considérables.

Latour vie renforce Clairfayt

Les Autrichiens, convaincus qu'ils ne recueilleraient aucun fruit de la belle manœuvre de Clairfayt, tant que Pichegru resterait sur la Pfrim et communiquerait librement avec Manheim, prirent enfin la résolution de l'y forcer. En conséquence, Latour fut détaché du Haut-Rhin à Mayence à la tête de 12 mille hommes de pied et 4 mille chevaux. Ce renfort devait mettre Clairfayt en état de déposter l'armée républicaine, et d'isoler Manheim. On avait lieu d'espérer que cette place, livrée à elle-même, ne résisterait pas long-temps à Wurmser, qui, après

l'avoir prise, effectuerait sans difficulté sa jonction avec son collègue sur la rive gauche du Rhin.

Le corps de Latour étant arrivé le 9 novembre, l'attaque de la ligne de Pfrim fut fixée au lendemain.

Pichegru est repoussé sur Franken-dahl.

10 novemb.

Wartensleben, avec l'aile droite, marcha d'Alzey sur Kircheim-Poland. La division Laborde, déjà affaiblie par de nombreux détachemens, ne se trouvant pas en état de lui résister, jugea à propos de se retirer sur Kaiserslautern, et la communication entre les 9e et 11e divisions fut alors interceptée. La dernière, voyant sa retraite menacée, fila sur le même point. Le général St.-Cyr se retira dans le plus grand ordre à Grunstadt. Wartensleben se porta jusqu'à Marheim, et Nauendorf sur Gœllheim.

Dans le temps où ceci se passait, Kray, avec l'avant-garde des Autrichiens, avait fait des démonstrations contre la division Desaix vers Merstadt et Hernsheim, en vue de la contenir, jusqu'à ce que le corps de bataille, commandé par Clairfayt en personne, fût arrivé. Celui-ci avait quitté un peu tard le camp de Westhofen. La première ligne se déploya enfin près de Nieder-Flœrsheim, sous la protection de sa nombreuse artillerie; tandis qu'une autre colonne repoussait Desaix des hauteurs de Merstadt. Clairfayt, ayant formé ses troupes, les dirigea sur Pfedersheim, et Kray sur Leiselnheim, villages qui furent em-

portés après une vigoureuse résistance. Desaix, n'étant pas en mesure de se soutenir, s'appuya à la division Beaupuy vers Pfiffigheim; et l'armée commença sa retraite à huit heures du soir, pour porter la 5e division derrière le canal de Frankendahl; la 8e, vers Ellerstadt, couverte par le ruisseau de Turckeim; la 9e, en arrière de cette ville; la 10e, sur Frankenstein; la 11e, à Kaiserslautern. Desaix protégea ce mouvement rétrograde, et se mit en marche vers dix heures du soir pour aller s'établir entre Frankendahl et Herxenheim. Le même jour, Wurmser commença le bombardement de Manheim.

Cette affaire coûta du monde aux deux partis. Elle eût pu devenir bien plus fatale à l'armée française, si Clairfayt avait opéré d'après de bons principes, en occupant le centre et la droite des Français par une canonnade et des démonstrations, pendant que les deux tiers de ses forces eussent accablé, vers Gœllheim, la gauche des Français, gagné les positions dominantes des Vosges, et prévenu leur droite par Turckheim et Grunstadt sur Lambsheim. Alors il est probable que l'aile gauche étant repoussée sous Landau, et la droite isolée sur le Rhin, sans artillerie, au milieu de forces disproportionnées, la défaite de l'armée eût été totale. Pour obtenir ces résultats décisifs, il eût fallu que Kray se bornât

à contenir l'avant-garde de Desaix, et que Clairfayt avec le gros de ses forces, secondât d'une manière plus efficace l'attaque de Wartensleben, en se dirigeant par Monsheim contre la division St.-Cyr. Assaillie ainsi de front et débordée en même temps par deux corps supérieurs, sa retraite, quelque prompte qu'elle eût été, ne se fût pas exécutée sans une perte énorme; et les divisions Beaupuy et Ferino, abandonnées vers Worms et Hernsheim, se seraient trouvées dans une situation désespérée.

Wartensleben est détaché contre Marceau.

Quoi qu'il en soit, on ne peut contester au général autrichien la gloire d'avoir beaucoup mieux fait que ses prédécesseurs. Le lendemain, 11 novembre, il profita de sa position centrale, pour détacher le corps de Wartensleben contre Marceau, qui fut repoussé d'abord de Kreutznach, après une affaire assez vive.

Clairfayt attaque de nouveau.

Clairfayt, instruit de ce succès, résolut alors d'achever l'investissement de Manheim, en délogeant l'armée de Pichegru des positions que nous avons indiquées. Sa ligne, beaucoup trop étendue depuis le Rhin jusqu'à Kaiserslautern, était, à ce défaut près, assez avantageuse : le front, couvert tant par le bois de Friesenheim, que par les rives marécageuses du canal et deux gros ruisseaux, semblait à l'abri de toute insulte.

Le 12, l'avant-garde autrichienne enleva

Frankendahl aux troupes de Desaix, qui tentèrent vainement de le reprendre.

Le 13, le général Kray fit des démonstrations contre la gauche des Français vers Turkheim; Nauendorf alla même courir dans les montagnes, jusqu'aux environs de Tripstadt. C'était un triste palliatif de la fausse direction qu'on allait donner aux principales attaques vers le centre et la gauche.

Le 14, au matin, le général Baillet délogea l'avant-garde de Desaix à Lambsheim, où elle s'était retranchée. Une autre colonne, conduite par Clairfayt lui-même, tourna la ville en jetant des ponts sur la Fuchsbach. Le général Desaix, bien convaincu qu'il ne pouvait lui résister, se replia derrière les marais et les inondations de l'Isbach, où son adversaire se borna à le canonner.

Combat de Frankendahl.

14 novembre.

L'aile gauche des Impériaux aux ordres de Latour, forma trois attaques contre la division Beaupuy : la première, à l'extrême gauche, aux ordres du général Otto, marcha sur Edickeim et Friesenheim; la seconde, dirigée par Latour lui-même, se porta par la chaussée directement sur Oggersheim et Studernheim ; la colonne de droite sous le baron Lilien, assaillit Epstein de concert avec une brigade du centre. Toutes ces attaques, quoique exécutées par des forces supérieures, n'obtinrent pas le succès

qu'on en espérait : le général Beaupuy disputa avec acharnement le terrain jusqu'à Epstein et Studernheim, où il se maintint à la faveur du peu d'ensemble des mouvemens de l'ennemi.

Sur ces entrefaites, le général Werneck, avec l'aile droite de l'armée, se bornait à canonner le moulin d'Herxenheim, et à faire des démonstrations sur Freinsheim, contre la gauche de Desaix et la division Ferino.

Pichegru se retire sans être inquiété.

Ces singulières combinaisons permirent à Pichegru d'opérer sa retraite, sans grande perte, derrière les ruisseaux de Frankendahl et d'Oggersheim, d'où il partit durant la nuit pour aller, par Mutterstadt, prendre position sur le Speyerbach. Il ne fut point suivi, et dut rendre grâces à la lenteur du général autrichien; car le grand parc d'artillerie et de munitions, qui se trouvait sans chevaux, resta toute la journée du 15 aux avant-postes, d'où on l'évacua avec des peines infinies, partie à l'aide des attelages du pays rassemblés à la hâte, et partie à force de bras.

Fautes des Autrichiens

Cette affaire prouva bien que l'on peut remporter une victoire sans prendre des dispositions parfaites; lorsqu'il ne s'agit que de forcer, avec de bonnes troupes, un ennemi établi en position défensive, et se bornant à une résistance locale; mais une telle guerre est une véritable boucherie. Il suffit de voir sur la carte la position de Turkheim et de Frankendahl, pour juger

que les grandes attaques auraient dû être dirigées vers le premier de ces points, qui conduisait immédiatement sur les communications de Pichegru. Le moindre succès remporté dans cette direction par une masse supérieure, aurait totalement perdu le centre et la droite de l'armée française. On peut juger par l'heureux résultat de six ou sept attaques morcelées, de ce qu'aurait produit un effort concentré des corps de Nauendorf, de Kray et de Werneck, avec le centre de Clairfayt par Turkheim, en se rabattant vers Mutterstadt et la Rehütte; tandis que la gauche, aux ordres de Latour, se serait liée successivement à eux par Lambsheim. Trois de ces corps ne furent pas du tout engagés : les deux autres combattirent, où il eût suffi de montrer des partisans. Le général autrichien était d'autant plus intéressé à opérer comme nous venons de le dire, que sa formidable cavalerie se trouva paralysée dans une attaque sur le front des Français, couvert par deux ruisseaux marécageux, de nombreuses inondations, et des villages retranchés. Cette arme, au contraire, aurait pu rendre la victoire complète, en agissant dans les plaines d'Ellerstadt ou de Rugheim.

Retrait derrièr la Queic

Après cette affaire, l'armée de Pichegru prit la ligne du Speyerbach; mais le corps de Nauendorf ayant repoussé le 15 la division Laborde à Hochspeyer, et s'étant porté sur Kaiserslautern

le 16 novembre, cette ligne se trouva menacée par sa gauche, et les Français prirent celle de la Queich : leur centre appuyé à Landau, et leur gauche vers Pirmasens.

Les Impériaux s'établirent alors derrière le Speyerbach, et jetèrent leur avant-garde dans les bois de Germersheim et de Bienwald.

Embarras de Jourdan à Neuwied.

Tandis que ceci se passait, Jourdan, plongé dans une cruelle perplexité, consumait un mois en vaine correspondance. Gêné par les étranges dispositions de Letourneur, il ne savait à quoi se résoudre. L'envoi de Kléber à Manheim, était chose impossible et ridicule : marcher avec toute l'armée sur le Mein par la rive droite, eût été la manœuvre la plus sensée, si la perte du pont de Neuwied et le défaut de vivres dans un pays récemment ravagé, ne l'eussent rendue inexécutable. Un seul parti restait donc, celui de jeter 6 mille hommes à Dusseldorf, d'en laisser 14 mille à Coblentz, et de diriger aussitôt 60 mille combattans à marches forcées sur la Nahe : mais, pour cela, il fallait beaucoup de vigueur et de caractère; car on se chargeait d'une grande responsabilité en enfreignant les ordres du comité.

Jourdan, redoutant les suites d'une entreprise hasardée dans une contrée totalement dénuée de ressources, se mit seulement en devoir de renforcer sa droite aux environs de Simmern, et attendit les ordres du gouvernement. Il dirigea

sur ce point cinq divisions et son quartier-général; Kléber dut garder les passages de Coblentz, et Neuwied avec 25 bataillons et 15 escadrons commandés sous lui par Collaud et Bonnard: enfin, le général Hatry prit le commandement des divisions Lefevre et Desjardins, chargées de surveiller Dusseldorf.

Mesures du directoire.

A peine le directoire fut-il installé dans les premiers jours de novembre, qu'il tourna des regards inquiets vers les armées, dont les revers récens attiraient toute sa sollicitude. Carnot, attachant plus de prix encore que ses prédécesseurs à la conservation de Manheim, sentait que l'envoi d'un corps de 20 mille hommes, ne sauverait pas cette place, et voulait que l'armée se portât de nouveau sur le Mein.

Toutefois, l'ardeur avec laquelle il désirait cette diversion, l'égara sur les moyens de l'exécuter; car il demandait que Marceau se dirigeât avec l'aile droite sur la Nahe, et que la gauche seule, renforcée de 6 mille hommes que Moreau avait été autorisé à détacher de Hollande, s'avançât isolément par l'autre rive du Rhin, depuis Dusseldorf jusques sur le Mein. Jourdan fut assez sage pour démontrer les vices de ce plan, tout en s'apprêtant à marcher lui-même au secours de sa droite.

La nouvelle du combat de Frankendahl, reçue à Paris le 18 novembre, y redoubla toutes les

craintes : le directoire en donnant au général de l'armée de Sambre-et-Meuse des ordres plus pressans d'arrêter les progrès de l'ennemi, lui laissa cette fois une entière latitude pour le choix des moyens, et se borna à lui recommander d'avoir l'œil toujours ouvert sur Manheim, qu'on supposait en état de tenir jusqu'au 10 décembre.

L'armée de Sambre-et-Meuse débouche sur la Nahe.

Jourdan ayant enfin réuni, le 26 novembre, près de 40 mille hommes aux environs de Simmern, déboucha des montagnes du Hohenwald, le 28 novembre, en trois colonnes; Grenier et Championnet, à gauche sur Bingen; Bernadotte et Poncet, au centre sur Kreutznach; Marceau passant la Nahe à Kirn, marcha sur Lautereck et Meissenheim; Championnet débusqua l'ennemi des hauteurs de Stromberg, à la suite d'un engagement assez vif.

Le lendemain ces différentes colonnes se portèrent sur la Nahe. L'avant-garde de Bernadotte ayant pénétré dans Kreutznach s'abandonna avec trop de confiance, et fut repoussée : ce général ralliant ses bataillons, et les faisant soutenir à propos, chassa enfin les Autrichiens de ce poste.

Résultats de cette marche pénible et tardive.

Les troupes souffrirent beaucoup dans cette marche : le temps était affreux; les chemins défoncés; la disette cruelle : pour surcroît d'embarras, le gonflement des eaux de la Nahe rendait la construction d'un pont de chevalets

difficile sous le feu de l'ennemi. Cependant, Marceau s'avança enfin vers Meissenheim; Bernadotte et Poncet s'établirent autour de Kreutznach; Championnet à Brezenheim et Lonsheim; Grenier à Weiler près de Bingen, observant le Rhin jusqu'à Bacharach. Bien qu'on fût maître du pont de Kreutznach, la crue des eaux et la situation avantageuse de l'ennemi empêchant d'en jeter promptement d'autres pour les deux ailes, on craignit d'engager l'armée au-delà de ce seul défilé, et on la laissa plusieurs jours dans ces postes défensifs. Marceau, loin de pénétrer jusqu'à Alsenz, ne put même se maintenir à Lautereck, d'où l'ennemi le délogea. Jourdan se pressa d'autant moins de pousser sa pointe, qu'il venait de recevoir avis de la capitulation de Manheim, et que sa marche perdait désormais tout son intérêt.

En effet, Wurmser avait redoublé d'efforts pour arracher aux Français cette clef de l'Allemagne; des batteries nombreuses, établies successivement dans les règles de l'art, la foudroyèrent jour et nuit, ce qui allumant de fréquens incendies, excita le mécontentement de sa nombreuse population. Le général Montaigu n'avait pas moins de 9 mille hommes, garnison plus que suffisante pour y soutenir un siége en règle; mais le défaut de munitions de guerre et de bouche, joint au peu d'espoir de secours, le porta

Manheim capitule.

à capituler le 22 novembre. On s'est accordé à dire qu'il eût pu résister dix jours de plus; et, comme sa reddition prématurée ne sauva pas même la garnison, qui demeura prisonnière, sa conduite devint l'objet du blâme universel.

Clairfayt dirige toute son armée sur Jourdan

Cet événement fut décisif. Wurmser, affranchi de toute crainte, passa sur la gauche du Rhin, avec 25 mille hommes, et rallia ses différens corps à lui pour tenir tête à Pichegru. De son côté, Clairfayt, débarrassé de cette surveillance, se porta avec l'armée du Bas-Rhin au devant de Jourdan, afin de conserver l'ascendant que deux mois de succès non interrompus lui avaient procuré sur les républicains. Quelque sage que fût ce mouvement, on a cru qu'il eût été possible de lui donner plus d'importance encore; car Pichegru étant réduit à l'impossibilité d'agir sur le Speyerbach, Wurmser aurait été à même de renforcer de 15 à 20 mille hommes l'armée de Clairfayt, pour rejeter les Français derrière la Moselle.

Quoi qu'il en soit, le général autrichien dirigea sa droite vers Bingen; son corps de bataille, sur Alsenz et Kreutznach; Kray, sur Meissenheim; Nauendorf, sur Birkenfeld et Baumholder.

L'avant-garde des républicains fut reployée; et Marceau, assailli le 16 décembre par Kray et Nauendorf, regagna Kirn avec perte de 8 à 900

hommes (1). L'armée se replia alors derrière le Sohnenwald. Jourdan, convaincu qu'il aurait de la peine à se soutenir dans ces contrées sauvages et dévastées, fit construire un camp retranché à Traërbach, dans l'intention d'y repasser la Moselle, et de conserver sur cette rivière un débouché avantageux, et des ponts à l'abri : en attendant, il en avait déjà fait jeter de provisoires à Muhlheim, pour faciliter ses mouvemens.

Singuliers ordres du directoire.

A l'instant où ceci s'opérait, le directoire engageait Jourdan d'attirer les Impériaux dans la trouée du Mont-Tonnerre qui le séparait de Pichegru, et de les couper de Mayence en se jetant entre eux et cette forteresse. Cette combinaison, où l'on ne reconnaît pas la judiciaire de Carnot, n'était plus exécutable à la réception de l'ordre. Jourdan, loin d'y prêter les mains, n'eut d'autre parti à prendre que de se rapprocher de Traërbach, de crainte de se voir enlever les ponts de la Moselle, et sa communication avec Luxembourg.

Cependant la désertion se mettait dans les troupes; Kléber craignait, à Coblentz, un passage du Bas-Rhin; Clairfayt poussait des partis de Birkenfeld sur Muhlheim; et la situation de cette armée inférieure et manquant de tout, était des

(1) Cafarelli, ingénieur distingué, eut la jambe emportée dans ce combat.

plus pénibles. Jourdan, voulant néanmoins effectuer sa retraite d'une manière honorable, fit attaquer, par Marceau et Poncet, le corps qui tenait Sultzbach, Stipshausen et Proscheid, afin de couper lui-même les coureurs ennemis, qui menaçaient ses flancs. Les Autrichiens, repoussés, eurent toutefois le temps de sauver leurs détachemens de Rosbach et des environs de Muhlheim.

La division Grenier ne fut pas aussi heureuse le long du Rhin; forcée à Taxweiler par la droite de Clairfayt, elle se replia sur Bacharach.

Les Autrichiens proposent un armistice.

Cependant, les Autrichiens, fatigués par des mouvemens multipliés dans une saison très-rude, et par des temps affreux, voyaient les armées se fondre au milieu de leurs succès, et sentaient le besoin de prendre des quartiers d'hiver. N'espérant point de cantonner paisiblement entre le Rhin et la Moselle, en face des républicains, ils firent proposer, le 19 décembre, un armistice à Jourdan. On imagine avec quel empressement ce général accueillit pareille proposition. Il eut soin toutefois de s'assurer que la suspension d'armes serait commune à l'armée de Pichegru, pour ne pas laisser à l'ennemi la faculté de l'assaillir, quand celle de Sambre-et-Meuse serait paralysée; cette précaution prise, la convention fut signée le 1er janvier 1796.

Jourdan croyait avoir bien mérité de son armée et de la France. Mais le directoire, par

cette jalousie tracassière commune à tous les gouvernemens populaires, prétextant que la constitution lui attribuait exclusivement la signature des armistices, annula cette convention, et en fit conclure une à peu près pareille, par des commissaires qu'il nomma : chicane puérile, puisque la constitution, en attribuant ce droit au directoire, n'avait jamais entendu l'empêcher d'en investir ses généraux.

Il fut donc convenu que les armées des deux partis cantonneraient dans les positions qu'elles occupaient : on traça une ligne de démarcation, et les hostilités furent suspendues indéfiniment, sous la réserve de se prévenir dix jours avant de les reprendre.

Cet événement inattendu déconcerta les projets de la malveillance en Belgique, où un aventurier nommé Jacquemin, soudoyé par les nobles et les prêtres, menaçait d'allumer une Vendée entre la Sambre et la Meuse. Déjà des rassemblemens considérables de paysans avaient surpris des convois aux environs de Gosselies. Dans toute la Belgique, les dépôts et les petits détachemens étaient insultés, sans qu'on osât en tirer vengeance, de peur d'une explosion générale. La signature de l'armistice ayant permis au directoire de distraire sans danger la division du général Laurent de l'armée du Nord, elle descendit à Bruxelles, et rétablit la tranquillité d'autant plus facilement, que la cessation des hostilités priva

les insurgés de l'appui des Autrichiens sur lequel ils avaient compté.

La trève faillit cependant mettre la république à deux doigts de sa perte. Pichegru ne trouvant pas à Strasbourg dans la modicité de son traitement de quoi subvenir aux frais de ses secrètes orgies, prêta plus d'attention aux propositions des royalistes, et renoua avec le prince de Condé des négociations dans le terme desquelles il entrevoyait avec l'indépendance plus d'honneurs et de fortune que dans la plus belle victoire. A cette époque, Louis-Stanislas-Xavier de Bourbon venait de se rendre à Offenbourg, pour s'y faire proclamer roi de France, par le corps d'émigrés. Sa présence donna une nouvelle activité à ces négociations mystérieuses. Fauche-Borel fit de fréquens voyages d'un quartier-général a l'autre, et s'il faut en croire les mémoires d'un homme qui n'y fut point étranger, Pichegru devait être le restaurateur de la monarchie en France, et recevoir en récompense de ce service un million en numéraire et le château de Chambord. On ignore encore les causes qui firent échouer ce beau rêve. Les uns disent que le général républicain fut retenu par un reste de pudeur qui lui fit regarder comme une lâcheté l'abandon d'un parti auquel il avait voué d'abord son bras sans restriction, d'autres assurent qu'il renonça à son dessein par crainte de rencontrer trop d'obstacles à entraîner les généraux et les

troupes dans son parti; quelques-uns aussi en rejettent la faute sur le prince de Condé, qui, à ce qu'ils prétendent, eût voulu mener le projet à sa fin, à l'insu et sans le concours des Autrichiens, à la solde desquels il se trouvait. Jusqu'à ce que le voile épais qui recouvre ces mystères soit entièrement levé, on ne pourra juger des intentions de Pichegru; mais ce qui en a transpiré ne le montre pas sous un jour favorable: car tout porte à croire que s'il ne passa pas le Rubicon, ce fut par manque d'audace. Soit que le directoire ait eu des renseignemens, il manda Pichegru à Paris; et, pour le mettre dans l'impuissance de nuire à la république, le nomma à l'ambassade de Suède. Ce général la refusa avec dédain, en offrant sa démission, qui fut acceptée. Rentrant alors dans la classe des simples citoyens, il est probable que son orgueil humilié, en lui faisant regretter d'avoir laissé échapper l'occasion de jouer le rôle de Monck, ne lui en ôta pas tout-à-fait l'idée. Pourtant, bien que nous devions le retrouver plus tard au conseil des cinq cents, en opposition formelle avec le directoire, il n'y déployera pas, comme homme d'état, plus de génie qu'il n'en a montré comme homme de guerre.

Mais, peut-être, m'écartai-je de mon sujet? hâtons-nous d'y revenir, en rendant compte des opérations de l'armée d'Italie, qui terminèrent si glorieusement la campagne de 1795.

CHAPITRE LIII.

Opérations sur les frontières d'Italie. — Plan d'offensive de Kellermann ajourné par le gouvernement. — Attaque du mont Genèvre par les Piémontais. — Plan d'offensive du comité. — Tranquillité des Austro-Sardes. — Description des lignes de Borghetto et de Loano. — Combat de Campo di Preti. — Enlèvement des postes de Malchaussée, du camp de Garessio, de Castellaro, etc. — Arrivée de Schérer et des renforts d'Espagne. — Double projet de Schérer. — Bataille de Loano.

Renforts envoyés du Rhin aux Alpes.

QUOIQUE le comité de salut public eût lieu d'être satisfait de la conduite et des dispositions de Kellermann, la tournure des premiers événemens ne le rassura pas entièrement du côté de la frontière d'Italie; et, dans l'incertitude de voir la paix se conclure avec l'Espagne, il n'osa d'abord détacher plus de 6 mille hommes de pied, et 500 chevaux de l'armée des Pyrénées orientales à celle d'Italie : mais, profitant de la stagnation qui subsistait entre les armées sur le Rhin, il fit filer un corps de 10 mille fantassins

de l'Alsace vers les Alpes. A peine la première colonne de ce renfort fut-elle arrivée à Lyon, que le général Moulins la dirigea vers le camp de Tournoux, où elle remplaça les troupes de Vaubois qui passèrent à l'armée d'Italie.

Convaincu d'après les tentatives mal concertées des Sardes et des Impériaux qu'il ne régnait aucun accord entre eux, Kellermann conçut l'idée de profiter de leur mésintelligence pour les accabler successivement, et se rendre maître de nouveau du pendant des eaux de l'Apennin et des Alpes qui donnent accès en Italie. Mais il fallait subordonner ce projet à ses moyens, à la saison avancée, et surtout cacher tellement la destination des renforts que l'ennemi ne pût en rien préjuger. A cet effet, il ne plaça d'abord que le tiers des troupes détachées des Pyrénées sur la ligne de Borghetto, et laissa 4 mille hommes à Oneille; 2 mille hommes, venant de l'armée du Rhin, furent portés à hauteur de Tende, pareil nombre à Ormea; 4 mille s'établirent à Ponte di Nave, et 2 mille à la Penna. La cavalerie resta cantonnée sur les derrières à Brignolles, Grasse et Draguignan. **Projet de Kellermann**

Pour juger du projet de Kellermann, il est bon de se rappeler la configuration du théâtre sur lequel il avait à opérer, et l'état des communications qui s'y trouvaient à cette époque. Nous renvoyons donc nos lecteurs à la description gé- **Difficultés de ses communications**

nérale des Alpes maritimes ou aux cartes que nous en avons publiées (1), et nous ajouterons seulement quelques réflexions nécessaires à l'intelligence des opérations que nous allons retracer.

On observera d'abord le placement singulier de l'armée française au versant méridional de l'Apennin, entre les crètes et la mer Méditerranée; ayant le Piémont, pour ainsi dire, en arrière de son flanc gauche; le golfe de Gênes derrière son centre et sa droite ; et ne possédant pour toute communication qu'une seule route pratiquée sur des rocs à pic, courant d'un précipice à l'autre, et dont l'ennemi campé au pied du col de Tende, était plus rapproché que l'armée elle-même.

Les seules remarques descriptives qu'il nous reste à ajouter au croquis topographique susmentionné, sont au nombre de trois :

1° La pente méridionale de l'Apennin vers la mer, est abrupte, et d'un escarpement très-roide; tandis que le versant opposé sur le Montferrat, s'incline doucement par une pente beaucoup plus longue et presque insensible, jusques vers les plaines de la Lombardie, et le

---

(1) Voyez la carte en quatre feuilles, et celle de la rivière de Gênes, N° 21.

vaste bassin du Pô; en effet, dans les trois lieues de Montenotte à Savone, il y a autant de pente que dans les quatre-vingts lieues de Montenotte à l'embouchure du Pô;

2° Les deux grandes communications qui conduisent en Italie, étaient alors par le col de Tende sur Coni et Turin, ou par Gênes et la Bochetta sur la Lombardie;

3° On ne peut déboucher de cette espèce d'entonnoir, depuis Gênes jusqu'au col de Tende, que par trois autres chemins un peu praticables; le premier conduit de Savone et la vallée de la Bormida sur Acqui : le second, conduit de Loano par Bardinetto, Calissano, Murialto, Millesimo, sur la seconde vallée de la Bormida; enfin, le troisième conduit à Ceva par le mont Vesio, la Pieve, Ormea et Garessio. Tous les autres ne sont que des sentiers d'un accès très-difficile, à l'usage des piétons et des bêtes de somme.

Afin de remédier autant que possible aux inconvéniens d'une ligne de communication aussi précaire, on avait bien élevé quelques retranchemens, et placé plusieurs batteries au col de Tende, au moyen desquels on espérait rendre ce poste inattaquable : mais s'il est reconnu qu'un corps de quelques milliers d'hommes peut être forcé ou tourné dans les postes les plus formidables, ces précautions, toutes sages qu'elles fus-

sent, ne semblaient point suffisantes pour parer au danger.

Les fautes des Alliés furent de meilleurs préservatifs; et Devins s'obstinant à tenir les troupes impériales dans le bassin de Gênes, ne laissa pas seulement au général français les moyens de s'opposer en forces à Colli, mais lui facilita ceux de battre séparément les deux armées. Kellermann en forma le projet, et les dispositions qu'il médita, bien qu'un peu décousues, eussent procuré d'heureux résultats, si le comité de salut public n'eût pas ajourné leur exécution.

Kellermann médite la séparation des armées Austro-Sardes.

L'intention du général français était de couper les Autrichiens des Piémontais, en attaquant leur ligne sur trois points. La première colonne à gauche perçant par Carlino et Viosenna, le col de Tende et Intrappa, aurait délogé les derniers des hauteurs de la rive occidentale du Tanaro; la seconde aurait tourné et attaqué la droite des Impériaux à Spinardo, la Planetta et San Bernardo; tandis que la troisième eût tenu leur gauche en échec dans la plaine de Loano, et qu'un fort détachement eût filé par Tuirano, pour seconder les deux premières attaques sur la gauche.

Si l'exécution de ce plan répondait à l'idée qu'on s'en était formée, le centre de la ligne

ennemie eût été culbuté, dès le début, sur la Bormida. Maître des crêtes principales de l'Apennin, Kellermann se proposait ensuite de marcher sur Melogno et San Giacomo, de couper tout ce qui serait resté dans le bassin de Loano, en le faisant attaquer de front pendant qu'un détachement eût cherché à lui couper par Biestro la route de Savone à Alexandrie.

L'armée des Alpes aurait favorisé ces entreprises par des démonstrations, et principalement par un grand fourrage dans la vallée d'Houlx.

Ce projet différait en tous points de ceux présentés la campagne précédente. En effet, on a vu aux chapitres 33 et 34 que Bonaparte proposait la jonction des armées des Alpes et d'Italie dans la vallée de la Stura, et que le sort de la Sardaigne eût dépendu de la prise de deux places et d'une bataille dans la plaine de Coni; mais alors les Français n'étaient point comme actuellement établis sur le versant des eaux de l'Apennin. Pénétrer en Piémont par la vallée du Tanaro, était donc une idée très-heureuse, puisqu'elle faisait éluder deux places dont le siége eût été aussi long que difficile. Toutefois on pouvait reprocher au plan de Kellermann de tirer trop peu de parti de sa gauche; il n'aurait dû laisser à l'armée des Alpes qu'un rideau, et renforcer sa droite de 7 à 8 mille hommes; at-

tendu que la frontière de ce côté n'aurait couru aucun risque, tant qu'une armée de 45 mille combattans eût été maîtresse de la plaine au revers de l'Apennin.

Le comité ne l'approuve pas.

Soit que le comité de salut public n'approuvât pas ce projet, soit qu'il eût déjà l'intention d'en confier l'exécution à un autre général, il ne répondit point à Kellermann, et le mois d'août se fût passé dans la plus parfaite tranquillité, si le duc d'Aoste, informé que le mont Genèvre était faiblement gardé, n'avait résolu de s'en emparer le 30.

Attaque des Sardes sur le mont Genèvre.

Cette mince entreprise ne sortait pas du genre de celles que les Alliés formaient depuis trois ans; elle fut d'ailleurs combinée selon l'usage de cette guerre de montagnes, par une multitude de petits détachemens. Le duc y employa environ 3 mille hommes qu'il divisa en plusieurs colonnes; à droite 800 hommes passèrent par Fenil, en tournant la montagne de Cia Bertran, et arrivèrent au col d'Aquitaine; à gauche une colonne de 500 fantassins déboucha sur les postes du Bourget et la Chaux; au centre un détachement de pareille force, passa par Bousson, et attaqua les postes de la Coche et du fort de l'Œuf, en vue de se réunir à la première colonne, et de couper les Français établis à Clavières. Douze cents hommes formaient réserve à Cézanne; et, afin de donner le change sur cette attaque, des partis descen-

dirent du mont Viso et environs dans la vallée de Queyras.

Malgré toutes ces précautions, l'entreprise échoua complètement. Au premier avis de l'approche de l'ennemi, le général Valette se rendit de Briançon au mont Genèvre, et prit de telles dispositions que la colonne de droite et celle du centre furent repoussées avec perte et poursuivies sur la réserve, qui fut obligée de s'avancer pour les recueillir. Le général Moulins accouru au Bourg et avec le représentant Réal, eut la satisfaction d'apprendre en arrivant que l'ennemi avait été repoussé; la diversion dans la vallée de Queyras n'obtint pas plus de succès.

Escarmouches insignifiantes en Italie.

Sur le front de l'armée d'Italie, l'on n'engagea que des escarmouches pour s'approprier les fruits de quelques châtaigniers indivis entre les deux lignes.

Ces tristes combats ne furent un instant interrompus que par la cérémonie de l'acceptation de la constitution. Cette charte, gage prétendu de la prospérité de la république, fut présentée par les représentans Réal, Chiappe, et Ritter aux troupes, qui l'acceptèrent unanimement; formalité dont on eut occasion d'apprécier ensuite le danger et le ridicule.

L'armée des Pyrénées orientales est détaché

Enfin, lorsqu'après la ratification de la paix conclue à Bâle, le comité de salut public fut libre de détacher à l'armée d'Italie toutes les

en partie sur Nice.

forces employées aux Pyrénées orientales, on leur expédia l'ordre de s'y acheminer en trois colonnes, et Kellermann fut invité à tout préparer pour reprendre l'offensive.

Projet du comité.

Partant de cet axiome assez vrai, que si la nature a borné la France aux Alpes, elle a tracé de même les limites de l'Autriche aux montagnes du Tyrol, le comité excité par quelques mécontens vénitiens et lombards, conçut, dit-on, dès-lors le projet d'aller conquérir la paix au cœur des états héréditaires de l'Empereur.

Mais pour arriver à ce but, il fallait d'abord descendre en Piémont; l'armée d'Italie devait donc faire les premiers pas en s'emparant de San Bernardo, San Giacomo et Vado, et chassant de vive force ou par des manœuvres les Autrichiens de Montenotte. Cette opération achevée, le gros de l'armée se serait porté par Biestro et Montezemolo sur Millesimo, où après avoir rallié la division laissée à San Bernardo pour tenir en échec les Piémontais, et celle chargée de balayer les hauteurs à gauche du Tanaro, il eût tenté d'enlever le camp retranché de Ceva, d'investir et d'assiéger la citadelle de cette place.

La cavalerie républicaine aurait campé sur le revers septentrional de l'Apennin, dans la vallée du Tanaro, et mis toute la plaine à contribution. L'artillerie nécessaire au siége de Ceva aurait été embarquée à Oneille, mise à terre à

Vado, aussitôt après la prise de Monte Zemolo, puis on devait jeter à Savone une centaine de canonniers avec un millier de fantassins, pour protéger la retraite en cas d'événemens fâcheux.

Afin d'attirer les Piémontais sur un autre théâtre, et de les empêcher de troubler le siége de Céva, la droite de l'armée des Alpes devait se réunir à la gauche de celle d'Italie dans la vallée de la Stura, s'emparer des Barricades, investir Demont, et feindre de l'assiéger.

Céva réduit, on en aurait réparé et augmenté les fortifications, et c'est sous ses murs que les Français, obligés de se concentrer pendant la saison des neiges, eussent préparé tout ce qui était nécessaire pour la campagne prochaine.

Le comité se flattait de recueillir les plus beaux résultats de ce plan. Persuadé que le roi de Sardaigne ne verrait point les républicains au cœur de ses états, sans perdre tout espoir de reconquérir la Savoie et le comté de Nice, il supposait que dès-lors la présence de l'armée autrichienne mettrait un faible obstacle à la paix séparée du Piémont; et pour en faciliter les négociations, il dicta aux représentans, et au général en chef, le rôle que chacun d'eux aurait à remplir.

Les premiers devaient accueillir toutes les ouvertures, et laisser entrevoir au cabinet de Turin la possibilité de recevoir en Lombardie une in-

demnité pour la Savoie et le comté de Nice; Kellermann de son côté avait ordre de traiter avec les plus grands égards les prisonniers sardes, afin d'accroître la mésintelligence qui régnait déjà entre eux et les Impériaux. Le comité alla plus loin; prévoyant le cas même où la paix serait conclue, il recommandait qu'on veillât à ce qu'Alexandrie ne restât pas entre les mains des Autrichiens. Dans l'hypothèse contraire, l'armée française devait assiéger Turin au mois de février, passer le Pô, et après avoir conquis la Lombardie, franchir les gorges de Trente, et venir à travers le Tyrol opérer la jonction sur les bords de l'Inn avec les armées du Rhin.

Assurément ce projet, hors de toute proportion avec les forces qu'on pouvait y employer, ne valait pas mieux que celui de Kellermann; bien qu'il combinât les principaux efforts des Français sur la droite, il rejetait les Austro-Sardes sur leurs voies de retraite, et faisait en outre dépendre le succès de l'opération, de la prise de deux places. Toutefois le général en chef parut moins frappé des inconvéniens de la seconde partie, que des obstacles qui s'opposaient à l'exécution de la première; ce fut du moins le point sur lequel il insista plus vivement. Il représenta que sa droite ayant à peine 20 mille hommes, il ne pourrait la porter à 32 mille avant

un mois, en sorte qu'il lui resterait trop peu de temps pour réduire Céva; et, comme sa réponse renfermait en outre quelques observations tranchantes sur la première partie du projet, le comité de salut public le punit de sa franchise, en le reléguant à l'armée des Alpes, et faisant donner à Schérer, par décret du 31 août, le commandement de l'armée d'Italie (1).

Disposition de la cour de Turin.

Tandis que le gouvernement français s'apprêtait ainsi à effacer en automne les disgraces du printemps, les cours de Turin et de Vienne ne prenaient aucune mesure sérieuse pour conjurer l'orage prêt à fondre sur elles. La première commençait à sentir qu'elle avait autant à craindre de son allié que de son ennemi : elle voyait avec chagrin que quelle que fût l'issue de la campagne, ses états seraient dévorés par l'un ou envahis par l'autre. Les plus éclairés des Piémontais, tremblaient en favorisant l'établissement des Autrichiens en Italie, que l'Empereur ne cherchât

(1) Schérer, originaire de Delle en Porentrui, avait d'abord servi en Autriche, puis dans l'artillerie française où il était capitaine au commencement de la révolution. Bien qu'il ne manquât pas de connaissances et d'esprit naturel, ses premiers succès aux affaires de l'Ourthe et de la Fluvia avaient enflé sa réputation; car on ne saurait reconnaître en lui ni le génie de la grande guerre ni même une théorie fondée sur des principes solides. Ces exploits furent des éclairs passagers qui lui assurent toutefois une place parmi les généraux du second ordre.

à s'y faire une frontière naturelle des Alpes françaises et valaisannes jusqu'aux Alpes tyroliennes. La plupart revenaient à l'ancienne politique des princes et des villes d'Italie, lorsqu'ils s'étaient confédérés pour exclure également de la péninsule les Allemands et les Français. La cour suivait cette marche, et lorsque ses envoyés sollicitaient du roi de Naples, du Pape, des ducs de Parme et de Modène les secours tant de fois promis, si vainement attendus, lorsqu'ils faisaient au sénat de Gênes des reproches de sa partialité en faveur des Français, et le menaçaient de son ressentiment, peut-être agissaient-ils moins dans les vues de la maison d'Autriche que dans l'idée de s'affranchir davantage de sa tutelle, et dans l'intérêt général des Italiens, dont toutes ces petites puissances ne paraissaient point assez pénétrées.

Aucune démarche, aucune ouverture n'autorisait donc encore le gouvernement français à considérer la lassitude et le mécontentement général, comme une preuve des dispositions pacifiques du cabinet de Turin : mais le malaise que celui-ci en ressentait était un symptôme précurseur d'un changement de politique. L'ambassadeur de la république en Suisse à force de répéter au comité de salut public d'après ces inductions, qu'une seule victoire de l'armée d'Italie dans le bassin du Piémont arracherait le

cabinet sarde à ses erremens, pour le lier à jamais au système de la France, avait fini par diriger sa conduite politique vers ce but.

La cour de Vienne trompée par les rapports de Devins, et tout occupée des événemens qui allaient se passer sur le Rhin, ne donnait plus qu'une faible attention aux affaires d'Italie. Son général en chef nonchalamment couché sur des lauriers facilement achetés, bornait tous ses soins à combiner avec le commodore Nelson un débarquement chevaleresque vers Nice, à tourmenter le sénat de Gênes pour obtenir le droit de mettre garnison à Savone, à rendre les chemins de l'Apennin plus praticables, à retrancher sa ligne, et à assurer la subsistance des 30 mille Allemands qu'il tenait inutilement perchés sur la cime de ces montagnes.

Dispositions des Autrichiens

Aucun changement notable n'avait eu lieu dans les deux armées alliées; seulement Devins pour renforcer la sienne de 6 mille hommes, avait fait relever les garnisons de Milan et de Mantoue par les malingres et les écloppés qui encombraient les places du Haut-Piémont; ces troupes fraîches balancèrent ainsi les pertes occasionnées sur la côte, par les maladies.

La mésintelligence entre les Sardes et les Autrichiens s'était encore accrue depuis la séparation des troupes des deux nations. Devins, dans les accès de sa mauvaise humeur, faisait dure-

ment sentir aux généraux piémontais qu'il jouissait de la confiance de leur cour. Colli avec la gauche de l'armée sarde, lui étant subordonné, lui adressait toujours directement les rapports; mais c'était là ce qu'il y avait de commun entre eux. Les troupes se haïssaient cordialement. L'état-major piémontais censurait comme étalage de fausse science, tous les plans rédigés par celui de ses alliés; il se serait volontiers amusé de la présomption du général en chef, s'il n'avait entrevu qu'elle pouvait par de sanglans revers amener les Français aux portes de Turin.

Autant Devins ménageait peu les Sardes, autant il flattait les Anglais; on eût dit qu'il n'avait besoin que de leur appui pour conquérir la Provence; en cela il se trompait singulièrement. Peu importait à lord Hotham que ses opérations réussissent : s'il tenait une croisière de 20 vaisseaux devant Gênes, c'était moins pour seconder les vues du général autrichien, que pour surveiller l'escadre de Toulon, l'attirer à une bataille, et intercepter le cabotage sur les côtes de France et d'Italie. D'ailleurs son concours loyal et zélé n'eût pas changé la face des choses. Les portes du midi de la France sont dans les Alpes : les plus formidables flottes ne sauraient les forcer. Cette erreur grossière de Devins, qui lui fit sacrifier d'utiles alliés à l'espoir chimérique d'obtenir des secours plus éloignés, fut

la principale cause des revers qu'il éprouva à la fin de la campagne, en même temps qu'elle explique les premiers événemens de la campagne suivante.

Mais, avant d'entrer dans les détails de cette catastrophe, jetons un coup-d'œil sur la manière dont les deux partis occupaient les lieux qui en furent le théâtre; car dans cette guerre de poste, les localités et les dispositions défensives sont indispensables à connaître.

Description de la position des deux armées.

La ligne des Austro-Sardes commençait à Loano, petite ville située sur le bord de la mer, dans un vallon entrecoupé de bouquets d'oliviers et d'enclos, et dont on avait défendu l'approche par des coupures et des batteries masquées. De Loano, la ligne se prolongeait à droite vers l'Apennin, en passant par trois mamelons fortement retranchés et garnis d'artillerie. Le dernier de ceux-ci, dit Castellaro, commandait le village de Tuirano, à l'entrée des gorges de Balestrino et Bardinetto que fermait plus étroitement encore la chartreuse de Tuirano. Depuis cette Chartreuse jusqu'à Bardinetto, en remontant la gorge sur la croupe du mont Calvo, la ligne était formée par cinq postes retranchés qui la rattachaient par Roccabarbène, Sambucco, San Bernardo, la Planetta, Monte Lingo à Spinardo, d'où la ligne, en formant un angle rentrant, passait à travers le vallon du Tanaro par Garessio

et Intrapa, pour venir aboutir à la chaîne de hauteurs qui en forme la berge droite, et où se trouvaient les postes importans de Prerondo et de la Casetto.

Tous ces points fortement retranchés et hérissés d'artillerie, formaient une ligne d'autant plus redoutable, que depuis Tuirano jusqu'au mont San Bernardo, elle courait derrière un vallon très-escarpé et très-étroit qui la protégeait comme un large fossé. Elle était occupée par environ 40 mille hommes. La droite toute autrichienne, aux ordres du comte de Wallis, s'étendait de Loano au mont Roccaro : la gauche formée de Piémontais, commandée par le marquis de Colli, tenait les hauteurs à droite et à gauche du Tanaro; au centre sous le commandement d'Argenteau, on voyait à côté de troupes allemandes et hongroises, des régimens italiens au service d'Autriche, et quelques bataillons piémontais.

Situation des républicains.

La ligne française appuyait sa droite à Borghetto, village environné de murs et défendu par un petit camp carré qui barrait la plage. De là passant sur les montagnes du St.-Esprit et de Monte Vento, couronnées de plusieurs étages de batteries, elle se prolongeait vers les mamelons des Deux-Frères, entre lesquels était un petit camp retranché. Celui-ci se rattachait au petit Gibraltar, rocher barrant la côte du contre-

fort de Sambucco qu'on n'aurait pu occuper sur tout son développement sans s'exposer à se faire couper. Le poste du petit Gibraltar était soutenu d'un côté par un ouvrage en crémaillère sur une queue de rocher; et de l'autre par le camp dit du Champ-des-Prêtres (Campo di Preti). Le vallon de Sucarello, partie faible de la ligne, se trouvait fermé en première ligne par un vieux château, et en remontant par le camp de Castel Bianco sur les revers de l'Alpe de ce nom.

Bien que les rochers ainsi appelés soient impraticables presque partout, comme il était possible que des camps ennemis de la Planetta et de Spinardo on fît des tentatives vers le point où leur revers septentrional ferme la berge droite du bassin du Tanaro, on y établit le camp dit San Bernardo, couvert d'abattis et de retranchemens sans nombre : triste résultat de la guerre défensive, d'exiger le prolongement indéfini d'une ligne, sous prétexte d'assurer la défense d'un point déjà trop éloigné lui-même.

Depuis ici, la ligne se prolongeait ensuite par Intrapa à travers le vallon d'Ormea jusqu'au col de Terme. On avait barré ce vallon à Isola-Prosa par des batteries sur les deux rives du Tanaro. Les revers du Negrone où l'on voyait les camps de Viosenna et de Carlino formaient enfin l'extrême gauche de la ligne, d'où l'on communiquait

par le Pizzo di Revel et le col de l'Azile au col de Tax, dépendant de la division du centre.

Cette ligne qui, dans la moyenne extension, n'avait pas moins de dix-huit heures de marche, n'était défendue que par 24 mille hommes répartis en trois divisions, dont Masséna, sous le général en chef, avait le commandement supérieur, comme on le verra au tableau ci-joint. Le centre confié à Maquart surveillait toujours la position décisive de Tende, et Serrurier à gauche les sources de la Vesubia.

Chances réciproques

On voit par cette description que de chaque côté la défense était aussi aisée que l'attaque de la position adverse difficile. Néanmoins, si la supériorité du nombre était du côté des alliés, elle se trouvait bien compensée par l'inconvénient de leur ligne, dont l'aile gauche n'avait pas de retraite. Un général bien avisé, au lieu d'y accumuler retranchemens sur retranchemens, aurait manœuvré par la droite pour chercher à changer au plutôt de terrain, et à forcer les Français à quitter la position de Borghetto qui leur offrait tant d'avantages pour la défensive. Devins avait d'autant plus de motifs d'en agir ainsi, qu'il n'ignorait pas que son adversaire attendait de jour en jour des renforts, et ne serait pas d'humeur à rester sur la défensive aussitôt qu'il verrait l'équilibre des forces rétabli.

[UATI octobre 1795), avant l'arrivée
nées orientales.

IVIS TROUPES.	FORCE DES BRIGADES.	FORCE DES DIVISIONS.
ASS		
nandan.	2,100	7,700
ions de	5,600	
A ALBE		
. . . .	4,600	
ÉJE.		

Ainsi la différence du but des Autrichiens et des Piémontais, le peu d'accord dans leurs projets, et le manque d'unité dans la ligne de défense qu'ils avaient choisie, semblent autant de causes qui devaient concourir aux succès des armes françaises. Nous avons cru indispensable de les rapporter avec quelque soin, parce qu'elles eurent en effet une très-grande influence sur la bataille de Loano.

Devins fait attaquer Succarello.

Le baron Devins ne sortit de sa léthargie qu'après l'arrivée de la première colonne des renforts reçus par son adversaire; encore sa tentative fut-elle plutôt une reconnaissance qu'une véritable attaque. Par une bizarrerie qu'on ne saurait définir, il choisit, pour faire effort, le point de Sucarello qui dans l'origine eût été le plus faible de la ligne française, mais qui, par les travaux exécutés depuis deux mois, se trouvait maintenant le plus redoutable. Il renforça le 17 septembre le comte d'Argenteau de 2 mille hommes d'élite, et lui ordonna d'établir une batterie de six bouches à feu pour protéger l'attaque du lendemain. Le 18, au point du jour, Wallis fit des démonstrations sur le front du général Labarpe, tandis que d'Argenteau canonna vivement le petit Gibraltar, dont il espérait déloger les défenseurs. Mais, quoique les retranchemens n'en fussent pas encore terminés, les 60 hommes qui le gardaient tinrent ferme;

ce qui obligea le général autrichien à employer d'autres moyens. Alors deux colonnes d'environ 600 hommes chacune, se précipitèrent au pas de course du Sambucco au pied du petit Gibraltar, qu'elles enveloppèrent et essayèrent d'enlever de vive force. Les premiers retranchemens leur furent abandonnés; déjà elles criaient victoire, lorsqu'un feu roulant fit mollir leur ardeur devant le réduit, et les contraignit à battre en retraite; deux autres assauts éprouvèrent le même sort, et d'Argenteau après avoir rallié son monde se disposait à en tenter un dernier, lorsque le général Séjean ordonna à l'adjudant-général St.-Hilaire de sortir du camp des Deux-Frères et de marcher avec les éclaireurs et les grenadiers sur le flanc gauche de l'ennemi. Un brouillard fort épais couvrit ce mouvement, et en assura la réussite : les républicains tombèrent sur les Impériaux dont ils firent un grand carnage, et les ramenèrent la baïonnette dans les reins jusques dans les redoutes de Sambucco. St.-Hilaire, pour ce brillant fait d'armes, fut promu au grade de général de brigade.

Repoussé, il reste sur la défensive.

Cet essai malheureux, dont l'issue était à prévoir, dégoûta Devins de l'offensive, et le confirma plus que jamais dans la résolution d'attendre dans ses positions que l'hiver vînt le débarrasser d'ennemis si opiniâtres. Tout semblait concourir au gré de ses désirs. La marche

des colonnes de l'armée des Pyrénées orientales à travers la France, éprouvait de longs retards par le manque de chaussure et de subsistances; d'un autre côté, Kellermann, à qui on ôtait le commandement, n'osait tenter aucune opération majeure, dans la crainte de déranger les plans de son successeur et de déplaire au comité. Le mois de septembre s'écoula en simples affaires de poste, comme l'enlèvement de Malchaussée par le général Chambaud, au même instant où dans la vallée du Tanaro, le général Miollis chassa les Sardes de Garessio, et brûla le petit camp qu'ils y avaient établi.

Petits combats sur toute la ligne.

Le 2 octobre, Wallis ayant commencé une batterie sur le mamelon de Castellaro, en face de Borghetto, le général Victor Perrin, arrivé d'Espagne depuis quelques jours, y surprit la nuit suivante les Autrichiens, et détruisit tous leurs ouvrages. Ces petits avantages avaient au reste été contrebalancés par quelques actions, telles que celles du 19 à Ribon, et du 23 au col de la Croix où les Piémontais repoussèrent les républicains.

Schérer succède à Kellerman qui prend le commandement des Alpes.

Enfin, Schérer attendu depuis un mois, arriva à Nice dans les premiers jours d'octobre, Kellermann lui remit le commandement, et partit pour Embrun, accompagné des regrets de ses braves, qui ne désespéraient pas néanmoins de cueillir bientôt de nouveaux lauriers avec lui sur

les rives du Pô, où l'on disait hautement qu'il devait faire sa jonction. Mais ces espérances étaient peu fondées; car indépendamment que Schérer ne put commencer ses opérations, avant d'avoir reçu les objets d'équipement, les vivres et munitions promis pour la fin du mois seulement; Kellermann devant faire filer à l'armée d'Italie de nouveaux renforts et ses meilleurs chevaux, se trouvait hors d'état de s'établir de son côté au revers oriental des Alpes dans le bassin du Piémont. Tout ce qu'on pouvait raisonnablement espérer de lui, c'est qu'en harcelant continuellement les Piémontais, il les empêcherait de dégarnir leur centre ou leur droite pour en renforcer les corps opposés à l'armée d'Italie; et ce fut là aussi à quoi se borna son rôle.

Combats insignifians.

Dès qu'il eut établi son quartier-général à Embrun, il ne se passa plus de jour que l'aile droite de l'armée des Alpes ne livrât quelques petits combats. Nos lecteurs ne trouveront pas mauvais que nous les passions sous silence; car, à l'exception d'une reconnaissance générale de la division Vaubois le 15 octobre sur les cols Maurin, et la vallée d'Houlx, aucun ne mérite qu'on en fasse mention.

Deux jours après les neiges tombèrent si abondamment, que les avant-postes furent forcés de se retirer dans les vallées; mais ils reprirent

leurs positions aussitôt qu'elles eurent acquis assez de consistance par la gelée, pour supporter les hommes; et malgré la rigueur du temps, Vaubois fit le 21 de nouvelles reconnaissances dans les vallées de la Stura et de Mayra.

Les détachemens destinés à la première partirent de Malamorte, et se dirigèrent par les cols de Sautron et de la Monge sur les postes de Sarello, du pont de Mayra et des Sallettes, dont ils chassèrent les Piémontais : une tourmente mit obstacle à des succès ultérieurs.

La colonne, chargée de la seconde, partit de l'Arche, tomba sur le poste du col de l'Argentière, et le ramena battant sur sa réserve au village de ce nom, où le combat s'engagea de nouveau. Les Sardes, après une vigoureuse défense, furent culbutés et poursuivis jusqu'aux barricades en avant de Vinadio, où des forces respectables en imposèrent aux républicains.

A cette époque, la plupart des cols étant obstrués par les neiges, l'armée des Alpes se renferma dans un service de surveillance, et la majeure partie des troupes qui composaient la gauche et le centre de celle d'Italie, se réunirent dans la vallée d'Ormea où Serrurier plaça son quartier-général.

D'un autre côté, Augereau ayant amené dans la rivière de Gênes la dernière colonne de l'armée d'Espagne, le moment d'agir paraissait

n'être plus éloigné; mais des contrariétés de toute espèce s'opposaient à ce qu'on reprît immédiatement l'offensive. La plus grave provenait de la pénurie de subsistances et de chaussure; car le général en chef n'avait en mains aucun moyen de la surmonter. En vain la sollicitude du comité de salut public s'était manifestée par différentes mesures pour remédier à ce dénuement absolu; des arrêtés, des instructions ne pouvaient créer des ressources dans un pays naturellement pauvre et déjà ruiné par le long séjour de l'armée. Il fallait de l'argent; et, si Gênes n'en procurait pas, l'expédition courait risque d'être indéfiniment ajournée.

Négociations avec Gênes.

Le comité le sentit, et chargea de ce soin son envoyé Villars, qu'il venait de donner pour successeur à Tilly, dont les formes impérieuses avaient mécontenté les Génois : celui-ci, revêtu du titre de ministre plénipotentiaire, fut non-seulement autorisé à faire droit aux réclamations des négocians lésés; mais encore, s'il faut en croire des renseignemens dignes de foi, à traiter avec le sénat d'un emprunt de 3 à 4 millions en numéraire; une négociation si simple échoua, soit que le gouvernement français n'inspirât pas assez de confiance au sénat de Gênes; soit qu'un tel prêt parût contraire à la neutralité; toutefois Villars fut plus heureux dans les rapprochemens avec les particuliers; plusieurs négo-

cians s'engagèrent à fournir des grains à crédit, en sorte que les subsistances de l'armée se trouvèrent assurées pendant quelques mois.

Premier projet de Schérer.

Tandis que ceci se passait à Gênes, Schérer étudiait le terrain et le personnel de sa nouvelle armée, et se persuadait par un examen approfondi des positions de l'ennemi, que le plan de son prédécesseur et celui du comité de salut public exigeaient également des modifications. Après avoir consulté tous les divisionnaires, il adopta l'avis de Masséna, qui consistait à faire effort sur la droite du Tanaro, afin de se rendre maître de la crête de l'Apennin, et d'écraser successivement les ailes des alliés. Par ce premier plan, le centre et la gauche auraient tenu l'armée Austro-Sarde en échec, tandis que 18 mille hommes conduits par Laharpe, eussent forcé pendant la nuit la gorge de Garessio, et poussé jusqu'au pied de la montagne de Spinardo qu'ils devaient escalader au point du jour. Maître de cette position qui dominait la position des Sardes, Schérer se proposait ensuite de prendre les Piémontais à dos, et de les jeter dans le Tanaro, de retourner ensuite du côté des Autrichiens, de les prendre à revers dans les positions de Roccabarbène, et de les refouler dans le bassin de Loano, où ils n'auraient eu d'alternative que de mettre bas les armes ou d'être jetés à la mer.

Ce projet était préférable à celui de Kellermann, en ce qu'il établissait dès le début une masse imposante entre les Autrichiens et les Sardes; mais, comme il proposait d'écraser d'abord ces derniers, on pouvait craindre que les premiers n'échappassent à temps, et qu'on n'atteignît ainsi ni les uns ni les autres. D'ailleurs il ne suffisait pas que le comité de salut public, prêt à remettre le timon des affaires au directoire, accueillît ce troisième projet, et autorisât l'entreprise; il fallait encore pouvoir en commencer l'exécution, et le délabrement des troupes de l'ancienne armée d'Italie, autant que le défaut absolu de vivres, semblait l'ajourner indéfiniment. A la vérité, de semblables considérations n'arrêtaient point des hommes comme le prince de Savoie qui, loin d'attendre les ordres du conseil aulique, savait les éluder quand il était convaincu de leur inutilité. Bien que Schérer ne pût être mis en parallèle avec ce grand capitaine, il jugea néanmoins qu'il ne lui restait pas assez de temps pour conserver sa réputation et attendre des ordres positifs. Cédant donc aux instances de Masséna et de Laharpe, quoique les deux tiers de ses troupes fussent pieds déchaux, et n'eussent pas deux onces de pain ou de biscuit dans leur sac, il résolut d'attaquer le 15 novembre; mais il tomba la nuit deux pieds de neige sur les montagnes voisines

Les neiges en empêchent l'exécution.

du Tanaro, ce qui rendit la chose impossible. Laharpe expédia un courrier à Albenga, pour annoncer ce contre-temps au général en chef, qui profita de trois jours consécutifs de pluie pour faire filer sous différens prétextes, partie des troupes de Serrurier sur la droite du Tanaro; afin de déployer de plus grandes forces sur les sommités de l'Apennin, et d'assurer sa victoire par la possession de cette clef du front d'opérations.

Nouveau projet de Schérer.

Dès-lors ses premières dispositions furent totalement changées; il renonça à culbuter les Piémontais, et ne visa plus qu'à accabler les Autrichiens dans la rivière de Gênes. La division Augereau à la droite fut chargée de les attaquer entre Loano et le monte Carmelo, et de faire effort particulièrement de ce côté; la tâche de Masséna au centre consistait à enlever les hauteurs de Roccabarbène et de monte Lingo avec les divisions Laharpe et Charlet; tandis qu'à la gauche Serrurier avec 7 mille hommes, tiendrait en échec le corps de Colli dans le camp de San Bernardo et de la Planetta, jusqu'au moment où Masséna, maître des sommités de l'Apennin, pourrait en lui envoyant du renfort, le mettre en état de prendre l'offensive à son tour, et de forcer le passage des gorges de Garessio.

On voit que Masséna était chargé de la partie brillante de ce plan improvisé, car pour en ré-

cueillir quelques trophées, il fallait qu'après avoir battu Argenteau, on le prévint encore à Melogno et Settepani, où il devait se rallier à Wallis en cas d'échec : or, il n'était pas facile d'arriver à ce résultat, puisque le général autrichien se trouvait plus rapproché de ces postes que les Français. Il est vrai que Schérer obviait à cet inconvénient en donnant l'instruction à Masséna de faire filer 6 à 7 mille hommes sur les derrières de monte Carmelo pour attaquer l'ennemi à dos, pendant qu'Augereau l'assaillirait de front. On lui enjoignit aussi, au cas qu'il parvînt à gagner les hauteurs de Settepani avant Argenteau, de faire couler en toute hâte 5 à 6 mille hommes sur celles de San Pantaleone, pour couper la retraite au corps de Wallis dans le vallon de Loano.

Ces dispositions étaient à peine arrêtées qu'un bâtiment expédié de Nice par le représentant Peyre, échappa aux croisières anglaises, et apporta 100 mille rations de biscuit, et 24 mille paires de souliers. C'était tout ce qu'on désirait, et l'attaque demeura définitivement fixée au 23 novembre.

Devins, malade, remet le commandement à Wallis.

Au moment où le général français déployait tant d'activité et de persévérance dans ses desseins, le baron Devins retenu à son quartier-général de la Pietra par un abcès à la bouche qui lui avait enlevé la parole, ne témoignait aucune

inquiétude des mouvemens de son adversaire. En vain ses émissaires lui donnèrent connaissance d'une partie de ses projets; rien ne put troubler sa sécurité: confiant dans la supériorité du nombre et les retranchemens dont sa ligne était couverte, il se contenta de recommander la plus grande surveillance sur tout le front, et de remettre le commandement au comte de Wallis. Celui-ci ne se doutant point que ce court intérim entraînât une si grande responsabilité, loin de suppléer au défaut de prévoyance de son général en chef, ayant vu passer le 15 novembre sans événement, crut comme lui que les Français se disposaient à prendre leurs quartiers d'hiver, et sur le rapport des ravages causés par les pluies et les vents au camp de Sambucco, en ordonna l'évacuation. Cet incident eut une influence notable, et procura ainsi à Schérer le point de formation et de départ qui lui manquait sur les flancs escarpés de l'Apennin. Les officiers autrichiens partageant la sécurité de leurs généraux, n'attendaient que l'ordre d'entrer en cantonnemens, et ne servaient plus qu'avec négligence. La plupart s'étaient rendus à Finale où le bruit du canon les arracha du bal le 23, à six heures du matin.

En effet, avant le jour un brick et neuf chaloupes canonnières prirent poste sur la plage, entre Borghetto et la Pietra, pour inquiéter le flanc

Augerea culbute le centre d Impériau

ne tarda pas à être maîtrisée, tant par le feu des batteries dont Rusca venait de s'emparer, que par celui d'un bataillon de la 118e embusqué fort à propos dans les oliviers.

Au moment où ceci se passait, le général Thierny engageait de la Chartreuse une fusillade très-vive sur la gauche. Augereau le fit attaquer par le général Dommartin avec 3 bataillons de grenadiers, secondés par le feu d'un obusier. La défense ne fut pas opiniâtre, et le général Thierny préféra capituler à suivre l'exemple de Roccavina; 6 à 700 hommes se rendirent prisonniers avec lui.

Wallis évacue Loano.

Ce nouvel échec décida Wallis à évacuer Loano, où jusqu'alors le régiment d'Alvinzy et les hulans avaient tenu tête à la majeure partie de la brigade Dommartin; et il fut s'établir à mi-côte du monte Carmelo, où il espérait prolonger le combat, à la faveur de plusieurs batteries, afin de se concerter ensuite avec Argenteau.

Tel était vers trois heures l'état des choses sur la partie inférieure du champ de bataille. Bien que tout s'y prononçât pour les Français, Schérer n'en était pas moins fort embarrassé. En laissant à Wallis le temps d'achever ses dispositions, il s'exposait à perdre ses premiers avantages, et rendait le succès de la journée incertain : s'il le poussait vivement, il le rejetait dans sa voie de retraite, et les plus beaux fruits de la

victoire lui échappaient. Il prit un parti mixte en attendant des nouvelles de Masséna, ce fut de harceler le front de l'ennemi avec les 3 brigades d'Augereau, et de détacher quelques bataillons à Sornet, qui avait délogé avec sa poignée d'hommes le poste autrichien du monte Calvo, afin de le mettre à même de prendre à revers la ligne de Wallis, aussitôt qu'on serait informé du succès de l'attaque du centre.

Attaques d Masséna su l'Apennin

Pendant que ceci se passait dans le bassin de Loano, Masséna, conformément à ses instructions, avait fait attaquer les flancs d'Argenteau par les généraux Laharpe et Charlet. Le premier chassa de Malsabocco comme des ombres les régimens italiens de Belgiojoso et de Caprara, et fit un grand carnage de 2 bataillons piémontais qui voulurent lui résister; l'autre enleva aux Impériaux Banco et toute l'artillerie qui le garnissait. Ces deux opérations terminées, Masséna réunit ses troupes, et marcha en toute diligence sur Bardinetto où Argenteau avait rallié ses forces, et l'attaqua de front et sur les flancs. Le combat devint opiniâtre, Charlet tomba blessé à mort, et ses troupes furent plusieurs fois ramenées; mais Masséna décida la victoire, en chargeant à propos à la tête de sa réserve. Les Impériaux battus se retirèrent, de peur d'être enfoncés. A peine aperçut-il leur mouvement rétrograde, qu'il envoya le général Cervoni

Il accabl Argenteau Bardinetti

Cependant Wallis, sans aucune nouvelle de ce qui s'était passé au-delà du mont Roccaro, avait rallié son corps sur les hauteurs du mont St.-Martin; mais, informé durant la nuit de la déroute d'Argenteau, il ne jugea pas prudent de recevoir le combat le lendemain; en conséquence, il marqua sa retraite sur les hauteurs de Gozza et de Finale, d'où il espérait encore favoriser l'évacuation des magasins de cette dernière ville, et de Savone.

Retraite des Autrichiens.

Après avoir allumé de grands feux sur toute la ligne, l'aile gauche divisée en trois colonnes se remit en marche vers huit heures du soir pour aller reprendre les positions qu'elle avait occupées trois mois auparavant; mais la colonne du centre aux ordres du général Pittoni qui devait se porter sur les hauteurs de San Pantaleone par un chemin direct, ayant été égarée par l'officier d'état-major qui lui servait de guide, après avoir contourné dans l'obscurité de la nuit le pied des hauteurs, arriva sur le chemin de la Corniche, réservé à la colonne de gauche, et déjà encombré par l'artillerie. Cette méprise donnant lieu aux murmures, l'officier d'état-major, jaloux de la réparer, engagea la colonne dans une gorge qui n'avait pour tout chemin que le lit d'un torrent rapide, dont elle ne put sortir que vers neuf heures du matin. Ce retard eut des conséquences très-funestes, en permettant

aux républicains de prendre poste sur les hauteurs de San Pantaleone.

Seconde journée.

Schérer, instruit des brillans succès de Masséna, et de l'arrivée de Joubert sur ces hauteurs, se mit au point du jour à la poursuite des Autrichiens. Augereau remonta l'Apennin avec deux de ses brigades, tandis que l'autre longea la côte. De son côté, Masséna, prévoyant que la retraite des Impériaux allait s'opérer par la gorge de San Giacomo, donna l'ordre à Joubert de s'en emparer avec ses meilleurs marcheurs, et se disposa à le suivre avec le reste de son avant-garde.

La colonne de Pitton égarée est à peu près détrui

La colonne de Pittoni, après s'être retirée de la gorge de San Giacomo, croyait être sauvée, et un épais brouillard, en dérobant à ses regards les mouvemens de Joubert, contribuait à l'entretenir dans sa sécurité; lorsqu'un feu de mousqueterie très-vif accueillit son avant-garde, et sema la terreur dans toute la colonne; pourtant il n'y avait pas de quoi : c'était celui d'un avant-poste qui se replia aussitôt sur le gros du détachement républicain. Mais la peur ne raisonne pas : le général Pittoni, sans reconnaissance préalable, convoqua un conseil, et malgré les avis du comte de Stuckenfeld qui commandait son avant-garde, et de plusieurs autres officiers, il demanda si l'on se ferait jour, ou si l'on attendrait de nouveaux ordres de Wallis. La solution

d'une pareille question faite à des gens découragés, fut, comme il est aisé de le prévoir, dans le sens que désirait le vieux général. On décida qu'en attendant des ordres de Wallis, on s'établirait sur le premier mamelon à portée, où d'anciens retranchemens espagnols semblaient offrir un refuge assuré contre les attaques de l'ennemi.

Pendant qu'on perdait ainsi le temps en délibérations pusillanimes et en dispositions défensives, Joubert trop faible et trop éloigné de Masséna pour en être soutenu à temps, se retira et prit une position d'observation sur les hauteurs de l'autre côté d'un ravin, bien résolu de disputer aux Autrichiens ce passage, qu'il ne se sentait pas en état de leur fermer absolument.

Si les Autrichiens avaient su mettre le temps à profit, ils eussent encore pu échapper; car une charge vigoureuse eût suffi pour ouvrir le passage; mais loin d'imiter l'intrépide Roccavina, ils ne se battirent qu'à leur corps défendant, c'est-à-dire, lorsque Joubert étonné de leur inaction, et renforcé par quelques centaines d'hommes, commença lui-même à tirailler sur les bords du ravin. Cet engagement ne fut pas sérieux; la pluie qui survint le fit cesser, et la fatigue écrasant les républicains comme les Impériaux, on forma de part et d'autre des faisceaux pour allumer les feux et se sécher.

Enfin, les ordres de Wallis arrivèrent, ils

prescrivaient de battre en retraite sur Finale. Pittoni au comble de ses vœux prit un bataillon de suite pour s'y rendre, et enjoignit au reste de ses troupes de le suivre à deux heures de distance.

De nouvelles méprises retardèrent encore ce mouvement, et dans cet intervalle, Masséna étant arrivé avec une partie des divisions Laharpe et Charlet, il suivit à la piste la colonne dans la gorge, et la mit dans un désordre d'autant plus grand qu'au même moment Augereau l'attaquait en flanc avec ses troupes légères. Les Autrichiens furent saisis d'une terreur panique. Le régiment formant tête de colonne fit volte face, et choqua si violemment celui qui le suivait, que les soldats s'écrasèrent et tombèrent pêle-mêle dans le précipice qui bordait le chemin. Jamais il n'y eut scène plus horrible de carnage et de destruction: 48 pièces de canon et plus de 100 caissons furent abandonnés dans ce défilé.

La colonne de droite, plus heureuse, échappa par des sentiers pour ainsi dire impraticables, à la poursuite de Masséna. Wallis, favorisé à la gauche par les accidens du terrain qu'on rencontre le long de la côte, quoique fort incommodé par le feu de la flottille qui rangeait le rivage, céda le terrain peu à peu au général Dommartin qui le pressait sur le chemin de la Corniche, et parvint à rallier son monde avec beaucoup de peine

dans une position entre Cadibona, monte Ajuto, Madona del Monte et Vado. La pluie qui tombait à torrens arrêta la poursuite des vainqueurs à Finale où ils recueillirent des magasins considérables.

Schérer renforce sa gauche pour attaquer Colli.

Le 25, Schérer certain de la défaite des Autrichiens, envoya 5 mille hommes à Serrurier avec ordre d'attaquer vigoureusement les Piémontais, tandis que le centre et la droite pousseraient leurs alliés entre l'Apennin et la mer. Augereau se remit en effet ce jour là à leur poursuite; mais les difficultés du chemin ne lui permirent pas de dépasser Vado. Cependant Wallis craignant qu'un plus long séjour dans sa position de Cadibona ne donnât aux Français le temps de s'emparer de tous les cols de l'Apennin, et de couper sa retraite sur les états du roi de Sardaigne, remit en marche les débris de son armée sur deux colonnes. La première se dirigea de Madone del Monte par Cadibona sur Altare où après s'être réunie le 27 à ceux du centre que le général Liptay lui amena par Millesimo, continua sa route sur Dego, où elle arriva le 28; la seconde se rendit de Savone par Montenotte, Ponte-Ivrea et Malvicino à Acqui, où elle entra le 29.

Wallis se retire sur Acqui.

Cette retraite ne fut inquiétée par les Français que le premier jour. Le mauvais temps ne permettant pas de s'attacher avec acharnement aux traces de l'ennemi.

Retraite des Sarde

Tandis que les Autrichiens s'échappaient avec tant de peine des mains des Français, Serrurier enhardi par le renfort que lui amenaient les généraux Menard et Joubert, changea de rôle et attaqua sérieusement les Piémontais. Colli privé de renseignemens précis sur les événemens de la veille, défendit avec opiniâtreté les gorges de Garessio, et y fit éprouver une perte assez considérable; mais ayant reçu dans la soirée le détail des désordres du centre et de la gauche, il en fut tellement découragé qu'il évacua dans la nuit les postes de San Bernardo et della Sotta, sans même en enlever l'artillerie : les Français tirèrent à peine quelques coups de fusil, pour prendre possession des hauteurs de Spinardo; Serrurier poursuivit sa marche jusqu'à Maramassa et St.-Giovanni, à une lieue de Ceva, puis revint s'établir à Bagnasco et Batifolo.

Résultats d la victoire de Loano.

Telle fut dans ses détails la bataille de Loano, qui termina la campagne de 1795. Les Autrichiens y perdirent environ 7 mille hommes, dont 5 mille prisonniers, plus de 80 pièces de canon, y compris celles qui armaient Loano, Vado et Savone, outre d'énormes magasins de grains et de fourrages. Tant de trophées ne coûtèrent pas aux vainqueurs plus de mille hommes. Schérer, trop circonspect peut-être pour recueillir les fruits de sa victoire, jugea néanmoins tout ce que l'armée d'Italie pourrait

faire la campagne suivante. Il proposa au directoire de porter au printemps le théâtre de la guerre en Italie. Le peu d'élévation de l'Apennin, sa température moyenne, le voisinage de la mer, le rapprochement de la crête principale ou pendant des eaux entre Finale et Gênes, tout lui démontrait que c'était par là qu'il fallait pénétrer en Piémont.

Maître de la tête des vallées de l'Orba, de la Bormida et du Tanaro, il se trouvait dans la position la plus heureuse pour séparer au début de la campagne suivante les Autrichiens des Sardes. En effet, soit qu'il débouchât par les vallées de l'Orba, ou qu'il suivît celle de la Bormida, il donnait aux premiers des inquiétudes sérieuses sur la Lombardie, qui, de ce côté n'est couverte que par Tortone et le Pô, sur les rives duquel on arrive en quatre ou cinq marches. Préférait-on au contraire envahir le Piémont, en débouchant par la vallée du Tanaro, l'on n'avait devant soi que les places de Ceva et de Mondovi, trop faibles alors, malgré les améliorations de leurs ouvrages, pour arrêter la marche des Français sur Turin. Dans l'un et l'autre cas, il était aisé de juger que la direction de l'armée républicaine menaçant également les Autrichiens et les Sardes, les premiers ne découvriraient point la Lombardie pour voler au secours de Turin, et que les Sardes ne quitteraient point le

bassin du Piémont, pour aller courir les chances d'une bataille, loin de leur capitale, aux environs de Plaisance.

L'apparition d'une armée républicaine en Piémont devait décider le roi de Sardaigne, ruiné par trois campagnes malheureuses, à renoncer à une alliance odieuse à son peuple et peu utile pour lui. Une fois en Piémont, soit qu'il séparât sa cause de celle de l'Empereur, soit qu'il voulût continuer à guerroyer jusqu'au dernier homme, jusqu'au dernier écu, l'armée républicaine n'avait que le Pô à franchir pour envahir la Lombardie, et porter le coup le plus sensible à l'allié que Victor Amédée redoutait. Schérer dressa donc son plan en conséquence, et le soumit au gouvernement. Comme il est rare qu'on critique, dans les premiers momens de joie, les projets d'un général vainqueur, il fut approuvé, et le directoire le chargea d'en préparer l'exécution pendant l'hiver.

Avant de retourner à Nice pour s'en occuper, le général en chef distribua ses troupes de la manière suivante : Laharpe commandant la 1re division d'avant-garde, cantonna à Savone et environs; celle de Masséna fut placée entre San Giacomo et Melogno : Augereau couronna avec la sienne toutes les têtes des vallons de la Bormida; enfin Serrurier occupa les hauteurs à droite et à gauche du Tanaro, depuis Ormea

jusqu'à Bagnasco. Le centre de l'armée garda toujours le col de Tende et Garessio; la gauche ne quitta point les vallées de la Vesubia et de la Tinea.

Huit jours avant que l'armée d'Italie commençât ses opérations, les neiges étaient devenues si abondantes sur le vaste front de l'armée des Alpes, que Kellermann ne put rien entreprendre au revers des monts. Il conserva néanmoins ses postes sur leurs sommets glacés, jusqu'à ce que Schérer lui eût mandé sa victoire. Alors seulement des 34 bataillons dont se composaient son armée, 5 cantonnèrent aux environs de Barcelonette, 4 à Briançon et ses forts, 7 dans la Maurienne et pour la garde du Mont-Cenis, 6 dans la Tarentaise pour la garde des monts Valaisan et St.-Bernard, 2 à Chambéry et sur les bords de Genève, 6 à Grenoble ou dans le département de la Drôme, 4 et 2 régimens de cavalerie à Lyon.

Les Alliés, de leur côté, prirent des quartiers d'hiver; la droite et le centre des Sardes dans les différentes vallées où ils avaient coutume de passer la mauvaise saison; la gauche sous Colli, entre Ceva et Asti : les Autrichiens s'établirent entre cette dernière place et Tortone, indiquant ainsi qu'ils étaient moins disposés à soutenir leurs alliés, qu'à se retirer au moindre échec par Plaisance en Lombardie.

La résolution de Schérer de s'arrêter ainsi au milieu d'une victoire décisive, donna au cabinet sarde le temps de se reconnaître. La bonne contenance de Colli devant les fausses attaques de Serrurier, ne le dédommageait guère des embarras où le délabrement de ses alliés et les troubles de Sardaigne allaient le plonger. Cette île, en proie à l'anarchie, menaçait d'une scission avec le continent. Un mélange d'esprit démagogique, de haine aux Piémontais, agitait cette province; comme de nos jours nous avons vu la Sicile en guerre ouverte avec le gouvernement napolitain; et on ne saurait assigner des causes différentes, à des résultats qui offrent de pareils rapprochemens. Le district de Sassari, les rues même de Cagliari avaient été le théâtre de maints excès, et la force armée ne paraissait plus suffire à leur répression.

Le cabinet sarde déplorait ces événemens, quand le canon de Masséna, tonnant dans les vallons de la Bormida, et retentissant de proche en proche, vint porter l'épouvante jusqu'aux murs de Turin. Si Schérer avait bien connu l'ascendant que sa victoire lui donnait sur ses adversaires, il aurait peut-être marché plus vivement, et acquis la gloire d'imposer la paix au roi de Sardaigne. Le prince de Piémont, le ministre de la guerre, l'intendant des finances, s'accordaient déjà à la présenter comme indis-

pensable. Un déficit de 120 millions, aucun moyen de le couvrir et de continuer la guerre, une île importante prête à échapper, enfin la perspective de devenir à jamais une préfecture autrichienne; tels étaient les motifs que les partisans de la paix donnaient pour appuyer leur système. La crainte, les préjugés et les faux calculs du premier ministre en ordonnèrent autrement.

L'espoir que les succès de Clairfayt forceraient les Français à détacher des troupes des Alpes sur le Rhin, les sollicitations des cabinets de Londres et de Vienne, la promesse que Naples prendrait enfin part à la guerre, quand tout le monde soupirait après la paix, fixèrent l'esprit indécis de Victor Amédée. Revenu de sa première frayeur, il se hâta d'encourager ses troupes par des proclamations, et après leur avoir présenté ce mince succès de Colli comme une victoire capable de balancer les revers de ses alliés, il les appela à de nouveaux triomphes.

Troubles en Corse.

La Corse ne donnait guère moins d'inquiétude à l'Angleterre, que l'île de Sardaigne à la cour de Turin. Le cabinet de Londres appela vainement Paoli en Angleterre : le nom seul de ce chef célèbre était encore capable d'agiter l'île, et la défiance qu'on semblait lui montrer, ne pouvait satisfaire ses nombreux adhérens. Le parti républicain se grossit bientôt d'une foule

de mécontens; et, partout, des vengeances particulières attestaient que la possession de cette frêle couronne coûterait cher à Georges III. Cependant, aucune démarche ne fut négligée pour procurer à la Corse de bonnes relations avec les barbaresques : on espérait s'attacher les habitans, en ouvrant des débouchés à leur commerce : mais un peuple inquiet et mécontent raisonne mal des intérêts éloignés; et les mesures fiscales, adoptées par le parlement, trouvaient de vives oppositions dans les vallées. Déjà, à la suite de quelques rixes sanglantes, entre les bataillons corses et anglais, on avait résolu de rappeler à Gibraltar une partie de ces derniers, et de les faire remplacer par les régimens émigrés, de Damas et de Rohan, venus de Hollande. Une insurrection éclatée à Borgo-Gaone, puis à Nabbio, s'étendit bientôt jusqu'aux portes de St.-Florent. Guidés par Tuvera et Zambolino, les républicains s'emparèrent de Corté où ils arborèrent le drapeau tricolore; et les Anglais, réduits à se renfermer dans les villes maritimes, purent juger qu'à la moindre apparition des forces de la France, l'île entière se soustrairait à leur domination.

CHAPITRE LIV.

Affaires maritimes et coloniales durant la campagne de 1795. — État de la Grande-Bretagne. — Ouverture prématurée du Parlement. — Insurrection populaire à Londres.

Prise de la Hollande. Neutralité de la Prusse, Suède et Danemarck.

Les combats livrés dans la Méditerranée, par l'amiral Hotham, à la flotte de l'amiral Martin, et celui de Lorient perdu par Villaret-Joyeuse, rapportés avec les opérations des armées d'Italie et de l'Ouest, furent les seuls engagemens sérieux que la marine républicaine eut à soutenir dans les mers d'Europe; mais plusieurs événemens importans s'étaient passés dans les deux hémisphères.

Expédition de Gantheaume dans le Levant.

Le comité de salut public, qui depuis deux ans ne se signalait pas par les expéditions navales les mieux combinées, avait enfin résolu de tirer parti des vaisseaux disponibles à Toulon, pour intercepter les riches convois que l'ennemi attendait du Levant, et rétablir un peu le crédit du pavillon républicain dans les eaux de Smyrne, où le capitaine Blondeau se trouvait bloqué par quelques frégates. Le chef de division Gantheaume sortit à cet effet dans les derniers jours

de septembre avec une escadre légère. Après avoir failli enlever le vaisseau du capitaine Nelson dans les parages de la Corse, et reçu lui-même la chasse des amiraux Mann et Parker, il parvint heureusement au but de sa destination, et ramena la division de l'Archipel; cependant les bâtimens de commerce qu'il espérait capturer échappèrent à ses recherches.

Richery s'empare d'un riche convoi.

Richery fut plus heureux; le comité sous prétexte de remplacer à Brest les 6 vaisseaux envoyés dans la Méditerranée au commencement de la campagne, prescrivit à cet officier d'appareiller de Toulon avec le même nombre de bâtimens, et lui confia en même temps une mission dont le but, resté inconnu jusqu'à ce jour, était, dit-on, pour le cap de Bonne-Espérance et pour l'Inde.

Cette escadre après avoir débouché du détroit, tomba à la hauteur du cap St.-Vincent sur ce précieux convoi, escorté par 3 vaisseaux. La lutte ne fut pas longue; Richery eut bientôt mis l'escorte en fuite et repris *le Censeur*, qui avait amené son pavillon au combat d'Alassio. Ses frégates amarinèrent 30 bâtimens, estimés à plus de 40 millions, avec lesquels il entra à Cadix. Cette riche capture fut peut-être un malheur, puisqu'on consuma à la mettre en sûreté et à la vendre, un temps précieux, dont la perte devint fatale à une expédition importante, et le

détourna du point essentiel de sa mission. D'un autre côté, les capitaines Moultson et Robin avaient également enlevé une bonne partie d'un convoi venant des Antilles, et qu'une tempête affreuse venait de disperser. Ainsi, un petit nombre de vaisseaux français jetaient partout l'épouvante parmi le commerce anglais, et il fut un instant où la république ne gagnait pas moins aux spéculations des marchands de la cité que l'Angleterre elle-même. Ces riches et faciles trophées justifièrent un instant le système de changer la guerre maritime en courses partielles. Le gouvernement français convaincu de l'inhabileté de ses escadres à combattre en ligne, crut trouver une compensation dans le courage individuel de ses marins, et transforma ses meilleurs bâtimens en corsaires : on se consola de ne pouvoir cueillir des lauriers, en faisant du mal à l'Angleterre.

Les Anglais s'emparent du cap.

Les rivages africains devinrent en échange le théâtre d'événemens plus décisifs. Une expédition anglaise commandée par le général Craig et l'amiral Elphingstone s'était dirigée vers le cap de Bonne-Espérance, dont on comptait prendre possession au nom du Stathouder; mais le gouverneur ayant repoussé cette proposition insidieuse, le général Craig s'empara le 14 juillet de la ville de Simon; puis emporta les fortes positions de Muysenberg, pour attaquer ensuite régulièrement la ville du Cap. Cette clef des mers

de l'Inde, placée à la pointe méridionale de l'Afrique, à la station la plus importante de la navigation européenne, est assez connue pour nous dispenser d'en énumérer les avantages inappréciables. Le général Craig renforcé le 3 septembre par un corps venu de St.-Salvador, obligea la ville et le fort à se rendre le 23 du même mois.

Le gouvernement batave, dans les premiers embarras qui accompagnèrent son installation, ne songea pas assez tôt à y envoyer des renforts. Une escadre équipée, partie à la fin de cette année, à l'effet de lui en porter, arriva lorsqu'il n'en était plus temps, et ne fit qu'augmenter les trophées de l'ennemi.

Un succès non moins important signalait les armes britanniques dans les mêmes parages; je veux parler de l'invasion de l'île de Ceylan et de la prise de Trinconomale par l'amiral Reynier. L'amiral Reynier s'empare de Ceylan

Le commandant des forces navales dans l'Inde parti de Madras dès la fin de juillet, avait dirigé un détachement contre Malacca, et se présenta lui-même devant Trinconomale, que le colonel Braitwaithe attaqua à la suite d'une vaine sommation. Le débarquement effectué avec peine coûta aux Anglais le vaisseau *le Diomède*, qui échoua sur un rocher en forçant l'entrée du port. Cependant la ville battue en brèche, après huit jours de tranchée, capitula le 26 août; et le

fort d'Ostenbourg imita son exemple le lendemain; cette conquête procura au vainqueur non-seulement une place d'armes intéressante, mais un des meilleurs ports de l'Inde. Colombo et Jeffanapatnam n'opposèrent pas une très-longue résistance, et cette île non moins importante par sa situation et son commerce que par son étendue, subit en peu de temps le joug britannique. Malacca et les autres comptoirs hollandais de la presqu'île, en butte à la puissance formidable de la compagnie anglaise, ne purent échapper à un pareil sort, plus facile à prévoir qu'à éviter.

Affaires aux Indes occidentales.

Dans les Antilles, les choses n'allaient pas si bien au gré de l'Angleterre; Victor Hugues et Goyrand profitant des avantages momentanés que leur donnait l'affranchissement des noirs, parvinrent à s'emparer de St.-Eustache, et à fomenter dans les possessions britanniques les troubles les plus sérieux. Les Anglais assaillis à Ste.-Lucie, voyant emporter d'assaut les forts de Gros-Islets et autres postes extérieurs, ne se confièrent pas à la force inexpugnable du Morne-Fortuné, et l'évacuèrent sans attendre la dernière extrémité : la Grenade, la Dominique, St.-Vincent, devinrent même le théâtre de plusieurs soulèvemens; la dernière surtout demeura en partie au pouvoir des noirs. Pour mettre le comble à ces revers, l'escadrille du contre-ami-

ral Leissegues, portait la désolation dans les convois.

Revers des Anglais à St.-Domingue.

A St.-Domingue, les ennemis de la France eurent également à soutenir de rudes assauts : les soldats d'Albion trouvèrent dans les hommes de couleur de Rigaud et de Lavaux, et dans les bandes noires de Toussaint, des adversaires redoutables : les premiers, endurcis aux fatigues, habitués aux intempéries du climat, suppléaient à la valeur brillante du guerrier européen par le courage féroce de l'homme sauvage, et par le fanatisme le plus exalté pour la cause qui leur avait mis les armes à la main. Le soldat noir, agile, vigoureux, infatigable, frugal, était souvent impétueux et acharné dans le combat : à la connaissance des lieux, il joignait encore l'avantage de la supériorité numérique, d'un recrutement facile, et d'un asile impénétrable dans ses mornes. Pour peu que les chefs sussent tirer parti de pareils élémens, il était aisé de prévoir que les efforts lointains et partiels du cabinet de St.-James viendraient se briser contre une île qui pouvait au besoin lever une puissante armée.

Nous allons esquisser rapidement les principaux événemens relatifs à cette colonie, en remontant au point où nous les avons laissés. La paix de Bâle cédant la partie espagnole à la France, arrêta heureusement les incursions des bandes de Jean-François, qui s'embarqua avec

ses principaux officiers pour aller jouir dans la Péninsule des faveurs dont on l'avait accablé. Toussaint Louverture, débarrassé de ce compétiteur, se trouva ainsi seul chef de la caste noire, dont il devint l'idole; et trop rusé pour ne pas se servir d'un si puissant levier, on verra bientôt avec quel art il sut en faire l'instrument de son crédit et de son élévation.

Le général Lavaux, de son côté, apprécia le parti qu'il pourrait tirer d'un tel auxiliaire : renforcé par le licenciement des troupes de Jean-François, il occupa aussitôt la province du nord, à l'exception du Môle-St.-Nicolas qui resta aux Anglais. Dès-lors toute son attention put se fixer sur la partie de l'ouest qu'ils avaient envahie : expulsés des sources de l'Artibonite, ils furent bientôt repliés sur St.-Marc : Toussaint Louverture s'établit aux Verrettes, à la petite rivière, et sur l'Esther. Développant déjà toute l'astuce de son caractère, il chercha à entamer des négociations avec différens chefs anglais, sous prétexte de leur livrer les Gonaïves et autres places sous ses ordres; mais en effet pour les attirer dans les embûches qu'il leur dressait à dessein de les détruire en détail, car aucun moyen ne lui répugnait, dès qu'il en pouvait résulter la ruine de ses ennemis. Il en voulait surtout au brigadier Brisbane, se félicitant d'offrir cette capture aux nouveaux commissaires attendus de

France, comme une preuve de son attachement à la république; il comptait bien obtenir en retour de nouvelles marques de confiance, et une extension d'autorité.

Brisbane, mis en garde par différens avis, mais craignant de perdre l'occasion d'un traité avantageux, ou de tomber dans un piége, jugea prudent de donner suite à la négociation, en se faisant remplacer par le colon émigré qui commandait à St.-Marc. Cet officier, escorté par des hommes de couleur revêtus d'uniformes anglais, débuta par offrir de l'argent à un ambitieux qui n'avait d'autre soif que celle du pouvoir. Toussaint piqué de se voir déçu, et affectant la plus vive indignation, fit saisir, par une troupe apostée, ce député avec ceux qui l'accompagnaient; puis les fit traduire devant une commission militaire qui les condamna à être fusillés *pour avoir voulu corrompre le vertueux général noir*.

Toussaint s'avança ensuite sur St.-Marc, à la tête des légions du nord : elles n'avaient encore ni assez de discipline ni assez d'expérience pour entreprendre un siége régulier; aussi les attaques décousues qu'elles tentèrent contre l'enceinte retranchée de cette ville, furent-elles repoussées, de même que celles du général Rigaud sur le Port-au-Prince. En homme prudent, Lavaux ne voulant pas rebuter ses troupes

encore mal aguerries, leur donna l'ordre de lever le siége.

Les Anglais en proie à des maladies cruelles, harcelés par des attaques fréquentes, jugèrent à propos de se renfermer dans la stricte défensive des points les plus importans pour eux, comme stations militaires, ou comme comptoirs. Le général Rigaud sut profiter de ce repos pour rétablir la culture, en faisant sentir aux noirs que c'était l'unique moyen de soutenir la guerre, et de défendre leur liberté. Les Anglais trop faibles pour les réduire, cherchèrent en vain à paralyser leurs succès par des divisions intestines. Voyant leurs trames déjouées, et ayant reçu quelques renforts, ils résolurent enfin une nouvelle tentative dans le sud. Le 22 décembre, l'amiral Parker parût avec son escadre devant Leogane où il débarqua 1,500 hommes de troupes britanniques, sous les ordres du général Bower, et autant de colons émigrés organisés en légions.

Pendant que ces troupes faisaient l'investissement de la place, l'escadre anglaise embossée, bombardait vivement le fort Çà-ira; on lui répondit néanmoins avec tant de succès, qu'elle fut obligée de gagner le large. Les assiégeans, après plusieurs attaques inutiles, se retirèrent par terre et par mer sur Port-au-Prince, dans la crainte d'être bientôt cernés, entre la ville et

les forces qui s'apprêtaient à la secourir. Ces invasions ennemies avaient mis des entraves aux relations de la province du sud avec celle du nord; et la première se souciait d'autant moins de les rétablir, qu'indépendamment de la rivalité naturelle des chefs, Rigaud reprochait encore à Lavaux de donner trop d'influence aux noirs et à leurs généraux. Cependant ils s'accordaient à vouer une haine commune à l'Angleterre, et ne négligeaient rien pour pousser avec vigueur une guerre dont le résultat de l'attaque de Leogane promettait l'heureuse issue.

Le climat seconda leurs efforts. Une de ces épidémies si fréquentes dans les parages de la mer des Caraïbes, la fièvre jaune, vint semer ses ravages parmi les troupes britanniques, et doubler les difficultés que l'extension de leur puissance, et la résistance des noirs, mettaient à la paisible possession de leurs conquêtes. Réduites de moitié par ce fléau destructeur, elles attendaient avec anxiété des renforts : l'amirauté ordonna deux nouveaux armemens; mais l'amiral Christian, parti dans le courant de novembre avec un corps de 5 à 6 mille hommes, fut assailli par une tempête horrible, et son convoi dispersé de telle sorte qu'il rentra à Spithead avec ses bâtimens de guerre, laissant près de 200 transports, errer dans toutes les directions, à la merci des flots ou des croiseurs républicains.

Une autre expédition s'apprêtait à Cork, en Irlande, à l'effet de porter aux Indes occidentales un corps plus nombreux encore. Nous aurons occasion de revenir plus tard sur son issue, car elle appartient aux événemens de la campagne suivante.

Ouverture du Parlement. Attentat sur la voiture du Roi.

Les efforts imposés à l'Angleterre, malgré les avantages qui devaient en résulter dans l'avenir, ne laissaient pas de paraître lourds au peuple. L'énormité des taxes, la cherté excessive des grains, résultat de deux mauvaises récoltes, la presse sévère et les levées de matelots exigées de tous les bâtimens en proportion de leur tonnage, l'institution des milices, la suspension des libertés, n'étaient point rachetées par des bienfaits assez évidens pour faire cesser les murmures; et le nombre des mécontens s'accrut encore par les pertes que les escadres légères et les corsaires républicains faisaient essuyer au commerce. La nécessité de prévenir les dangers dont les îles britanniques étaient menacées, et d'aviser de bonne heure aux moyens de soutenir la guerre sur terre comme sur mer, dans la campagne qui allait s'ouvrir, décida le ministère à convoquer le parlement pour la fin d'octobre. Le Roi, en s'y rendant, fut assailli par une populace furieuse, qui demandait à grands cris la paix et le renvoi de Pitt : ce monarque, en butte aux propos les plus outrageans, ne parvint à la chambre

qu'à travers mille obstacles; il eut même la glace de sa voiture brisée par une balle, tirée à ce qu'on croit d'un fusil à vent.

Toutefois le discours du Roi pour l'ouverture des chambres, ne répondit guère à l'attente générale; fier de l'alliance qu'il venait de conclure avec la Russie et l'Autriche, son ministère voyait dans ses relations avec Catherine, un ample dédommagement du double échec que sa politique avait essuyée par la défection de la Prusse et de l'Espagne; et il ne voulait de paix qu'autant qu'il en dicterait les conditions. Après avoir tracé selon l'usage, un tableau fort incomplet de l'état des affaires, dans lequel il eut grand soin de passer sous silence les désastres de Quiberon, et d'exagérer les chances de succès qui restaient à l'Angleterre, Georges III laissa néanmoins entrevoir que la constitution adoptée en France donnait l'espoir d'y voir établir un gouvernement avec lequel on pourrait traiter sans danger comme sans humiliation. Mais dans l'incertitude, il demandait qu'on se préparât à pousser la guerre avec plus de vigueur que jamais.

Efforts de l'opposition

L'opposition, s'élevant avec force contre ce système, ne manqua pas d'observer combien il fallait rabattre des prophéties ministérielles, et des résultats qu'on s'était promis de la coalition. Fox, Gray, Sheridam, accusèrent formellement le ministère d'imposture, en présentant la situa-

tion nationale comme améliorée. « L'année dernière, disaient ces orateurs populaires, la
» Hollande n'était que menacée d'une invasion;
» et aujourd'hui elle est l'alliée, la vassale même
» de nos ennemis. En 1794, nous avions conquis
» les îles des Indes occidentales; aujourd'hui
» nous en avons perdu deux, et les nôtres même
» sont en danger. L'année dernière, les ministres niaient la rareté des grains; cette année,
» le discours nous annonce la famine à nos
» portes. Honte! honte éternelle! aux ministres
» qui osent demander des témoignages de satisfaction pour de tels résultats. »

Le chancelier de l'échiquier, ignorant encore ses succès dans les parages de l'océan austral, et ceux de ses alliés sur les bords du Rhin, n'aurait pu opposer à ces déclamations que l'aveu des espérances fondées sur l'envahissement des colonies hollandaises; aussi se contenta-t-il de répondre avec une modération mêlée de fermeté. Sans nier que l'occupation de la Hollande n'augmentât les moyens maritimes de la France, il opposa à ses détracteurs l'accroissement bien plus positif de la marine et du commerce anglais; il soutint d'ailleurs que l'occupation de la Hollande, loin d'ajouter réellement aux forces de la France pour la guerre continentale, l'empêchait d'en employer autant que dans les campagnes précédentes. Au surplus, le sys-

tème de Pitt était trop bien soutenu dans les deux chambres, pour ne pas y triompher de quelques arguties : non-seulement tous les impôts passèrent, et des emprunts considérables furent votés; mais l'attentat commis contre le Roi devint un sujet de triomphe pour son habile ministre; car, à cette occasion, il fit adopter deux bills importans pour *prévenir* les rassemblemens politiques ou séditieux, et punir les complots. Cette circonstance, assez remarquable, autorisa les ennemis personnels de Pitt à dire que l'attroupement était son ouvrage, et que des hommes avaient été apostés pour briser la glace de la voiture du Roi, afin d'investir le ministère d'un pouvoir illimité, et de lui ouvrir le crédit dont il avait besoin; assertion trop hasardée pour qu'on puisse y donner croyance.

Ainsi se termina l'année 1795. La France, victorieuse depuis un an, faillit y perdre toutes ses conquêtes; menacée au dedans d'une réaction dangereuse, elle ne parvint qu'avec peine à se tirer d'embarras et à atténuer les vices de ses institutions. L'année suivante, nous la verrons déjà lancée dans une carrière plus vaste, par le grand capitaine qui présida si long-temps à ses destinées, qui l'éleva au faîte de la gloire par son génie, et la précipita ensuite dans l'abîme par l'oubli de la justice et de la modération.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DE LA SECONDE PÉRIODE DE 1795.

N° 1.

Traité de paix de Bâle, entre la France et la Prusse (5 *avril* 1795), *et Convention de neutralité pour le nord de l'Allemagne, du* 17 *mai suivant.*

ARTICLE PREMIER.

Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et le roi de Prusse, le dernier tant considéré comme tel, qu'en qualité d'électeur de Brandebourg et de co-état de l'empire germanique.

ARTICLE II.

En conséquence, toutes hostilités entre les deux puissances contractantes, cesseront à compter de la ratification du présent traité; et aucune d'elles ne pourra, à compter de la même époque, fournir contre l'autre, en quelque qualité, et à quelque titre que ce soit, aucun secours, ni contingens, soit en hommes, chevaux, vivres, argent, ou munitions de guerre,

ARTICLE III.

L'une des puissances contractantes ne pourra accorder passage, sur son territoire, à des troupes ennemies de l'autre.

ARTICLE IV.

Les troupes de la république française évacueront dans les quinze jours qui suivront la ratification du présent traité, les parties des états prussiens qu'elles pourraient occuper sur la rive droite du Rhin. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations de guerre, cesseront entièrement à compter de quinze jours après la signature de ce traité. Tous les arrérages dus à cette époque, de même que les billets et promesses donnés ou faits à cet égard, seront nuls. Ce qui aura été pris ou perçu après l'époque susdite, sera d'abord rendu gratuitement ou payé en argent comptant.

ARTICLE V.

Les troupes de la république française continueront d'occuper la partie des états du roi de Prusse située sur la rive gauche du Rhin; tout arrangement définitif à l'égard de ces provinces, sera renvoyé jusqu'à la pacification générale entre les Français et l'Empire germanique.

ARTICLE VI.

En attendant qu'il ait été fait un traité de commerce entre les deux puissances contractantes, toutes les com-

munications et relations commerciales seront rétablies entre la France et les états prussiens, sur le pied où elles étaient avant la guerre actuelle.

ARTICLE VII.

Les dispositions de l'article VI ne pouvant avoir leur plein effet que lorsque la liberté du commerce sera rétablie dans tout le nord de l'Allemagne, les deux puissances contractantes prendront des mesures pour en éloigner le théâtre de la guerre.

ARTICLE VIII.

Il sera accordé respectivement aux individus des deux nations la main-levée des effets, revenus ou biens, de quelque genre qu'ils soient, détenus, saisis ou confisqués, à cause de la guerre qui a eu lieu entre la France et la Prusse, de même qu'une prompte justice à l'égard des créances quelconques que les individus pourraient avoir dans les états des deux puissances contractantes.

ARTICLE IX.

Tous les prisonniers, faits respectivement depuis le commencement de la guerre, sans égard à la différence du nombre et du grade, y compris les mariniers et matelots prussiens pris sur des vaisseaux soit prussiens, soit d'autre nation, ainsi qu'en général tous ceux détenus de part et d'autre pour cause de la guerre, seront rendus dans l'espace de deux mois au plus tard, après l'échange des ratifications du présent traité, sans répétition quelconque, en payant toutefois les dettes particulières qu'ils pourraient avoir contractées pendant

leur captivité. L'on en usera de même à l'égard des malades et blessés, d'abord après leur guérison. Il sera incessamment nommé des commissaires de part et d'autre pour procéder à l'exécution du présent article.

ARTICLE X.

Les prisonniers des corps saxons, mayençais, palatins et hessois (tant de Hesse-Cassel, que de Darmstadt) qui ont servi avec l'armée du roi de Prusse, seront également compris dans l'échange sus-mentionné.

ARTICLE XI.

La république française accueillera les bons offices de S. M. le roi de Prusse en faveur des princes ou états de l'empire germanique, qui désireront entrer directement en négociation avec elle, et qui pour cet effet ont déjà réclamé ou réclameront encore l'intervention du roi de Prusse. La république française, pour donner au roi de Prusse une première preuve de son désir de concourir au rétablissement des anciens liens d'amitié qui ont subsisté entre les deux nations, consent à ne pas traiter comme pays ennemis, pendant l'espace de trois mois après la ratification du présent traité, ceux des princes et états de l'empire qui sont situés sur la rive droite du Rhin, en faveur desquels le roi de Prusse s'intéressera.

ARTICLE XII.

Le présent traité n'aura son effet qu'après avoir été ratifié par les parties contractantes; et ces ratifications seront échangées en cette ville de Bâle, dans le terme

d'un mois au plus tard, s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés, ministres plénipotentiaires de la république française et de S. M. le roi de Prusse, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé le présent traité de paix et d'amitié, et y avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bâle le 16 germinal (5 avril) l'an 3me de la république française.

(*Signé*) BARTHÉLEMY.
Ch. Aug. baron de HARDENBERG.

Convention pour la ligne de neutralité du nord de l'Allemagne (17 *mai* 1795).

LA république française et S. M. le roi de Prusse ayant stipulé dans le traité de paix et d'amitié conclu entre elles le 16 germinal dernier (5 avril 1795), des clauses secrètes qui se rapportent à l'article VII dudit traité et qui établissent une ligne de démarcation de neutralité, dont le but est d'éloigner le théâtre de la guerre de tout le nord de l'Allemagne, ont jugé convenable d'en expliquer et d'en arrêter définitivement les conditions par une convention particulière. A cet effet les plénipotentiaires respectifs des deux hautes puissances contractantes ont arrêté les articles suivans :

ARTICLE PREMIER.

Afin d'éloigner le théâtre de la guerre des frontières des états de S. M. le roi de Prusse, de conserver le repos du nord de l'Allemagne, et de rétablir la liberté entière du commerce entre cette partie de l'Empire et la France, comme avant la guerre ; la république française consent à ne pas pousser les opérations militaires ni faire entrer ses troupes, soit par terre, soit par mer, dans les pays et états situés au-delà de la ligne de démarcation suivante. Cette ligne comprendra l'Ost-Frise, et descendra le long de l'Ems et de l'Aa ou l'Alpha jusqu'à Munster, prenant ensuite sa direction sur Coesfeld, Borken, Bockholt jusqu'à la frontière du duché de Clèves près d'Isselbourg ; suivant cette frontière à Mayenport sur la nouvelle Issel, et remontant le Rhin jusqu'à Duisbourg ; de là longeant la frontière du comté de la Mark sur Verden, Gemarcke, et le long de la Wipper, à Hombourg, Altenkirchen, Limbourg sur la Lahn : le long de cette rivière et de celle qui vient de Jdstein, sur cette ville, Epstein et Hœchst sur le Mein ; de là sur Rauenheim, le long du Landgraben, sur Dornheim ; puis en suivant le ruisseau qui traverse cet endroit jusqu'à la frontière du Palatinat ; de là celle du pays de Darmstadt et du cercle de Franconie (que la ligne enclavera en entier) à Ebersbach sur le Necker ; continuant le cours de ce fleuve jusqu'à Wimpten, ville libre de l'empire ; et prenant de là sur Lowenstein, Murhard, Hohenstein, Nœrdlingen ville libre de l'empire, et Holzkirch sur la Wernitz, renfermant le comté de Pappenheim et tout le cercle de Franconie et

de la Haute-Saxe, le long de la Bavière, du Haut-Palatinat et de la Bohême, jusqu'aux frontières de la Silésie.

ARTICLE II.

La république française regardera comme pays et états neutres, tous ceux qui sont situés derrière cette ligne, à condition qu'ils observent de leur côté une stricte neutralité, dont le premier point sera de rappeler leurs contingens et de ne contracter aucun nouvel engagement qui pût les autoriser à fournir des troupes aux puissances en guerre avec la France; ceux qui ne rempliront pas cette condition (à laquelle le roi tâchera de les engager), seront exclus du bénéfice de la neutralité.

ARTICLE III.

S. M. le roi de Prusse s'engage à faire observer cette neutralité à tous les états qui sont situés sur la rive droite du Mein et compris dans la ligne de démarcation sus-mentionnée. S. M. le roi de Prusse se charge de la garantie (en tant que la ligne de démarcation sus-mentionnée est sur la rive droite du Mein), qu'aucunes troupes ennemies de la France ne la franchissent, ou ne sortent des pays qui y sont compris pour combattre les armées françaises; et à cet effet les deux parties contractantes entretiendront sur les points essentiels, après s'être concertées entre elles, des corps d'observation suffisans pour faire respecter cette neutralité.

ARTICLE IV.

Le passage des troupes, soit de la république française, soit de l'empire ou autrichiennes, restera toutefois

libre par lés routes conduisant sur la rive droite du Mein par Francfort; 1° sur Kœnigstein et Limbourg, à Cologne; 2° sur Friedberg, Wetzlar et Siegen, vers Cologne; 3° sur Hadersheim, Wisbaden et Nassau, à Coblentz; 4° enfin, sur Hadersheim à Mayence et *vice versâ;* de même que dans tous les pays situés sur la rive gauche de cette rivière et dans le cercle de Franconie, sans toutefois porter le moindre préjudice à la neutralité des états et pays renfermés dans la ligne de démarcation.

ARTICLE V.

Le comté de Sayn-Altenkirchen sur le Westerwald, y compris le petit district de Bendorf, au-dessous de Coblentz, étant dans la possession de S. M. le roi de Prusse, jouira des mêmes sûretés et avantages, que ses autres états situés sur la rive droite du Rhin.

ARTICLE VI.

La présente convention devra être ratifiée par les parties contractantes; et les ratifications seront échangées en cette ville de Bâle dans le terme d'un mois, ou plus tôt s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires de la république française et de S. M. le roi de Prusse, en vertu de nos pleins-pouvoirs, avons signé la présente convention particulière et avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bâle le 28 floréal an 3me de la république française (17 mai 1795).

Signé François BARTHÉLEMY, et Charles baron de HARDENBERG.

N° 2.

Copie d'une lettre de Monsieur, *Régent de France, à M. Mounier.*

Vérone, le 2 juin 1795.

Lorsque vous me témoignez, Monsieur, quelques craintes de me parler avec ouverture sur les objets que vous croyez essentiels au retour de l'ordre en France, vous oubliez apparemment les titres que vous avez auprès de moi. Ma mémoire est plus heureuse : je me souviendrai toujours de la conduite que je vous ai vu tenir auprès du Roi mon frère, le 5 octobre 1789, quoique chargé par l'assemblée que vous présidiez alors, d'une mission qui semblait si opposée au devoir d'un fidèle sujet, que vous remplissiez avec tant de zèle. Je n'oublierai point que, si de perfides conseils n'avaient prévalu sur les avis réitérés que vous fîtes passer au Roi, il serait parti de Versailles; et, peut-être il eût prévenu par cette démarche ce déluge de crimes et de malheurs dont la France n'a cessé d'être inondée depuis. Le souvenir d'une journée si affreuse en elle-même, mais si honorable pour vous, me détermine à vous donner une preuve particulière d'estime, en vous faisant connaître avec franchise mes sentimens. Ma lettre aura aussi un but d'utilité : vous désirez sincèrement le retour de la monarchie; ce que je vais vous dire doit donc servir de base aux correspondances que vous avez dans l'intérieur du royaume.

Vous avez raison de faire une grande distinction

entre le crime et l'égarement. Le premier appelle la haine des hommes justes et la rigueur des lois; le second mérite plus de pitié qne d'indignation; et lorsqu'il est confessé de bonne foi, ce serait une injustice de lui refuser de l'indulgence. Je n'ai pas cessé de penser ainsi, et je suis prêt à relever et à embrasser celui qui ne s'étant souillé d'aucun crime, mais ayant été entraîné, soit par l'ignorance, soit par la faiblesse, soit même par de fausses idées, viendrait à mes pieds reconnaître ses erreurs et en solliciter le pardon. Ce sentiment n'est pas seulement le mien, c'est celui de mon frère et de toute ma famille. Les monstres qui ont séduit le peuple français par de fausses promesses de bonheur, pour le tyranniser et s'enrichir de ses dépouilles, connaissent bien le fond de mon cœur; mais, comme ils savent aussi que le jour où ces vérités seront connues, tout leur édifice s'écroulera de lui-même, ils emploient toutes les ressources de la calomnie pour les étouffer. Mais cet obstacle sera vaincu à force de soins et de persévérance; et, malgré eux, la nation saura que nous l'aimons; que nous ne voulons que son bonheur; que tous nos travaux n'ont jamais tendu qu'à ce but. Elle reconnaîtra que ces émigrés qu'on a tánt calomniés, ont quitté leur patrie, moins, peut-être, pour ne pas se soumettre à des lois contraires à leur devoir et à leur honneur, que pour aller chercher, contre ces lois qu'elle abhorre aujourd'hui autant qu'eux, un appui qu'ils ne pouvaient trouver en France, où les scélérats s'étaient emparés de toute la force publique. Enfin, sûre de mes sentimens et de ceux de ma famille, elle le sera également, que, si quelques senti-

mens de vengeance particulière se mêlait au désir général de rétablir l'ordre, je saurai le réprimer, et faire usage de l'autorité du Roi, dont je suis le dépositaire, pour tenir une balance exacte entre tous ses sujets.

Mais ces sentimens d'indulgence, cette propension à pardonner, à excuser même; c'est dans mon cœur, c'est dans la loi de Dieu que je les trouve. Ils ne sont point dictés par la lassitude de ma situation, par le désir d'en sortir à quelque prix que ce soit. Mon devoir et mon honneur me défendent également d'atténuer l'autorité du Roi, qui m'est confiée; et je n'ai en vue que le rétablissement de la religion catholique, et de notre antique et vénérable constitution. Je suis loin de confondre, comme la perfidie des destructeurs de ma patrie ne l'a que trop souvent fait, cette constitution avec les abus qui se sont glissés dans le régime de l'administration. L'unique vœu du Roi mon frère, était de les détruire, c'est aussi le mien; j'y travaillerai sans relâche; et, si je ne puis obtenir de la bonté de Dieu, la grâce de remettre au Roi mon neveu, lorsqu'il aura atteint sa majorité, son autorité tout entière et son gouvernement sans abus, je lui aurai du moins inculqué de tels principes, qu'il pourra facilement achever l'ouvrage que j'aurai commencé pour lui. Mais, je le répète, c'est la réforme seule des abus que je veux; et jamais je ne porterai une main téméraire sur notre constitution. Je ne connais point sur cette matière, d'accommodement qui puisse être compatible avec mon honneur et le bien de l'état. L'indulgence à laquelle je suis si bien disposé, ne peut porter que sur les coupables, et non pas sur les résultats de tant de crimes;

et ma maxime est, tolérance pour les personnes, intolérance pour les principes.

La conséquence naturelle de cette maxime est d'oublier les opinions qu'on a eues, mais de porter un œil attentif sur celles qu'on a. Je ne crois pas qu'il soit juste de n'admettre à l'honneur de rétablir l'autel et le trône, que ceux dont les principes toujours purs ne leur laissent aucun repentir; mais je ne veux pas, si je puis m'exprimer ainsi, en guérissant le malade, lui laisser le germe d'une seconde maladie aussi cruelle que la première. Ce serait pourtant le résultat inévitable d'un amalgame de vrais royalistes avec des hommes qui conserveraient, après la restauration de la France, le désir de faire prévaloir leurs opinions erronées; et nous exposeraient, par là, à retomber dans les désordres dont nous serions à peine sortis. Je sais que les hommes ne doivent compte de l'opinion qui existe au fond de leur cœur, qu'à Dieu seul, et je ne prétends pas usurper son domaine; mais ils le doivent à l'autorité souveraine de toute manifestation de leur opinion. Henri IV pardonna aux chefs des ligueurs, mais il extermina la ligue; et ces mêmes chefs, à commencer par le duc de Mayenne, devinrent de zélés royalistes. Charles II se servait de Monk; mais Monk lui rendit sa couronne, telle que son père l'avait portée avant l'ouverture du long parlement. Aujourd'hui, ceux-là seuls qui sont vraiment royalistes, soit qu'ils l'aient toujours été, soit qu'ils aient sincèrement abjuré leurs erreurs, sont dignes de coopérer au grand œuvre du rétablissement de la monarchie; parce qu'eux seuls travaillent de bonne foi à la rétablir sur des bases solides. Ceux qui

ont persisté jusqu'à présent dans leur égarement, peuvent encore se repentir; mais, lorsque le grand œuvre sera fini, le temps de l'indulgence sera passé.

Soyez persuadé, Monsieur, de tous mes sentimens pour vous.

N° 3.

Traité de paix entre la République française et le roi d'Espagne, signé à Bâle le 22 juillet 1795.

ARTICLE PREMIER.

Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et le roi d'Espagne.

ARTICLE II.

En conséquence, toutes les hostilités entre les deux puissances contractantes cesseront, à compter de l'échange des ratifications du présent traité; et aucune d'elles ne pourra, à compter de la même époque, fournir contre l'autre, en quelque qualité et à quelque titre que ce soit, aucun secours ni contingent, soit en hommes, chevaux, vivres, argent, munitions de guerre, vaisseaux ou autrement.

ARTICLE III.

L'une des puissances contractantes ne pourra accorder passage sur son territoire à des troupes ennemies de l'autre.

ARTICLE IV.

La république française restitue au roi d'Espagne toutes les conquêtes qu'elle a faites sur lui dans le cours de la guerre actuelle.

Les places et pays conquis seront évacués par les troupes françaises dans les quinze jours qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

ARTICLE V.

Les places fortes dont il est fait mention dans l'article précédent, seront restituées à l'Espagne, avec les canons, munitions de guerre et effets à l'usage de ces places, qui y auront existé au moment de la signature de ce traité.

ARTICLE VI.

Les contributions, livraisons, fournitures et prestations de guerre, cesseront entièrement à compter de quinze jours après la signature du présent acte de pacification. Tous les arrérages dus à cette époque, de même que les billets et promesses donnés ou faits à cet égard, seront de nul effet. Ce qui aura été pris ou perçu après l'époque susdite, sera d'abord rendu gratuitement, ou payé en argent comptant.

ARTICLE VII.

Il sera incessamment nommé de part et d'autre des commissaires pour procéder à la confection d'un traité de limites entre les deux puissances.

Ils prendront, autant que possible, pour base de ce traité, à l'égard des terrains qui étaient en litige avant la guerre actuelle, la crête des montagnes qui forment les versans des eaux de France et d'Espagne.

ARTICLE VIII.

Chacune des puissances contractantes ne pourra, à dater d'un mois après l'échange des ratifications du présent traité, entretenir sur ses frontières respectives, que le nombre de troupes qu'on avait coutume d'y tenir avant la guerre actuelle.

ARTICLE IX.

En échange de la restitution portée par l'article IV, le roi d'Espagne, pour lui et ses successeurs, cède et abandonne en toute propriété à la république française, toute la partie espagnole de l'île de St.-Domingue aux Antilles.

Un mois après que la ratification du présent traité sera connue dans cette île, les troupes espagnoles devront se tenir prêtes à évacuer les places, ports et établissemens qu'elles y occupent, pour les remettre aux troupes de la république française, au moment où celles-ci se présenteront pour en prendre possession.

Les places, ports et établissemens dont il est fait mention ci-dessus, seront remis à la république française, avec les canons, munitions de guerre et effets nécessaires à leur défense, qui existeront au moment où le présent traité sera connu à St.-Domingue.

Les habitans de la partie espagnole de St.-Do-

mingue qui, par des motifs d'intérêt ou autres, préfèreraient de se transporter avec leurs biens dans les possessions de sa majesté catholique, pourront le faire dans l'espace d'une année à compter de la date de ce traité.

Les généraux et commandans respectifs des deux nations se concerteront sur les mesures à prendre pour l'exécution du présent article.

ARTICLE X.

Il sera accordé respectivement aux individus des deux nations, la main-levée des effets, revenus, biens, de quelque genre qu'ils soient, détenus, saisis ou confisqués à cause de la guerre qui a eu lieu entre la république française et S. M. catholique, de même qu'une prompte justice à l'égard des créances particulières quelconques que ces individus pourraient avoir dans les états des deux puissances contractantes.

ARTICLE XI.

En attendant qu'il soit fait un nouveau traité de commerce entre les parties contractantes, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies entre la France et l'Espagne sur le pied où elles étaient avant la présente guerre.

Il sera libre à tous négocians français de repasser et de reprendre en Espagne leurs établissemens de commerce, et d'en former de nouveaux selon leur convenance, en se soumettant, comme tous autres individus, aux lois et usages du pays.

Les négocians espagnols jouiront de la même faculté en France, et aux mêmes conditions.

ARTICLE XII.

Tous les prisonniers faits respectivement depuis le commencement de la guerre, sans égard à la différence du nombre et des grades, y compris les marins et matelots pris sur des vaisseaux français ou espagnols, soit d'autres nations, ainsi qu'en général tous ceux détenus de part et d'autre pour cause de la guerre, seront rendus dans l'espace de deux mois au plus tard après l'échange des ratifications du présent traité, sans répétition quelconque de part ni d'autre, en payant toutefois les dettes particulières qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur captivité. On en usera de même à l'égard des malades et blessés aussitôt après leur guérison.

Il sera nommé incessamment des commissaires de part et d'autre, pour procéder à l'exécution du présent article.

ARTICLE XIII.

Les prisonniers portugais faisant partie des troupes portugaises, qui ont servi avec les armées et sur les vaisseaux de S. M. catholique, seront également compris dans l'échange sus-mentionné. La réciprocité aura lieu à l'égard des Français pris par les troupes portugaises dont il est question.

ARTICLE XIV.

La même paix, amitié et bonne intelligence, stipulées

par le présent traité entre la France et le roi d'Espagne, auront lieu entre le roi d'Espagne et la république des Provinces-Unies, alliée de la république française.

ARTICLE XV.

La république française voulant donner un témoignage d'amitié à S. M. catholique, accepte sa médiation en faveur du roi de Portugal, du roi de Naples, du roi de Sardaigne, de l'infant duc de Parme, et autres Etats de l'Italie, pour le rétablissement de la paix entre la république française et chacun de ces princes et Etats.

ARTICLE XVI.

La république française connaissant l'intérêt que S. M. catholique prend à la pacification générale de l'Europe, consent également à accueillir ses bons offices en faveur des autres puissances belligérantes qui s'adresseraient à elle pour entrer en négociation avec le gouvernement français.

ARTICLE XVII.

Le présent traité n'aura son effet qu'après avoir été ratifié par les parties contractantes, et les ratifications seront échangées dans le terme d'un mois, ou plus tôt s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires de la république française et de S. M. le roi d'Espagne, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé le présent traité de paix et d'amitié, et y avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bâle, le 4 du mois de thermidor de l'an 3me de la république française (22 juillet 1795).

Signé François Barthélemy,
Domingo d'Yriarte.

N° 4.

Singulières instructions adressées aux généraux en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, et de Rhin-et-Moselle, pour envelopper et détruire sans combattre une armée de 150 mille Autrichiens.

Paris, le 4 vendémiaire an 4 (24 septembre 1795).

L'Armée de Sambre-et-Meuse devait occuper les bords du Mein le 4 vendémiaire : ce succès, et la prise de Manheim par l'armée de Rhin-et-Moselle, ont déterminé le comité de salut public à arrêter la présente instruction, dont le but est d'indiquer les bases des opérations que les deux armées auront à exécuter avant la fin de la campagne actuelle.

La saison où nous sommes pouvant s'opposer à ce qu'on entreprenne le siége régulier de Mayence, le comité a pensé qu'on devait bloquer cette ville, et la bombarder le plus tôt possible. Aucune raison ne peut nous engager à la ménager; il faut donc l'attaquer avec la plus grande vigueur, ne pas épargner les bombes

pour la réduire en cendres, et forcer, par l'incendie de ses magasins, la garnison à se rendre. C'est aux divisions qui cernent Mayence sur la rive gauche du Rhin, qu'est destinée la gloire de réduire cette place; il importe qu'elles ne perdent pas un seul instant.

On sent combien il est essentiel de rendre à nos armées plus de 40,000 hommes que Mayence retiendra devant elle. Ces divisions seront sous les ordres du général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, Jourdan. Mayence une fois en notre pouvoir, elles iront renforcer l'armée de Rhin-et-Moselle, dont elles ont jusqu'ici fait partie. Le général Jourdan les augmentera momentanément des troupes nécessaires pour le blocus de Mayence du côté de Hocheim.

Quelqu'assurés que nous soyons des bonnes intentions de la Prusse à maintenir la paix faite avec nous, il n'en est pas moins nécessaire de laisser dans le duché de Berg, des forces capables de le garder, et d'en contenir les habitans. Le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse sera chargé de l'exécution de cette disposition.

Ce qui a été dit du duché de Berg, s'applique pareillement à la Wétéravie; et, en un mot, à tous les pays situés sur la rive gauche du Rhin, qui sont en guerre avec nous, depuis Mayence jusqu'à Dusseldorff.

Il a paru peu probable au comité de salut public, que l'ennemi, au moment de l'arrivée de l'armée de Sambre-et-Meuse sur le Mein, n'évacuât pas incontinent le landgraviat de Hesse-Darmstadt. Si, contre les espérances du comité, les alliés y étaient restés, *il pense qu'il ne serait peut-être pas impossible de les y*

envelopper, de les y réduire par la famine, et de ne leur offrir d'autre moyen d'en sortir, qu'une capitulation telle que celle de Closter-Seven en 1757.

L'armée de Sambre-et-Meuse, continuant à occuper le Mein depuis Mayence jusqu'à Hanau, assurée de cette ville, ne pourrait-elle pas en effet se porter en force du côté de Selingenstadt et d'Aschaffenbourg, jusques vers Miltenbérg; pendant que l'armée de Rhin-et-Moselle, qui probablement occupe la rive gauche du Necker, depuis Manheim jusqu'à Necker-Elz, après avoir garanti ses derrières, passerait cette rivière dans ce dernier endroit, et se joindrait à Miltenberg, à la gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Si, ce qui est plus vraisemblable, l'ennemi, après s'être éloigné de la rive droite du Rhin depuis la Lahn jusqu'au Necker, se retire vers la Franconie dans la direction de Wertheim et de Wurtzbourg, l'opinion du comité est que l'armée de Sambre-et-Meuse doit être principalement chargée de le poursuivre.

Le but des mouvemens de l'armée de Rhin-et-Moselle doit être de rétablir la libre navigation du Rhin, et de forcer l'ennemi à évacuer les bords de ce fleuve et le Brisgau. C'est en menaçant ses derrières; c'est en lui faisant craindre de voir sa retraite coupée vers le Danube, qu'on peut l'obliger à un mouvement rétrograde aussi avantageux pour nous. Il serait immédiatement poursuivi par les trois divisions actives restées dans le Haut-Rhin, lesquelles doivent fortement inquiéter les alliés par la crainte de quelque entreprise majeure, et se tenir prêtes, dès-à-présent, à passer le Rhin dans les environs de Huningue, dès

qu'elles le pourront avec avantage, ou que l'ennemi commencera à vouloir abandonner la rive droite du fleuve.

Le comité de salut public a pensé que l'armée de Rhin-et-Moselle ne parviendrait à faire évacuer le Brisgau aux ennemis, qu'en s'emparant de Philisbourg; et en se portant avec une grande rapidité vers le Haut-Necker et dans le duché de Wurtemberg. Si les ennemis se reunissaient en forces vers la Franconie ou le Haut-Necker, le comité pense qu'une jonction de l'armée de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, deviendrait alors indispensable; et, dans le cas où cette jonction aurait lieu, le général en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle, Pichegru, commanderait ces deux armées réunies, en conformité d'un décret rendu précédemment pour cet objet.

Si une jonction des deux armées devenait pareillement nécessaire pour envelopper l'ennemi en tout ou partie dans la Péninsule formée par le Meyn, le Rhin et le Necker, ainsi que le comité l'a expliqué ci-dessus; le commandement appartiendrait également au général en chef Pichegru.

Telles sont les mesures que le comité a cru devoir adopter. Elles sont subordonnées aux circonstances; mais il est convaincu que les généraux en chef des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, n'oublieront pas que leur but doit être de prendre Mayence; de chasser l'ennemi des bords du Rhin et de lui faire évacuer le Brisgau. Les moyens d'exécution leur appartiennent absolument; ils ne se croiront pas liés par ceux que le comité leur indique dans la pré-

sente instruction. Il sait qu'ils sont tous deux animés du même esprit, et qu'il n'existe entre eux d'autre rivalité que l'émulation que fait naître le sentiment des services rendus à la patrie, et l'envie d'en rendre de plus grands encore.

SUITE DU N° 4.

Le comité, aux généraux en chef, Jourdan et Pichegru.

Le 6 vendémiaire an 4 (26 septembre).

En relisant les instructions que nous vous avons envoyées le 4 courant, nous nous apercevons, et sans doute cette réflexion ne vous sera pas échappée, que nous avons omis de vous parler d'une mesure principale qu'il convient d'adopter dans le cas où les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle seraient parvenues à cerner l'ennemi, et à le resserrer dans la presqu'île formée par le Mein, le Rhin et le Necker.

Cette mesure consiste, et vous aurez probablement partagé ce sentiment, *à se borner à affamer les alliés dans cet entonnoir, et à ne leur donner d'autre alternative que de se rendre par capitulation, ou d'y périr de misère. Il est donc de la plus grande importance, dans ce cas, de ne hasarder aucun combat. L'impétuosité du Français, l'impatience de la victoire, font un devoir au comité d'insister particulièrement sur*

cette disposition. Les batailles de Poitiers, d'Azincourt, et beaucoup d'autres dont le monde se rappelle les circonstances, sont des exemples funestes du danger qu'il y aurait à adopter des mesures contraires.

Si, comme le comité le pense, l'ennemi, après avoir évacué le pays qui est depuis la Lahn jusqu'au Necker, s'est retiré en masse vers la Franconie ou le Haut-Necker; c'est (ainsi que le portent les instructions envoyées) aux deux armées d'outre-Rhin réunies, à le suivre, l'atteindre, le combattre et le disperser. La rapidité de nos mouvemens, pendant leur retraite, accroîtra le désordre et la déroute de l'ennemi. Peut-être alors des corps détachés de nos armées triomphantes, pourront-ils parvenir à s'emparer de quelques points principaux de la grande route qui conduit de la Franconie vers le Danube et jusqu'à Vienne, la seule qui puisse assurer la retraite des alliés. Peut-être pourra-t-on, par quelques marches aussi hardies que savantes, les précéder à Wurtzbourg et à Bamberg, à Nuremberg même! On sent combien il serait utile de jeter à temps dans la dernière une garnison suffisante, et combien la possession d'une ville aussi commerçante nous dédommagerait de nos fatigues; et enfin, de quelle importance elle serait, pour nous donner le droit de dicter les conditions de la paix à l'Empire consterné, et de prendre des quartiers d'hiver favorables.

C'est aux généraux réunis des armées d'outre-Rhin, qu'il appartient d'examiner la possibilité d'une entreprise aussi majeure. Le comité, plein de confiance dans leurs talens et leur patriotisme, se contente de l'indiquer et de la leur soumettre.

Mais dans tous les cas et dans toutes les circonstances, et lorsque l'ennemi aura été battu ou dispersé dans la Franconie, soit vers le Haut-Necker; pendant que l'armée de Sambre-et-Meuse se chargera de le poursuivre, ainsi que nous l'avons dit dans les instructions, le principal but de l'armée de Rhin-et-Moselle, en particulier, doit être de dégager la rive droite du Rhin, de rétablir la libre navigation de ce fleuve, et de faire évacuer le Brisgau à l'ennemi, en menaçant ses derrières par des marches rapides sur le Haut-Necker, comme pour aller vers le Danube; ou de l'y enfermer même, si, ce qui paraît peu vraisemblable, il s'obstinait à y rester.

Si l'on parvenait à cerner l'ennemi dans le Brisgau, un combat serait encore préjudiciable à nos armes; et les mêmes mesures que celles qui ont été prescrites pour le cas où l'on aurait resserré la droite des ennemis dans le landgraviat de Hesse-Darmstadt, seraient adoptables dans la circonstance dont nous parlons.

Peut-être, citoyens (et quelques renseignemens parvenus au comité de salut public semblent l'annoncer), l'Autriche, fatiguée de défendre l'Empire, ou sentant l'impossibilité d'y réussir, ne comptant plus pour la campagne prochaine sur la continuation des subsides de l'Angleterre, veut-elle rapprocher ses armées des pays qui lui appartiennent : peut-être a-t-elle résolu de faire repasser le Danube à ses troupes dégoûtées de combattre, et d'y entraîner avec elles les débris de l'armée des cercles. Si telle était son intention, alors nous nous verrions assurés de la Franconie et d'une partie de la Souabe, en forçant les alliés à se replier sur le Danube, plus vivement encore qu'ils ne se

proposent de le faire; nous pourrions, en quelque sorte, nous promettre de prendre nos quartiers d'hiver sur ce fleuve, et derrière le cours de la Rednitz.

Telles sont les principales idées que le comité ne craint pas de livrer aux méditations des généraux en chef des deux armées d'outre-Rhin, persuadé qu'ils ne les adopteront qu'après s'être assurés de la possibilité de leur exécution; et certain qu'il n'est rien de grand, de glorieux, d'audacieux même, que les armées qu'ils commandent ne puissent exécuter.

N° 5.

Pièces relatives aux ouvertures de paix faites par l'Empereur, sous la médiation du Danemarck.

Note de M. le comte de Bernstoff, ministre d'état de S. M. danoise, au comité de salut public.

Le souhait de l'Empire de parvenir à une paix générale et constitutionnelle avec la France est généralement connu, ainsi que les bases sur lesquelles il désire de la voir négociée. Il s'est adressé pour cet effet, et cela d'une voix unanime, à l'Empereur, pour le prier de se charger de cette négociation. S. M. Impériale y a consenti avec empressement; et, comme les intérêts de l'Empire sont inséparables de ceux de son chef, elle envisage les siens comme également réunis avec ceux de l'Empire.

Pour s'entendre là-dessus avec la France, S. M. Impériale a cru que la voie la plus naturelle était celle d'une puissance neutre, connue par ses sentimens pacifiques, et elle a demandé au roi de Danemarck de se charger de l'initiative, et de faire parvenir à la Convention nationale son désir qu'un Congrès pût avoir lieu, où les ministres des deux parties en guerre pussent s'assembler pour traiter et convenir de la paix : S. M. Impériale propose pour cet effet la ville d'Augsbourg (dont la sûreté serait parfaitement garantie) comme celle qui, par sa position géographique, lui paraît la plus convenable. Elle y ajoute le souhait que la France veuille s'expliquer sur cet objet aussi promptement que l'importance et les vues bienfaisantes de la proposition semblent l'exiger; et, en outre, que les habitans des parties occupées ou disputées puissent se ressentir d'abord des bienfaits d'un premier rapprochement, pour être, au moins pendant la durée des négociations, à l'abri des réquisitions militaires et des autres malheurs inséparables d'une guerre active.

S. M. Danoise s'est prêtée avec plaisir à cette prière : elle transmet cette proposition de S. M. Impériale, faite en la qualité de chef de l'Empire, et elle l'accompagne de toutes les instances que le désir le plus ardent de voir l'humanité consolée par le retour de la paix peut inspirer.

Copenhague, le 18 août 1795.

Signé, A. P. DE BERNSTORFF.

Réponse du comité de Salut Public de France, à la note de M. de Bernstorff.

L'Empereur, ayant prié le roi de Danemarck de faire parvenir au gouvernement français son vœu, relativement à une négociation pour traiter, au nom de l'Empire, de la paix avec la république française, S. M. Danoise a fait remettre par M. le comte de Bernstorff, au soussigné, une note ministérielle en date du 18 août (ancien style), qui contient les propositions de l'Empereur, tendantes non-seulement à la formation d'un congrès qui se tiendrait dans la ville d'Augsbourg, mais même à une suspension préalable d'hostilités en faveur des pays de l'Empire occupés ou même menacés par les armées de la république.

Le comité de Salut public de la Convention nationale, ayant la direction des relations extérieures, en réponse à la note susdite, a ordonné au soussigné de faire connaître à M. le comte de Bernstorff :

« Que la république ne saurait consentir à l'armis» tice proposé : de plus, *que le gouvernement français » ne prendra aucun arrangement pour établir un con» grès, si ce n'est à l'époque où, l'œuvre de la paix » étant achevée, il ne s'agira plus que de régler et » d'assurer tous les avantages pour les puissances qui » ont pris part à cette cruelle guerre*. Le comité de » Salut public ne croit pas qu'un congrès puisse avoir » d'autre objet. C'est pour cela qu'il restera invariable » dans sa résolution; laquelle, paraissant d'ailleurs la

» plus propre à faire cesser promptement les calami-
» tés de la guerre, ne peut être que conforme au vœu
» de l'Europe entière, et particulièrement aux prin-
» cipes que professe le gouvernement danois. »

A Copenhague, le 21 vendémiaire (13 octobre), l'an 4 de la république française, une et indivisible.

Signé, Ph. Grouvelle.

FIN DU TOME SEPTIÈME DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE VIII.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1795.

CHAP. XLV. État de l'Europe, et de la France en particulier. — Paix en Vendée. — Insurrections parisiennes des 8 et 12 germinal. — Décrets du 11 avril. — Agence royale établie à Paris pour diriger la réaction. — Insurrection de la capitale au 1er prairial. — Mort du Dauphin. — Discussion de la constitution. — Révolte de Toulon, pag. 3

CHAP. XLVI. État des armées sur le Rhin. — Les Français bloquent Luxembourg, et observent Mayence. — Plan du comité pour un passage du Rhin; obstacles qui s'y opposent. — Les émigrés, de leur côté, veulent pénétrer en Franche-Comté. — Capitulation de Luxembourg — Pichegru entre en correspondance avec le prince de Condé, à l'époque de l'expédition de Quiberon. — Longue inaction des armées, 52

CHAP. XLVII. Expédition en Corse. — Bataille navale d'Alassio. — Plans de campagne des puissances belligérantes pour s'emparer de la rivière de Gênes. — Force et emplacement des armées. — Les Austro-Sardes prennent l'offensive et forcent les Français à battre en retraite. — L'armée française prend la ligne de Borghetto en attendant des renforts. — Combat naval des îles d'Hyères, 69

CHAP. XLVIII. Plan de campagne du comité, et cause de son ajournement. — Combats de Baniolas et de Bascara. — L'ar-

mée des Pyrénées-Occidentales prend l'offensive. — Combat d'Irurzun. — Séparation de l'armée de Navarre. — Prise de Vittoria et de Bilbao. — Fourrage sur la rive droite de la Fluvia. — Les Français sont chassés de la Cerdagne espagnole. — Paix du 13 juillet, pag. 102

CHAP. XLIX. Projet pour une descente sur les côtes de France. — Hoche déjoue les intrigues de Cormatin, et le fait arrêter. — Renouvellement des hostilités en Bretagne. — Combat naval de Lorient. — Expédition de Quiberon. — Hoche y détruit les émigrés, 134

LIVRE IX.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1795.

CHAP. L, 177

CHAP. LI. Événemens de l'intérieur. — Journée du 13 vendémiaire. — Réunion de la Belgique. — Vaine expédition de l'Ile-Dieu par les Anglais. — Derniers efforts des Vendéens et des Chouans. — Mesures vigoureuses prises par Hoche pour mettre un terme à cette guerre intestine, 211

CHAP. LII. Le général Clairfayt force les lignes de Mayence, et rejette l'armée du Rhin sur la Pfrim. — Le général Wurmser attaque les Français sous Manheim, assiège et prend cette place. — Clairfayt, renforcé par le corps de Latour venu de l'armée du Rhin, attaque Pichegru sur la Pfrim et sur le canal de Frankendal, et le repousse successivement jusque sous Landau. — Jourdan s'avance sur la Nahe, pour dégager l'armée du Rhin. — Clairfayt y porte le gros de ses forces, et repousse l'armée de Sambre-et-Meuse dans le Hohenwald. — Armistice et quartiers d'hiver. — Troubles en Belgique, 250

CHAP. LIII. Opérations sur les frontières d'Italie. — Plan d'offensive de Kellermann ajourné par le gouvernement. — Attaque du mont Genèvre par les Piémontais. — Plan d'offensive du comité. — Tranquillité des Austro-Sardes. — Des-

eription des lignes de Borghetto et de Loano. — Combat de Campo di Preti. — Enlèvement des postes de Malchaussée, du camp de Garessio, de Castellaro, etc. — Arrivée de Schérer et des renforts d'Espagne. — Double projet de Schérer. — Bataille de Loano, pag. 280

CHAP. LIV. Affaires maritimes et coloniales durant la campagne de 1795. — État de la Grande-Bretagne. — Ouverture prématurée du Parlement. — Insurrection populaire à Londres, 328

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N° 1. Traité de paix de Bâle, entre la France et la Prusse (5 avril 1795), et Convention de neutralité pour le nord de l'Allemagne, du 17 mai suivant, 342

N° 2. Copie d'une lettre de MONSIEUR, Régent de France, à M. Mounier, 350

N° 3. Traité de paix entre la République française et le roi d'Espagne, signé à Bâle le 22 juillet 1795, 354

N° 4. Singulières instructions adressées aux généraux en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, et de Rhin-et-Moselle, pour envelopper et détruire sans combattre une armée de 150 mille Autrichiens, 360

N° 5. Pièces relatives aux ouvertures de paix faites par l'Empereur, sous la médiation du Danemarck, 367

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

ERRATA IMPORTANS DU TOME 7.

Page 296, ligne 11, au lieu de *la droite*, lisez *la gauche*.
13, au lieu de *la gauche*, lisez *la droite*.
329, ligne 16, au lieu de pour le *cap de Bonne-Espérance et l'Inde*, lisez pour le *Cap Français et les Antilles*.
331, ligne 12, supprimez le mot *partie*.

